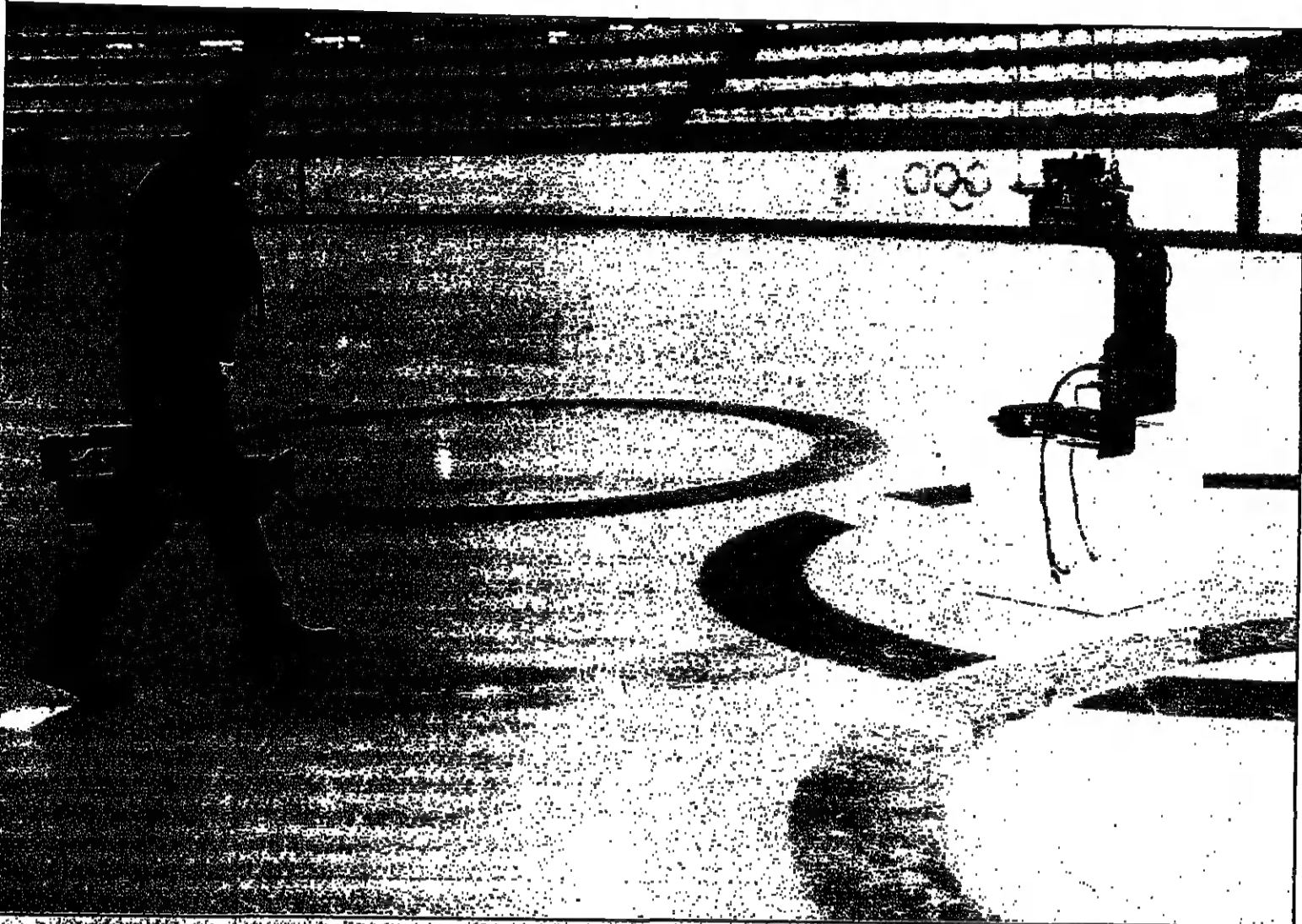


RADIO TELEVISION

LA SEP AUX JEUX OLYMPIQUES D'ALBERTVILLE

Le slalom géant des caméramen



Trente ans après
les appels de la guerre d'Algérie
à « la Marche du siècle » sur FR3

Le racket à l'école,
un reportage d'« Envoyé spécial »
sur Antenne 2

Supplément au n° 14830. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 9 - lundi 10 février 1992.

BOURSE

★

T. BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Iget du « Monde »

Dr Jacques Lesourne

temps d'ronter une car, pour l'économie it par une es recettes aujourd'hui, nsurance, ancère du que nous pour l'amé- er 1991, la st attachée à une politique rigoureuse de réduction des dépenses - qui, les années précédentes, avaient eu une fâcheuse tendance à dériver, - en veillant à ce que les économies ne compromettent en rien la qualité du journal. Quelques chiffres attestent de l'ampleur de l'action : du 31 décembre 1990 au 31 décembre 1991, l'effectif du groupe *le Monde* est passé de 1 291 à 1 163 personnes.

Lire la suite page 24

L'ÉCONOMIE

aux prises avec les comptes

ût des soins place la France au troisième s pour les dépenses de santé, sans que le roportion. Après d'autres professions du ur des syndicats médicaux de s'engager n avec le gouvernement et la Caisse natio- l'édie. Mais les médecins libéraux, comme par une consommation excessive, doivent des contraintes économiques.

que en Algérie ■ Les commissaires-priseurs par les géants anglo-saxons Christie's et ormes économiques piétinent en Ukraine.

de Paul Fabra, le dossier sur les risques urs, les rubriques « Mode d'emploi », « Op- Conjoncture ».

pages 35 à 46

sier : « L'explosion de la micro-informatique » pages 25 et 26

JEUX OLYMPIQUES

La cérémonie d'ouverture par CLAUDE FRANCHILLON

La descente masculine : la revanche de la Face par ALAIN GIRAUDO

Les Saisies entre Belle-varde et Calgary par JÉRÔME FENOGLIO

Hockey sur glace : lutt pour survivre par PHILIPPE BROUSSARD

Ski de fond : le 15 kilo- mètres dames

Ski nordique : le tremplin des 90 mètres

pages 18 et 20

Ouverture de la campagne électorale aux Etats-Unis

Morosité chez les démocrates comme chez les républicains.

Lire page 8

Un entretien avec René Lenoir

« Dans un pays comme la France, affaiblir l'Etat, c'est affaiblir le citoyen »

Page 2.

Génération Ecologie présente ses candidats

Le mouvement de M. Brice Lalonde entend faire jeu égal avec les Verts de M. Antoine Waechter.

Page 12

La catastrophe aérienne au Sénégal

Une erreur d'appréciation de l'équipage à l'origine de l'accident.

Page 14

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34

causes une partie de la jeunesse prête en permanence à se rebeller non par dévotion à l'islam, mais plus simplement parce qu'elle n'a plus rien à perdre, à force de chômage, de misère et d'exclusion.

PLUS grave encore est le surprenant immobilisme des dirigeants algériens, qui, à part réprimer, ne prennent guère d'initiative. Alors que l'urgence de la crise algérienne réclame - on ne le dira jamais assez - un « traitement » de choc économique et social, l'équipe au pouvoir semble totalement en panne d'imagination. Est-elle seulement unie ? Le silence du premier ministre, Sid Ahmed Ghazali, reflète-t-il des dissensions à la tête de l'Etat ?

Une chose est sûre : pour s'attaquer, avec quelques chances de succès, aux multiples problèmes qui l'assaillent, l'Algérie a besoin du soutien des gouvernements et des investisseurs étrangers. Etait-ce le meilleur moyen de les encourager ? Dans ce domaine aussi, les lendemains d'état d'urgence risquent de déchanter.

M0147 - 0211 0 - 6.00 F



IUA
INTERNATIONAL UNIVERSITY
OF AMERICA

California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration

■ Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE

Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit ; médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au :

M.B.A. en Management International

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71

IUA
San Francisco
Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : Pacific C. of HONG KONG

Les Douze sont à la recherche d'une politique commune
indispensable à l'ouverture des frontières

par Daniel Vernet

Sans politique commune de l'immigration, il n'y aura pas de libre circulation des personnes à l'intérieur de la Communauté européenne. La sentence peut paraître abrupte, alors que les Douze s'apprêtent à ratifier les traités dessinant les étapes vers l'union monétaire et l'union politique, mais elle a pour elle la force de l'évidence : si les Etats-membres ne parviennent pas rapidement à harmoniser leurs politiques vis-à-vis des étrangers, que ce soit les demandeurs d'asile, les immigrés à la recherche d'un meilleur niveau de vie, voire les étrangers qui se trouvent déjà et en toute légalité dans la Communauté, le Schengenland aura fait long feu.

Contrairement aux intentions des gouvernements, il ne sera pas possible de supprimer les contrôles policiers entre ces Etats pour les réserver aux frontières extérieures à cet

espace, car la pression de l'immigration, les différences de traitement réservé aux étrangers, le risque qu'un Etat-membre règle ses problèmes aux dépens d'un ou plusieurs autres, pousseront inéluctablement au rétablissement de contrôles intérieurs. Ce n'est certes pas la volonté des dirigeants de l'Europe communautaire, mais c'est une évolution inévitable, si une politique d'harmonisation n'est pas rapidement mise en œuvre.

Sans doute une politique d'immigration ne s'épuise-t-elle pas dans des mesures strictement policières.

Lire la suite page 10

ESPACE EUROPÉEN

■ Les Douze et les Sept ■ La fin des tabous à Helsinki ■ L'« American dream » de la Bulgarie.

pages 9 à 11

DÉBATS

Un entretien avec René Lenoir

« Dans un pays comme la France, affaiblir l'Etat c'est affaiblir la citoyenneté »

« En ces temps de victoire du libéralisme, la vocation du service public, l'idéologie du service public, ont-elles encore un sens ? »

« Je dirai d'abord que je ne me suis jamais ennuyé pendant quarante ans de service public. Je ne regrette pas ma vocation. A cause d'elle, je ressens d'autant mieux la légitimité et l'utilité de l'Etat, qu'on a un peu tendance à oublier parce que l'économie de marché vient de faire la preuve de sa supériorité sur l'économie planifiée et centralisée. »

« Quand je dis légitimité de l'Etat, je pense d'abord à tous les domaines qui échappent au marché. Le domaine public d'abord. Je suis heureux que mes enfants se promènent dans les forêts domaniales ou sur le littoral de la mer sans se heurter aux barrières de la propriété privée. S'il n'y avait pas de crédits publics pour les musées, des œuvres, nouvelles ou anciennes, disparaîtraient toutes des collections privées et seraient donc invisibles pour le plus grand nombre. »

« Le domaine de la protection des personnes ensuite. Vieux de trois mille neuf cents ans, le code d'Hammurabi commence par ces mots : « J'ai établi ce code de lois pour la protection de la veuve et de l'orphelin. » Dès qu'il y a société, il y a protection des plus faibles. Mais prenons un exemple actuel. Il s'est développé un marché des matrices féminines, du sperme et des embryons. Cela soulève de tels problèmes juridiques et moraux qu'il faut bien que la loi intervienne pour baliser ce secteur. On pourrait évoquer les marchés des reins en Inde ou celui du sang au Vietnam. La protection du consommateur : au vieux service de la protection des fraudes, on a éprouvé le besoin d'ajouter, dans un grand nombre de pays, des services, voire des ministères, de la consommation. C'est bien qu'il y avait une raison. La protection du citoyen-habitant : on a eu le tort de croire que le logement était un produit comme les autres, ce qu'il n'est pas. Dès que vous densifiez trop un espace, que vous ne respectez pas un équilibre entre les habitations et les équipements socio-culturels, que vous n'insérez pas suffisamment les logements sociaux, vous obtenez un effondrement du comportement et l'indignation d'un certain nombre de personnes, la violence, tout ce que nous découvrons dans les quartiers des grandes villes. »

« Aucune réflexion approfondie n'a été menée sur ce qui incombe à l'Etat national à l'intérieur de l'Europe »

« La recherche fondamentale échappe au marché. Pourquoi ? Pour deux raisons : elle est trop onéreuse - il a fallu que plusieurs pays européens s'associent pour construire l'anneau du CERN, le Centre de recherche nucléaire de Genève - et ses profits sont aléatoires. »

« Mais pourquoi éprouvez-vous le besoin de faire état inventaire ? L'Etat, est-il l'idéologie du service public qui le sous-tend, est-il à ce point menacé en France aujourd'hui ? »

« Je le crois menacé de l'extérieur et de l'intérieur. Mais j'en viens d'abord à des choses moins évidentes. Ce n'est plus de la légitimité, c'est de l'utilité. L'aménagement de l'espace : les investissements structurels dépendent de l'Etat et, d'une façon générale, tout ce qui concerne l'environnement. »

« Le marché est indifférent à la démocratie - Pinochet s'en est fort bien accommodé. Il est indifférent à la propriété du capital. Une question d'économie-fiction : la nation américaine subsumerait-elle le jour où les Japonais détendraient plus de 33 % du capital industriel américain ? Le marché ne préjuge pas du partage des richesses entre la recherche, l'investissement, la recherche, la rémunération du travail et du capital. Or l'Etat est responsable des grands équilibres. Un exemple actuel d'interven-

René Lenoir, né à Alger le 21 janvier 1927, lui-même ancien élève de l'ENA, a été le dernier directeur parisien de cette école, désormais transférée à Strasbourg. Adjoint au directeur de cabinet de Michel Debré lorsque ce dernier était ministre de la défense nationale, en 1969, puis directeur général de l'action sociale au ministère de la santé avant de devenir secrétaire d'Etat à l'action sociale dans les gouvernements Chirac et Barre, René Lenoir avait été nommé en 1988 à la tête de l'Ecole nationale d'administration. A ce poste, il s'est efforcé de donner aux élèves une formation moins universitaire et s'est attaché à amplifier le rôle international de l'ENA, en développant notamment les échanges avec les pays de l'Est et avec la Chine. Au moment où il quitte l'Ecole et la fonction publique, il nous livre ses réflexions sur le devenir de ce qui fut et qui reste sa vocation : le service public.



tion utile : vous et moi, si nous avons des liquidités, nous prenons des Sicav monétaires : c'est du court terme. Si, demain, à la suite du rapport sur les retraites qui vient d'être remis, on crée des fonds d'entreprise et on décide que ces fonds d'entreprise seront gérés par des institutionnels - pour éviter qu'un M. Maxwell les utilise pour son profit propre - si, dans ces règles - qui ne font d'ailleurs que renforcer les pratiques déjà existantes - on demande aux institutionnels d'avoir une majorité d'actions et d'obligations, en quelques années on fait basculer 50 milliards des Sicav court terme sur l'épargne à long terme et on change les fonds propres des entreprises. D'où incidence sur l'emploi et donc incidence, par ricochet, sur le financement du budget social.

« Dernière remarque : on nous dit toujours : « Oui, mais, dans un marché international, une économie largement ouverte, l'Etat ne peut plus rien faire ». Le prix est un informateur pour les décideurs, mais il n'élimine ni le risque ni l'incertitude. Qu'arrive-t-il devant l'extrême variabilité des taux de change, des taux d'intérêt et du prix de l'énergie ? Chaque Etat s'efforce d'éviter les conséquences sur son économie des déséquilibres extérieurs et de préserver la marge de manœuvre de ses entreprises. Si on ne comprend pas ça, on ne comprend rien à l'après des négociations au sein du G7, au sein du GATT ou entre l'Europe et le Japon, entre l'Europe et les Etats-Unis. C'est pourquoi l'Etat stratège, l'Etat producteur de normes, me paraît à la fois légitime et nécessaire. Mais je le crois doublement menacé. »

« La menace extérieure vient des modalités de la construction d'un Etat confédéral ou fédéral européen. On évoque le principe de subsidiarité. Nous l'appliquons largement à l'intérieur de la France, de l'Etat national. La loi de décentralisation, en 1983, en est un exemple ; de même, le secteur qui a été le mien pendant dix ans, celui de l'action sociale, est privé à 80 % : l'Etat délègue des missions de service public à des associations. C'est très bien, cela conduit à un Etat modeste, moins pesant, moins coûteux. Mais aucune réflexion approfondie n'a été menée sur ce qui incombe à l'Etat national à l'intérieur de l'Europe. »

« Comment appliquer ce principe de subsidiarité à l'Etat lui-même ? »

« Je rêve d'une Europe capable d'envoyer cinquante mille hommes, en quelques jours, s'interposer entre les Serbes et les Croates, mais je m'exaspère quand je vois l'administration bruxelloise réglementer la couleur des phares d'automobiles. »

« Je vais vous donner un autre exemple. J'ai plaidé devant le gouvernement polonais et obtenu la création d'une ENA à Varsovie. Nous avons porté cette école sur les fonds baptismaux, nous l'aiderons à fonctionner, mais, lorsqu'elle a voulu faire appel à des fonds européens, on nous a obligés à nous associer avec l'Ecole de Maastricht, qui est une école de formation permanente, alors qu'il s'agit de formation initiale. En quoi, cela regarde-t-il la Commission ? L'ENA était la seule institution à pouvoir satisfaire la demande du gouvernement polonais. Je ne veux qu'on ne m'impose ni le laxisme néerlandais, ni la prudence irlandaise. »

« Mais la question est beaucoup plus importante que cet agacement ne le laisse supposer. Je crois qu'il est bon pour l'humanité que les hommes se nourrissent, s'habillent, construisent, prient Dieu, s'expriment dans la danse ou la musique de façons différentes. J'aime les Sénégalaises en boubou et les Indiennes en sari et pas en blue-jean. Nous assistons à une résurgence de la revendication identitaire un peu partout dans le monde. Cette revendication est légitime : elle a beaucoup d'aspects positifs, ne serait-ce que par le fait que, grâce à elle, des hommes ne se sentent pas paumés dans un monde incompréhensible. Parmi les droits de l'homme, il y a tout de même le droit à l'adhésion culturelle, religieuse ou nationale. Mais elle a des aspects négatifs : elle peut conduire à brimer des minorités, ou à un intégrisme religieux intolérant. Si le seul modèle que nous proposons est celui d'un marché uniformisant les mœurs et les comportements, nous cesserons vite d'être attractifs, nous construirons une Europe triste parce que uniforme, même notre démocratie paraîtra une piètre compensation au chômage et à l'exclusion sociale. »

« L'Europe, comme dit Jacques Delors, reste un objet politique non identifié. A Maastricht, on a posé quelques vraies questions, dont celle de la monnaie. A mon avis, on n'a pas posé une question essentielle : cette Europe doit-elle avoir un projet politique ? D'après le libéralisme utilitariste, elle ne doit pas en avoir. Les personnes sont censées donner un sens à leur vie indépendamment de tout projet collectif. Cela, les gens l'ont bien compris ! Alors, ils se débrouillent. Croit-on que la démocratie puisse se vivre dans le désintérêt de la chose publique ? C'est pourquoi je ne crois pas bon d'abaisser les nations européennes. Je ne vois pas la France ou la Grande-Bretagne devenir l'équivalent de la Virginie ou de l'Arizona. En France, la nation s'est depuis toujours identifiée à l'Etat. »

« Vous aviez parlé de menace interne... »

« L'Etat ne peut se passer d'une administration de qualité. Les légistes de la République sont les héritiers de ceux du roi. Or cette administration est en crise : elle manque souvent de moyens. Des gens ayant des responsabilités aussi grandes que celles des chefs d'entreprise sont payés comme des secrétaires de direction : des gens de qualité (ingénieurs, administrateurs, membres des grands corps) la quittent pour le secteur privé. Or l'administration a besoin de savoir-faire. C'est pourquoi je ne crois pas bon d'abaisser les nations européennes. Je ne vois pas la France ou la Grande-Bretagne devenir l'équivalent de la Virginie ou de l'Arizona. En France, la nation s'est depuis toujours identifiée à l'Etat. »

« Alors, pourquoi de bons esprits fuient-ils ces postes de direction ? La question des rémunérations est évidente : elle n'est probablement pas la cause première. Les cabinets ministériels comptent aujourd'hui cinq cent cinquante-dix personnes environ pour cent quatre-vingts directeurs d'administration centrale, soit trois

conseillers techniques par directeur. Dans les cabinets trop nombreux, les gens se paralysent les uns et les autres en raison des problèmes de territoire. Et de cabinet à cabinet, on se paralyse aussi. De surcroît, on interfère continuellement dans l'administration, on court-circuite le directeur, on s'adresse directement au sous-directeur et au chef de bureau. Enfin, on sait très bien que, pour arriver à un poste de directeur, il est quasiment obligatoire aujourd'hui de passer par un cabinet. Dans le privé, on ne vous demande pas la couleur de votre bulletin de vote. La devise de Mathieu Molé que j'ai fait graver sur la médaille de l'ENA : « Servir l'Etat sans s'asservir au pouvoir », est sans doute anachronique. »

« L'Etat, vous nous l'accordez, n'est cependant pas exempt de critiques. Aujourd'hui, par exemple, l'Etat est-il apte à régler les problèmes de société ? »

« Non, mais c'est heureux. Sinon, nous serions déjà sous la coupe de Big Brother. Mais regardons-y de plus près. Quand des machines automatisées, l'informatique, la bureaucratie, nous permettent de créer plus de richesses avec de moins en moins d'hommes et que, par ailleurs, les ressources de la protection sociale sont toutes assises sur l'homme au travail, c'est bien d'une réforme du système de financement que peut venir la sauvegarde de ce système, élément fort de cohésion sociale. »

« Peut-on croire que tout le poids du fonctionnement de la société puisse reposer sur une catégorie réduite d'actifs ? »

« Dans un pays comme la France, affaiblir l'Etat, c'est affaiblir la citoyenneté, qui n'est pas affaire de convenances mais d'adhésion à des règles démocratiques, à un contrat social, à une façon de vivre ensemble : par exemple, aujourd'hui, une laïcité non agressive. Comme le dit Evelyn Sullerot, « une société d'individus déconnectés peut-elle intégrer d'autres individus déconnectés ? » Elle fait remarquer que les communautés religieuses, intégrées aux Etats-Unis sont les communautés juive, irlandaise, mexicaine et italienne ; communautés structurées par leurs traditions, leur Eglise et leur morale, et pas la communauté noire, parce qu'elle est issue de l'esclavage. Aux enfants de familles déconnectées, quelles références offrirait une nation qui n'aurait plus confiance en sa citoyenneté et dans le modèle qu'elle s'est forgé en mille ans d'histoire ? »

« Un mot encore d'un nouveau et sérieux problème de société qui pointe en cette fin de siècle, c'est le rapport entre actifs et inactifs. Dans la vie d'un homme, le temps d'apprentissage a doublé en un siècle (éducation, apprentissage). Le temps de travail, qui faisait les

trois quarts du temps total, n'en fait plus que la moitié et inclut, pour un grand nombre de personnes, des temps de chômage, des temps de formation, des temps d'arrêt volontaire. La dernière partie de la vie, celle de la retraite, ne cesse de s'allonger. »

« Peut-on croire que tout le poids du fonctionnement et de l'animation de la société puisse reposer sur une catégorie réduite d'actifs et de semi-actifs prise entre deux cohortes, celle des jeunes prolongeant leurs études et celle des retraités dont la retraite s'allonge ? D'ailleurs, les termes d'actifs et d'inactifs ont-ils encore un sens ? Après soixante ans, des gens qui, d'une façon générale, se portent bien, vont-ils passer vingt ans à se regarder le nombril ? Je vois l'objection : « Nulle part au monde, l'Etat n'a d'influence déterminante sur la démographie. » Mais il peut, par des dispositifs législatifs ou réglementaires (la fiscalité, l'aide au bénévolat, les pensions)... les systèmes sociaux sont des éléments déterminants de la structuration des temps de vie. - L'Etat donc, par tous ces moyens, facilite le management du temps sur toute une vie et mobilise des forces dont la société tout entière a besoin. »

« Mais l'Etat - gouvernement et administration confondus - se trompe parfois. C'est le cas, à mes yeux, de toute la politique consistant à faire sortir les gens prématurément du travail pour résorber le chômage. La retraite subie est une calamité personnelle et sociale. De nombreux retraités pourraient continuer de produire et stimuler l'emploi, si le système fiscal qui leur est appliqué était modifié. »

« L'Etat se trompe, oui, mais je peux témoigner que les corps de contrôle, ainsi que le Commissariat du Plan, ont souvent fait à temps des propositions de réforme audacieuses. Le courage politique a fait défaut pour les appliquer. »

« Si on regarde aussi bien la contestation des infirmières que celle des magistrats, est-ce signe de cet affaiblissement de l'Etat dont vous parlez ? »

« Nous devrions savoir depuis Montesquieu que l'équilibre des pouvoirs fait l'Etat bien tempéré. A trop faire fi de la dignité des magistrats, on s'expose à des retours de bâton. En outre, le ministère de la justice s'est toujours mal défendu dans les arbitrages budgétaires et manque de moyens. »

« Quant aux infirmières et aux travailleurs sociaux, on a trop longtemps négligé leurs revendications. Pourquoi ? Leur sahire pèse sur le budget social, qu'on ne sait plus équilibrer qu'en relevant les cotisations d'un nombre toujours plus limité d'actifs. Le rapport sur la protection sociale du VIII^e Plan disait : « Tel qu'il est bâti, notre système de protection sociale éclipse avec une croissance inférieure à 3 % ». Nous y sommes. Nous nous rapprochons du « jeu à somme nulle » : quand il n'y a plus de surplus à partager et qu'une fonction sociale augmente - les soins, les retraites, l'éducation, - d'autres fonctions sociales régressent. Pour ce qui est du budget social de la nation, financé chez nous à 15 % par l'impôt, alors que la moyenne, dans l'OCDE, est de 30 %, un recours accru à l'impôt me paraît inévitable. »

« La critique de l'Etat, aujourd'hui, ne vient-elle pas du fait qu'il y a trop d'énarques dans cet Etat ? »

« Actuellement, les énarques occupent 50 % des postes de préfets, 50 % des postes de directeurs d'administration centrale et 33 % des postes d'ambassadeurs. Mais les énarques sont minoritaires quand vous les comparez aux ingénieurs des Ponts et Chaussées, aux ingénieurs de l'armement, des Mines, aux X, aux ingénieurs agronomes. Il y a beaucoup plus de gens formés par Polytechnique, l'Ecole du génie rural, l'Ecole des ponts et chaussées que d'énarques dans notre fonction publique. Par ailleurs, actuellement, quand vous recrutez neuf énarques, vous recrutez six administrateurs civils au mérite. C'est important comme tout extérieur. »

« Dans toute société complexe, les questions importantes sont interministérielles, intersectorielles. Le coup de génie des créateurs de l'ENA, c'est d'avoir compris ça. Au lieu d'avoir des concours spécialisés (affaires étrangères, finances, Cour des comptes, Conseil d'Etat, etc.) avec chacun sa dominante juridique, financière, internationale, on a une formation interministérielle qui fait gagner beaucoup de temps ensuite dans le traitement quotidien des affaires publiques. La critique « N'y a-t-il pas trop d'énarques ? » n'aurait de sens que si jouait le phénomène de reproduction sociale, si les énarques étaient tous des fils d'énarques. Que montrent les statistiques sur dix ans ? Rappelez-vous, j'ai publié dans le Monde il y a deux ans un petit papier intitulé « Une noblesse issue du Tiers Etat » qui montre que, chaque année, on compte 2 % ou 3 % de fils ou filles d'énarques et, à l'autre bout, 15 % à 20 % d'enfants de familles modestes, c'est-à-dire d'ouvriers spécialisés, de paysans sans ouvriers agricoles, d'artisans, de sous-officiers, de petits employés, de commerçants ; et puis, au milieu, le reste de la société civile (professions libérales, techniciens, cadres). Deuxième remarque : l'origine géographique : les deux tiers d'entre eux sont originaires de province. »

« Je souhaite que l'homme européen ne soit pas qu'un consommateur »

« Il y a une expression que vous n'avez pas employée : « société duale ». Ce sont des thèmes qu'on a entendus déjà il y a dix ans dans les campagnes électorales : « Non à la société duale », etc., et puis on s'aperçoit que les choses se mettent en place, malgré tout. Est-ce que cela vous inspire un regard désemparé sur l'univers politique ou bien sur l'impuissance des politiques ? »

« Nous entrons dans une société capable de produire de plus en plus avec de moins en moins d'hommes. Il faudrait inventer une autre société. Disons que le plus grand problème n'est plus la production, c'est la distribution, mais aussi comment occuper des gens qui ne savent pas quoi faire de leur temps. On n'a pas formé l'homme à gérer son temps et surtout son temps libre. Les gens qui ne travaillent pas sont perdus. J'ai été frappé d'entendre des présidents d'ASSEDIC dire : « Le client le plus redoutable pour nous, c'est le cadre. » Et Roudot, ex-chef de cabinet à la famille qu'il est au chômage, il ne retrouvera du travail qu'après avoir été remotivé par une équipe de militants, de bénévoles. Ainsi, un homme qui, par sa culture, devrait avoir d'autres références, que le rapport au travail se sont perdus sans lui. L'économie de marché sait faire produire toujours plus, il ne lui incombe pas d'apprendre aux hommes à vivre. Si, à la famille ni la nation ne s'en chargent, alors, oui, la société sera plus en plus duale. Reconstituer une société à partir des besoins prioritaires de l'homme n'est pas une mince affaire. Je souhaite que l'homme européen ne soit pas qu'un consommateur. »

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBA et ROBERT SO

René Lenoir

ETRANGER

L'instauration de l'état d'urgence en Algérie

Le président du Haut Comité d'Etat, M. Mohamed Boudiaf, devait s'adresser aux Algériens, lundi 10 février, dans la soirée, vingt-quatre heures après avoir décrété l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire. Cette décision a été prise après les graves troubles qui ont éclaté vendredi et se sont prolongés dans plusieurs villes samedi et dimanche sous l'effet d'une rude répression exercée par les forces de l'ordre. Les heurts entre celles-ci et les manifestants auraient fait, en

trois jours, au moins quarante morts et trois cents blessés, selon des sources médicales. Aucune confirmation officielle de ces chiffres n'a pu être obtenue. D'autre part, plusieurs dizaines d'arrestations ont été opérées par la police dans les milieux islamistes à Alger et en province, mais à ce sujet, non plus, les autorités n'ont pas fourni d'indication officielle.

Dans un communiqué diffusé peu avant que la police ne ferme, dimanche à Alger, le siège du

Front islamique du salut (FIS), dont la dissolution allait être annoncée dans la soirée, le mouvement islamiste déclarait : « La crise continuera tant que la junte au pouvoir persévérera dans sa politique d'arrogance et de répression de ses adversaires politiques. »

Le texte était signé par M. Abdelrazzak Radjam, qui est désormais recherché par la police. Alors que le calme semblait revenu dans la majeure partie de la capitale, dimanche en fin de journée,

la radio nationale a rapporté que des centaines de manifestants s'étaient encore regroupés à Constantine.

A Beni-Merad, près de Blida, au sud d'Alger, des militants du FIS ont incendié cinq voitures. A Larbaa, dans la même région, plusieurs personnes ont été blessées lors d'échauffourées. La radio a également signalé la mort d'une femme à Médéa, mais on ignore dans quelles circonstances.

Après les affrontements qui ont fait plusieurs dizaines de morts

Les autorités ont entrepris le démantèlement du FIS

ALGER

de notre correspondant

« Où va l'Algérie ? », se demandait M. Mohamed Boudiaf dans un opuscule rédigé alors que, chef du petit Parti de la révolution socialiste (PRS), il bataillait, en exil, contre le régime du parti unique dans son pays. La question est toujours d'actualité, mais celui qui la formulait, maintenant métamorphosé en président du Haut Comité d'Etat (HCE), serait plutôt le questionneur.

Où va l'Algérie ? Ou, plutôt, où M. Boudiaf et ses amis entendent-ils la mener ? Dimanche matin, après deux journées de troubles sanglants, une quarantaine de morts au moins et quelque deux cents blessés, les sept dirigeants de partis politiques invités au palais présidentiel pour s'entendre annoncer les mesures destinées à arrêter la détérioration de la situation entendaient bien interroger ainsi M. Boudiaf.

MM. Ben Bella, président du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), Abdelhamid Mehri, secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Saïd Sadi, secrétaire du Rassemblement pour l'indépendance et la démocratie (RCD), Maïfouda Mahana, président du mouvement Hamas, Cherif El Makhadmeh, secrétaire du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS, communiste), Kasdi Merbah, président du Mouvement pour la justice et le développement (MAJD), et Norredine Boukrouh, président du Parti du renouveau en Algérie (PRA), n'ont, en fait, obtenu que quelques vagues indications, ce qui justifiait a posteriori le refus de M. Hocine Ait Ahmed, président du Front des forces socialistes (FFS), de participer à la réunion au motif qu'il n'entendait pas cautionner « la politique des faits accomplis ».

Des centaines d'arrestations

Au terme d'une heure d'entretien, le président du HCE, après avoir réaffirmé son souci de « préserver le processus démocratique », et sa volonté de « redonner la parole au peuple le plus rapidement possible », a, en effet, annoncé, sans autres précisions, que des décisions « qui ne visent en rien l'activité des partis » seraient rapidement prises. Quelques heures plus tard, au journal télévisé de 20 heures, on en apprenait un peu plus avec la lecture - faite par une speakerine promue involontairement porte-parole d'un gouvernement invisible - d'un décret proclamant l'état d'urgence. Dans la foulée, le ministère de l'Intérieur annonçait la suspension et la dissolution de « l'association à caractère politique dénommée Front islamique du salut (FIS) », après qu'il fut « devenu patent que cette association à caractère politique poursuivait, aux moyens d'actions subversives, des objectifs

■ MOZAMBIQUE : 160 rebelles tués en un mois, selon l'armée. - L'armée mozambicaine a annoncé, vendredi 7 février, avoir tué 160 hommes de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), lors d'opérations menées dans tout le pays au cours du mois de janvier. Sans indiquer les pertes subies par l'armée elle-même, un porte-parole a ajouté que 12 000 civils avaient été « libérés du contrôle » de la RENAMO. - (AFP)

■ NIGÉRIA : une centaine de morts dans des affrontements entre ethnies rivales. - Citant le gouverneur de l'état de Taraba, dans l'est du Nigeria, le quotidien indépendant Punch a rapporté, dimanche 9 février, que de nouveaux affrontements entre les communautés ethniques tiv et jukun ont fait une centaine de morts le 4 février.

mettant gravement en péril l'ordre public et les institutions de l'Etat.

Depuis plusieurs jours, déjà, la rumeur de l'interdiction du FIS et de l'instauration de l'état d'urgence - ou d'exception - courait à Alger. Samedi et dimanche, des centaines d'arrestations ont été opérées dans tout le pays. Arrestations de manifestants pris par la main - mais aussi de responsables du FIS rattrapés chez eux ou dans les locaux de l'organisation. Samedi, dans la journée, était annoncée l'arrestation, opérée la veille, de M. Abdelkader Moghni, imam de la mosquée Es Sunna et éphémère député de Bab-el-Oued, élu au premier tour des élections législatives, annulées, de décembre dernier, ainsi que celle de M. Achour Rabhi, membre du bureau exécutif national provisoire du FIS. La gendarmerie annonçait également qu'elle recherchait M. Abdelrazzak Radjam, responsable de l'information du FIS, poursuivi pour avoir diffusé un communiqué appelant les hommes d'affaires étrangers à ne pas investir dans un pays gouverné par un pouvoir illégitime.

Dimanche, la police investissait les locaux algérois du FIS, arrêtant les cinq personnes qui s'y trouvaient au moment de son intervention, dont deux « résidents » du FIS, et Choura, direction collective de l'organisation. Des opérations similaires étaient menées dans plusieurs villes de province où responsables et élus locaux islamistes étaient interpellés.

Ces mesures étaient, évidemment, la conséquence des deux jours d'émeutes que venait de vivre l'Algérie. La journée de vendredi avait vu une vingtaine de villes, au moins, secouées par des manifestations dégénérant en trou-

bles violents après la sortie des mosquées (Le Monde des 10 et 11 février). Celle de samedi n'a pas été moins tendue. La plupart des quartiers populaires et toutes les cités de la banlieue d'Alger ont connu de durs affrontements entre jeunes et forces de l'ordre, avec barricades, incendies de véhicules et longues rafales d'armes automatiques faisant de nombreuses victimes, souvent parmi les passants et les curieux.

Ces événements ont emporté toutes les assurances prodiguées antérieurement par le HCE quant au respect du processus démocratique. Il y a encore quelques jours, les pouvoirs publics excluaient une dissolution du FIS et la suspension des assemblées locales, affirmant que l'état d'exception, annoncé comme probable dès la déposition du président Chadli (Le Monde du 14 janvier), n'était pas envisagé.

Une jeunesse à la dérive

Pour justifier leur revirement - la Constitution ne définit pas clairement la différence de nature entre état d'exception et état d'urgence - les autorités invoquent maintenant une tentative d'insurrection qu'aurait organisée le FIS. Selon elles, les troubles de ces derniers jours n'étaient qu'un hors-d'œuvre. Ils devaient, dans un deuxième temps, être suivis de l'attaque de casernes de gendarmerie et de postes de police, afin de s'emparer des armes qui s'y trouvent, puis de l'organisation de manifestations de masse qui auraient amené les forces de l'ordre à tirer sur la foule, provoquant la solidarité de la population et, à terme rapide, la chute du régime.

Ces autorités n'ont, hélas, pas estimé nécessaire d'exposer les

preuves qu'elles affirment détenir. S'il n'est pas niable que les « barbus » n'ont pas été absents des affrontements qui viennent d'ensanguiner le pays, il est pour le moins réducteur de voir dans ces événements la trace d'un complot, qui plus est fomenté « de l'étranger », comme le surrurent quelques commentateurs convenablement inspirés. Tous les observateurs présents sur les lieux ont pu constater que la plupart des « casseurs » étaient en réalité de jeunes

« imberbes », plus soucieux de manifester leur défiance à l'égard d'un régime abhorré que leur enthousiasme vis-à-vis de « l'Etat islamique » dont rêve le FIS, compagnons de route d'un parti radicallement « contre », plutôt que militants d'une cause dont, souvent, ils se moquent.

Ce n'est d'ailleurs pas le moins inquiétant pour l'avenir que cette jeunesse à la dérive, formant aujourd'hui la majorité de l'Algérie nouvelle, n'ait d'autre perspective

que de suivre, de façon presque apolitique, les démagogues les plus radicaux. Sans doute le démantèlement en cours du FIS est-il susceptible de retarder les échéances, mais il paraît exclu qu'il suffise à régler les problèmes de fond.

Depuis l'annulation du processus électoral, aucun responsable d'un gouvernement évanescant et muet n'a même jugé bon de faire publiquement un état des lieux, de commenter la situation née de la démission du président Chadli, de proposer de nouvelles solutions, bref, de redonner espoir. De ce point de vue, le nouveau pouvoir ressemble comme un frère jumeau à l'ancien, gaspillant le temps et concotant, dans l'indifférence du plus grand nombre, une politique dont la seule face visible demeure le maintien de l'ordre, désormais revêtu de l'uniforme de l'état d'urgence.

GEORGES MARION

■ L'un des cinq membres de la présidence collégiale en visite en Tunisie. - L'un des cinq membres du Haut Comité d'Etat algérien, M. Ali Kafi, a effectué, samedi 8 février, une brève visite en Tunisie, à l'occasion de la commémoration annuelle du bombardement du village frontalier de Sakiet Sidi Youssef par l'aviation française, en 1956. Cette cérémonie commune, à l'issue de laquelle M. Kafi a été reçu par le président Zine El-Abidine Ben Ali à Tunis, semble marquer un réchauffement dans les relations entre la Tunisie et l'Algérie. Les autorités des deux pays étant maintenant aussi résolument engagées dans la lutte contre les islamistes. - (Reuters)

Les principaux points du décret

Le décret du Haut Comité d'Etat (HCE), instituant l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire algérien pour douze mois, habilite le ministre de l'Intérieur à « ordonner l'interdiction de toute personne dont l'activité porte atteinte à l'ordre public dans des centres de sûreté ».

Le ministre de l'Intérieur, pour toute l'Algérie, et le wali (préfet) dans chaque wilaya, ont les pouvoirs suivants :

1. Restreindre ou interdire la circulation des personnes et des véhicules dans des endroits et à des moments précis.

2. Réglementer la circulation et la distribution des denrées alimentaires et des services de première nécessité.

3. Instituer des zones de séjour réglementé pour les non-résidents.

4. Interdire de séjour ou mettre en résidence surveillée toute personne majeure dont les activités s'avèrent nuisibles à l'ordre public et au fonctionnement normal des services publics.

5. Prononcer des réquisitions de personnel pour accomplir, à leur poste de travail, leurs activités professionnelles habituelles, dans le cas

d'une grève non autorisée ou illégale. Cette mesure concerne les entreprises publiques et privées, en vue d'assurer les services d'intérêt public.

6. Opérer exceptionnellement des perquisitions de jour comme de nuit.

Le ministre de l'Intérieur et le wali compétent territorialement peuvent également « ordonner la fermeture provisoire de salles de spectacles et de lieux de réunion, quelle que soit leur nature, et interdire toute manifestation jugée de nature à troubler l'ordre et la tranquillité publics ».

Le gouvernement peut notamment « suspendre » ou « dissoudre » les assemblées locales ou communales si, « par des attitudes d'obstruction avérée ou d'opposition déclarée », « l'action légale des autorités publiques est mise en échec ». Dans ce cas, l'autorité de tutelle nommera des administrateurs jusqu'à l'organisation de nouvelles élections.

Enfin, les tribunaux militaires peuvent être saisis en cas de crimes et délits graves « contre la sûreté de l'Etat ».

A TRAVERS LE MONDE

CONGO

Le juge Bruguière a annulé son déplacement

Le juge Jean-Louis Bruguière, chargé de l'enquête sur la catastrophe du DC-10 de la compagnie française UTA, a annulé sa visite prévue au Congo le lundi 10 février, a indiqué samedi une source politique à Brazzaville. En revanche, deux commissaires de police français étaient attendus lundi dans la capitale congolaise. Aucune explication n'a été donnée sur l'annulation de cette visite. - (AFP)

ISRAËL

Trois morts au Liban sud et dans les territoires occupés

Trois combattants anti-Israéliens ont été tués et deux soldats israéliens blessés, dont l'un grièvement, lors d'acrochages qui ont duré deux heures, samedi 8 février, en milieu de journée, dans la « zone de sécurité » occupée par l'Etat hébreu dans le sud du Liban. Le Fath-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal a réclamé dimanche la responsabilité de l'opération.

A Gaza, sept Palestiniens ont été blessés dimanche par les tirs de soldats israéliens lors d'un affrontement dans le camp de réfugiés de Chant. Dans la colonie de peuplement de Nazarin, deux soldats israéliens ont été blessés dimanche par l'explosion d'un colis piégé. Plus tôt dans la journée, une Israélienne de Nazarin

avait été grièvement blessée par l'explosion de deux engins piégés placés près d'une usine d'emballage d'agrumes. En Cisjordanie occupée, une Palestinienne de soixante ans a succombé samedi à une crise cardiaque à la suite de coups de feu tirés dans sa direction par des soldats israéliens dans le village d'Arta, près de Bethléem.

D'autre part, plus de 2 000 personnes ont assisté samedi dans le calme aux funérailles de Moustapha Akouli, un détenu palestinien mort mardi en prison lors d'un « interrogatoire » par les services de sécurité israéliens. - (AFP)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Les négociations sur la future structure du Parlement fédéral progressent

Des représentants des Parlements tchèque et slovaque, réunis au sein d'une commission à Mlavy (Moravie), se sont mis d'accord, samedi 8 février, sur la future structure du Parlement fédéral, qui devrait être constitué d'une Chambre des députés et d'un Sénat. Ces négociations, entamées le 23 janvier après le rejet par les députés slovaques de projets de loi sur la future organisation de l'Etat commun, ont fait « un grand pas en avant », a déclaré le président du Parlement slovaque, M. Frantisek Miklosko. Mais le chef du parti d'opposition slovaque Pour une Slovaquie démocratique, M. Vladimir Meciar, a récemment déclaré à Prague que le bloc d'opposition slovaque au Parlement fédéral « s'opposera à toute initiative constitutionnelle avant les élections » de juin 1992. - (AFP)

L'AFRIQUE DU SUD PLUS VITE ET SANS ESCALE.

South African Airways est la seule compagnie à vous offrir des vols sans escale et les vols les plus rapides vers l'Afrique du Sud. Paris-Johannesburg non-stop le mardi. Un deuxième vol direct le dimanche. Profitez également des autres avantages exclusifs offerts par SAA :

tarifs préférentiels pour l'hébergement et la location de voitures en Afrique du Sud, tarifs spéciaux sur le réseau intérieur, correspondances vers toute l'Afrique Australe. SAA. Elue "meilleure compagnie vers l'Afrique" pour la troisième année consécutive par les lecteurs du prestigieux "Travel Magazine".

Paris-Orly	Mardi	SA 229	Départ	19h25	Dimanche	SA 263	Départ	19h15
Johannesburg	Mercredi	Arrivée	07h20		Lundi	Arrivée	10h50	

SAA
SOUTH AFRICAN AIRWAYS

Paris : 12, rue de la Paix. 75002 Tél. : (1) 49 27 05 50
Lyon : 15, rue de la République. 69001 Tél. : 72 00 03 03

AFRIQUE

Rébellion touarègue au Niger

Le Sahara est inaccessible aux touristes en raison d'une révolte armée dans le nord du pays

NIAMEY

de notre envoyée spéciale

Faite, l'aventure! Plus question de traverser le Sahara du nord au sud. Pour cause de rébellion touarègue, il avait déjà fallu rayer des itinéraires la voie malienne, trop risquée. Restait la route du Niger, reliant Tamanrasset, dans le sud de l'Algérie, à Agadès, via le poste-frontière d'Assamakka. Solution exclue depuis quelques jours: pour «raisons de sécurité», les autorités nigériennes viennent de fermer ce poste «aux touristes étrangers».

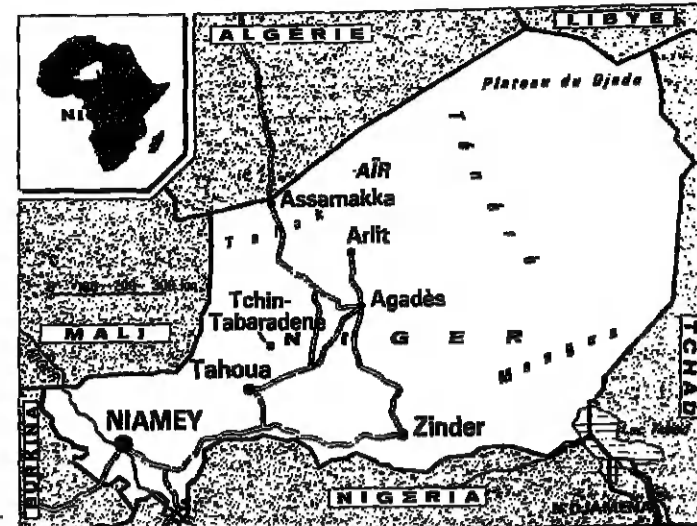
Les attaques étaient devenues trop nombreuses, trop meurtrières. La dernière en témoigne. Dans la nuit du 22 au 23 janvier, un convoi de véhicules qui se dirigeait vers Niamey est arrêté par des rebelles, entre Arlit et Agadès. Les «bandits armés» — terme pudique utilisé par le gouvernement nigérien pour désigner les Touaregs — tirent. Bilan: un mort (algérien) et un blessé (français). Une partie des voyageurs poursuivent leur route, les autres bivouaquent sur place.

Au milieu de la nuit, des rafales d'armes automatiques les réveillent.

Ils sont encerclés par des militaires nigériens qui «arrosent» indistinctement le groupe. Deux Italiens, deux Allemands et un Algérien sont grièvement blessés. «Le carnage, c'était les militaires», raconte M. Ali Hadjar, Algérien vivant en France, il avait l'habitude de financer ses vacances au pays en allant vendre sa voiture au Niger. De même que tous les trafiquants de voitures volées en Europe, cette route, il la connaissait bien. Mais jamais plus il n'y mettra les pieds.

Voilà un an que les «touristes» se font régulièrement détourner sur

les routes du Nord nigérien. Cibles prioritaires des assaillants: les 4x4. Une centaine de véhicules auraient disparu en un an. L'insécurité est devenue telle que tous les projets de développement (grands) ont été interrompus. Dans les locaux des coopératives françaises, à Niamey, un mot d'ordre est affiché, qui leur «interdit jusqu'à nouvel ordre de circuler, que ce soit pour des raisons professionnelles ou personnelles», dans le nord du pays, excepté sur l'axe qui mène à la ville minière d'Arlit.



Des opérations politiques

Aux attaques ciblées sur la réputation de voitures et d'argent se sont ajoutées il y a quelques mois des opérations plus politiques, visant des postes administratifs, qui ont fait plus d'une dizaine de morts. Neuf gardes républicains et trois gendarmes sont actuellement otages des Touaregs. Ce type d'actions s'est multiplié depuis octobre dernier, c'est-à-dire depuis la fin de la conférence nationale.

Pendant les quatre mois qu'elle avait duré, tout Nigerien, poste de radio collé à l'oreille, avait vécu avec un espoir démesuré: ces palas-bes destinées à remettre tout à plat. Les Touaregs, en attendant beaucoup. La destitution du président Ali Saibou, responsable selon eux du massacre de Tchén-Tcheraden — qui avait fait au moins cent morts en mai 1990 (le Monde du 15 juin 1990) — ne faisait à leurs yeux aucun doute. Or le général est resté chef de l'Etat. Et, en outre, la communauté touarègue s'est sentie «marginalisée» par la conférence nationale.

«Beaucoup de fonctionnaires, d'enseignants, ont rejoint la rébellion après la conférence nationale», affirme M. Ahamadou N'Gadé, qui s'est institué porte-parole de la communauté. «Si ces gens ont pris les armes, c'est qu'ils ne croient plus au discours politique», ajoute un de ses amis. Pour lui, «l'engagement de la jeunesse est irrévocable». Ces jeunes qui se battent sont des guerriers expérimentés. Anciens de la légion islamique du colonel Khadafi, certains d'entre eux se sont battus aux côtés des troupes libyennes, au Tchad ou au Liban.

Répondant à l'invitation du président Saibou, ils sont revenus au Niger en 1987, comme l'explique Sylvie Ramir dans les Pistes de l'oubli (1). Voyant leur communauté (environ 700 000 personnes, soit 10 % de la population) négligée par les autorités, mal desservie par les organismes internationaux chargés de lui apporter une aide, ils ont engagé le combat.

Avec d'autant plus de détermination que le «sucos» de la rébellion malienne les a encouragés. Les partisans d'Hissem Habré réfugiés au

Niger leur ont vendu des armes (au prix de 5 000 à 7 000 francs CFA — 100 à 140 francs français — le kalachnikov), ils en ont récupéré sur leurs prises... bref, ils sont bien équipés, bien entraînés. Mieux que les militaires, qui les craignent, et commettent régulièrement des «bavures» comme celle de fin janvier.

L'absence d'interlocuteurs

Dans un appel datant de décembre, les Touaregs dénonçaient les «massacres» perpétrés par l'armée, accusée d'avoir tué neuf civils en un mois. Un appel non signé. Depuis, une partie du voile s'est levée: le gouvernement a reçu une déclaration émanant d'un «Front de libération de l'Aïr et de l'Azawad». Mais, contrairement à leurs «frères» maliens, scindés en quatre mouvements identifiés, les rebelles nigériens restent clandestins. Aussi, le gouvernement, qui — dit-on — veut négocier, se plaint-il de ne pas avoir d'interlocuteurs.

Les «cadres touaregs», comme on appelle ici ceux qui sont bien insérés à Niamey, ont proposé leur médiation au premier ministre. Val-

nent, disent-ils. Le ministre de l'intérieur, touareg lui-même, est allé dans le Nord, afin de rencontrer les chefs de la rébellion, mais le contact n'a pas eu lieu. «Les conditions n'étaient pas réunies, ni d'un côté, ni de l'autre», explique-t-il.

Quant au gouvernement de transition, il argue de sa bonne volonté. «Si c'est un problème de sécession, je n'ai pas de solution», affirme le premier ministre, M. Amadou Cheffou, «c'est un problème de développement, avant tout établissons un plan». Les autorités seraient en fait partagées, les membres du gouvernement ouverts à la négociation étant contrecarrés par l'armée et des membres de l'organe législatif, le Haut Conseil de la République.

En attendant, le fossé se creuse entre les populations. Et le processus de transition, déjà sérieusement menacé par le péril économique, risque d'achopper sur cette question. D'aucuns se demandent si ce n'est pas, justement, l'intérêt de quelques-uns.

MARIE-PIERRE SUBTIL

(1) Sylvie Ramir, Les Pistes de l'oubli, Touaregs au Niger, Editions du Félin, 1991, 145 francs.

Amers lendemains

NIAMEY

de notre envoyée spéciale

«Où est le changement? C'est pire maintenant», lance un étudiant. La population nigérienne n'est qu'amertume et désillusion. Tout devait changer. Les hommes allaient vivre libres et égaux, l'argent allait tomber du ciel. Le remède-miracle? La conférence nationale, expression magique qui devait amener une autre: la démocratie.

La conférence nationale a eu lieu. Elle a duré quatre mois. Début novembre, ses délégués, tout en maintenant dans ses fonctions de chef de l'Etat le général Ali Saibou, ont mis en place un gouvernement de transition, chargé de gérer le pays pour quinze mois, jusqu'à l'organisation d'élections pluralistes. Ce gouvernement n'a pas eu le temps de faire la preuve de quoi que ce soit que, déjà, les Nigériens tombent de haut.

«La situation n'a jamais été aussi critique dans ce pays», Parole d'opposant? D'expatrié? Pas du tout. Celui qui fait ce constat n'est autre que l'un des principaux «pilotes» de la phase de transition, le professeur André Salifu, président du Haut Conseil de la République (HCR), l'organe chargé de légiférer. Inutile pour lui de se voiler la face: les institu-

tions de transition sont sur la corde raide.

L'Etat est en faillite. Fin janvier, les fonctionnaires n'ont reçu que leur salaire de décembre. On n'avait jamais vu ça au Niger. Les étudiants, dont certains n'avaient pas encaissé leur bourse depuis quatre mois, viennent d'être partiellement satisfaits. Mais, «pour janvier, il leur faudra patienter», affirme le ministre de l'éducation nationale. La semaine dernière, le ministre de la fonction publique a été séquestré par des chômeurs en colère. Les manifestations sont pratiquement quotidiennes à Niamey.

La fin du «boom» de l'uranium

Lourd dilemme pour le gouvernement... Satisfaire les revendications sociales, éviter les licenciements, c'est se mettre à dos les bailleurs de fonds, qui exigent une politique d'austérité avant de faire crédit. Ignorer le social, c'est, en revanche, prendre le risque d'émeutes. Pour l'instant, le milieu syndical, qui a largement participé à la conférence nationale — certains parlent même de noyautage, — ne remet pas en cause la trêve sociale. Mais le point de rupture approche.

La ministre des finances prépare un programme d'urgence,

destiné à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international (FMI), qui attendent du gouvernement des mesures qu'il n'a pas osé prendre jusqu'à présent. D'aucuns parlent de vacance du pouvoir. Le premier ministre de transition, M. Amadou Cheffou, un fonctionnaire international qui a effectué l'essentiel de sa carrière à l'étranger, se trouve en tout cas face à de multiples critiques.

Il est vrai que M. Cheffou n'a pas la partie facile. Le désastre économique, antérieur à son arrivée, s'explique notamment par la fin du «boom» de l'uranium. En 1988, le Niger le vendait 30 000 F CFA le kilo; en 1989, le prix avait baissé à 19 000 F. Les investisseurs étrangers ont déserté le pays. Alors qu'au début des années 80 une centaine de filiales de sociétés françaises y étaient installées, il n'y en a plus aujourd'hui qu'une cinquantaine. Dans les couloirs du Gaweye, l'hôtel international de Niamey, on ne rencontre plus que deux sortes de clients: ceux qui viennent vainement tenter de récupérer l'argent qu'ils avaient placé, et les membres des missions du FMI et de la Banque mondiale.

M.-P. S.

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ 100 CD de la collection

EDITIONS ATLAS

LES GÉNIES DU BLUES

36.15 LE MONDE Tapez JEUX

Tant qu'il y aura des concours...

EGSH "L'école des prépas"

- MATH-SUP
- MATH-SPE (M.M')
- MATH-SUP BIO
- PREPA VETO
- PREPA HEC (voie générale)

Cours E. Geoffroy Saint-Hilaire
Enseignement privé hors contrat
24, rue Charcot - 75013 Paris
(1) 45 89 58 94

anglais, allemand, espagnol, italien, russe...

LANGUES & AFFAIRES

Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme, décrochez un diplôme "pro" ou un BTS + langues.

Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance. Programmes langue générale, langue des Affaires. INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNEE - FORMATION CONTINUE

Documentation et Tests gratuits:

LANGUES & AFFAIRES - Soc 5260, 35, rue Collange 92303 Paris-Levallois. Tél (1) 42-70-81-88 +



PARIS-GENEVE: 2 A/R PAR JOUR

(A PARTIR DU 26/02/92)

Reliant au départ de Paris tous les sites olympiques avec 4 A/R Orly-Chambéry, 4 A/R Orly-Annecy et 1 A/R Orly-Courchevel. TAT renforce encore sa présence au cœur des Alpes avec l'ouverture de 2 A/R CDG2-Genève.

PARIS CDG2 - GENEVE		
DU LUNDI AU VENDREDI:	7 h 00	8 h 05
	18 h 10	19 h 20
SAMEDI:	7 h 00	8 h 05
DIMANCHE:	14 h 20	15 h 30
GENEVE - PARIS CDG2		
DU LUNDI AU VENDREDI:	8 h 45	10 h 00
	20 h 00	21 h 05
SAMEDI:	14 h 00	15 h 10
DIMANCHE:	20 h 00	21 h 05

HORAIRES VALABLES DU 26/02/92 AU 28/03/92

SUSCEPTIBLES DE MODIFICATIONS SANS PREAVIS

Renseignements - réservations auprès de TAT Paris au (1) 42 79 05 05 ou auprès de votre agence de voyages.

TAT EUROPEAN AIRLINES

Avec l'Europe qui exporte, il y a l'ESCE

PALMARÈS DU MOCI

Moniteur du Commerce International du 11 mars 1991

ESCE: 1^{er} (Classement des écoles 100% internationales)

SALAIRES JEUNES DIPLÔMÉS L'Espresso du 21 mars 1991

ESCE: 160 000 F (Salaire annuel brut médian)

S.E.S.A.M.E. regroupe CESEM, ESP-EMA, EPSCI, ESCE, ESPESM et FISEM.

esce l'école-référence des exportateurs

63, rue Ampère 75017 Paris

Tél: (1) 47 63 36 55-42 27 99 37 - 3617 CODE ECO1 • ESCE

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

ASIE

« Nuages de guerre » sur le Cachemire pakistanais

Dans cet Etat « libre » mais sous la tutelle d'Islamabad, la population vit dans la hantise d'un nouveau conflit

Une « marche pour l'indépendance du Cachemire », qui verra des milliers de citoyens pakistanais tenter de pénétrer sans armes dans la partie indienne du territoire disputé, est annoncée pour mardi 11 février. Islamabad a interdit cette démonstration. Mais les sympathisants affluent vers la capitale de l'Azad Kashmir (« Cachemire libre »). Des affrontements avec la police ont fait huit blessés dimanche. Notre envoyé spécial s'est rendu récemment dans ce territoire, où la répression par l'armée indienne, dans la vallée du Cachemire, des groupes séparatistes musulmans (le Monde du 23 janvier) provoque de sérieuses ondes de choc.

MUZAFFARABAD

de notre envoyé spécial

Née plus au nord, sous le pic géant du Nanga Parbat, la Neelum se jette ici dans la Jhelum aux eaux tourmentées d'un vert de jade. Mais si les rivières du Cachemire se mêlent splendidement, les Cachemiris, eux, butent sur des barrières. Aucun véhicule ne parcourt plus depuis quarante-trois ans les 200 kilomètres qui séparent Muzaaffarabad de Srinagar, les capitales respectives des deux entités entre lesquelles est partagé, depuis 1947, l'ancien Etat du maharajah Hari Singh : à Chakothi s'interpose la « ligne de contrôle », naguère « ligne de cessez-le-feu », que patrouillent de rares jeeps des observateurs des Nations unies, apparemment fort démunis devant le drame qui se joue ici.

Deux armées se font face par-dessus ces vallées encaissées que dominent au loin des sommets enneigés. On s'aperçoit les casernes sur les crêtes, et les camps un peu en arrière du front. Elles se

sont déjà livrés deux guerres à moins de vingt ans d'intervalle pour s'assurer le contrôle de ce pays à la poignante beauté.

A deux reprises en cinq ans (1987 et 1990), elles ont été à nouveau à deux doigts d'en découdre, et seul, dit-on ici, l'avertissement donné à l'Inde par les Etats-Unis, via leurs satellites, que le Pakistan donnait tous les signes d'être en train d'assembler une bombe atomique aurait retenu New-Delhi. Aujourd'hui, l'Inde a à nouveau ce que la rhétorique locale appelle « les nuages de guerre ».

Modeste mais active cité de 80 000 habitants, Muzaaffarabad n'est qu'à 40 kilomètres du front; mais le territoire qu'elle administre est si étroit qu'elle est adossée à la « frontière » toute fictive, qui sépare l'Azad Kashmir de son « protecteur », le Pakistan. A 200 kilomètres au nord, ses vallées encaissées et pauvres s'achèvent là où commence « l'Agence de Gilgit et du Baltistan », territoire dominé par les puissants sommets du Karakorum, peuplé de musulmans innombrables et qu'administre directement Islamabad.

« C'est nous que l'Occident condamne »

A 200 kilomètres au sud, cet étrange « Etat » vient finir en cul-de-sac dans la plaine du Pendjab surprise. Car Muzaaffarabad a son président de la République, son premier ministre, son Assemblée législative, sa Cour suprême. Mais elle n'a ni monnaie, ni politique étrangère autonome, ni une armée qui lui soit propre — quoi que les hommes de ce pays démunis s'engagent volontiers comme soldats pakistanais.

Et lorsque le pouvoir change de main à Islamabad, il en va presque automatiquement de même en Azad Kashmir. Ce fut le cas au

printemps dernier lorsque le chef du gouvernement local, fidèle à M. Benazir Bhutto, M. Mumtaz Bathore, a été écarté sans ménagements au profit du vieux chef de la Conférence musulmane, proche de l'actuel premier ministre Nawaz Sharif.

Mais M. Abdul Qayyum Khan, qui nous reçoit à la veille de son départ pour La Mecque, n'entend pas s'attarder aux turbulences de son « Cachemire libre ». Le « Cachemire occupé » en revanche est un terrain où il s'aventure passionnément : « Depuis la partition, l'Inde, de par son poids, a imposé au monde sa vision des choses. Aujourd'hui, ses soldats torturent, blessent, tuent, font disparaître des villageois, des innocents, des civils. Or c'est nous que l'Occident condamne, parce qu'on nous dit fondamentalistes. Qu'est-ce que ce nouvel ordre mondial où le mensonge est vérité et la vérité tenue pour mensonge ? Qui aura donc le courage de faire pression sur l'Inde, championne de la lutte contre l'islam ? »

A l'entrée de Muzaaffarabad est installé un des dix camps de réfugiés qu'abrite l'Azad Kashmir. Ici, s'entassent sous la tente, dans des conditions misérables, 166 familles. Elles représentent le dixième des quelque six mille Cachemiris qui ont fui leur village, la plupart situés en bordure de la « ligne » durement contrôlée par des troupes indiennes anxieuses de prévenir les infiltrations de guérilleros en provenance du Pakistan.

M. Sayed Anwar Shah, soixante-six ans, raconte : « Ils sont venus me prendre chez moi à Kithawali, à 10-12 kilomètres de l'autre côté. C'était le 1^{er} ou le 2 avril 1990. Ils m'ont gardé une semaine, ils m'ont battu. J'étais le subordonné (chef) de mon village. Ils voulaient que je dénonce ceux qui aident les moudjahidines. Quand ils m'ont relâché, ils m'ont laissé trois jours pour donner des noms. Alors j'ai rassemblé le village, et on a décidé de partir. »

M. Bibi Maryam, vingt ans, est elle aussi de Kithawali. Elle vient d'avoir son second enfant. Elle a été, dit-elle, « gardée pendant huit jours par les soldats indiens ». L'officier qui nous accompagne a traduit spontanément « violé collectivement », une accusation qui revient de façon obsessionnelle dès qu'il est question de la situation « de l'autre côté ». Plus d'un Cachemiri s'affirme persuadé que certains officiers indiens autoriseraient cette pratique, estimée apte à « saper le moral de musulmans ».

Des camps d'entraînement pour « terroristes » ?

Autre choc pour les populations, de ce côté-ci de la ligne : les tirs d'artillerie. L'Inde assure ne faire que répliquer à des provocations pakistanaises. Pour qui remonte la vallée de la Neelum pourtant, cette assertion est peu convaincante. Les forces de New-Delhi, postées sur des pitons vertigineux, tiennent en

otage les villages de l'Azad. Le 3 mai et le 17 septembre derniers, d'intenses tirs de mortier indiens ont visé le village d'Athmaquam, faisant 41 morts et 85 blessés. Le maire nous fait visiter les ruines des échoppes, maisons, écoles, et de l'hôpital, écrasés ces jours-là. Le sous-préfet a jugé prudent de déménager ses bureaux à Kundalahi, à 10 kilomètres vers l'arrière.

Que cherchent les Indiens ? Très clairement à punir, ou contre les infiltrations de « combattants de la liberté » venus du Pakistan. Celles-ci n'existeraient-elles que dans la propagande de New-Delhi ? Nullement ! Un officier qui nous escorte nous conduit tout benoîtement sur les hauteurs de Muzaaffarabad au quartier-général du Harkat-ul-Mudjahidin, affilié au Jamaat-e-Islami, principal parti fondamentaliste pakistanais.

Là, le jeune « vice-commandant Kasim », vingt-trois ans — « dont plusieurs d'Afghanistan », comme la plupart des guérilleros cachemiris — nous déclare fièrement : « J'ai décidé de consacrer ma vie à la jihad (guerre sainte). A présent, je vais de l'autre côté quand mes chefs

me le demandent. Si je meurs, je serais martyr, si je vis, je serai héros. » Ce même jour, nous expliquons M. Aazam Inqilabi, inquietant prophète au verbe torrentiel récemment sorti de huit années de prison à Srinagar. 21 des quelque 150 organisations armées qui opèrent au Cachemire indien sont réunies à Muzaaffarabad en vue de créer un Conseil unifié de la jihad, dont on suppose qu'il sera financé par l'ISI, les services secrets pakistanais.

La position d'Islamabad de « soutien politique, moral, diplomatique » et « d'assistance militaire modérée » aux insurgés cachemiris, dont la cause est presque sacrée au Pakistan, se résume-t-elle à cela ? Ou bien l'Azad Kashmir abriterait-il aussi, comme l'assure New-Delhi, de nombreux camps d'entraînement, préparant l'infiltration de milliers de « terroristes » ? Sur ce point, les autorités d'Islamabad, promptes à « tout montrer » aux visiteurs, se font des plus discrètes.

JEAN-PIERRE CLERC

JAPON

Sérieux revers électoral pour le parti du premier ministre

Le Parti libéral-démocrate (PLD) du premier ministre Kiichi Miyazawa, éblouissant par une série de scandales politico-financiers impliquant des responsables de son clan, a subi un sérieux revers politique, dimanche 9 février, en perdant l'élection sénatoriale partielle de Nara, l'un de ses fiefs traditionnels. Le candidat du parti gouvernemental, M. Enoki, a été largement battu par celui de l'opposition, M. Yoshida, soutenu par le PSI, deux petits partis centristes et la centrale syndicale Rengo. M. Yoshida a obtenu 244 930 voix contre 178 002 à M. Enoki et 55 927 à la candidate communiste. Ce scrutin était considéré comme un test pour les sénatoriales nationales de juillet prochain. — (AFP)

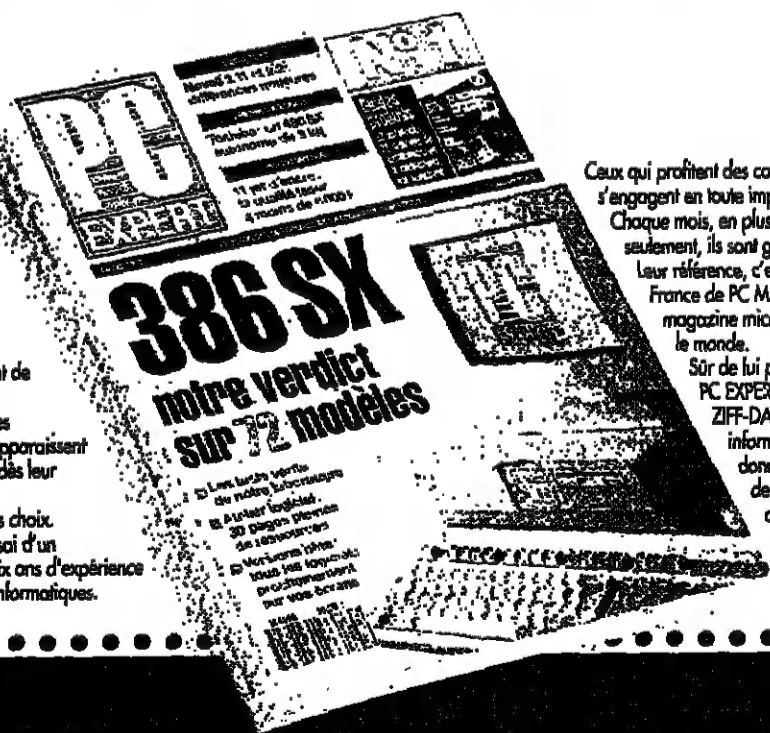
PAKISTAN : la bombe, ou pas ? — Islamabad a pris ses distances, dimanche 9 février, par rapport aux déclarations de son secrétaire général adjoint aux affaires étrangères rapportées dans le Washington Post, selon lesquelles le Pakistan avait la « capacité » de construire « au moins un engin nucléaire » (le Monde daté 6-10 février). Le porte-parole des affaires étrangères d'Islamabad a confirmé que son pays disposait bien d'une certaine capacité dans le domaine nucléaire, mais que son programme militaire était « gelé » à son niveau de 1989. Le Pakistan n'a l'intention ni de faire exploser un engin ni de transférer de « technologie sensible ». — (AFP, UPI)

POUR DECIDER

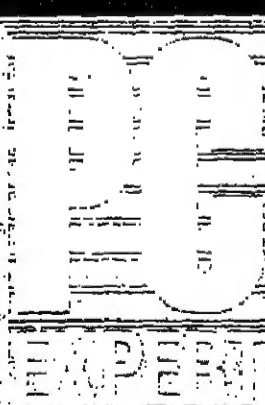
VOYEZ L'EXPERT !

Avec ce numéro : un tapis de souris

Il y a ceux qui choisissent leur matériel informatique au petit bonheur la chance... La formule est simple : faire confiance au premier venu, payer le prix fort, se rendre compte très vite que ce choix ne correspond pas à son besoin. A vouloir gagner du temps, certains s'aperçoivent rapidement qu'ils perdent de l'argent... Et puis, il y a ceux qui sont informés des nouveaux produits informatiques qui apparaissent chaque année sur le marché français, des leur sortie. Ceux qui décident de faire les meilleurs choix. Ceux qui s'appuient sur les bons d'essai d'un laboratoire français qui bénéficie de dix ans d'expérience en matière de tests de produits micro-informatiques.



Ceux qui profitent des conseils de spécialistes qui s'engagent en toute impartialité. Chaque mois, en plus de 400 pages, et pour 30 F seulement, ils sont gagnants ! Leur référence, c'est PC EXPERT, l'équivalent en France de PC MAGAZINE aux Etats-Unis, le magazine micro-informatique le plus lu dans le monde. Sur de lui pour vous rendre sûr de vous, PC EXPERT, nouvelle publication de ZIFF-DAVIS, leader de la presse micro-informatique aux Etats-Unis, vous donne enfin les moyens de décider, de choisir et d'acheter en toute connaissance de cause. PC EXPERT : dès aujourd'hui, chez votre marchand de journaux.



PC EXPERT, sans l'ombre d'un doute.

EUROPE

CEI : manifestations à Moscou

Bolcheviques et démocrates en plein désarroi

Les partisans et les adversaires de Boris Eltsine ont manifesté, dimanche 9 février, place du Manège à Moscou. Les premiers réclamaient davantage de démocratie tandis que les «néo-bolcheviques», nostalgiques du passé, exigeaient la démission du «gouvernement d'humiliation nationale» de la Russie.

MOSCOU

de notre correspondant

D'une main elle brandit un portrait de Staline en grand uniforme, de l'autre elle tend un journal où s'étale l'effigie de Nicolas II. Aucun problème, aucune contradiction pour cette manifestante venue crier sa colère et son dégoût : «L'un et l'autre (le dictateur et le tsar) ils aiment la Russie», alors que les «démocrates» et autres «nouveaux bolcheviques» d'aujourd'hui, les «spéculeurs» et autres «sionistes» sont prêts à tout vendre. «Ce Eltsine, il faut le pendre !» renchérit un homme au sourire édenté. «Chez nous, il n'y a

«Opération pour l'espoir»

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a lancé, lundi 10 février, à Francfort, un vaste pont aérien humanitaire, «Opération pour l'espoir», des pays occidentaux en faveur des onze Républiques de la Communauté des Etats indépendants. M. Baker devait commencer le même jour une tournée en Moldavie et dans les Républiques musulmanes d'Asie centrale avant de se rendre à Moscou pour des négociations sur le désarmement nucléaire. — (AFP, Reuters.)

même plus de pain», ajoute son voisin. «Alors que du temps de Staline on trouvait tout dans les magasins, on ne manquait jamais de beurre et les prix baissaient», reprend l'ex-kolkhozien stalino-monarchiste.

Etrange rassemblement que cette manifestation, place du Manège, où plusieurs dizaines de milliers de personnes sont venues, dimanche 9 février, répondre théoriquement à l'appel de divers «mouvements de travailleurs». Effigies de Lénine en tous genres (un homme, faute de mieux, arbore sur son ventre une assiette décorée du célèbre drapeau rouge et banderoles dénonçant «le traître, le menteur Eltsine» ou protestant contre la liquidation «des kolkhozes et sovkhos qui nous nourrissent». On sentait bien là «le souffle de ceux qui portent des chemises brunes ou rouges» qu'évoque désormais régulièrement Boris Eltsine pour appuyer ses demandes d'aide d'urgence à la démocratie russe. Mais chacun, ici, est le fasciste de l'autre : des pancartes représentent un Eltsine au garde-à-vous décoré par Hitler — n'a-t-il pas réussi là où les nazis ont échoué, c'est-à-dire à détruire le pays? — ou bien Eltsine confondu dans un même opprobre avec Gorbatchev, Gorbachev et Hitler. D'autres banderoles à l'usage des télévisions occidentales proclament en anglais : «Bush, hands off the Soviet Union !» («Bush, enlève les pattes de l'Union soviétique !»).

L'amalgame, la haine, le simplisme, la nostalgie du passé transfiguré pour la circonstance : c'est ce qui se voit le plus, mais ce n'est pas forcément le plus important. Car les manifestants ne ressemblent pas tous à leurs pancartes, ni aux discours qui tombent de la tribune. «Mais non, ce ne sont pas des communistes», explique un monsieur venu dire ici qu'il en avait assez, qu'il n'en pouvait plus. «Est-ce normal qu'on ne puisse même plus acheter de pommes à ses enfants?» Les prix invraisemblables et ce «business», ce pré-

tendu «marché» qui ne produit rien mais «spécule», voilà contre quoi la plupart des gens sont venus protester.

Quant tout se dérobe sous vos pieds, on se raccroche à un chiffon rouge, comme cette dame qui reste là, plantée, le regard vide, à l'écart des autres. Tout va à vau-l'eau, et d'abord ce pays qui part en lambeaux. C'est pourquoi on applaudira si fort lorsque s'élèvera dans le ciel au-dessus des remparts du Kremlin le drapeau rouge, accroché à un ballon. C'est, en négatif, ce qui s'est passé en août dernier devant la Maison Blanche : le drapeau russe était alors accroché au ballon, le soviétique flottait sur le Kremlin et les bâtiments publics.

«L'unité» qui rend «l'invincible»

Devant la Maison Blanche, précisément là, se déroule un autre rassemblement. Ceux-là, en principe, sont venus défendre la démocratie contre les «néo-bolcheviques» qui manifestent au même moment sur la place du Manège (il n'y a pas eu d'affrontement, en dépit des rumeurs alarmistes abondamment répandues et grâce peut-être au puissant dispositif policier mis en place). Les «démocrates» sont moins nombreux, mais leurs effectifs sont puissamment renforcés par le miracle d'une télévision qui a recours aux bonnes vieilles méthodes et aux cadrages éprouvés. Ici on scande le nom de Eltsine et on prêche «l'unité» qui rend «l'invincible». On évoque les

glorieux jours d'août où l'on défendait la Maison Blanche et la liberté contre les putschistes. Cela dit, et y compris du haut de la tribune, on ne peut s'empêcher d'admettre que les réformes font mal, que les décisions du gouvernement laissent perplexes. On souffre, mais on croit toujours, on veut toujours croire, alors qu'à deux kilomètres de là on ne croit plus (nombre d'électeurs de Boris Eltsine sont venus grossir les rangs des manifestants «conservateurs»).

Deux manifestations, un même désarroi? Pas tout à fait. Devant la Maison Blanche, la foule est plutôt plus jeune — mais on trouve aussi d'émouvantes grand-mères, dignes misérables, jumelles de celles qu'on peut voir sur la place du Manège. On rit un peu plus — notamment lorsqu'un humoriste se lance dans une désopilante imitation de l'illustre démagogue d'extrême droite Vladimir Jirinovsky. On entend aussi le Père Iakouline, ex-dissident devenu un parlementaire actif, exiger la révocation des communistes qui se maintiennent dans l'entourage de Boris Eltsine (sur la place du Manège, c'est un pope «rouge» qui, lui, est venu fustiger les spéculateurs).

Les uns comme les autres éprouvent un urgent besoin de procès : ici, on veut organiser le procès du Parti communiste ; là, on veut faire comparaitre en justice «Eltsine, le fossoyeur du pays», coupable de «génocide contre le peuple russe». Et, ici comme là, revien-

drangeant, M. Rafik Hovhannessian, en visite à Téhéran. «L'Azerbaïdjan aussi souhaite les bons offices de l'Iran pour régler ce problème», et Téhéran «étudie actuellement cette demande», a pour sa part déclaré le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, qui s'est entretenu, samedi 8 février, avec M. Hovhannessian. — (AFP.)

nant avec insistance les accents nationalistes, le nationalisme russe d'une part, soviétique de l'autre, mais est-ce tellement différent? Sur la place du Manège, on s'insurge contre la «vente» des îles Kouriles au Japon. Et sur la place de la «Russie libre» (devant la Maison Blanche), on applaudit un émissaire de Crimée (que le Parlement russe conteste à l'Ukraine) venu crier sa foi en la Russie.

La veille, comme s'il avait senti le moment propice, le vice-président Routskoï, sortant d'une longue retraite à l'hôpital, s'était placé dans une position stratégique, au confluent du nationalisme et du mécontentement social. Ouvrant un «congrès des forces civiques et patriotiques», il avait réclamé la proclamation d'un «état d'urgence économique» — formule vague mais qui sonne bien — et avait dénoncé les menaces qui pèsent sur l'avenir de la Russie «en tant que puissance». D'autres orateurs allaient sensiblement plus loin, comme Dimitri Vassiliev, le dirigeant de Pamiat, qui exalta «la Russie chrétienne et slave» avant que le congrès ne réclame la démission de «l'actuel gouvernement d'humiliation nationale» au profit d'un «pouvoir fort» capable de préserver «l'unité de la Russie et son intégrité territoriale». Staline et Nicolas II n'ont pas forcément tout perdu.

JAN KRAUZE

Un pari risqué de M. Jacques Chirac...

MOSCOU

de notre correspondant

Où est le joli temps où Nikita Khrouchtchev promettait à ses concitoyens de «dépasser l'Amérique» en dix ans? Aujourd'hui, c'est Jacques Chirac qui prend le risque de prédire l'avenir. Certes, le maire de Paris ne promet rien, mais à Paris, à en croire, de moins, M^{me} Galina Starovoïtova, une proche conseillère de M. Boris Eltsine, qui a raconté à la foule rassemblée devant la Maison Blanche une conversation qu'elle a eue récemment avec M. Chirac.

Selon M^{me} Starovoïtova, le maire de Paris, «un homme qui parle russe et lit Dostoïevski» lui aurait affirmé sa conviction que d'ici le XXI^e siècle, c'est-à-dire d'ici moins de dix ans, la Russie serait plus riche que les Etats-Unis.

Il a même proposé un pari. Qu'il gagne, et il aura droit à un déjeuner dans le meilleur restaurant de Moscou, avec «blinis et caviar» et qu'il perde — c'est-à-dire que la Russie n'ait pas dépassé l'Amérique — et c'est lui qui paiera à déjeuner à Paris. Mais «sans caviar».

J. K.

En revanche, jusqu'à présent, il n'avait pas officiellement annoncé qu'il reconnaissait l'indépendance et la souveraineté de l'Ukraine, avec laquelle le Vatican a reconnu avoir eu des relations difficiles, citant notamment la décision «inique» de Staline interdisant l'Eglise ukrainienne en 1946. — (AFP.)

YOUgoslavie : l'éventuel déploiement de «casques bleus»

Les dissensions entre Serbes se sont aggravées

L'Assemblée de l'enclave serbe de Krajina (sud-ouest de la Croatie) a accepté «intégralement», dimanche 9 février, le plan de paix de l'ONU signé, début janvier, par le président serbe, M. Slobodan Milosevic, son homologue croate, M. Franjo Tudjman, et le ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic. Néanmoins, les dissensions entre Serbes se sont aggravées.

BELGRADE

de notre correspondant

Estimant avoir, enfin, obtenu le feu vert de tous les Serbes de Croatie, la présidence yougoslave — réduite à la Serbie et à ses alliés — a immédiatement informé le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, qu'il n'existait désormais plus d'obstacle à l'envoi de dix mille «casques bleus» dans les zones de conflit en Croatie. Toutefois, M. Milan Babic, président de la «République serbe de Krajina», autoproclamée en décembre dernier, conteste la légalité de cette décision.

Après que la Croatie eut réaffirmé la semaine dernière son soutien «inconditionnel» au plan de paix de l'ONU (le Monde du 8 février), le dernier obstacle au déploiement des «casques bleus» restait la Krajina. En dépit des pressions exercées par Belgrade, le leader de cette enclave serbe en Croatie avait maintenu son refus

d'adhérer à un plan qui, selon lui, «conduit le peuple serbe à sa perte» et avait convoqué pour lundi 10 février une session parlementaire qui devait décider l'organisation d'un référendum sur le plan de paix des Nations unies. M. Milan Babic comptait ainsi montrer que son obstination était le reflet de la volonté des Serbes de sa «République».

Soutenu par Belgrade, le président du Parlement de Krajina, M. Mile Paspalj, qui avait, une semaine auparavant, approuvé le plan de l'ONU en l'absence de M. Babic (le Monde du 4 février), avait le Parlement à se réunir, dimanche, dans la petite ville de Glina.

Les élus locaux de dix-sept districts de Krajina, soit plus des deux tiers des membres du Parlement, ont participé à la session extraordinaire de dimanche, à laquelle assistaient des représentants de la présidence et de l'armée yougoslaves ainsi que du gouvernement de Serbie. A l'issue d'un débat de plusieurs heures, les députés ont adopté, à la quasi-unanimité (81 pour et 6 abstentions), le plan de paix des Nations unies et assuré de la coopération des instances locales avec les «casques bleus».

Risques d'extension du conflit

Le Monténégrien Branco Kostic, vice-président yougoslave, venu dimanche à Glina pour convaincre les députés de la Krajina que «les territoires acquis pendant la guerre pouvaient être désormais défendus pacifiquement grâce aux garanties de l'ONU et de son Conseil de sécurité et avec l'engagement des «Casques bleus», a assuré que «le peuple serbe sera protégé sur ces territoires et que la législation croate ne sera pas appliquée en Krajina».

Dans un discours modéré, visant avant tout à ne pas attiser le conflit entre la Krajina et Belgrade, M. Kostic a tenu à saluer «le combat héroïque du peuple serbe de Krajina qui lui a permis de reprendre en main ses territoires en rétablissant son pouvoir et sa police».

Toutefois, il a mis en garde

contre les risques d'extension du conflit à la Bosnie, au Sandjak (région serbe à population musulmane) et au Kosovo si les Serbes de Krajina choisissaient de poursuivre la guerre. De plus, M. Kostic a souligné que la Krajina ne pourrait plus compter sur le soutien des autorités fédérales si elle rejetait le plan de l'ONU, car «le refus d'un règlement pacifique de la crise isolerait totalement la Yougoslavie».

Se référant à la «Constitution» de la République serbe de Krajina, M. Babic a jugé que la réunion de Glina était «illégitime» et que les dispositions prises par le Parlement étaient, par conséquent, «nulles». Comment, cependant, passer outre aux décisions de la majorité du Parlement, qu'il lui est difficile de révoquer à Knin (chef-lieu de la Krajina) en session extraordinaire, comme il l'avait prévu? Illégitime ou non, l'issue de la session parlementaire de dimanche à Glina a mis M. Babic au pied du mur. Le leader de la Krajina, qui avait tenu tête au président

Milosevic et aux autorités fédérales parce qu'il était persuadé de jouir du soutien des Serbes de la région et de certains officiers yougoslaves, se retrouve isolé.

Vers un compromis ou un affrontement?

Acceptera-t-il un compromis pour sauver la face et conserver le pouvoir ou s'obstinera-t-il à refuser les modalités du plan de paix de l'ONU en tentant un coup de force qui pourrait dégénérer en guerre civile au sein même de la Krajina? Car, si M. Babic dispose du soutien d'une grande partie de son gouvernement et de certains groupes armés, il est en conflit depuis plusieurs mois avec son ministre de l'Intérieur, M. Milan Martić, qui commande la milice de la Krajina et qui conteste «l'autoritarisme de Babic». Pour le moment, une chose est sûre : les obstacles au déploiement des troupes de l'ONU n'ont pas encore été tous éliminés.

FLORENCE HARTMANN

EN BREF

■ ESPAGNE : 30 000 personnes ont manifesté à Bilbao. — Environ 30 000 personnes ont manifesté, samedi 8 février, à Bilbao, à l'appel de la coalition indépendantiste basque Herri Batasuna (proche de l'ETA) sur le thème «La paix est possible». Les manifestants ont lancé des slogans hostiles à la police et en faveur de l'ETA. Le gouvernement espagnol a, pour sa part, réaffirmé son intention d'agir contre toutes les forces qui soutiennent l'organisation indépendantiste. — (AFP.)

■ ITALIE : expulsion de réfugiés albanais. — Les cinquante-quatre réfugiés albanais, arrivés clandestinement à Ravenne, jeudi 6 février, cachés dans les cales du cargo albanais Buatrin, devaient être renvoyés dans leur pays, lundi 10 février. Les réfugiés ont été pris en charge par le mouvement catholique Caritas. Les membres de l'équipage du cargo albanais ont été arrêtés pour avoir enfreint les lois italiennes réprimant l'immigration clandestine. — (AFP.)

■ ROUMANIE : incidents mineurs lors des élections municipales. — Le premier tour des premières élections municipales libres depuis plus de cinquante ans s'est déroulé dans le calme, dimanche 9 février en Roumanie, sauf à Sapintza, commune «rebelle» du nord-ouest du pays. Des villageois armés de fourches y ont bloqué les bureaux de vote parce que la candidature de leur maire, M. Toader Stetcu, héros national de l'opposition, avait été invalidée. Une ou deux personnes, selon les sources, ont été blessées. Quelques problèmes ont également été signalés à Tirgu Mures, en Transylvanie, où vit une forte minorité hongroise. Les irrégularités signalées par les observateurs en divers points du pays semblaient plus découler d'un manque d'expérience que de trucs et de malices. Les premiers résultats devaient être connus dans la soirée du lundi 10 février. — (AFP, Reuters.)

ALLEMAGNE : ouverture du procès de l'ancien chef de la Stasi

M. Mielke est accusé du meurtre de deux policiers commis... en 1931

Le procès de M. Erich Mielke, l'ancien patron de la Stasi et numéro deux du régime communiste de RDA derrière Erich Honecker, s'est ouvert, lundi 10 février, à Berlin. C'est la première fois qu'une personnalité de ce rang de l'ancien pouvoir passe devant la justice allemande depuis l'unification. Mais le chef d'accusation retenu contre Erich Mielke, âgé de quatre-vingt-quatre ans, un crime commis il y a plus de soixante ans, soulève un débat de droit.

BONN

de notre correspondant

L'ancien chef de la Stasi devra répondre du meurtre de deux policiers, commis le 9 août 1931 à Berlin, près de la centrale du Parti communiste de l'époque (Bulow Platz). D'après un arrêt récent de la cour d'appel de Berlin, ce crime n'est pas couvert par la prescription. A l'âge de vingt-trois ans, Erich Mielke, militant enrôlé dans le service d'ordre du Parti communiste, avait pris les armes pour venger un de ses camarades assassiné par la police. Enfant en Union soviétique après les faits, il avait pu échapper à la justice nazie. Trois de ses complices furent condamnés à mort après l'accession de Hitler au pouvoir.

Le procès qui s'ouvre cette semaine se fonde sur un acte d'accusation daté de 1934. Ce volumineux document, qui met en lumière la culpabilité de Mielke, a été retrouvé dans les archives personnelles du chef de la Stasi, qui n'a jamais dissimulé sa participation à l'attentat. L'événement figurait même en bonne place dans ses biographies officielles. Selon les avocats d'Erich Mielke, qui ont l'intention de demander dès lundi l'arrêt du procès, «notre Etat de droit ne peut s'appuyer sur une accusation de juges nazis qui se sont ensuite avérés être des meurtriers en robe».

Le procès Mielke, souvent reporté en raison de l'état de santé de l'accusé, risque bien de se transformer en farce. En prison préventive depuis plus de deux ans, Erich

Mielke se déplace en chaise roulante, et affiche un comportement dépressif, voire suicidaire. L'accusé a refusé jusqu'ici de s'exprimer en public. Sur la foi d'une expertise médicale, il ne pourra pas assister plus d'une heure et demie par jour à l'audience. Un médecin présent à ses côtés pourra, à chaque moment, interrompre la séance.

Cheville ouvrière du système

Les véritables enjeux du «cas Mielke» risquent de passer au second plan. Certes, dès les prochaines semaines, un procès devra mettre en lumière la responsabilité personnelle du chef de la Stasi dans l'ordre de tirer sur les fugitifs à la frontière entre les deux Allemagnes. Mais la responsabilité du personnage dépasse la notion d'homicide.

En tant que ministre de la sécurité d'Etat de 1957 à novembre 1989, Erich Mielke était à la tête d'un formidable appareil de surveillance intérieur directement inspiré de Staline. Avec 80 000 employés et plus de 100 000 «informateurs officieux», la Stasi, qui se voulait «le glaive et le bouclier» du Parti communiste au pouvoir, avait généralisé la délation en RDA. Avec son grade de général d'armée et son titre de juriste émérite de la RDA, Erich Mielke était la cheville ouvrière du système totalitaire est-allemand. Il incarnait parfaitement la banalité de la terreur. Entré au Parti communiste allemand dès l'âge de quatorze ans, ce fils de charbonniers berlinois a détenu l'un des records de longévité au politburo du Parti est-allemand (SED).

Le rôle criminel de l'inspirateur en chef de ce système n'a pas encore été cerné juridiquement. Malgré une information judiciaire en cours, l'obligation de juger les faits en fonction du droit est-allemand ne facilite pas la tâche des juristes. On n'a rien trouvé de mieux que d'inculper Erich Mielke «d'abus de pouvoir» et de «péremption» pour sanctionner les détournements d'argent au profit des caciques du parti ou les innombrables écoutes téléphoniques effectuées par la Stasi. — (Interim.)

Stages

Révisions intensives du 2 au 7 mars destinées aux élèves de :
■ SPE (M, M)
■ HEC (voie générale)
■ Terminales C et D

EGSH

«L'école des prépas»

Cours E. Geoffroy Saint-Hilaire
Enseignement privé hors contrat
24, rue Charcot - 75013 Paris
(1) 45 55 58 94

مكتبة من الاموال

**Assister 65 nations pendant 15 jours
c'est la moindre des choses
quand on s'appelle Mondial Assistance.**



MONDIAL ASSISTANCE

ASSISTEUR OFFICIEL DES XVI^{ES} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER



Young & Rubicam 62

ALBERTVILLE 92

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : chez les démocrates comme chez les républicains

La campagne pour l'élection présidentielle s'annonce morose

La campagne pour l'élection présidentielle du 3 novembre commence cette semaine aux États-Unis et s'annonce morose. M. George Bush devait, en effet, annoncer, mercredi 12 février, qu'il sera candidat à l'investiture républicaine, ce qui devrait, sauf surprise de dernière minute, lui permettre de porter à nouveau les couleurs du Grand Old Party pour demander un second mandat à ses concitoyens. Un caucus devait, d'autre part, avoir lieu lundi dans l'Iowa, qui donnera une première indication sur les préférences des militants démocrates et républicains de cet État agricole du centre du pays.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

La campagne paraît terne, d'un côté comme de l'autre. Dans le camp démocrate — où cinq prétendants sont en lice pour l'investiture du parti — comme dans celui du candidat-président — le républicain George Bush — on tatonne, on hésite, comme si personne ne savait comment s'adresser à un électeur d'humour maussade. Point de grands slogans ni de fortes personnalités, pas de programmes enthousiasmants, encore moins de batailles d'idées : rien qui paraît être à la mesure d'un moment dont tous les médias soulignent le caractère exceptionnel : la « guerre froide » — « principe au centre de l'organisation de la vie politique américaine ».

selon le *New York Times* — a disparu. Mais ni cette nouvelle donne diplomatique ni les quelques signes annonciateurs d'une reprise de l'activité économique ne semblent entamer ce que les sondages décrivent comme une grosse « déprime » des Américains : manque de confiance, malaise diffus, inquiétude pour l'avenir ou forte « gueule de bois » après l'euphorie des années Reagan.

« Le pays a déjà connu des temps durs », écrit encore le *New York Times*, il y avait la constante menace d'une guerre nucléaire, des récessions, la ségrégation raciale, des étudiants qui manifestaient, des villes qui brûlaient, mais, grosso modo, les Américains étaient toujours confiants et pensaient que les choses ne manqueraient pas de s'améliorer, pour eux peut-être, pour leurs enfants assurément. Les temps ont changé. C'est vrai, le grand quotidien de la côte Est, un des gardiens de la conscience du pays, joue volontiers les Cassandre et, cette semaine encore, titrait lugubrement une grande enquête sur le moral des États-Unis : « L'ombre du pessimisme éclipse le rêve » (américain). Mais le président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan, analyse froid, ne déclare-t-il pas, lui aussi, que « de mémoire d'Américain », il n'a « jamais vu pareille crise de confiance » chez les consommateurs et les entrepreneurs ?

Pas plus M. Bush que les démocrates ne mettent en avant ce que la fin de la guerre froide pourrait avoir de positif — sinon pour débiter des coupes dans le budget de la défense, — pour une raison très simple : cela n'intéresse pas, ou très

peu, les électeurs. Les files de chômeurs font la « une » du journal télévisé, plus que le drapeau russe flottant sur le Kremlin. La « Tempête du désert » a été éclipsée par le vent de la récession : la victoire remportée dans le Golfe paraît être de l'histoire ancienne ; son évocation par les républicains est accueillie à froid. En bref, la politique étrangère est totalement absente de la campagne.

La fin de la guerre froide n'inspire aucun débat. Les cinq démocrates — dont l'expérience étrangère est à peu près nulle — ne trouvent rien à redire à la manière, prudente et souple, dont M. Bush a « accompagné » l'effondrement de l'empire soviétique. Il faut lire les commentaires de campagne avec une attention de documentaliste pour déceler un différend sur le Proche-Orient : les démocrates critiquent le fait que M. Bush soumette l'octroi de l'aide américaine à l'État hébreu à l'arrêt de la colonisation dans les territoires occupés. Inutile de dire que c'est une affaire qui ne passionne pas les foules et n'a jamais fait un titre à la télévision.

Repli

sur les problèmes intérieurs

Le réflexe est au repli sur les problèmes intérieurs. Les candidats savent que la politique étrangère a une image négative, celle d'une activité qui se ferait aux dépens de la gestion des problèmes du pays. S'estimant obligés de « justifier » un déplacement au Japon, le président l'a peu glorieusement habillé en tournée de représentant de commerce pour l'industrie automobile américaine. À droite et à gauche,

certaines pensent pouvoir exploiter ce moment d'introspection en ramenant un des thèmes forts du vieux courant populiste : « *America first* », « l'Amérique d'abord ». C'est un slogan qui se traduit par une approche isolationniste en politique étrangère et protectionniste quand il s'agit du commerce international.

Cette bannière-là est déployée au grand jour par Patrick Buchanan qui, chez les républicains, défie M. Bush sur sa droite. Mais elle est aussi agitée par quelques-uns des candidats démocrates : des hommes comme Tom Harkin ou Bob Kerrey « cassent » volontiers du Japonais — ou se demandent pourquoi il faudrait que les États-Unis participent encore à la défense de l'Europe — manifestation fréquente de la tendance isolationniste.

Si la politique étrangère émerge timidement dans la campagne, c'est, sous ce seul aspect. Pour le reste, l'ordre du jour est dominé par les questions indiennes et, à vrai dire, par une seule d'entre elles : la récession. Omniprésente dans la rue, avec ces cohortes de sans-logis à quelques pas de la Maison Blanche, et ces milliers de mètres carrés de bureaux vides, héritage des années de spéculation Reaganienne ; omniprésente à la télévision, dont tous les journaux, ou à peu près, « ouvrent » chaque soir sur quelque nouvelle catastrophe industrielle ou sur les derniers chiffres du chômage. Les présentateurs — dont les feuilles de paie alignent des salaires en dollars à sept chiffres — n'évitent pas toujours un certain misérabilisme.

Qu'ils cherchent un emploi ou qu'ils vivent dans la crainte de per-

dre le leur, le chômage est la préoccupation première des électeurs, dans un pays où les mailles du filet de la protection sociale sont moins serrées qu'en Europe. Le nombre de « sans-emploi » déclarés (beaucoup ne prennent plus la peine de se faire enregistrer) représente 7,1 % de la population active ; pour la communauté noire, le chiffre est de 14 % et sans doute 10 % pour les hispaniques. En un an, l'économie américaine aurait perdu un million d'emplois. Au début des années 80, la récession avait frappé plus dur encore. Mais, cette fois, la baisse de l'activité ébranle, entre autres, le secteur des services — banques, assurances etc. — et des dizaines de milliers de « cols blancs », qui n'avaient jamais connu le chômage, prennent leur tour dans les files d'attente des bureaux pour l'emploi.

Durs moments

pour la « classe moyenne »

Les temps sont durs pour cette catégorie mythique et statistique ment floue qu'est la « classe moyenne » américaine. Aussi formelle la désignation, la plus courtoise des candidatures, à coups de propositions de baisse des impôts. Depuis les années 70, les républicains l'ont conquise en se présentant comme le parti de la bonne gestion économique du pays, image qu'ils sont en train de perdre à grande vitesse. Les démocrates savent qu'il leur faut regagner la confiance d'une bonne partie de la « classe moyenne » blanche, plutôt que cultiver celle des minorités, s'ils veulent un jour revenir à la Maison Blanche (qu'ils n'ont occupée que quatre ans depuis 1968). Ce n'est

pas un hasard : la plupart des candidats démocrates sont aujourd'hui pour la peine de mort, position qui contredit la traditionnelle plateforme libérale du parti mais va dans le sens souhaité par la « classe moyenne ».

Les candidats démocrates entendent capitaliser sur le mécontentement économique et social mais ont, pour l'heure, le gros inconvénient d'être à peu près inconnus de l'électorat. Il n'y a pas — ou pas encore — de poids lourd pour défier un George Bush affaibli. Le gouverneur de l'Arkansas, Bill Clinton, arrive en tête dans les sondages et, déjà, ayant repoussé une première salve de rumeurs sur ses infidélités conjugales, doit faire face à un nouvel assaut sur la manière dont il aurait échappé à la conscription au moment du Vietnam. Ses concurrents démocrates, Paul Tsongas, ancien élu du Massachusetts, Bob Kerrey, sénateur du Nebraska, Tom Harkin, sénateur de l'Iowa, et Jerry Brown, ancien gouverneur de Californie, ne sont pas les derniers à lui porter des coups sur ce thème.

Les sondages disent qu'un démocrate pourrait conquérir la Maison Blanche. Mais, confronté à chacun des candidats aujourd'hui déclarés, George Bush est toujours donné vainqueur. D'où la persistance de rumeurs sur une possible entrée en lice tardive de quelques démocrates qui passent pour être de plus en plus calibrés : le sénateur Lloyd Bentsen (Texas), le chef de la majorité à la Chambre, M. Dick Gephardt, et l'éternel Mario Cuomo, gouverneur de New-York.

ALAIN FRACHON

DIPLOMATIE

Le démantèlement de l'arsenal de l'ex-URSS

Américains, Britanniques et Français se concerteront avant d'aider la Russie

Des experts américains, britanniques et français devraient se rencontrer prochainement pour examiner comment, en concertation, conseiller la Russie sur le moyen de se débarrasser d'une partie de ses armements nucléaires depuis l'acceptation de principe par Moscou d'une assistance technique internationale en la matière.

Ces discussions entre alliés visent à élaborer des projets coordonnés qui seront soumis ensuite à l'accord des dirigeants russes. On ne cache pas à Paris que ce travail en coopération, s'il est urgent, est rendu difficile par l'ampleur de la tâche, son coût et par la nécessité de laisser à la Russie la maîtrise des opérations qui s'ensuivront sur son territoire.

Plusieurs problèmes devront, au préalable, avoir trouvé leur solution avant même que, sur le terrain, le démantèlement — c'est-à-dire le démontage, le retraitement de la matière fissile, la fusion des autres matériaux et le stockage final en sécurité — des armements en cause puisse véritablement commencer en Russie.

Le moindre de ces problèmes n'est pas de savoir de quel type d'armement il s'agit. L'ancienne Union soviétique de trente-trois mille à trente-cinq mille têtes nucléaires, dont quelque treize mille stratégiques, si on ajoute aux charges dites opérationnelles — en démontage — les armes dites de maintenance — en cours d'entretien ou de remise en état —, comme cela est aussi pratiqué à l'Ouest.

Priorité

aux systèmes tactiques

À ce total de trente-trois mille à trente-cinq mille têtes, il est convenu d'ajouter un nombre inconnu de charges plus ou moins anciennes, puisque l'ex-URSS n'a jamais éliminé d'armes nucléaires depuis leur première mise en service dans les années 60. Récemment, M. Boris Eltsine a parlé du démantèlement, déjà acquis, de six cents têtes nucléaires. Selon les analystes occidentaux, il s'agit, en réalité, d'une « désactivation », c'est-à-dire qu'on a prélevé la charge, sans la démonter, et qu'on l'a simplement séparée, pour la

remiser dans des conditions douces, de sa munition porteuse.

A priori, le souhait des experts de l'Ouest serait que les Russes s'en prennent, d'abord, aux armes dites tactiques (plus de vingt mille), qui vont de l'obus au missile en passant par la mine ou la bombe.

Ces systèmes tactiques sont souvent rustiques, fragiles, instables et ils constituent la panoplie jugée la plus déstabilisante pour la sécurité internationale. Si tant est qu'on parvienne à toutes les regrouper en Russie, ces armes tactiques très dispersées relèvent d'une catégorie de matériels nucléaires particulièrement dangereux, car éminemment incontrôlables et volatils.

Dans l'ordre des armes stratégiques, plus aisément contrôlables et davantage surveillées, les Occidentaux voudraient que leur démantèlement ait lieu dans la limite des « plafonds » autorisés par le traité START signé, en 1991, par MM. Mikhaïl Gorbatchev et George Bush, ou, mieux encore, en tenant compte des limitations unilatérales annoncées dernièrement par M. Eltsine au nom de la Russie.

Dans l'immédiat, une initiative propre aux dirigeants russes serait considérée à l'Ouest comme bienvenue : celle qui consisterait à cesser la modernisation — qui continue sur sa lancée — des missiles intercontinentaux SS-18, SS-24 et SS-25, de même que l'arrêt de la fabrication de nouveaux missiles, comme on a pu le constater avec le déploiement, ces derniers mois, à en croire les services occidentaux, d'une unité en Biélorussie.

Un autre problème soumis aux experts américains, britanniques et français est le choix de la technique de démantèlement qui sera retenue pour être ensuite proposée aux autorités de la Russie et les aider dans une opération destinée à durer de longues années.

Les Français se déclarent, de ce point de vue, « bien placés », selon un propos du ministre de la défense, M. Pierre Joxe. Ils ont l'intention de tirer profit du savoir-faire accumulé au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), pour mettre à la disposition des ingénieurs russes des usines « clés en

main » à des fins de démontage, de retraitement en toute sûreté et de dépollution des divers matériaux entrant dans la conception d'une arme. Chaque usine, qui s'étend sur plusieurs centaines de mètres de long et est entourée d'un espace de protection important, peut traiter deux cent cinquante têtes par an. Elle coûte 1 milliard de francs au bas mot, ce qui implique un financement international.

Aux deux bouts de la chaîne

Elle comprend plusieurs séries d'ateliers, confinés sous abris et séparés par des épaisseurs de béton, qui désarticulent l'arme, découlent de la masse critique les détonateurs qu'il faut exploser, retraitent les matériaux fissiles en des lingots métalliques (contenant le plutonium, l'uranium ou le tritium pour les rendre inoffensifs et entreposables), détruisent les équipements électroniques et l'alimentation électrique, et neutralisent enfin le boîtier contenant le code de « verrouillage » de l'arme.

Il faut au moins une semaine de travail par tête, et, surtout, les Russes ne pourront éviter, en début et en fin de chaîne, la présence d'un contrôleur extérieur à eux, qui « pèsera » au microgramme près la matière entrante et sortante pour en éviter la dispersion sauvage.

Le projet des Occidentaux est de confier le fonctionnement de ces usines-modules aux ingénieurs et aux techniciens russes, les mieux placés, par définition, pour démonter les armes qu'ils ont eux-mêmes conçues. Du même coup, on escompte occuper tout ou partie des quarante-cinq mille à quatre-vingt-dix mille Soviétiques censés avoir jadis participé à des titres divers au programme nucléaire.

La Russie conteste cette estimation et elle évalue à trois mille les responsables de haut niveau qui y ont été engagés. De toutes les façons, à l'Ouest, on espère bien profiter de la situation pour ainsi fixer sur place les « cerveaux » et les empêcher d'aller prodiguer ailleurs leurs compétences.

JACQUES ISNARD

La « grande braderie » des armes soviétiques

Suite de la première page

L'Iran devant fournir en échange du blé et du pétrole arrivant en Azerbaïdjan, des États de Russie, ont demandé que Bakou puisse en profiter tant que durait la guerre du Haut-Karabakh. Après une rencontre ukraino-azerbaïdjanienne à Kiev, il est aussi question d'un grandiose mais assez éphémère projet d'échange, via Bakou, de pétrole et de gaz iraniens contre des armements ukrainiens. Tout en niant qu'il s'agisse d'armes, le ministre iranien du pétrole, M. Gholam Reza Agha-Zade, a expliqué jeudi dernier à Téhéran, selon Tass, que l'Iran recevrait de Kiev « 300 000 tonnes de matériel métallique et autant de casse de métal ». En clair : des blindés vendus au poids de la femelle.

La question demeure la même : hormis leurs matières premières, les Russes ont-ils encore quelque chose à vendre à l'étranger, contre devises, que les produits du complexe militaro-industriel, le fameux VPK, qui englobe une très grande partie de ce qui fonctionne encore dans le pays. Pour preuve, M. Bajajnov a expliqué que les « plans annuels » du matériel civil (télévisions, réfrigérateurs, etc.) que produisent également les entreprises du VPK ont été remplis en 1991 « à 100, 120, voire 130 % ». Mais l'essentiel de leur activité reste l'armement, même si les commandes de l'armée soviétique ont été réduites « de sept à huit fois », affirment les responsables.

Pour l'année en cours, a déclaré M. Bajajnov, ces commandes d'État n'ont pas encore été transmises aux entreprises. On attend, dit-il, de savoir ce qu'est une « déflation raisonnée », tâche quasi impossible dans un pays en plein chaos de la CEE.

En février 1991, une première tentative de créer une commission chargée des problèmes de reconversion avait échoué. Car elle répondait, explique M. Bajajnov, « à un défilé du centre ». En octobre dernier, les putschistes sont en prison ; M. Eltsine décide de lancer la réforme économique « dans une seule République » : la Goskomconversia russe est ainsi devenue une « déléguée régionale », tâche quasi impossible dans un pays en plein chaos de la CEE. En février 1991, une première tentative de créer une commission chargée des problèmes de reconversion avait échoué. Car elle répondait, explique M. Bajajnov, « à un défilé du centre ». En octobre dernier, les putschistes sont en prison ; M. Eltsine décide de lancer la réforme économique « dans une seule République » : la Goskomconversia russe est ainsi devenue une « déléguée régionale », tâche quasi impossible dans un pays en plein chaos de la CEE.

tégique de l'URSS, doit répondre aux questions de plus en plus pressantes et angoissées de l'Occident. Le 27, une réunion gouvernementale, organisée, selon l'hebdomadaire *Kommersant*, par le bras droit du président russe, M. Bourboulis, décidait d'accélérer l'adoption d'une législation sur les ventes d'armes. Les projets avec l'Iran prévoyaient la vente de mille chars T-72. Moscou n'en posséderait actuellement que cinq cents, l'autre moitié devant être produite par une usine à équiper en Iran. L'objection, qui aurait été difficilement acceptée par le ministre russe de l'Industrie, M. Titkine, était non pas tant le danger géostratégique que le risque de fermeture des marchés arabes du Golfe.

Toujours est-il que, lundi dernier, le vice-premier ministre russe, M. Igor Galitz, annonçait la décision de créer un organisme politique de contrôle des ventes d'armes. Présidée par M. Bourboulis, cette commission doit réunir la « Goskomconversia » de M. Bajajnov et des représentants des ministères de la défense, de l'Industrie, des finances, des affaires étrangères et de l'Agence fédérale de sécurité (le « nouveau » KGB).

« Prêtes à tout pour survivre »

M. Bajajnov a alors été plus précis. Cette commission devra certes définir les équipements qui continueront à être produits, ce qui peut être vendu à l'étranger, à qui et comment. Mais surtout, a-t-il précisé, elle devra tenter de couper l'herbe sous le pied des multiples Bourses de commerce, coopératives et autres unions régionales qui brulent déjà de la technologie militaire à l'étranger. Et cela en plein accord avec les entreprises du VPK, qui sont, reconnaît M. Bajajnov, « prêtes à tout pour survivre ».

M. Bajajnov a avoué qu'il s'agissait aussi de contrôler l'activité de ministères, « comme celui de l'Industrie et de la défense, qui hélas ! cherchent à créer leurs propres structures de vente sans disposer de toutes les qualifications nécessaires ». L'Agence Tass avait justement annoncé jeudi, qu'un « centre commercial des forces armées de la CEE », approuvé par le maréchal Chapochnikov, venait d'être enregistré comme holding, dans l'intention de « rechercher et utiliser des ressources financières, matérielles et humaines pour résoudre les multiples problèmes de l'armée, avant tout ses problèmes sociaux ». La presse a quasi fait état d'une récente réunion

« secrète » réunissant des industriels de l'armement autour de M. Maltsev, le conseiller du président de Russie pour la reconversion en conflit avec M. Bourboulis.

M. Bajajnov (de son état ingénieur, général de l'armée et ami du commandant français Jean-Loup Chrétien) a été chargé par le président Eltsine « d'étudier une confirmation » d'organiser et de réaliser dans la pratique la réorientation des industries de la défense vers les besoins civils, selon l'agence Interfax. C'est donc « en civil » que le général Bajajnov donne de nombreuses interviews, décrit les divers « accords » technologiques des savants soviétiques, organise des visites d'usines militaires pour des délégations de General Motors, Ford ou Boeing. Si rien de concret n'est encore sorti de son travail, il garde bon espoir de parvenir à des résultats.

Éviter

la baisse des prix

Pour aider la reconversion soviétique, l'administration américaine n'aurait-elle pas déjà, affirme M. Bajajnov, envisagé de porter à 5 milliards de dollars les 500 millions votés par le Congrès américain pour contribuer à l'élimination des armes de destruction massive de l'URSS ? Washington aurait aussi, selon lui, donné son accord au plan d'ensemble qu'il envisage pour la « conversion » en Russie : vente à l'étranger de la plus grande partie des matériels militaires en stock et de ceux en production. Ce qui saturerait tous les marchés pour des années. Mais comment faire autrement quand il faut, selon le général, près de 1,8 million de roubles d'investissements pour convertir des équipements produisant 1 million de roubles d'armement ?

La proposition faite, mardi dernier, par le chancelier autrichien Franz Vranitzky que les pays du G7 achètent les armes soviétiques qui seraient mises au rebut est-elle plus réaliste ? M. Bajajnov n'a pas pu répondre à cette question. « Un des buts de la future compagnie d'État qui contrôlerait les ventes d'armes soviétiques sera de veiller à ce que les vendeurs particuliers ne baissent pas trop leurs prix, sinon nous perdrons nos concurrents », dit-il. Son grand souci serait aussi que les espions occidentaux ne voient « aller à la reconversion » et vérifient que le passage à l'état de civil n'est pas une simple opération de destruction massive et les canaux possibles de leur fuite à l'étranger — ne s'emparent des nouvelles technologies soviétiques. Le KGB de Biélorussie, République riche en installations militaires, a annoncé dernièrement dans un style rappelant celui du bon vieux temps, que le nombre de ces espions s'était considérablement accru sur son territoire.

SOPHIE SHIBAS

Des risques d'isolement

Les débats sur la reconversion des armées soviétiques ont été marqués par une certaine méfiance à l'égard de la Russie. Les Occidentaux ont peur que la Russie ne se reconvertisse en une puissance militaire de seconde zone, capable de menacer la sécurité internationale. Cette crainte est d'autant plus légitime que la Russie dispose d'un arsenal nucléaire immense, dont elle ne dispose pas de la capacité de contrôler. Les experts occidentaux estiment que la Russie ne dispose pas de la capacité de contrôler son arsenal nucléaire, ce qui constitue un risque majeur pour la sécurité internationale. Ils craignent que la Russie ne se reconvertisse en une puissance militaire de seconde zone, capable de menacer la sécurité internationale. Cette crainte est d'autant plus légitime que la Russie dispose d'un arsenal nucléaire immense, dont elle ne dispose pas de la capacité de contrôler. Les experts occidentaux estiment que la Russie ne dispose pas de la capacité de contrôler son arsenal nucléaire, ce qui constitue un risque majeur pour la sécurité internationale.

مركز الأبحاث

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

Les Douze et les Sept

La création d'un espace économique regroupant la CEE et l'AELE bute sur la question des compétences d'une cour commune chargée de régler les différends. Les juges de Luxembourg veulent être seuls à trancher

BRUXELLES
(Communauté européennes)
de notre correspondant

La signature du traité de Maastricht, vendredi 7 février, n'a pas mis un terme aux grands travaux juridiques et diplomatiques de la Communauté. Il reste à conclure un nouvel accord avec une autre Europe, non pas celle - pauvre et désorganisée - qui se trouve derrière l'ancien rideau de fer, mais celle, si proche, que constituent les membres (Autriche, Finlande, Islande, Liechtenstein, Norvège, Suède et Suisse) de l'Association européenne de libre-échange (AELE). C'est avec eux que devrait être créé, si tout va bien, un Espace économique européen (EEE) en janvier 1993.

Il s'agit d'étendre aux 32 millions d'habitants de l'AELE les libertés de circulation pour les personnes, les marchandises, les services et les capitaux que le marché unique instaure en faveur des 340 millions de citoyens de la Communauté, ce qui aboutirait à la constitution de la plus grande zone d'intégration économique du monde. Après de longues et laborieuses négociations, un accord à dix-neuf avait été conclu en octobre 1991. Il devait être paraphé avant la fin de la même année, comme une sorte de «prolongement» de Maastricht.

Le respect
de la libre concurrence

Mais la Cour européenne de justice en a décidé autrement, s'opposant à la création d'une cour commune qui aurait été à la fois un organe de surveillance et un lieu de règlement des différends entre les Douze et les Sept. Les juges de Luxembourg refusent

qu'une autre juridiction «puisse interpréter même indirectement - le droit communautaire».

Dans le futur EEE, les Sept seront tenus à l'écart de la nouvelle construction volontariste des Douze en matière de diplomatie, de défense, de monnaie et autres domaines communs étendus par le traité de Maastricht. Mais, pour les affaires commerciales, plus grand-chose ne les distinguera des membres de la Communauté, hormis des dérogations (notamment pour l'agriculture) et des clauses de sauvegarde. Il conviendrait donc de s'entendre sur la façon de faire respecter la libre concurrence, problème nullement théorique quand on sait, par exemple, que Vienne vient d'accorder une aide importante à Chrysler pour un investissement en Autriche. Surtout, il faut éviter que des pratiques fauconnières chez les membres de l'AELE viennent briser ce que la Commission de Bruxelles appelle «l'homogénéité juridique de l'Espace économique européen».

Parce que ses membres sont plus divisés qu'il n'y paraît sur l'opportunité politique de faire des concessions aux Sept, la Commission s'abstient de répondre publiquement aux critiques d'une partie de la presse européenne qui lui reproche sa «rigidité». En tout cas, MM. Delors, Andriessen (chargé des relations extérieures) et Brittan (responsable de la concurrence) sont fermes quant aux limites du prix à payer pour respecter le calendrier prévu l'an dernier. Le 3 février, lors de la dernière réunion à Bruxelles des ministres des affaires étrangères des Douze, M. Andriessen a déclaré au conseil qu'il était inconcevable que le grand marché soit accessible aux opérateurs de l'AELE dans des conditions juridiques différentes de celles qui seront

imposées aux opérateurs de la CE. Il a insisté sur la nécessité d'obtenir les moyens de rétablir l'équilibre au cas où des aides d'Etat abusives seraient octroyées par certains des Etats membres de l'AELE...

«Règles environnementales et sociales»

Les ministres ont donné à la Commission mandat de poursuivre la négociation en conservant «un maximum d'homogénéité juridique». Les propositions de l'AELE en faveur d'une clause d'arbitrage (par laquelle on s'accommoderait de l'autonomie de deux systèmes juridiques) sont jugées inacceptables. Mais les Douze se résignent sans doute à l'existence d'une «Cour AELE» qui veillera au respect des règles communes en même temps qu'un super-sécretariat de l'AELE, analogue à la Commission, toutes proportions gardées (avec quand même 2 000 fonctionnaires...).

En fait, au Conseil, il y a deux écoles : celle (Danois et Luxembourgeois en tête) pour laquelle la Communauté est essentiellement une zone de libre-échange très poussée : celle qui voit au contraire un «tout» vertébral et cohérent. La Cour commune aux deux parties, était «la clef de voûte» d'un ensemble complexe. Sa remise en question amène à s'interroger sur toute la philosophie de l'accord, sur des questions de principe de justice. D'autre part, s'il s'agissait, le débat sur les mécanismes de surveillance et d'arbitrage pourrait susciter la remise en question de certains compromis plus ou moins flous. Avec ses 150 articles, ses nombreux protocoles et annexes, l'accord d'octobre laissait en suspens une bonne dizaine de questions. Il prévoyait de complexes «ré-

quillages» en cas d'application des clauses de sauvegarde : il comportait ce que la Commission appelle dans son galimatias abstrait des «règles environnementales et sociales».

En clair, la Suisse bénéficierait, par exemple, de garanties pour ne pas être envahie par la main-d'œuvre étrangère. Comme la Suisse, l'Autriche avait obtenu une limitation du trafic des poids lourds, ne voulant pas faire les frais de l'augmentation du transit des marchandises entre le nord et le sud de la Communauté. La Norvège et l'Islande recevaient des assurances en matière de pêche. Pour accéder complètement au vaste marché communautaire, les Sept s'engageaient à modifier des milliers de leurs textes législatifs pour les adapter au droit communautaire déjà en vigueur. Ils promettaient même de financer un «fonds de cohésion» destiné à assurer davantage d'égalité entre l'Europe septentrionale et l'Europe méridionale.

Tout cela n'est pas fondamentalement remis en question par le blocage actuel. Entre les Dix-Neuf, on assiste en fait à la même tactique de dramatisation qui a toujours été de règle pour aboutir aux décisions entre les Douze. Mais, depuis 1989, année où l'idée de l'EEE fut lancée par M. Delors, bien des choses ont changé.

Dans l'esprit de certains, cette création était un moyen de faire patienter certains candidats virtuels à l'adhésion, voire d'en écarter l'un ou l'autre. Cet examen de passage est plus difficile à justifier alors que des «accords européens» d'un nouveau type ont ouvert la voie d'une large association avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Enhardies par les propos des commissaires sur une Communauté très élargie d'ici à la fin du siècle, la Suède et

l'Autriche sont officiellement candidates à l'adhésion. La Finlande devrait se déclarer dans les mois à venir. Dès lors, est-il nécessaire de mettre en place d'éphémères organes ? La plupart des intéressés pensent que l'EEE leur donne de meilleurs atouts et les distingue du lot «moins reluisant» (Malte, Chypre, Turquie) qui frappe aussi à la porte des Douze.

Restent la Suisse, à la pointe du combat contre «les juges étrangers» dans l'affaire de la juridiction suprême, et la Norvège, éternelle hésitante devant l'entrée dans la Communauté. Ces pays ont dû renoncer à l'exigence de codécision avec les institutions de Bruxelles (les membres de l'AELE seront simplement «consultés» quant aux nouvelles directives).

«Satellisation politique»

Pour des raisons commerciales, ils consentent un relatif abandon de souveraineté dans la mise en œuvre de l'«acquis communautaire», ou qu'un journal suisse - le *Nouvelles Quotidiens* - appelle une «satellisation politique». Comme le fait observer le correspondant à Bruxelles de ce média, le «prix politique» de l'accès au grand marché «n'est tolérable que s'il est provisoire», autrement dit, si le Conseil fédéral est fermement décidé à demander un jour l'adhésion, au prix de la perte de la spécificité des cantons.

La, et dans les méandres de la politique intérieure à Berne, à Oslo et à Reykjavik, se trouve la réponse à une interrogation sur la signature de l'accord EEE, une interrogation que la Commission ne voudrait pas prolonger au-delà du mois de mars.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

La fin des tabous à Helsinki

Adossée à la Russie, le regard tourné vers l'Europe communautaire la Finlande se cherche une nouvelle identité

STOCKHOLM

de notre correspondante

DEPUIS la guerre, la ligne de conduite de la Finlande avait été toute de prudence et de silence, marquée par un profil bas qui compensait les inconvénients politiques du pesant voisinage soviétique en en retirant de grands avantages économiques. Depuis le 6 décembre 1917, quand la Finlande cessa d'être un grand-duché autonome de la Russie pour devenir indépendante, ses relations avec son puissant voisin ont connu bien des vicissitudes, allant jusqu'à l'affrontement armé. Après la deuxième guerre mondiale, Helsinki avait trouvé un *modus vivendi* qui lui a permis de préserver son indépendance et de développer son économie comme elle l'entendait, sans s'attirer les foudres de Moscou.

L'effondrement de l'économie de l'ex-URSS a eu de cruelles répercussions sur celle de la Finlande, qui se retrouve, crise conjoncturelle chez ses partenaires commerciaux occidentaux aidant, dans une récession profonde : 130 000 chômeurs, soit 11 % de la population active, et une entreprise de recyclage, d'assainissement et de réajustement industriels à faire - seule solution pour sortir de la crise. La désintégration de l'Etat soviétique allait, de son côté, pousser la Finlande, contrairement à ses habitudes, à tourner rapidement les pages «politiques».

Des risques
d'isolement

Les tabous ont été les uns après les autres : les Républiques baltes ont été reconnues ; le traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle qui liait depuis 1948 la Finlande à l'Union soviétique a été annulé et remplacé par un nouvel accord débarrassé des clauses militaires négatives du traité paraphé à Moscou... quinze jours avant la mort officielle de l'URSS ; un autre accord, avec la Fédération de Russie, avait été signé à Helsinki le 20 janvier par le premier ministre finlandais, M. Esko Aho, et le premier vice-premier ministre de Russie, M. Guennadi Bourboulis. Dès octobre 1991, le débat sur une éventuelle entrée de la Finlande à la CEE avait commencé et la demande d'adhésion sera probablement dépo-

sée au cours du printemps. Dans la foulée, on assiste également à une remise en question partielle de la neutralité.

La Finlande, économiquement en crise, se retrouve adossée à une Russie nouvellement reconnue, mais malade, à des Républiques baltes en piteux état et à la démocratie encore incertaine. De l'autre côté de la Baltique, la Suède voisine a déjà déposé sa demande d'adhésion à Bruxelles. La Finlande pouvait-elle risquer de se faire isoler aux confins de l'Europe du Nord alors qu'elle vient de débiter des redistributions ? Jusqu'au début de l'hiver, nombreux étaient encore ceux qui estimaient que l'accord sur l'Espace économique européen (EEE), entre la CEE et l'AELE) lui assurerait l'intégration européenne qu'elle souhaitait et qu'elle serait ainsi «membre à 90 %» de la Communauté, comme le disait, il y a un an, le ministre conservateur du commerce extérieur, M. Pertti Salolainen. En octobre, c'était pourtant lui qui allait, le premier, demander l'extension aux 10 % restants. Si l'accord EEE - qui n'est toujours pas signé (lire ci-dessus l'article de Jean de la Guérière) - n'apparaît plus maintenant que comme une étape intermédiaire pour la Finlande, le pas vers la CEE reste psychologiquement et politiquement difficile.

Le traité de 1948 abolit l'Etat soviétique mort, la Finlande était totalement libérée de l'héritage de la dernière guerre mondiale. Mais, en demandant l'adhésion, ne va-t-elle pas renoncer à l'exercice d'une pleine souveraineté et restreindre son indépendance ? Les Finlandais pèsent le pour et le contre. Les adversaires de l'Europe estiment que l'image donnée de la CEE est «beaucoup trop optimiste». Ses partisans répliquent que «la Finlande a davantage de chances de se faire entendre au sein de la Communauté qu'en marge de celle-ci».

Selon un récent sondage, une majorité de parlementaires sont favorables à l'adhésion, mais un certain nombre d'entre eux, la plupart des membres du Parti du centre (ex-agrarian) - dont le premier ministre lui-même et son ministre des affaires étrangères M. Paavo Vayrynen, - ne veulent pas dévoiler leurs intentions. C'est dans cette formation, dont l'électorat de base reste les agriculteurs, que les réticences sont les plus fortes. Les conservateurs et les sociaux-démocrates, en



La statue du tsar Alexandre II sur la place du Sénat à Helsinki. La Finlande était un grand duché de l'Empire russe de 1812 à 1917.

revanche, pressent le pas. Ils souhaitent que la demande d'adhésion soit examinée en juin prochain à Lisbonne par le conseil des ministres de la CEE en même temps que celles de la Suède et de l'Autriche. Attendre la prochaine occasion avec comme compagnons de route - qui sait - la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne et les Etats baltes est jugé embarrassant : la Finlande se

retrouverait ainsi assimilée aux anciens pays de l'Est. Et si elle demeure isolée et neutre dans quelques années, «elle pourra alors donner la main à l'Albanie». Sombres perspectives...

Sur le plan de la politique intérieure, une défection des centristes (et du petit Parti chrétien-démocrate, qui tire de la Bible ses arguments) contre une adhésion

entraînerait une crise gouvernementale. Aho doit donc les persuader que l'agriculture - fortement subventionnée - doit de tous manières être restructurée, que la Finlande entre ou non dans le Marché commun. Résumant l'avis général, M. Max Jacobsson, vétéran de la diplomatie finlandaise, indique cependant que «l'issue finale ne fait pas de doute» : la demande sera déposée dans les mois à venir et elle sera assortie de conditions imposées par les centristes. Celles-ci vont du maintien de la neutralité, ou plutôt de la non-adhésion à une alliance militaire à la préservation de l'«agriculture arctique» de la Finlande et donc d'ajustements particuliers comme ceux dont bénéficie l'agriculture alpine.

«Un Etat bien intentionné»

Ces débats laissent en fait perplexes une grande majorité de Finlandais, qui, compte tenu de la récession, se soucient d'abord de leur situation personnelle. Quant au voisinage avec la nouvelle Russie, la Finlande se pose autant de questions que les autres sur les diverses évolutions possibles de la vaste République. «La Russie ne remplace pas l'Union soviétique», explique M. Dag Ankar, professeur de sciences politiques, à l'adresse de ceux qui, en Finlande, par habitude, redoutent de se lancer dans l'aventure européenne en raison d'éventuelles réactions négatives de Moscou. Il n'exclut pas des réajustements de comptes sanglants dans l'ancien empire, mais estime que la Russie, qui aspire à devenir une démocratie capitaliste, doit être considérée «comme un Etat bien intentionné».

Mais il fait remarquer que, si la Finlande doit suivre très attentivement les développements à l'Est, sa politique étrangère doit s'orienter vers l'Ouest. «La décision de loin la plus importante dans ce contexte est de devenir membre à part entière de la CEE et de participer ainsi à son évolution», dit-il en qualifiant par ailleurs d'«absurde» l'affirmation que, si la Finlande dit oui à la CEE, elle perd sa indépendance.

En attendant, la géographie reste ce qu'elle est : 1 200 kilomètres de frontières communes avec la Russie ; Saint-Petersbourg à 300 kilomètres d'Helsinki et, au nord, la péninsule de Kola. Le triple accord - politique, commercial et de «voisi-

nage» - signé le 20 janvier par les deux pays, vise à faciliter leurs relations d'«égal à égal», a souligné M. Bourboulis à Helsinki. Les échanges commerciaux se feront selon les principes de l'économie de marché, en devises convertibles et, pour un temps encore, sans barrières douanières comme auparavant. Mais le partenaire qui a changé d'identité est considérablement affaibli et la Finlande ne peut guère compter sur ses échanges avec la Russie pour redresser sa propre économie.

On espère cependant à Helsinki que cette Russie une fois remise à flot pourrait redevenir un jour un partenaire privilégié pour la Finlande. En attendant, M. Bourboulis a indiqué que, «si la Finlande se décide à demander l'adhésion à la CEE, nous soutiendrons cette décision. La Finlande est la fenêtre de la Russie sur l'Occident et la Russie veut par tous les moyens soutenir le processus d'intégration européenne».

FRANÇOISE NIÉTO

**VERS
UNE SOCIÉTÉ
SANS ETAT**

David Friedman
Vers une société
sans Etat

LES BELLES LETTRES

416p 165F

Libérée de l'influence soviétique, et faute de « rêve européen », la « seizième République » de l'URSS se tourne vers les États-Unis.

CEE), il n'eut pas de visa à payer mais un verre de whisky en cadeau de bienvenue.

'ALTOBADIO

Rien de plus efficace pour être rapidement servi dans un restaurant de Sofia que de parler anglais, ni meilleure excuse que de prétendre un rendez-vous avec des Américains. Passant la frontière bulgare, un citoyen des Etats-Unis fut abasourdi : contrairement à ses compagnons américains (de simples ressortissants de la

L'ex-pps de l'Est (et plus tard tradition russe) dans le plus croque à pleines dents (et qui s'effrit défendument) pendant l'année la volte-face a parfois aspects surprenants. A Blagovgrad, au ■ de Sofia, une université américaine accueille depuis septembre dernier plus de deux ■ étudiants, dans l'ancien siège du parti communiste. Les études, en anglais, sont fonctionnées par des diplômés de l'université ■. Même, qui devrait être reliée par satellite ■ Blagovgrad. Autre ■ récemment cocasse : le président ■, qui est et toujours philosophe, a demandé ■ des renseignements américains de réorganiser les trop fameuses ■ bulgares, qui, dit-on, auraient ■ de nombreuses affaires (dont l'attentat contre le pape) le ■ armé du KGB.

La consécration de l'affection
ulgaro-américaine fut la courte
visite, en juin dernier, du vice-prési-
américain, M. Dan Quayle, chez
élève-modèle du ~~can~~ soviéti-
ue. Des dizaines de milliers de per-
petit drapeau américain à la
l'ont chaudement accueilli. Le
président Jelou Jeleu a évidemment
la visite en septembre. Mais
même les dirigeants de l'ancien Parti
communiste, rebaptisé «socialiste».

■ **présent pour le pèlerinage à Washington...** Jugé trop pro-américain, M. Jelev a raté en janvier dernier une réélection dès le premier tour, notamment parce que beaucoup des jeunes ont voté pour un émigré **■** mais qui **■** fait fortune aux Etats-Unis...

Le coup ■■■ foudra ■■ sens unique. Beaucoup d'observateurs pensent ■■ les Etats-Unis veulent ■■ de la Bulgarie une nouvelle « tête de pont ». Le président Jeleu, qui, lors de sa campagne électorale, personnaliste ■■ certains disent ■■ « américanisés », a promis ■■ des relations actives avec ■■ l'Occident ■■, a expliqué ■■ l'intérêt géostratégique de cette « tête de pont » ■■ Washington ■■ son pays. ■■ Les Américains, ■■ dit M. Jeleu, veulent ■■ construire ■■ racheter des aéroports bulgares pour les utiliser comme base pour la guerre froide, l'Europe, l'Europe centrale, l'Asie et la Russie. ■■ ■■ s'agit en fait d'un projet commercial et privé ■■, précisent des officiels américains. Pourtant, en deux ans, ■■ des ■■ délégations militaires ■■ ■■ rendues à Sofia ■■ ■■

Pour certains, ■ flirt inattendu ■
loin. M. Ronald Reagan s'était
■ aux Bulgares, lors d'un
discours retransmis à la télévision
internationale, la veille ■ législatives
octobre dernier, ■ inviter ■
ire le « bon choix ». « Il faut avoir

« une idée lucide de l'intérêt des États-
unis pour notre pays », dit, énigmati-
que, M. Philip Bokov, ministre des
affaires étrangères du *shadow cabinet*
du Parti socialiste bulgare (PSB).
Douma, le quotidien du PSB, n'y
pas par quatre chemins. « Alors que
l'Europe construit la « maison com-
mune européenne de l'Atlantique à
l'Oural », écrit briquet par briquet, les États-
Unis, écrit debout janvier Douma, la
détruisent, briquet par briquet, sous le
drapeau « d'ordre » de Vancouver à Vladiv-
ostok. « Nous sommes une des
petites briques que les États-Unis ren-
versent du chantier de la maison euro-
péenne », estime le quotidien socia-
liste.

dividendes d'un engagement

La politique. Il n'en reste pas moins que l'Amérique et l'Europe s'affrontent. « Aujourd'hui, on serait très surpris de voir un marche public en Bulgarie qui se soit remporté par une firme américaine, ou lié aux intérêts américains », grince un diplomate d'un pays européen à Sofia. Le retraitement des déchets nucléaires bulgares, à l'arrêt depuis le début de l'été, a été interrompu du contrat soviétique, à été repris par la firme américaine Westinghouse. Le gouvernement national a préféré le Boeing à Airbus. « C'est vrai, », comme s'écrit à *Bulgarie*. Ce pays nous inté-

ressé à cause de ■■■ situation géopolitique ■■■, admet finalement un diplomate américain, sans en dire plus. Bien qu'ils jouent les modestes, ■■■ Américains semblent très légitimement réclamer les bénéfices de leur soutien prêté à l'opposition anticommuniste aujourd'hui aux commandes. L'Union des forces démocratiques aurait reçu des fondations paritaires par les républicains ■■ démocrates plus de 1,7 million de dollars pour battre les « rouges » du ■■■ premières élections libres. Quand au puissant syndicat américain AFL-CIO, il a aidé le syndicat libre Podkrepa ■■■ farouchement lutté contre l'ex-Patrie communiste. Plus prudents sur ce terrain, les Européens sont grisés mine. Le prestige des Etats-Unis dans le pays est très nettement supérieur à son aide financière. La Communauté européenne ■■■ le principal bailleur de fonds. Après le coup de foudre, ■■■ pourrait être le temps des désillusions. ■■■ Les Bulgares attendent plus de nous que ■■■ nous attendons d'eux ■■■, reconnaît un haut responsable de Washington. Un jeune responsable de la formation de la fondation américaine ■■■ trouve ■■■ bataille un peu ridicule. ■■■ Ce ne sont pas les Américains qui sont trop actifs, estime-t-il en comptant le nombre de bourses, ce sont les Européens qui ne le ■■■ pas assez.

JEAN-BAPTISTE NAUDOT

JEAN-BAPTISTE NAUDET

TOURISMES

TOURISMES

Les auteurs proposent ■
visite guidée ■ industries tou-
ristiques et du loisir à travers
tous les pays ■ la CEE. Une
bonne façon ■ se familiariser,
■ après pays, avec les mille
■ façons ■ visiter l'Eu-
rope. Un ouvrage destiné ■
professionnels ■ aux étudiants
francophones ■ préparant un
diplôme ■ tourisme ou
d'hôtellerie qui veulent tout
savoir ■ les agences de
voyages, les compagnies
aériennes, les croisières, les
clubs ■.

■ **Tourismes en Europe**, de Jean-Pasqualini et Jacques Jacquot. Dunod, 1988, 128 francs.

Daniel Gueguen, en collab

Daniel Gueguen, en collaboration avec Dominique Lund, pour le deuxième ouvrage, publie dans la collection « Sésame pour l'Europe » des livres pratiques sur les institutions européennes qui permettent de trouver des renseignements et des statistiques de référence.

► Apogée, Diffusion PUF. Chaque volume 15 F.

La querelle du siège rebondit

Le temps joue plus

L'adoption par les parlementaires en 1989 de la « résolution Praga » — qui ouvrait la porte à la tenue de sessions plénières dans la capitale belge — avait été sérieusement mise en question de la part allemande. Les Français de l'Assemblée réussissaient, un an plus tard, à limiter les risques en amenant le bureau du Parlement à prendre l'engagement de tenir douze réunions à Strasbourg, c'est-à-dire le nombre actuel de réunions.

Cette décision a été d'autant plus considérée comme une victoire que le Parlement a pour l'instant pu s'abourner qu'un groupe d'intérêts puissants avait déjà mené à la réalisation du projet: «Espace Europe» à Bruxelles. L'année dernière, la direction de l'Assemblée décidait de traiter dans une «conditions analogues» les deux villes. En d'autres termes, le Parlement prenait pour l'un ou l'autre l'hémicycle, la construction dans la capitale belge et celui envisagé par la ville alsacienne, plus grand (750 places) que le siège basé au Conseil de l'Europe (moins de 500 sièges).

References

Du côté belge, on s'est
activé pour se doter de
l'évolution du dossier au
niveau évoqué : l'affaire
a été évoquée à plusieurs
reprises, et deux dernières
années au conseil européen
ont que les Douze parvien-
nent à un résultat. Aujourd'hui, il est prévu que l'hémi-
cycle belge - d'une capacité
de 850 sièges qui pourrait
être portée à 1 000 - pour-
rait compter de dix-sept
membres, soit la moitié
soit une augmentation de l'an-
née prochaine. Forts de
l'avancement des travaux, les
promoteurs ont formulé leur
offre au Parlement qui a signé
un contrat de location-vente

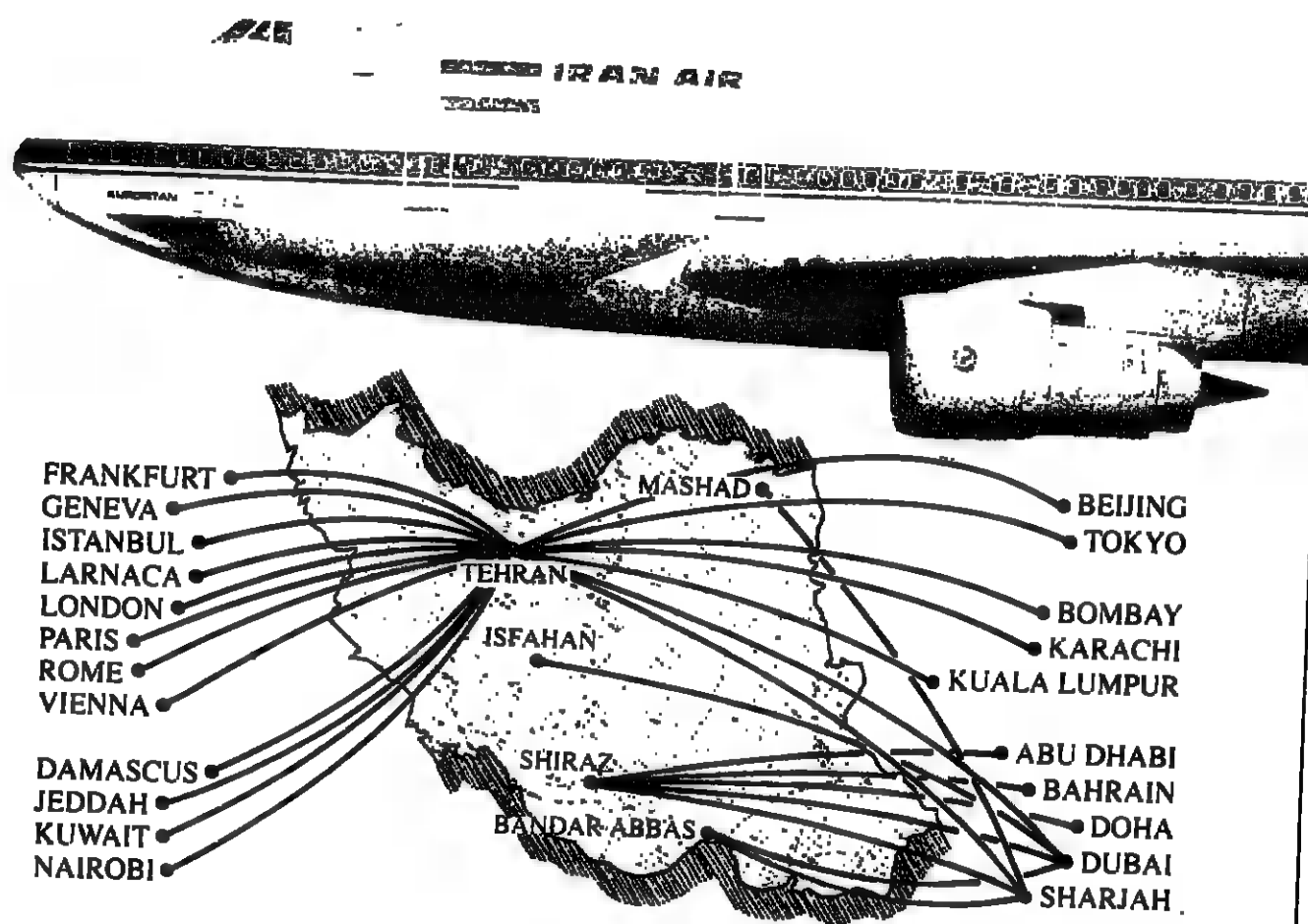
Du côté français, on s'en est tenu pendant tout ce temps aux dispositions du traité de Rome, l'argument étant que les lieux de travail des institutions européennes étaient répartis par les gouvernements membres. M. François Mitterrand veut bloquer la désignation des sièges des nouveaux organismes communautaires (Agence européenne de l'environnement et Office des marques) à long terme. Strasbourg lui a été confirmé dans son rôle de capitale parlementaire.

in attendant. In order to

en attendant, le projet d'hémicycle strasbourgeois n'a pas avancé d'un pouce. De plus, que M^{me} Catherine Trautmann n'a pu faire une offre «analogue» à celle d'«Luxembourg». En réalité, le maire socialiste de la capitale alsacienne ne compte toujours après la signature de l'Etat. Afin de réaliser le projet d'hémicycle, elle doit emprunter une somme représentant une quasi-totalité du coût de la construction (1,3 milliard de francs). Aussi demande-t-elle au gouvernement d'«engager» le paiement de la location de ces «salles». L'Assemblée renoncerait un jour à Strasbourg.

Quand on sait qu'il a fallu qu'ans après la signature du traité avec l'Assemblée européenne pour le centre de Strasbourg, le nouvel hémicycle des députés soit sorti de terre. Alors qui paraît pécher des parlementaires ? Le suffrage universel ? Le fait de considérer que les conditions proposées par Strasbourg sont pas suffisantes ? Ou bien leur manque de volonté ? Qui pourrait proposer de s'installer sur la rive gauche de la ville, le surcroît siège du conseil des ministres des Communautés ? La Commission européenne, qui répondrait aux exigences du travail parlementaire. Enfin il croit que le transfert de l'ENA permettrait une éventuelle compréhension ?

MARCEL SCOTTO



**A L'OCCASION
DU 13^e ANNIVERSAIRE DE LA VICTOIRE
DE LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE
IRAN AIR VOUS SOUHAITE
LA BIENVENUE A BORD**

Volez sur Iran Air de Paris à Téhéran ou à Genève. Découvrez sur nos vols un service d'une qualité unique à cette compagnie ■ expansion.
Que vous empruntiez Iran Air ■ partir, ou à destination de l'Europe, du Moyen-Orient ■ de l'Extrême-Orient, la même attention vous est réservée.

Nous avons toujours l'esprit que l'hospitalité est la tradition dont notre pays s'enorgueillit. A l'occasion de cette célébration, découvrez notre culture, partagez notre tradition.



Pour de plus amples renseignements, prenez contact avec votre agence de voyages ■ avec Iran Air, Paris : 42-25-99-06.

ADMISSIONS
DEUG, LICENCE
DU MAÎTRE

ipest

POLITIQUE

régionales

Le retrait de M. Charasse plonge les socialistes du Puy-de-Dôme dans l'embarras

CLERMONT-FERRAND

Envoyé spécial
M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, a annoncé, samedi 8 février, à Clermont-Ferrand, qu'il ne se présente pas aux élections régionales en Auvergne. Cette décision, qui a surpris plusieurs élus de la gauche, a plongé les socialistes du Puy-de-Dôme dans l'embarras. Le ministre délégué a en effet annoncé qu'il ne se présente pas aux élections régionales en Auvergne, ce qui a plongé les socialistes du Puy-de-Dôme dans l'embarras. Le ministre délégué a en effet annoncé qu'il ne se présente pas aux élections régionales en Auvergne, ce qui a plongé les socialistes du Puy-de-Dôme dans l'embarras.

troisième. M. Charasse voulait confier la direction de la liste socialiste à M. Jean-Pierre Brossier, élu sortant et ancien membre de la Génération Ecologie, ce qui n'était pas sans susciter des réactions. La Fédération départementale de la Haute-Loire lui a préféré M. André Chapaveire, un proche du ministre chargé des relations avec le Parlement. M. Charasse a en effet annoncé qu'il ne se présente pas aux élections régionales en Auvergne, ce qui a plongé les socialistes du Puy-de-Dôme dans l'embarras.

raison les militants de la Haute-Loire, vainqueurs à la Pyrénées de l'épreuve de force. Même s'il qu'il s'agit fait l'idée de porter la bannière socialiste dans la bataille régionale, M. Charasse demeure un for intérieur un départementaliste convaincu, plus sûrement intéressé par le conseil général du Puy-de-Dôme. Sa décision, à quelques semaines d'une campagne qui s'annonce difficile face à M. Giscard d'Estaing, plonge cependant les socialistes auvergnats dans un abîme de perplexité. M. Roger Quilhou, maire de Clermont-Ferrand, qui devait occuper la deuxième place dans le Puy-de-Dôme, avait en effet subordonné sa candidature à l'arrivée au ministère du budget, M. Michel Charasse, ancien secrétaire d'Etat chargé des droits de la femme, qui a en effet annoncé qu'il ne se présente pas aux élections régionales en Auvergne, ce qui a plongé les socialistes du Puy-de-Dôme dans l'embarras.

GILLES PARIS

En Corse

Le ministre du budget provoque la colère des magistrats de Bastia

L'Union syndicale des magistrats (USM) de la cour d'appel de Bastia a vivement réagi après la mise en cause par M. Michel Charasse au sein de la justice dans l'instruction de la fraude fiscale.

saisissement des juges basiliens a profité d'autres. La politique désignée. Michel Charasse est venu à Bastia s'occuper du cas d'un contribuable inculpé de fraude fiscale. La rumeur véhicule le nom d'un homme politique de droite, candidat élections territoriales du 22 mars. La justice doit passer à Bastia à Rennes, élu PS est sur la sellette, a déclaré le ministre, ajoutant qu'il souhaitait des inculpations le plus rapidement possible, par exemple avant la fin.

Cette pression politique sur le judiciaire a provoqué la réaction de l'Union syndicale des magistrats (USM). M. Charasse ne restera à Bastia que deux jours, le vendredi 14 et le samedi 15 février. M. Charasse a en effet annoncé qu'il ne se présente pas aux élections régionales en Auvergne, ce qui a plongé les socialistes du Puy-de-Dôme dans l'embarras.

MICHEL CODACCIONI

Un conseiller régional socialiste figure sur la liste du PC dans les Yvelines

Conseiller régional sortant d'Ile-de-France, M. Donnadieu, élu en 1980 sur la liste socialiste conduite alors par M. Rocard dans les Yvelines, a confirmé, samedi 8 février, aux Mureaux, sa présence en troisième position (réputée non éligible) sur la liste communiste conduite par M. Tréhel. M. Donnadieu avait discrètement quitté, en novembre dernier, le groupe socialiste du conseil régional d'Ile-de-France pour siéger au conseil régional de la Seine-Saint-Denis. Il avait également abandonné la fédération départementale du PC des Yvelines après vingt-cinq années de militantisme. M. Donnadieu, membre du courant Jospin, s'est présenté comme un député du plus que du socialisme qui, a-t-il estimé, n'a pas mis en pratique depuis 1980.

« J'avais l'espoir d'un sursaut de gauche qui hélas ! n'est jamais produit », a-t-il ajouté. Plutôt que de « jouer les pantins » au sein d'un parti « dominé par l'arbitraire et le carriérisme » dans lequel il ne se reconnaît plus, il a préféré, dit-il, « reprendre le combat en recherchant l'efficacité maximum ». C'est-à-dire en « répondant à l'esprit d'ouverture du PC ». « Je n'ai jamais été communiste et je n'en serai pas », a-t-il précisé, mais ce qui nous rassemble est cent fois plus important que ce qui nous divise ».

PASCALLE SAUVAGE

M. Le Pen accuse M. Mitterrand d'avoir participé à « une opération qui consiste à voler les citoyens »

Au « Forum RMC-L'Express »

Invité du « Forum RMC-L'Express », dimanche 9 février, M. Jean-Marie Le Pen a affirmé, au sujet de l'affaire Urbia, que « M. Mitterrand a participé à une opération qui consiste à voler les citoyens ». Selon le président du Front national, « l'organisation mafieuse d'Urbia » était « concertée avec l'accord de tous les élus socialistes, y compris les ministres, les premiers ministres et le président de la République ». M. Le Pen, qui a déjà accusé le gouvernement d'être « ramassé de gangsters, de voleurs, de racketteurs » et certains de ses membres d'être des « assassins », fait l'objet d'une plainte déposée par M. Edith Cresson.

Le chef de file de l'extrême droite a réitéré son opposition à la collaboration avec le chef de l'Etat, en souhaitant qu'après les élections « la droite majoritaire, la majorité nouvelle antiscandale, refuse un gouvernement à François Mitterrand ». A propos de l'autodissolution de l'Assemblée nationale préconisée par M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Le Pen a indiqué qu'elle serait « juridiquement coup d'Etat ».

Interrogé sur les prochaines élections régionales, le président du Front national a affirmé : « En apportant la moindre preuve - que des contacts étaient pris entre son parti, le RPR et l'UDF. Il a précisé qu'il n'avait pas « personnellement » de contacts avec les dirigeants de la droite parlementaire. Tête de liste dans les Alpes-Maritimes, M. Le Pen a souligné : « Il est bien évident que si M. Gaulin m'empêche d'avoir la responsabilité de la région (Provence-Alpes-Côte d'Azur) alors que j'en ai le droit, je ne me sentirai obligé à son égard à aucune forme de soutien. (...) Si j'arrive second, tout dépendra des propositions qu'il fera. Si j'arrive les voix du Front national, si, à l'avance, il dit : moi, je refuse que le Front national vote pour moi, à ce moment-là, il est bien évident qu'il a peu de chances d'avoir nos voix ».

Par ailleurs, M. Le Pen a obtenu la diffusion, dimanche soir, sur TF 1 d'un droit de réponse au terme de l'émission « 7 sur 7 » qui, le dimanche précédent, avait eu pour invité M. Michel Rocard. L'ancien premier ministre avait notamment accusé M. Le Pen de fraude, de torture pendant la guerre d'Algérie et d'acquisition douteuse de sa fortune. Ce dernier a décidé de déposer plainte.

L'affaire Habache Une lettre du directeur de la DST

M. Jacques Fournet, directeur de la DST (direction de la surveillance du territoire), nous a adressé la lettre suivante :

Je démens de façon la plus formelle les « informations » parues dans le Monde du 5 février :

La DST n'a pas été informée de la « France de Georges Habache » et de ses accompagnateurs le mardi 28 janvier mais le lendemain, le mercredi 29 :

A aucun moment le RAID n'a été mis à la disposition opérationnelle du directeur de la DST. Mon service est intervenu dans le cadre de l'exécution d'une commission rogatoire émanant de l'autorité judiciaire.

« C'est sur la foi du témoignage de deux sources policières que nous avons écrit que la DST, service spécialisé dans la lutte antiterroriste, avait été prévenue de la venue de M. Habache à la veille de son arrivée en France. M. Fournet le dément formellement, et nous ne pourrions lui en tenir rigueur. Il est cependant établi que le directeur général de la police nationale (DGPN) a été le lundi soir 27 janvier, en temps que le directeur du cabinet de l'interieur, M. Christian Vigouroux. Ce dernier, « démissionnaire » depuis, lui a immédiatement demandé d'alerter ses services, parmi lesquels l'unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT) et la DCE - E. P. J. »

Une cantonale partielle...

HAUTES-PYRENNÉES : 1^{er} tour. Inscr. : 2 178 ; vot. : 1 628 ; abst. : 25,25 % ; suffr. expr. : 1 584. MM. André Lapeyre, UDF-CDS, m. de Galan, 784 voix (49,49 %) ; Paul Mourret, RPR, anc. cons. mun. de Galan, 283 (17,86 %) ; Claude Gaye, MRG, m. de Montastruc, 267 (16,85 %) ; Jean-Pierre Degout, PS, cons. mun. de Tournous, 209 (13,19 %) ; Alain Tujague, PC, 41 (2,58 %) Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Louis Larrieu, UDF, décédé le 14 décembre dernier. Par rapport au scrutin de 1988, le PS perd plus de la moitié de ses électeurs et régresse à 13,44 points ; pourcentage tandis que le MRG a gagné respectivement 0,49 et 0,78 point. La droite, dont l'absentéisme est représentatif du FN, voit son score passer de 53,14 à un total de 67,36 %.

Conseiller général depuis 1970, Louis Larrieu avait été réélu au premier tour des cantonales du 1^{er} septembre 1988 sur 654 voix (53,14 %) contre 428 (26,63 %) à M. Jean-Pierre Degout, PS, 263 (16,36 %) à M. Claude Gaye, MRG, 33 (2,05 %) à M. Hubert Damade, FN, et 29 (1,80 %) à M. Alain Tujague, PC. Il y avait eu 1 607 suffrages exprimés et 1 548 inscrits (24,61 % d'abstention) = 2 186 inscrits.

... et une municipale

CHARENTE-MARITIME : La Tremblaye (1^{er} tour). Inscr. : 3 414 ; vot. : 2 403 ; abst. : 29,61 % ; suffr. expr. : 3 307. Liste conduite par M. Jean-Pierre Tailieu (div. d.), 987 voix (42,78 %) ; liste conduite par M. Paul Gras (RPR), maire sortant, 641 (27,78 %) ; liste conduite par M. François Patsouris (div. g.), 568 (24,62 %) ; liste conduite par M. Ginette Roché (app. PC), 111 (4,81 %) Il y a ballottage.

Dix-huit des vingt-sept conseillers municipaux étaient titulaires de leur mandat à la suite de la démission par la police judiciaire, dans le cadre d'une enquête sur un trafic de timbres-postes, d'un fichier informatique sur les habitants de la commune. Ce fichier, créé par les policiers municipaux, il y a dix ans, a été en juillet dernier.

En 1989, le premier tour des cantonales a donné les résultats suivants : Inscr. : 3 486 ; vot. : 2 697 ; abst. : 22,51 % ; suffr. expr. : 2 505 ; liste d'union de la droite, conduite par M. Paul Gras, 1 506 voix (60,65 %) ; 21 sièges ; UDF, 12 RPR, 1 d. ; liste divers, conduite par M. François Patsouris, div. g., 937 (37,40 %) ; 5 sièges (4 div. g., 1 div. d.) ; liste d'union de la gauche, conduite par M. Francis Laporte, div. g., 299 (11,93 %) ; 1 siège (1 div. g.).

A « L'heure de vérité » d'Antenne 2

M. Barre annonce qu'il votera la censure

Invité, dimanche 8 février, de « L'heure de vérité » d'Antenne 2, M. Raymond Barre a annoncé qu'il voterait, mardi 11 février, la motion de censure déposée par l'opposition. « Je vote la censure parce que le fonctionnement de l'Etat est mauvais », a déclaré l'ancien premier ministre, qui s'est exprimé pour la première fois sur l'affaire Habache. « La politique de la France a toujours été de défendre la cause paléstinienne parce que c'est une cause juste, a-t-il dit. Mais, parmi les Palestiniens, il y a des gens différents. Il faut se garder d'établir des complaisances, de marquer des complaisances à l'égard du terrorisme. Sur ce point, les choses ne sont pas très claires ».

M. Barre a ensuite critiqué le comportement de M. Mitterrand, qui a, selon lui, « fait monter le soufflet lui-même ». « Si j'avais été en Oman, a-t-il précisé, je me serais d'abord tué sur ce sujet. On dit aux journalistes, à ce moment-là, qu'on va rentrer en France, qu'on s'entre-tendra du problème avec son premier ministre et qu'on en parlera après. Il n'y a pas de raison de partir tout le temps aux journalistes. On peut bien les aimer. Mais il n'y a pas de raison de vivre avec eux, matin, midi et soir et dans les avions. L'ancien premier ministre a également affirmé qu'il aurait « ouvert » l'entrée du chef du FPLP « au nom d'un accord humanitaire passé entre le Croissant-Rouge et le Croissant-Rouge français » ; qu'il n'aurait « sanctionné » le secrétaire général du Quai d'Orsay, ni les directeurs de cabinet ; qu'il aurait « laissé l'opposition jouer » ; qu'il n'aurait pas pour autant convoqué l'Assemblée nationale.

La leçon qu'il tire de cette affaire, qu'il faut « remettre en ordre l'Etat », « Tout ce que nous subissons à l'heure actuelle, a-t-il dit, est la conséquence de deux années de cohabitation » qui « vicie les comportements ». L'ancien premier ministre a réaffirmé son hostilité à la nouvelle expérience de ce type, de même qu'à la réduction à cinq ans de la durée du mandat présidentiel. Il a estimé enfin que la ratification des accords européens de Maastricht n'impose pas un référendum, qu'il préfère voir réserver une réforme constitutionnelle.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la semaine : cent ans à compter du 10 décembre 1895
Capital : 620 000 F
Principaux : de la : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Michel Cros, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, Colonel-Pierre-Avin PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. MONOPUB : (1) 46-62-72-73
Tél. : (1) 46-62-72-73 - Société
de la SARL Le Monde - Régies Europe SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composées 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM
Imprimerie de « Le Monde »
12, r. M. Gambouji
94352 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Télécopieur : (1) 40-15-11-11
Télax : 206.806F
ALPHABETIQUE YUV : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 46-62-72-73
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télax : 261.311F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'Administration
PRINTED IN FRANCE
Commission paritaire des journaux n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS (hors Europe)
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 096 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif est demandé.
Pour s'abonner, ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à leur indiquer leur nouveau domicile, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP, Paris RP 201 MON 01
Durée choisie : 6 mois 1 an
Nom : Prénom :
Adresse :
Localité : Code postal :
Pays :
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire en lettres capitales et d'imprimer.

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT

Philo de base
Le manuel grec
Les devoirs religieux
Réforme et Révolution
Le 20^e siècle
36F

PRIX, CHOIX, DÉLAIS !
Venez comparer avant de commander votre PEUGEOT

Plus vite, moins cher !
NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68 • 179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎ 42.89.55.91
29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

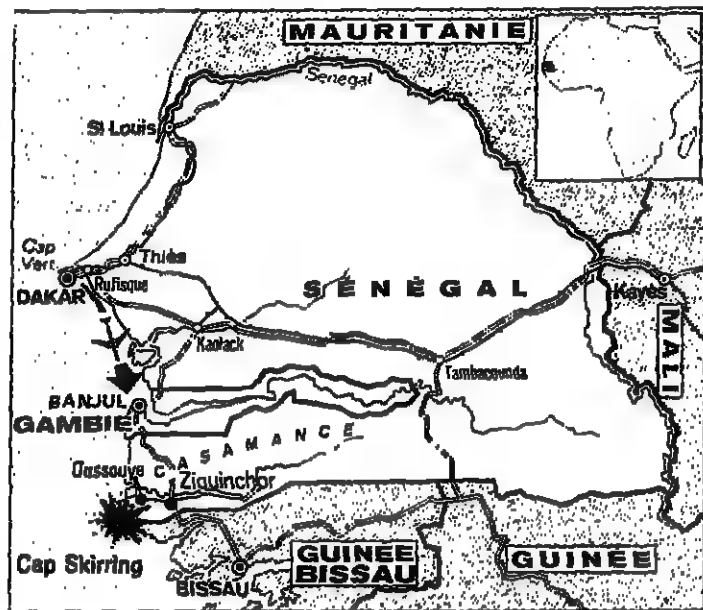
SOCIÉTÉ

Trente morts et vingt-six rescapés dans la catastrophe aérienne au Sénégal

L'équipage de l'avion affrété par le Club Méditerranée aurait commis une erreur d'appréciation

Selon le dernier bilan de la catastrophe aérienne survenue dimanche 9 février dans le sud du Sénégal, trente personnes ont été tuées et vingt-six rescapées - dont dix-huit gravement - lors de l'atterrissage manqué d'un bi-turbopropulseur Conquest 640 de la compagnie GambiCrest. L'appareil avait été affrété par Air Sénégal pour le compte du Club Méditerranée. Deux premiers avions ont été rapatriés en France dans la matinée du 10 février. Vingt et un autres rescapés ont été rapatriés à Paris dans la soirée par avion sanitaire.

La nuit aérienne qui achève chaque semaine les clients du Club Méditerranée a été marquée par la catastrophe du bi-turbopropulseur Conquest 640 de la compagnie GambiCrest, qui a atterri dans la nuit du 9 au 10 février, à l'aéroport de Cap Skirring, dans la province de Casamance, à 150 kilomètres de Dakar. L'appareil avait été affrété par Air Sénégal pour le compte du Club Méditerranée. Deux premiers avions ont été rapatriés en France dans la matinée du 10 février. Vingt et un autres rescapés ont été rapatriés à Paris dans la soirée par avion sanitaire.



trois groupes sont arrivés en avion. La météo était bonne. Les témoignages, il semble que les deux pilotes américains de l'avion accidenté aient commis une erreur de navigation, ont été recueillis. Les procédures d'approche et d'atterrissage ont été examinées.

Le pilote américain a déclaré qu'il avait vu la piste de Cap Skirring à 100 kilomètres de Dakar. Il a déclaré qu'il avait vu la piste de Cap Skirring à 100 kilomètres de Dakar. Il a déclaré qu'il avait vu la piste de Cap Skirring à 100 kilomètres de Dakar.

Après un incident inexplicable à Bordeaux

Air Inter et Air France suspendent certaines procédures de navigation des Airbus A-320

Les équipages d'Air Inter et d'Air France ont décidé de suspendre, depuis le samedi 8 février, les approches d'aéroport des Airbus A-320 selon certaines procédures aux instruments, après un incident survenu à Bordeaux-Mérignac.

Il s'agit d'un Airbus A-320 d'Air Inter, qui arrivait à Bordeaux-Mérignac le 7 février au matin, de Lyon, à la surprise de tous, sur un écran vidéo, à l'atterrissage. L'incident a été relativement important, car l'avion a atterri à l'endroit où se trouve l'aéroport pendant cinquante secondes. Le commandant de bord n'a pas tenu compte de cette indication erronée qui aurait pu entraîner l'avion à atterrir sur la piste qu'il voyait parfaitement à 15 kilomètres. Il a repris l'avion et a atterri normalement.

Les experts ont mobilisé pour expliquer ce dysfonctionnement qui apparaît pour la première fois dans une phase de vol assurée selon la procédure VOR-DME, une procédure intermédiaire entre l'atterrissage en manuel et l'atterrissage aux instruments, pendant laquelle les calculateurs de l'avion dialoguent avec des balises pour vérifier la position par rapport à la piste.

et à l'axe de celle-ci. Il n'a pas été possible de déterminer si l'anomalie était imputable aux émissions du radio ou à la région de Bordeaux, qui connaît actuellement des problèmes à l'antenne, ou bien aux calculateurs de l'avion. Affrontée à cette incertitude, la direction d'Air Inter, initiée par la direction d'Air France, a décidé par mesure de sécurité de suspendre les approches VOR-DME pour les Airbus A-320. Les conditions météo et l'équipement des aéroports, les équipages utilisant des procédures totalement manuelles, aux instruments (ILS) ou au radar. Ces modifications devaient valoir quelques retards aux passagers.

En temps ordinaire, la décision serait passée inaperçue du grand public. La direction d'Air Inter a choisi de la diffuser, a-t-il intervenu après la chute de l'Airbus A-320 qui avait provoqué, le 21 janvier, le mort de quatre-vingt-sept personnes près de Strasbourg. Si elle n'avait pas procédé ainsi, un certain nombre de navigateurs qui diffusent régulièrement dans la presse des informations destinées à mettre en doute la fiabilité de l'Airbus A-320 n'auraient pas manqué de souligner que l'appareil accidenté utilisait la même procédure VOR-DME que l'avion de Bordeaux. Ils auraient pu en conclure qu'un glissement de carte pouvait avoir provoqué la catastrophe et qu'Air Inter cherchait à dissimuler. L'hypothèse la plus étudiée à l'heure actuelle pour expliquer l'accident est celle d'une erreur de manipulation du commandant de bord qui aurait cru choisir sur ses boutons le mode de descente des degrés de pente, qu'il aurait sélectionné le mode de descente verticale. Ainsi, lorsqu'il aurait introduit 3,3 degrés de pente, le calculateur aurait naturellement reçu l'ordre d'une descente de 3 mètres par minute, soit une pente tout à fait de 9,8 degrés.

aurait donc choisi une descente plus progressive. L'hypothèse la plus étudiée à l'heure actuelle pour expliquer l'accident est celle d'une erreur de manipulation du commandant de bord qui aurait cru choisir sur ses boutons le mode de descente des degrés de pente, qu'il aurait sélectionné le mode de descente verticale. Ainsi, lorsqu'il aurait introduit 3,3 degrés de pente, le calculateur aurait naturellement reçu l'ordre d'une descente de 3 mètres par minute, soit une pente tout à fait de 9,8 degrés.

ALAIN FAURE

INTÉGRATION

En congrès à Strasbourg

La Ligue des droits de l'homme réclame la libre circulation des immigrés en Europe

La Ligue des droits de l'homme a consacré son 72^e Congrès national, du 8 au 12 février à Strasbourg, au thème « Citoyen en Europe ».

STRASBOURG

correspondant régional

La construction européenne inquiète la Ligue des droits de l'homme (LDH). « Le triomphe du libéralisme économique comme ciment de l'intégration » alimente d'autant plus ses craintes qu'il a produit au moment de l'effondrement des partis-Etats l'« Eut » (formule préférée de l'effondrement du communisme) dans la résolution adoptée et du développement d'une immigration du Sud, mais aussi l'Europe centrale et orientale. Les congressistes de Strasbourg, la CEE est devenue « l'Europe des élites », c'est-à-dire « réseaux de décideurs qui pèsent, contrôlent, sur les arbitrages communautaires ».

Passe d'armes

Aussi s'agit-il pour la Ligue de « refuser la fermeture de l'Europe ». Face au risque de développement d'une « logique de forteresse assiégée », illustrée par l'accord de Schengen qui « met mal le droit d'asile », elle demande aux gouvernements des Douze d'accorder le droit à la libre circulation de tous les résidents en Europe, et non aux seuls ressortissants communau-

RELIGIONS

Après l'échec de Chrétiens-médias

L'Eglise de France restructure son service de communication

A l'issue d'une assemblée générale extraordinaire de chacune des trois associations composant Chrétiens-médias, le principal organisme de communication de l'Eglise de France, deux d'entre elles ont accepté, samedi 7 février, de se saborder : Chrétiens-médias national et Chrétiens-médias services qui gèrent les Fiches du dimanche, le réseau Minitel de l'Eglise (GABRIEL) et représentent celle-ci, par exemple, au Festival de Cannes ou au Festival de la dessinée d'Angoulême.

Il survit à l'échec Chrétiens-médias fédération, structure légère de liaison, des services diocésains d'information. Cette restructuration est le résultat d'une opération chirurgicale souhaitée depuis longtemps par l'épiscopat français. Douze procédures de licenciement ont déjà été engagées.

Crises répétition

La mauvaise gestion officiellement mise en évidence pour expliquer un déficit global de 2,7 millions de francs. De fait, les organismes de communication de l'Eglise ont été en crise depuis que les diocèses ont pris l'habitude d'équiper les radios diocésaines (une cinquantaine seulement sont reliées au réseau national Minitel).

Mais la principale raison de l'échec est sur le plan stratégique. Chrétiens-médias succédait, en 1981, à la Fédération des organismes de communication sociale (FOCS), qui publiait notamment l'Office catholique du cinéma et celui du livre. Mais l'ambiguïté de son statut demeurait : s'agissait-il d'un

service officiel, courtois de mission de l'épiscopat, ou d'un organisme autonome, composé de laïcs, capable d'intervenir dans la communication de la culture ?

Cette imprécision a provoqué une répétition. En sanctionnant certaines initiatives de Chrétiens-médias, l'épiscopat a sans doute contribué à son discrédit. En 1988, il avait interdit au Minitel l'un des siens, Mgr Gaillot. Le mandat de Pierre François Chaigne, délégué général, n'avait pas été reconduit après que celui-ci avait émis des réserves sur la hiérarchie catholique dans le film de Scorsese « Dernière Tentation du Christ » ou l'émission de télévision l'Amour en France de Karlin et Lainé.

De l'organisme Chrétiens-médias avaient déjà disparu les départements du livre, des disques, des radios chrétiennes et de la formation. Les Fiches du dimanche (qui publient la presse catholique des films), dont la diffusion a chuté à moins d'un million d'exemplaires, ont été abandonnées. Avec les professionnels du cinéma, le service de Versailles va être relancé. Quant au Minitel de l'Eglise de France, il va provisoirement être géré par le Centre d'information du diocèse de Paris, dirigé par le père Jacques Fournier.

La nouvelle situation a gagné en clarté mais, en dehors du secrétaire général de l'opinion publique, dépendant directement de l'épiscopat, et qu'anime le père Jean-Michel Di Falco, l'Eglise n'a plus de structures dédiées à la communication.

H. T.

Selon l'Organisation mondiale de la Santé

L'épidémie de choléra frappe l'ensemble du continent américain

Dans un bilan publié fin janvier par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), 465 cas de choléra, dont 18 127 mortels, ont été signalés depuis le début de l'épidémie, qui avait débuté fin janvier 1991 au Pérou. Plus de la moitié des cas - 271 000 - ont été rapportés par les autorités de Lima.

L'épidémie s'étend aux treize pays latino-américains. En Argentine, où l'urgence sanitaire a été déclarée la semaine dernière, quatre provinces du Nord (Salta, Jujuy, Formosa et Chaco) ont été placées en « alerte rouge ». Selon les autorités, Buenos-Aires (13 millions d'habitants) est menacée. Au Mexique, plus de mille malades ont été enregistrés dans 17 des 31 Etats. Enfin, 24 cas ont été signalés en 1991 aux Etats-Unis, soit le chiffre le plus élevé dans ce pays depuis la fin de la dernière épidémie.

La huitième plaie

LIMA

de notre correspondant

Plusieurs centaines d'habitants de la capitale péruvienne, victimes d'une crise aiguë de choléra, ont été hospitalisés d'urgence au cours des dernières semaines. A Trujillo, la troisième ville du pays au nord de Lima, plusieurs dizaines de cas viennent aussi d'être diagnostiqués. Un peu partout sur la côte, l'épidémie, déclenchée il y a un an au début de l'été tropical, reprend avec force. Plus, moins, le nombre de patients hospitalisés est resté élevé. Les victimes ne peuvent se comparer avec celles de 1991. Selon le bilan officiel de l'an dernier, plus de 300 000 cas ont été déclarés, plus de 100 000 patients hospitalisés et près de 1 000 Péruviens ont décédé.

« Tout est contrôlé », assure le ministre de la santé, M. Víctor Pantoja. Il préfère parler de « crise de diarrhée » plutôt que de « choléra », de tels euphémismes cherchent à rassurer la tâche de ceux qui essaient de contrôler la maladie sur le terrain.

Une infrastructure sanitaire déplorable

Début janvier, le gouvernement a publié un plan national à mettre sur pied un « plan national » contre l'épidémie. Quarante jours auparavant, il avait promulgué un plan d'urgence. Le ministère de la Santé assure avoir distribué 10 millions de litres de chlorure de sodium pour l'eau. La télévision diffuse une grande campagne de prévention, force recommandations de

hygiène. Les vendeurs ambulants de ceviche (poisson cru mariné dans du citron) ont été partie intégrante de la vie publique dans la capitale. Pourtant, rien n'a vraiment changé au plan de l'infrastructure sanitaire.

L'exécution de petits travaux, comme la construction de latrines, l'installation de réservoirs d'eau potable dans les bidonvilles, l'évacuation des eaux usées, est pratiquement au point mort. Théoriquement, le budget 1991 prévoyait 300 millions de dollars au titre de la santé (en 1991, moins de la moitié du budget social prévu a été exécuté), ce qui se représente que le cinquième du montant nécessaire, un organisme comme l'UNICEF, pour parer au plus pressé. Un expert, M. Margarita Pérez, directeur technique aux « conséquences de la crise économique sur les services de la santé », a calculé qu'un travailleur qui gagne le SMIC, l'équivalent de 38 dollars, ne peut dépenser que 38 cents par mois en médicaments pour lui et sa famille.

L'été ne fait que commencer sur la côte et les ravages causés par le choléra pourraient bien être que signes avant-coureurs d'une plus grave épidémie. Plus qu'une nouvelle épidémie, les médecins parlent de phénomène de pandémie. Il n'empêche, le choléra est bel et bien réinstallé au Pérou, comme une nouvelle plaie qui s'ajoute aux sept autres que connaît le pays : la tuberculose, la malaria, la peste bubonique, la dengue, la rage, la fièvre jaune et la leptospirose.

NICOLE BONNET

Tempêtes de neige et inondations

Les intempéries font de nombreuses victimes au Proche-Orient

Neige et pluie continuent de s'abattre sur tout le Proche-Orient, qui subit le pire hiver qu'il ait connu depuis plusieurs décennies.

C'est en Turquie, où les chutes de neige ont provoqué de nouvelles avalanches meurtrières, si bien que le nombre total de personnes tuées est maintenant de dix-huit. Plus de six mille agglomérations du plateau anatolien et du sud-est du pays ont été coupées, en raison de l'épaisseur de la neige qui, par endroits, atteint les 10 mètres.

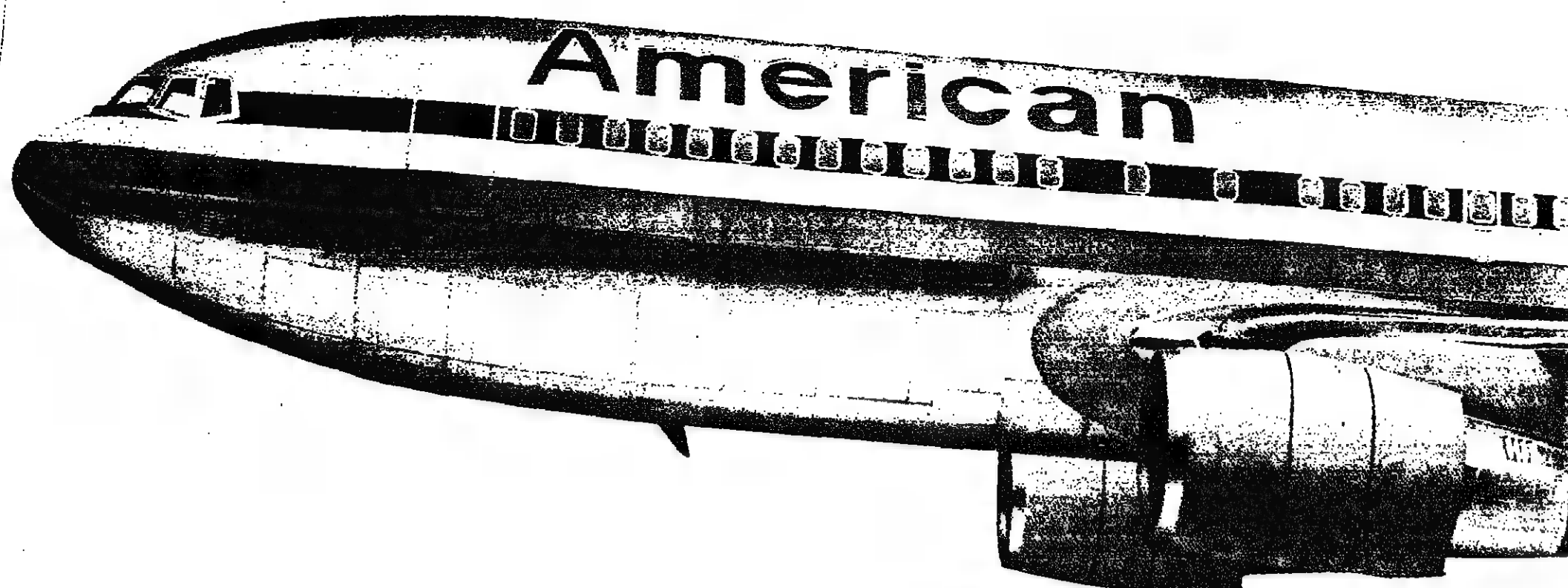
Au Liban, qui est balayé depuis plusieurs semaines par les tempêtes de neige, des dizaines de villages de la Bekaa sont, eux aussi, complètement isolés. Toutes les routes à 400 mètres d'altitude sont impraticables. On aurait déjà décompté au moins vingt-trois morts, tués par des avalanches, par le froid, ainsi que par les pluies torrentielles, qui ont fait s'écrouler sur leurs occupants les murs d'une maison de Beyrouth qui a provoqué des inondations (notamment à Tyr), et

la tempête, qui a provoqué le naufrage d'un bateau de pêcheurs au large de Tripoli.

En Syrie, l'aéroport international de Damas a été fermé dès le matin du dimanche 8 février : les pistes étaient couvertes par 15 centimètres de neige. Sur la ville, la couche était épaisse de 20 centimètres, ce qui ne s'était pas vu depuis vingt-cinq ans.

En Jordanie, où sévit l'hiver le plus rigoureux depuis quarante ans, les chutes de neige ont touché la région d'Amman la nuit du 8 au 9 février. Outre, les inondations se sont produites dans diverses vallées : il y aurait une quinzaine de morts.

En Israël, s'est produite la troisième tempête de neige depuis le début de l'hiver : de nombreuses routes du Golan occupé de haute-Galilée ont été coupées, Jérusalem paralysée, les écoles y ont été fermées. L'électricité du nord du pays a été interrompue, il y a même eu à Eilat, sur la mer Rouge. (AFP, AP, Reuters.)



Le 23 mars, Miami apparaît sur la carte.

Au départ de Paris-Orly, American Airlines ajoute une nouvelle destination pour l'Amérique.

Le 23 mars, American dessert Miami sans escale.

A partir du 23 mars, vous pourrez vous envoler 4 fois par semaine vers Miami et dès le 20 avril, ce vol deviendra quotidien.

Miami : le soleil et la fête mais aussi les portes d'un autre monde.

Envolez-vous vers Miami, son soleil, ses plages, son surf, ses bateaux à voiles, ses gratte-ciel et profitez des correspondances d'American pour aller au Mexique, aux Caraïbes, en Amérique centrale et en Amérique du Sud.

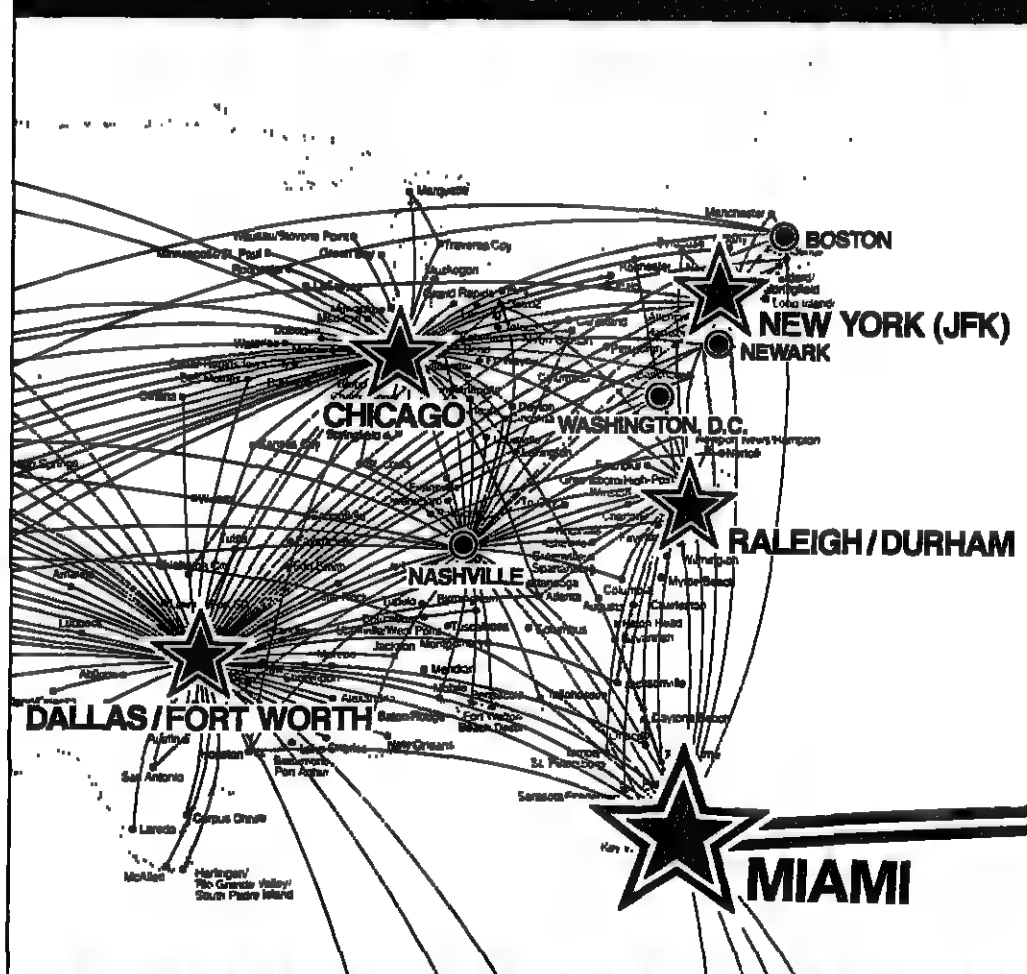
American est en effet la seule compagnie à vous offrir une gamme de vols quotidiens au départ de Miami.

Alors pourquoi changer de compagnie pour atteindre des destinations aussi excitantes que Montego Bay, Cancun, San Juan, Caracas, Lima, Quito, Bogota ou Cali ?

American Airlines : le choix entre 3 plaques tournantes.

Non seulement American dessert New York (JFK), Chicago, Raleigh/Durham, Dallas/Fort Worth et Miami par un vol quotidien sans escale mais elle vous permet aussi de rejoindre 200 villes américaines et 70 autres destinations dans le monde entier sans jamais changer de compagnie.

American Airlines
ouvre un vol sans escale :
Paris/Orly - Miami.



Vol sans escale	Départ*	Arrivée*	Fréquence
DE : Paris-Orly			
A : Miami	10h40	18h35	Lundi, mardi, jeudi, samedi
New York (JFK)	13h40	18h35	Quotidien
Raleigh/Durham	14h00	15h05	Quotidien
Chicago	13h30	17h10	Quotidien
Dallas/Fort Worth	06h00	14h20	Quotidien

International Flagship Service®

American réserve pour ses clients un service chaleureux et attentionné, des sièges confortables luxueusement recouverts de cuir et de laine d'agneau. Première Classe et en Classe Affaires une cuisine raffinée accompagnée de grands crus.

En Première Classe, votre vidéo personnelle vous permettra de visionner un large éventail de films.

Un programme de fidélisation gratuit.

Vous pouvez aussi bénéficier du programme de fidélisation AAdvantage® d'American : le premier et toujours le meilleur. Avec chaque vol, vous gagnez en effet des bons kilométriques qui vous permettent d'être surclassés en Classe Affaires ou en Première Classe ou encore d'obtenir des billets gratuits pour de superbes destinations dans le monde entier.

Pour vous inscrire immédiatement, rien de plus simple, il suffit d'appeler American Airlines.

Envolez-vous vers l'Amérique avec American Airlines.

Pour tout renseignement, appelez votre agence de voyages ou American Airlines au 42 89 05 22 (Paris/Ile-de-France) ou au 05 23 00 35 (Province).

* Horaires susceptibles de modifications sans préavis.

** Vol quotidien à partir du 20 avril.

American Airlines®

Reconnu coupable du viol de deux jeunes Américaines

MAURICE PEYROT

Alain Prost en roue libre

Alain Prost en roue libre

Alexandre Prost semble d'autant moins pressé de prendre sa décision qu'il aurait peut-être davantage à accepter la proposition de Guy Ligier en cours de saison. Le public aurait ainsi le spectacle de prendre conscience des limites actuelles de la JS 37 sans assombrir ses performances à un déclin du pilotage français. Le triple champion du monde se retrouverait alors en position de force si son arrivée entraînaient, comme on peut le penser, un redressement sensible de l'écurie française dans la suite du championnat.

GÉRARD ALBOUY

Deuxième défaite pour Ultra Ducal

Battu d'un nez per son compatriote Verdier Gédé dans le Prix d'Amérique deux semaines plus tôt (*le Mono* du 28 janvier), Ultra Duit, meilleur cheval français au trot actuellement, est à nouveau défait, dimanche 9 février, dans le Prix de France, par un cheval suédois, Atias Fighter. Ultra Duit paraissait devoir remporter une victoire facile, mais il a été surpris par les autres bêtes : il se trompa, dans ses allures proches du galop, comme s'il baillait son rival. Atias Fighter, un jeune cheval baï, à l'aide sur toute la piste, fondait sur lui et faisaît la différence. Dans quinze jours, le troisième manche de ce véritable championnat d'Europe — ils proposent à vous de voter pour les principaux protagonistes. Pour 7 millions de francs qu'on ne paie pas, mais surtout, pour ceux qui ont le suprémisme, pour les éleveurs français, scandinaves, désireux... en position non commercialement avant l'ouverture du grand marché l'année prochaine.

■ de la B.

Les résultats

BASKET-BALL		Deuxième division (Vingt-huitième journée)	
CHAMPIONNAT DE FRANCE (Vingt-deuxième journée)		GROUPE A	
Cholet B. » CRO Lyon...	61-74	«Laval B. Orléans...	1-0
«Oyon B. Racing Paris...	81-61	«Valenciennes B. Rouen...	2-0
Villeurbanne B. » Saint-Quentin...	80-70	«Arenas B. Besançon...	2-1
«Pau-Orthez B. Gravelines...	71-71	«Lyon-Aspirateur B. Sedan...	1-1
Montpellier B. » Reims...	85-71	«Guingamp B. Lyouans-Caiseaux...	2-0
Le Mans B. » Tours...	66-94	«Le Rocher-Val d'Or et Ancenis...	0-0
«Limoges B. Moulhouse...	84-67	«Tours et Angoulême...	2-1
«Roanne B. Antibes...	78-73	Le Mans B. » Red Star...	1-1
Classement. — 1. Cholet et Limoges, 41 pts ; 3. Pau-Orthez, 40 ; 4. Gravelines, 37 ; 5. CRO Lyon, 36 ; 6. Antibes et Montpellier, 35.		«Laval B. Orléans...	1-1
		«Valenciennes, 31 ; 3. Le Mans, 34 ; 4. «Laval, 31.	
FOOTBALL		GROUPE B	
CHAMPIONNAT DE FRANCE Première division (Vingt-huitième journée)		«Istres B. » Saint-Quentin...	3-2
«Auxerre B. Metz...	3-0	«Besan B. Châteauroux...	1-0
«Nancy B. Caen...	3-0	«Saint-Saurin et Perpignan...	1-1
«Le Havre et Nîmes...	1-1	«Rodez B. Ajaccio...	3-1
«Montpellier et Toulouse...	0-0	«Aix et Epinal...	1-0
«Monaco B. Saint-Etienne...	2-0	«Mérignies B. » Gueugnon...	0-0
Toulon B. » Cannes...	1-0	«Grenoble B. Strasbourg...	1-0
«Nantes B. Lens...	1-0	«Nice B. » Mulhouse...	5-1
«Lyon B. Rennes...	3-1	«Anancy B. Bordeaux...	2-0
«Lille et Paris-SC...	0-0	Classement. — 1. Bordeaux, 42 pts ; 2. Strasbourg, 37 ; 3. Istres, 35 ; 4. Istres, 32 ; 5. Perpignan, 30.	
«Marseille et Sochaux...	2-2		
«Lille et Paris-SC, 20 ; 5. Sochaux, 19 ; 20. Nancy, 18.			
TENNIS		TOURNOI DE SAN-FRANCISCO	
		L'Américain Jim Courier a subi sa première défaite du tournoi dimanche 9 février, en finale du tournoi de San-Francisco, sans compter le Michael Chang 16-3, 6-3.	
		Sa qualification pour la finale lui assurait la première place du classement de l'Association des tennismen professionnels.	

TOURNOI DE SAN-FRANCISCO
L'Américain Jim Courier a subi sa première défaite de l'année, dimanche 9 février, en finale du tournoi de San-Francisco, contre son compatriote Michael Chang (6-3, 6-3). Sa qualification pour la finale lui assure la première place du classement de l'Association des tennis professionnels, où il succède à Stefan Edberg.

Suspendue il a quatre mois par le ministre de la santé

Une banque de sperme marseillaise est autorisée à reprendre son activité

Objet d'une polémique
■ septembre dernier, une banque de spermatozoïdes marseillaise vient d'être créée à partir de dons, sous une nouvelle forme, son statut. Cette initiative de la prochaine loi sur la bioéthique, l'affaire illustre les ambiguïtés de la réglementation sur les procréations médicalement assistées et le recueil du sperme, mais il des fins thérapeutiques.

L'affaire Nature ■ fertilité avait éclaté ■ dimanche 22 septembre 1991 lorsque le docteur Jean-Jacques Adnet, directeur du CECOS (Centre d'études et de conservation du sperme humain) ■ Reims, s'exprimant sur La Cinq, avait dénoncé l'existence ■ France d'un « trafic de sperme » (1). Les ■ tions du docteur Adnet visaient notamment l'association marseil-

Nature et fertilité. le 31 octobre 1989 par M. Jean-Pierre Defretin, biologiste, et plusieurs médecins biologistes et gynécologues-obstétriciens. Cette association s'est pour objectifs recueillir et conservation spermatozoïdes humains leur distribution - sur prescription médicale - à médecins traitant les cas où l'homme souffre de stérilité irréversible.

Il s'agissait, en d'autres termes, d'une banque de sperme, dont l'existence et les objectifs avaient — dûment signalés, — aux autorités sanitaires locales — qui effectuèrent en janvier 1991 une visite d'inspection — qu'au directeur général de la santé, — même qu'à M. Bruno Durieux lui-même, ministre chargé — de la santé. Toutefois, après — accusations du docteur Adnet, M. Bruno Durieux demanda à — services de vérifier — si des — fonctionnaires pouvaient être habilités — à — manière — pou-

voir « **■** » *fin rapidement à leurs activités* ».

On découvrait alors que M. Drefrein avait le pouvoir d'arguer à l'association Nature « fertilité », l'autorisation « pratiquer les activités biologiques » à la procréation médicalement assistée (dont il recueillait le sperme) qui avait été accordée au laboratoire d'analyses biologiques qu'il dirigeait, situées à « même adresse qu'elles » à Paris. Ce qui suffisait pour que le président des Bouches-du-Rhône ordonne, le 24 septembre, la « cessation immédiate » des activités « la banque de sperme, le professeur Jean-François Girard, directeur général », le « santé, éloquent » personne les raisons d'une telle décision (le Monde 29, 31 et 27-28 septembre 1993).

Pour autant, ~~son~~ grief ~~ne~~ fut ~~celui~~ ~~de~~ ~~ce~~ ~~qui~~ ~~restait~~ ~~de~~ ~~son~~ ~~nombreux~~ ~~contacts~~ ~~qu'~~ ~~avait~~ ~~établis~~ ~~l'~~ ~~association~~ ~~marseillaise~~ ~~avec~~ ~~diffé-~~

... cliniques privées françaises
spécialisées dans le procréation
médicalement assistée, et aux
quelles elles adressaient, à la
demande, des paillettes
congelé, dûment remboursées par
les caisses d'assurance sociale.
De la même manière, on par-
vint à démontrer que ces paillettes
pouvaient présenter, via l'insémi-
nation artificielle, un quelconque
risque de transmission du virus du
sida. Enfin, les accusations concer-
nant la rémunération des donneurs
de sperme (indemnités, selon
M. Defreyn, à hauteur de 200 €
par don) furent aussi suite.

Or, retrouver ■ nom de
l'association Nature et fertilité,
banque de sperme humaine
située le long du Maréchal-
le Pierre Cardons, directeur
affaires sanitaires ■ sociales ■
Bouches-du-Rhône, vient de faire
savoir que le laboratoire d'analyse
■ de biologie médicales Brichard-
Michotey était autorisé, par le
ministre ■ affaires sociales et
l'intégration, à pratiquer ■ activi-
tés de procréation médicalement
assistée. Or, ce laboratoire privé
n'est autre que celui cédé par
M. Drefetin à la SARL Brichard-
Michotey. M. Drefetin étant auto-
risé à pratiquer, dans le cadre
■ laboratoire, ■ activités inhé-
■ à la banque de sperme qu'il

Ainsi, tout est officiellement rentré dans l'ordre d'un point de vue administratif, mais rien, en pratique, n'a changé. Les stocks de sperme conservé par congélation peuvent être à nouveau utilisés dans le « trafic de sperme » entre différents établissements privés français peut continuer par le passé.

« Nous travaillons dans les ex-
 -ploitations de l'ex-personnel. Nature-
 -llement, il y a une certaine fé-
 -condité, mais c'est accablant l'enseigne-
 -ment de cette association, dont les mem-
 -bres n'ont pas changé, à celle du
 -laboratoire, l'exercice des fonctions
 -de directeur adjoint, explique
 M. Defretin. Quant à l'association,
 elle a modifié son objet,
 transformant l'Institut de
 recherche en un comité chargé de
 veiller au respect des règles d'éthi-
 -que et de déontologie médicales :
 -sélection des donneurs, décision
 -de délivrance des paillettes, choix des
 -bénéficiaires. L'administration
 -est satisfait. »

JEAN-YVES NAU

(1) A la suite de l'émission du 22 septembre 1991, les responsables de l'association marseillaise ont porté plainte pour diffamation contre le docteur Jean-Jacques Adnet et M. Jean-Pierre Elkabbach. L'audience est fixée le 11 février prochain devant le tribunal correctionnel de Reims.

PATRICK BUSQUET

Un village basque solidaire de son curé incarcéré

Frantxo, le prêtre « contrebandier »

Quelques cinq cents personnes - le tiers de la population du village d'Espelette, en Pays basque - se sont rassemblés, dimanche matin 11 février, sur la place du marché. Puis, en silence, elles ont suivi le curé de l'église vers une messe à 10 heures.

« Je ne suis pas un prêtre. Ni curé, ni sologan, ni banderoles, ni gendarme, ni sermon : je suis un homme », a expliqué un officiant à la foule venue manifester sa solidarité avec François Garat, le curé du village, emprisonné depuis le 24 janvier, après que la police eût découvert un réfugié basque dans son presbytère.

En 1970, «*Frantzcas*» *Frantz* ordonné prêtre. Au séminaire français *Frantz* où il a été envoyé après *1969*, le nouveau *Frantz* ne dédaigne *Frantz* le chahut. Iconoclaste, affubant *Frantz* les moustaches et *Frantz* lunettes le portrait des évêques *Frantz* du séminaire, c'est à Rome, loin du pays, «*Frantz*» prend conscience, dit-il, «*sa spécificité basque* et *sa qualité «contrebassière»*. Mais, dit-il, *il y a en moi une intégrité*».

joue au rugby dans l'équipe d'Hasparren, que n'apprécie guère le curé de la localité. « Frantzou » Garat « baye », le « contrebandier » qui meille lui fait à travers les circonstances. « Etre basque, n'est pas ignorer la loi. C'est la respecter... Et puis un plus que l'on a envie, un jour le curé.

En 1977, il compte parmi les préteurs fondateurs d'Herriarekin (Avec le peuple), un groupe de réflexion théologique qui n'hésite pas à aborder le thème basque. En 1979, avec d'autres, il s'oppose au régime du général Franco réfugié politique aux Basques vers l'Espagne chercher l'asile en France. Homme de foi, «Frantxo» a continué à intervenir dans les événements : pour la langue basque, les prisonniers, etc.

L'amitié de l'évêque

En 1972, il devient professeur de morale au grand séminaire de Dax. C'est là qu'il connaît Pierre Molères, l'actuel évêque de Bayonne. Les deux hommes s'apprécient : « Frantxoa » est nommé à l'évêché de Bayonne et il est membre du conseil épiscopal. Cinq ans plus tard, il devient curé du petit village d'Armandaritz, responsable du mouvement Scout au milieu rural.

Le jeune curé ■ singularise ■
supprimant ■ vèpres ■ son
arrivée. Puis il prend parti pour un
fermier ■ ■ propriétaire. Il

de [] correspondant

Un grand gaillard de quarante-huit ans, le nez busqué, un regard d'aigle posé sur la route, François « Frantxo » pour les amis - avait été interpellé le 21 janvier par la police dans le cadre d'une vaste opération contre l'ETA en Pays basque. Quatre jours plus tard, il était sous les

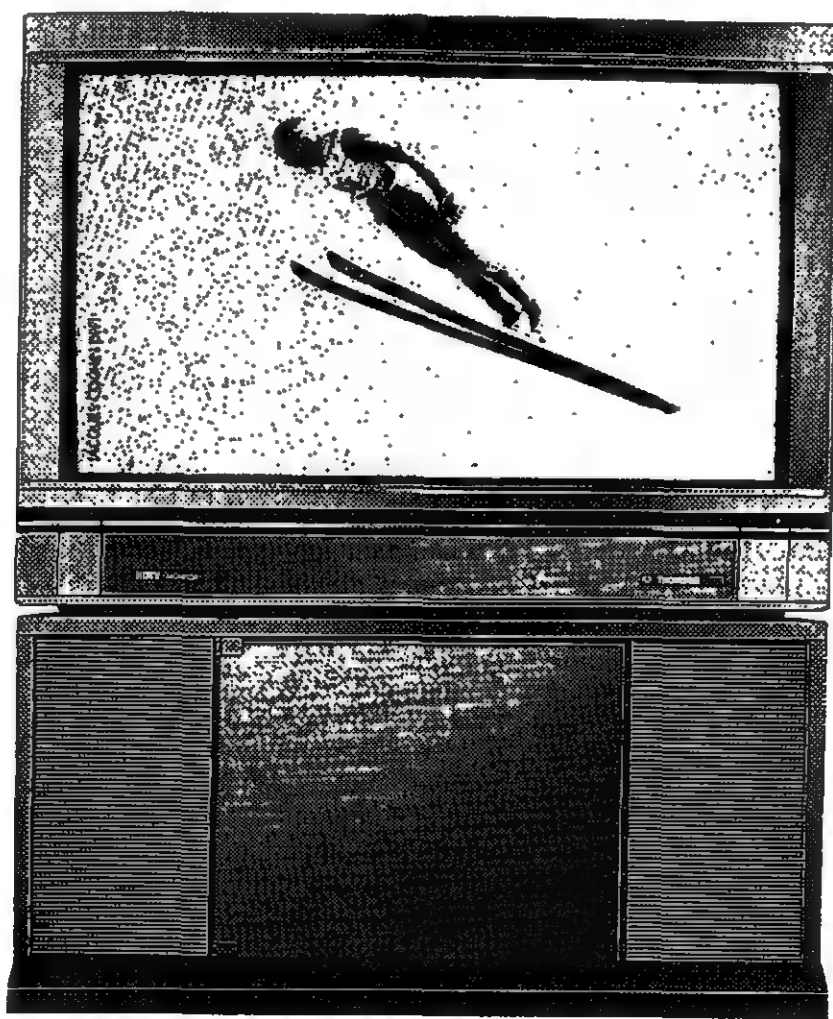
هكذا من الأصل

A TOUS CEUX QUI NE
MÉNAGENT PAS LEURS EFFORTS,
A TOUS CEUX QUI SAVENT
QUE GAGNER NE S'IMPROVISE PAS,
A TOUS CEUX
QUI CHERCHENT PLUS DE BEAUTÉ,
PLUS DE QUALITÉ, PLUS DE VÉRITÉ,
THOMSON DÉDIE
LES PREMIÈRES IMAGES OLYMPIQUES
EN HAUTE DÉFINITION.

Le 8 février 1992, pour l'ouverture des XVI^{es} Jeux Olympiques d'hiver à Albertville, Thomson participe, avec ses partenaires de Savoie 1250 et en première mondiale, à la retransmission en direct des images en haute définition.

Pour les téléspectateurs, cela représente 210 heures de programmes, soit 10 à 12 heures quotidiennes, diffusées par satellite, dont 170 heures de sport et 40 heures de cinéma, de documentaires et de musique...

Programmes qui seront reçus sept



jours sur sept dans 50 sites européens, dont 27 en France.

La TVHD pendant les JO, c'est aussi plus de 300 techniciens spécialisés pour mettre en œuvre le plus important parc de moyens haute définition jamais déployé : 15 camions de production et de post-production HD, commandant 35 caméras, 30 enregistreurs, 6 générateurs de ralenti, etc.

Avec Thomson et la haute définition, les images seront plus grandes, les émotions plus fortes, les victoires plus belles.

Pour toute information, appelez : 3615 TVHD.



THOMSON





LES JEUX OLYMPIQUES D'ALBERTVILLE

SKI ALPIN : la descente masculine

La revanche de la Face

Le mot « amateur » ne figure plus dans la Charte olympique depuis plus de dix ans. Le baron Pierre de Coubertin, qui a été le rénovateur des Jeux modernes, avait l'intention de supprimer ce terme de l'olympisme. Il en fut empêché. Bien des choses furent ainsi perdues. Une ambiguïté a été maintenue sur la nature et l'éthique sportive des Jeux. Beaucoup de choses ont été maintenues au nom d'une morale psycho-rigide de l'amateurisme. Elle a permis à la bourgeoisie de la bourgeoisie



Coup franc

Les Jeux de la montagne ont été le théâtre du prolétariat qui parait sur les chaînes des compétitions. Elle était devenue une sorte d'apartheid.

La grande révélation des amateurs et des professionnels des Jeux de la montagne, c'est la médaille d'or à Los Angeles. C'est l'histoire des faits et des textes, l'opinion publique est restée, et reste, pourtant imprégnée de l'idée qu'olympisme rime avec amateurisme. Pour cette raison, on a pu s'étonner que Michel Platini, l'ancien capitaine de l'équipe de France de football, l'un des joueurs les mieux payés de sa génération, ait été choisi pour être le directeur relayeur de la Coupe olympique lors de la cérémonie d'inauguration des Jeux d'Albertville.

Directeur de l'équipe nationale qui va disputer la Coupe d'Europe des nations, Michel Platini est l'un des sportifs français les plus connus dans le monde, une sorte de capitaine de l'équipe de Coupe Davis, Francis Noé, et l'ancien champion du monde de l'équipe 1, Alain Prost. Coprésident du Comité d'organisation des Jeux d'Albertville, Jean-Claude Killy lui porte une grande admiration. Les deux hommes jouent, grosso modo, dans le même registre : après des carrières sportives brillantes, ils ont mis au jeu leur renommée pour la réussite d'une entreprise à risques, les Jeux dans un cas, la qualification de l'équipe de France aux grandes compétitions dans l'autre.

Saugrenu a priori, la participation de Michel Platini au parcours de la Coupe olympique tient un sens assez explicite : il s'agit de donner l'esprit de la promotion de la montagne à la capitale de la France à l'autre événement de montagne planétaire, la Coupe du monde de ski de fond. Le pont a été jeté entre deux événements de l'esprit de la montagne.

Les montagnards n'ont pas vu les choses sous cet angle. Ils souhaitaient que le geste olympique symbolique soit accompli par un champion de leur montagne. Ils avaient pensé que Michel Bourvier, une personnalité privée de compétition à la suite d'une grave blessure, était désigné pour cela. Leur déception a été renforcée d'autant que si on leur avait infligé un coup franc.

Les résultats

HOCKEY SUR GLACE	
Groupes A	213,8 (85,5 m-85,5 m) (L.) 1. Mollard (Fra.) 1 min 50 s 42; 3. (Aut.) 1 min 50 s 47; 4. Wismann (Aut.) 1 min 50 s 52; 5. Thoren (Nor.) 1 min 50 s 53; 6. (Aut.) 1 min 50 s 53; 7. (Aut.) 1 min 50 s 53; 8. (Aut.) 1 min 50 s 53; 9. (Aut.) 1 min 50 s 53; 10. (Aut.) 1 min 50 s 53; 11. (Aut.) 1 min 50 s 53; 12. (Aut.) 1 min 50 s 53; 13. (Aut.) 1 min 50 s 53; 14. (Aut.) 1 min 50 s 53; 15. (Aut.) 1 min 50 s 53; 16. (Aut.) 1 min 50 s 53; 17. (Aut.) 1 min 50 s 53; 18. (Aut.) 1 min 50 s 53; 19. (Aut.) 1 min 50 s 53; 20. (Aut.) 1 min 50 s 53; 21. (Aut.) 1 min 50 s 53; 22. (Aut.) 1 min 50 s 53; 23. (Aut.) 1 min 50 s 53; 24. (Aut.) 1 min 50 s 53; 25. (Aut.) 1 min 50 s 53; 26. (Aut.) 1 min 50 s 53; 27. (Aut.) 1 min 50 s 53; 28. (Aut.) 1 min 50 s 53; 29. (Aut.) 1 min 50 s 53; 30. (Aut.) 1 min 50 s 53; 31. (Aut.) 1 min 50 s 53; 32. (Aut.) 1 min 50 s 53; 33. (Aut.) 1 min 50 s 53; 34. (Aut.) 1 min 50 s 53; 35. (Aut.) 1 min 50 s 53; 36. (Aut.) 1 min 50 s 53; 37. (Aut.) 1 min 50 s 53; 38. (Aut.) 1 min 50 s 53; 39. (Aut.) 1 min 50 s 53; 40. (Aut.) 1 min 50 s 53; 41. (Aut.) 1 min 50 s 53; 42. (Aut.) 1 min 50 s 53; 43. (Aut.) 1 min 50 s 53; 44. (Aut.) 1 min 50 s 53; 45. (Aut.) 1 min 50 s 53; 46. (Aut.) 1 min 50 s 53; 47. (Aut.) 1 min 50 s 53; 48. (Aut.) 1 min 50 s 53; 49. (Aut.) 1 min 50 s 53; 50. (Aut.) 1 min 50 s 53; 51. (Aut.) 1 min 50 s 53; 52. (Aut.) 1 min 50 s 53; 53. (Aut.) 1 min 50 s 53; 54. (Aut.) 1 min 50 s 53; 55. (Aut.) 1 min 50 s 53; 56. (Aut.) 1 min 50 s 53; 57. (Aut.) 1 min 50 s 53; 58. (Aut.) 1 min 50 s 53; 59. (Aut.) 1 min 50 s 53; 60. (Aut.) 1 min 50 s 53; 61. (Aut.) 1 min 50 s 53; 62. (Aut.) 1 min 50 s 53; 63. (Aut.) 1 min 50 s 53; 64. (Aut.) 1 min 50 s 53; 65. (Aut.) 1 min 50 s 53; 66. (Aut.) 1 min 50 s 53; 67. (Aut.) 1 min 50 s 53; 68. (Aut.) 1 min 50 s 53; 69. (Aut.) 1 min 50 s 53; 70. (Aut.) 1 min 50 s 53; 71. (Aut.) 1 min 50 s 53; 72. (Aut.) 1 min 50 s 53; 73. (Aut.) 1 min 50 s 53; 74. (Aut.) 1 min 50 s 53; 75. (Aut.) 1 min 50 s 53; 76. (Aut.) 1 min 50 s 53; 77. (Aut.) 1 min 50 s 53; 78. (Aut.) 1 min 50 s 53; 79. (Aut.) 1 min 50 s 53; 80. (Aut.) 1 min 50 s 53; 81. (Aut.) 1 min 50 s 53; 82. (Aut.) 1 min 50 s 53; 83. (Aut.) 1 min 50 s 53; 84. (Aut.) 1 min 50 s 53; 85. (Aut.) 1 min 50 s 53; 86. (Aut.) 1 min 50 s 53; 87. (Aut.) 1 min 50 s 53; 88. (Aut.) 1 min 50 s 53; 89. (Aut.) 1 min 50 s 53; 90. (Aut.) 1 min 50 s 53; 91. (Aut.) 1 min 50 s 53; 92. (Aut.) 1 min 50 s 53; 93. (Aut.) 1 min 50 s 53; 94. (Aut.) 1 min 50 s 53; 95. (Aut.) 1 min 50 s 53; 96. (Aut.) 1 min 50 s 53; 97. (Aut.) 1 min 50 s 53; 98. (Aut.) 1 min 50 s 53; 99. (Aut.) 1 min 50 s 53; 100. (Aut.) 1 min 50 s 53; 101. (Aut.) 1 min 50 s 53; 102. (Aut.) 1 min 50 s 53; 103. (Aut.) 1 min 50 s 53; 104. (Aut.) 1 min 50 s 53; 105. (Aut.) 1 min 50 s 53; 106. (Aut.) 1 min 50 s 53; 107. (Aut.) 1 min 50 s 53; 108. (Aut.) 1 min 50 s 53; 109. (Aut.) 1 min 50 s 53; 110. (Aut.) 1 min 50 s 53; 111. (Aut.) 1 min 50 s 53; 112. (Aut.) 1 min 50 s 53; 113. (Aut.) 1 min 50 s 53; 114. (Aut.) 1 min 50 s 53; 115. (Aut.) 1 min 50 s 53; 116. (Aut.) 1 min 50 s 53; 117. (Aut.) 1 min 50 s 53; 118. (Aut.) 1 min 50 s 53; 119. (Aut.) 1 min 50 s 53; 120. (Aut.) 1 min 50 s 53; 121. (Aut.) 1 min 50 s 53; 122. (Aut.) 1 min 50 s 53; 123. (Aut.) 1 min 50 s 53; 124. (Aut.) 1 min 50 s 53; 125. (Aut.) 1 min 50 s 53; 126. (Aut.) 1 min 50 s 53; 127. (Aut.) 1 min 50 s 53; 128. (Aut.) 1 min 50 s 53; 129. (Aut.) 1 min 50 s 53; 130. (Aut.) 1 min 50 s 53; 131. (Aut.) 1 min 50 s 53; 132. (Aut.) 1 min 50 s 53; 133. (Aut.) 1 min 50 s 53; 134. (Aut.) 1 min 50 s 53; 135. (Aut.) 1 min 50 s 53; 136. (Aut.) 1 min 50 s 53; 137. (Aut.) 1 min 50 s 53; 138. (Aut.) 1 min 50 s 53; 139. (Aut.) 1 min 50 s 53; 140. (Aut.) 1 min 50 s 53; 141. (Aut.) 1 min 50 s 53; 142. (Aut.) 1 min 50 s 53; 143. (Aut.) 1 min 50 s 53; 144. (Aut.) 1 min 50 s 53; 145. (Aut.) 1 min 50 s 53; 146. (Aut.) 1 min 50 s 53; 147. (Aut.) 1 min 50 s 53; 148. (Aut.) 1 min 50 s 53; 149. (Aut.) 1 min 50 s 53; 150. (Aut.) 1 min 50 s 53; 151. (Aut.) 1 min 50 s 53; 152. (Aut.) 1 min 50 s 53; 153. (Aut.) 1 min 50 s 53; 154. (Aut.) 1 min 50 s 53; 155. (Aut.) 1 min 50 s 53; 156. (Aut.) 1 min 50 s 53; 157. (Aut.) 1 min 50 s 53; 158. (Aut.) 1 min 50 s 53; 159. (Aut.) 1 min 50 s 53; 160. (Aut.) 1 min 50 s 53; 161. (Aut.) 1 min 50 s 53; 162. (Aut.) 1 min 50 s 53; 163. (Aut.) 1 min 50 s 53; 164. (Aut.) 1 min 50 s 53; 165. (Aut.) 1 min 50 s 53; 166. (Aut.) 1 min 50 s 53; 167. (Aut.) 1 min 50 s 53; 168. (Aut.) 1 min 50 s 53; 169. (Aut.) 1 min 50 s 53; 170. (Aut.) 1 min 50 s 53; 171. (Aut.) 1 min 50 s 53; 172. (Aut.) 1 min 50 s 53; 173. (Aut.) 1 min 50 s 53; 174. (Aut.) 1 min 50 s 53; 175. (Aut.) 1 min 50 s 53; 176. (Aut.) 1 min 50 s 53; 177. (Aut.) 1 min 50 s 53; 178. (Aut.) 1 min 50 s 53; 179. (Aut.) 1 min 50 s 53; 180. (Aut.) 1 min 50 s 53; 181. (Aut.) 1 min 50 s 53; 182. (Aut.) 1 min 50 s 53; 183. (Aut.) 1 min 50 s 53; 184. (Aut.) 1 min 50 s 53; 185. (Aut.) 1 min 50 s 53; 186. (Aut.) 1 min 50 s 53; 187. (Aut.) 1 min 50 s 53; 188. (Aut.) 1 min 50 s 53; 189. (Aut.) 1 min 50 s 53; 190. (Aut.) 1 min 50 s 53; 191. (Aut.) 1 min 50 s 53; 192. (Aut.) 1 min 50 s 53; 193. (Aut.) 1 min 50 s 53; 194. (Aut.) 1 min 50 s 53; 195. (Aut.) 1 min 50 s 53; 196. (Aut.) 1 min 50 s 53; 197. (Aut.) 1 min 50 s 53; 198. (Aut.) 1 min 50 s 53; 199. (Aut.) 1 min 50 s 53; 200. (Aut.) 1 min 50 s 53; 201. (Aut.) 1 min 50 s 53; 202. (Aut.) 1 min 50 s 53; 203. (Aut.) 1 min 50 s 53; 204. (Aut.) 1 min 50 s 53; 205. (Aut.) 1 min 50 s 53; 206. (Aut.) 1 min 50 s 53; 207. (Aut.) 1 min 50 s 53; 208. (Aut.) 1 min 50 s 53; 209. (Aut.) 1 min 50 s 53; 210. (Aut.) 1 min 50 s 53; 211. (Aut.) 1 min 50 s 53; 212. (Aut.) 1 min 50 s 53; 213. (Aut.) 1 min 50 s 53; 214. (Aut.) 1 min 50 s 53; 215. (Aut.) 1 min 50 s 53; 216. (Aut.) 1 min 50 s 53; 217. (Aut.) 1 min 50 s 53; 218. (Aut.) 1 min 50 s 53; 219. (Aut.) 1 min 50 s 53; 220. (Aut.) 1 min 50 s 53; 221. (Aut.) 1 min 50 s 53; 222. (Aut.) 1 min 50 s 53; 223. (Aut.) 1 min 50 s 53; 224. (Aut.) 1 min 50 s 53; 225. (Aut.) 1 min 50 s 53; 226. (Aut.) 1 min 50 s 53; 227. (Aut.) 1 min 50 s 53; 228. (Aut.) 1 min 50 s 53; 229. (Aut.) 1 min 50 s 53; 230. (Aut.) 1 min 50 s 53; 231. (Aut.) 1 min 50 s 53; 232. (Aut.) 1 min 50 s 53; 233. (Aut.) 1 min 50 s 53; 234. (Aut.) 1 min 50 s 53; 235. (Aut.) 1 min 50 s 53; 236. (Aut.) 1 min 50 s 53; 237. (Aut.) 1 min 50 s 53; 238. (Aut.) 1 min 50 s 53; 239. (Aut.) 1 min 50 s 53; 240. (Aut.) 1 min 50 s 53; 241. (Aut.) 1 min 50 s 53; 242. (Aut.) 1 min 50 s 53; 243. (Aut.) 1 min 50 s 53; 244. (Aut.) 1 min 50 s 53; 245. (Aut.) 1 min 50 s 53; 246. (Aut.) 1 min 50 s 53; 247. (Aut.) 1 min 50 s 53; 248. (Aut.) 1 min 50 s 53; 249. (Aut.) 1 min 50 s 53; 250. (Aut.) 1 min 50 s 53; 251. (Aut.) 1 min 50 s 53; 252. (Aut.) 1 min 50 s 53; 253. (Aut.) 1 min 50 s 53; 254. (Aut.) 1 min 50 s 53; 255. (Aut.) 1 min 50 s 53; 256. (Aut.) 1 min 50 s 53; 257. (Aut.) 1 min 50 s 53; 258. (Aut.) 1 min 50 s 53; 259. (Aut.) 1 min 50 s 53; 260. (Aut.) 1 min 50 s 53; 261. (Aut.) 1 min 50 s 53; 262. (Aut.) 1 min 50 s 53; 263. (Aut.) 1 min 50 s 53; 264. (Aut.) 1 min 50 s 53; 265. (Aut.) 1 min 50 s 53; 266. (Aut.) 1 min 50 s 53; 267. (Aut.) 1 min 50 s 53; 268. (Aut.) 1 min 50 s 53; 269. (Aut.) 1 min 50 s 53; 270. (Aut.) 1 min 50 s 53; 271. (Aut.) 1 min 50 s 53; 272. (Aut.) 1 min 50 s 53; 273. (Aut.) 1 min 50 s 53; 274. (Aut.) 1 min 50 s 53; 275. (Aut.) 1 min 50 s 53; 276. (Aut.) 1 min 50 s 53; 277. (Aut.) 1 min 50 s 53; 278. (Aut.) 1 min 50 s 53; 279. (Aut.) 1 min 50 s 53; 280. (Aut.) 1 min 50 s 53; 281. (Aut.) 1 min 50 s 53; 282. (Aut.) 1 min 50 s 53; 283. (Aut.) 1 min 50 s 53; 284. (Aut.) 1 min 50 s 53; 285. (Aut.) 1 min 50 s 53; 286. (Aut.) 1 min 50 s 53; 287. (Aut.) 1 min 50 s 53; 288. (Aut.) 1 min 50 s 53; 289. (Aut.) 1 min 50 s 53; 290. (Aut.) 1 min 50 s 53; 291. (Aut.) 1 min 50 s 53; 292. (Aut.) 1 min 50 s 53; 293. (Aut.) 1 min 50 s 53; 294. (Aut.) 1 min 50 s 53; 295. (Aut.) 1 min 50 s 53; 296. (Aut.) 1 min 50 s 53; 297. (Aut.) 1 min 50 s 53; 298. (Aut.) 1 min 50 s 53; 299. (Aut.) 1 min 50 s 53; 300. (Aut.) 1 min 50 s 53; 301. (Aut.) 1 min 50 s 53; 302. (Aut.) 1 min 50 s 53; 303. (Aut.) 1 min 50 s 53; 304. (Aut.) 1 min 50 s 53; 305. (Aut.) 1 min 50 s 53; 306. (Aut.) 1 min 50 s 53; 307. (Aut.) 1 min 50 s 53; 308. (Aut.) 1 min 50 s 53; 309. (Aut.) 1 min 50 s 53; 310. (Aut.) 1 min 50 s 53; 311. (Aut.) 1 min 50 s 53; 312. (Aut.) 1 min 50 s 53; 313. (Aut.) 1 min 50 s 53; 314. (Aut.) 1 min 50 s 53; 315. (Aut.) 1 min 50 s 53; 316. (Aut.) 1 min 50 s 53; 317. (Aut.) 1 min 50 s 53; 318. (Aut.) 1 min 50 s 53; 319. (Aut.) 1 min 50 s 53; 320. (Aut.) 1 min 50 s 53; 321. (Aut.) 1 min 50 s 53; 322. (Aut.) 1 min 50 s 53; 323. (Aut.) 1 min 50 s 53; 324. (Aut.) 1 min 50 s 53; 325. (Aut.) 1 min 50 s 53; 326. (Aut.) 1 min 50 s 53; 327. (Aut.) 1 min 50 s 53; 328. (Aut.) 1 min 50 s 53; 329. (Aut.) 1 min 50 s 53; 330. (Aut.) 1 min 50 s 53; 331. (Aut.) 1 min 50 s 53; 332. (Aut.) 1 min 50 s 53; 333. (Aut.) 1 min 50 s 53; 334. (Aut.) 1 min 50 s 53; 335. (Aut.) 1 min 50 s 53; 336. (Aut.) 1 min 50 s 53; 337. (Aut.) 1 min 50 s 53; 338. (Aut.) 1 min 50 s 53; 339. (Aut.) 1 min 50 s 53; 340. (Aut.) 1 min 50 s 53; 341. (Aut.) 1 min 50 s 53; 342. (Aut.) 1 min 50 s 53; 343. (Aut.) 1 min 50 s 53; 344. (Aut.) 1 min 50 s 53; 345. (Aut.) 1 min 50 s 53; 346. (Aut.) 1 min 50 s 53; 347. (Aut.) 1 min 50 s 53; 348. (Aut.) 1 min 50 s 53; 349. (Aut.) 1 min 50 s 53; 350. (Aut.) 1 min 50 s 53; 351. (Aut.) 1 min 50 s 53; 352. (Aut.) 1 min 50 s 53; 353. (Aut.) 1 min 50 s 53; 354. (Aut.) 1 min 50 s 53; 355. (Aut.) 1 min 50 s 53; 356. (Aut.) 1 min 50 s 53; 357. (Aut.) 1 min 50 s 53; 358. (Aut.) 1 min 50 s 53; 359. (Aut.) 1 min 50 s 53; 360. (Aut.) 1 min 50 s 53; 361. (Aut.) 1 min 50 s 53; 362. (Aut.) 1 min 50 s 53; 363. (Aut.) 1 min 50 s 53; 364. (Aut.) 1 min 50 s 53; 365. (Aut.) 1 min 50 s 53; 366. (Aut.) 1 min 50 s 53; 367. (Aut.) 1 min 50 s 53; 368. (Aut.) 1 min 50 s 53; 369. (Aut.) 1 min 50 s 53; 370. (Aut.) 1 min 50 s 53; 371. (Aut.) 1 min 50 s 53; 372. (Aut.) 1 min 50 s 53; 373. (Aut.) 1 min 50 s 53; 374. (Aut.) 1 min 50 s 53; 375. (Aut.) 1 min 50 s 53; 376. (Aut.) 1 min 50 s 53; 377. (Aut.) 1 min 50 s 53; 378. (Aut.) 1 min 50 s 53; 379. (Aut.) 1 min 50 s 53; 380. (Aut.) 1 min 50 s 53; 381. (Aut.) 1 min 50 s 53; 382. (Aut.) 1 min 50 s 53; 383. (Aut.) 1 min 50 s 53; 384. (Aut.) 1 min 50 s 53; 385. (Aut.) 1 min 50 s 53; 386. (Aut.) 1 min 50 s 53; 387. (Aut.) 1 min 50 s 53; 388. (Aut.) 1 min 50 s 53; 389. (Aut.) 1 min 50 s 53; 390. (Aut.) 1 min 50 s 53; 391. (Aut.) 1 min 50 s 53; 392. (Aut.) 1 min 50 s 53; 393. (Aut.) 1 min 50 s 53; 394. (Aut.) 1 min 50 s 53; 395. (Aut.) 1 min 50 s 53; 396. (Aut.) 1 min 50 s 53; 397. (Aut.) 1 min 50 s 53; 398. (Aut.) 1 min 50 s 53; 399. (Aut.) 1 min 50 s 53; 400. (Aut.) 1 min 50 s 53; 401. (Aut.) 1 min 50 s 53; 402. (Aut.) 1 min 50 s 53; 403. (Aut.) 1 min 50 s 53; 404. (Aut.) 1 min 50 s 53; 405. (Aut.) 1 min 50 s 53; 406. (Aut.) 1 min 50 s 53; 407. (Aut.) 1 min 50 s 53; 408. (Aut.) 1 min 50 s 53; 409. (Aut.) 1 min 50 s 53; 410. (Aut.) 1 min 50 s 53; 411. (Aut.) 1 min 50 s 53; 412. (Aut.) 1 min 50 s 53; 413. (Aut.) 1 min 50 s 53; 414. (Aut.) 1 min 50 s 53; 415. (Aut.) 1 min 50 s 53; 416. (Aut.) 1 min 50 s 53; 417. (Aut.) 1 min 50 s 53; 418. (Aut.) 1 min 50 s 53; 419. (Aut.) 1 min 50 s 53; 420. (Aut.) 1 min 50 s 53; 421. (Aut.) 1 min 50 s 53; 422. (Aut.) 1 min 50 s 53; 423. (Aut.) 1 min 50 s 53; 424. (Aut.) 1 min 50 s 53; 425. (Aut.) 1 min 50 s 53; 426. (Aut.) 1 min 50 s 53; 427. (Aut.) 1 min 50 s 53; 428. (Aut.) 1 min 50 s 53; 429. (Aut.) 1 min 50 s 53; 430. (Aut.) 1 min 50 s 53; 431. (Aut.) 1 min 50 s 53; 432. (Aut.) 1 min 50 s 53; 433. (Aut.) 1 min 50 s 53; 434. (Aut.) 1 min 50 s 53; 435. (Aut.) 1 min 50 s 53; 436. (Aut.) 1 min 50 s 53; 437. (Aut.) 1 min 50 s 53; 438. (Aut.) 1 min 50 s 53; 439. (Aut.) 1 min 50 s 53; 440. (Aut.) 1 min 50 s 53; 441. (Aut.) 1 min 50 s 53; 442. (Aut.) 1 min 50 s 53; 443. (Aut.) 1 min 50 s 53; 444. (Aut.) 1 min 50 s 53; 445. (Aut.) 1 min 50 s 53; 446. (Aut.) 1 min 50 s 53; 447. (Aut.) 1 min 50 s 53; 448. (Aut.) 1 min 50 s 53; 449. (Aut.) 1 min 50 s 53; 450. (Aut.) 1 min 50 s 53; 451. (Aut.) 1 min 50 s 53; 452. (Aut.) 1 min 50 s 53; 453. (Aut.) 1 min 50 s 53; 454. (Aut.) 1 min 50 s 53; 455. (Aut.) 1 min 50 s 53; 456. (Aut.) 1 min 50 s 53; 457. (Aut.) 1 min 50 s 53; 458. (Aut.) 1 min 50 s 53; 459. (Aut.) 1 min 50 s 53; 460. (Aut.) 1 min 50 s 53; 461. (Aut.) 1 min 50 s 53; 462. (Aut.) 1 min 50 s 53; 463. (Aut.) 1 min 50 s 53; 464. (Aut.) 1 min 50 s 53; 465. (Aut.) 1 min 50 s 53; 466. (Aut.) 1 min 50 s 53; 467. (Aut.) 1 min 50 s 53; 468. (Aut.) 1 min 50 s 53; 469. (Aut.) 1 min 50 s 53; 470. (Aut.) 1 min 50 s 53; 471. (Aut.) 1 min 50 s 53; 472. (Aut.) 1 min 50 s 53; 473. (Aut.) 1 min 50 s 53; 474. (Aut.) 1 min 50 s 53; 475. (Aut.) 1 min 50 s 53; 476. (Aut.) 1 min 50 s 53; 477. (Aut.) 1 min 50 s 53; 478. (Aut.) 1 min 50 s 53; 479. (Aut.) 1 min 50 s 53; 480. (Aut.) 1 min 50 s 53; 481. (Aut.) 1 min 50 s 53; 482. (Aut.) 1 min 50 s 53; 483. (Aut.) 1 min 50 s 53; 484. (Aut.) 1 min 50 s 53; 485. (Aut.) 1 min 50 s 53; 486. (Aut.) 1 min 50 s 53; 487. (Aut.) 1 min 50 s 53; 488. (Aut.) 1 min 50 s 53; 489. (Aut.) 1 min 50 s 53; 490. (Aut.) 1 min 50 s 53; 491. (Aut.) 1 min 50 s 53; 492. (Aut.) 1 min 50 s 53; 493. (Aut.) 1 min 50 s 53; 494. (Aut.) 1 min 50 s 53; 495. (Aut.) 1 min 50 s 53; 496. (Aut.) 1 min 50 s 53; 497. (Aut.) 1 min 50 s 53; 498. (Aut.) 1 min 50 s 53; 499. (Aut.) 1 min 50 s 53; 500. (Aut.) 1 min 50 s 53; 501. (Aut.) 1 min 50 s 53; 502. (Aut.) 1 min 50 s 53; 503. (Aut.) 1 min 50 s 53; 504. (Aut.) 1 min 50 s 53; 505. (Aut.) 1 min 50 s 53; 506. (Aut.) 1 min 50 s 53; 507. (Aut.) 1 min 50 s 53; 508. (Aut.) 1 min 50 s 53; 509. (Aut.) 1 min 50 s 53; 510. (Aut.) 1 min 50 s 53; 511. (Aut.) 1 min 50 s 53; 512. (Aut.) 1 min 50 s 53; 513. (Aut.) 1 min 50 s 53; 514. (Aut.) 1 min 50 s 53; 515. (Aut.) 1 min 50 s 53; 516. (Aut.) 1 min 50 s 53; 517. (Aut.) 1 min 50 s 53; 518. (Aut.) 1 min 50 s 53; 519. (Aut.) 1 min 50 s 53; 520. (Aut.) 1 min 50 s 53; 521. (Aut.) 1 min 50 s 53; 522. (Aut.) 1 min 50 s 53; 523. (Aut.) 1 min 50 s 53; 524. (Aut.) 1 min 50 s 53; 525. (Aut.) 1 min 50 s 53; 526. (Aut.) 1 min 50 s 53; 527. (Aut.) 1 min 50 s 53; 528. (Aut.) 1 min 50 s 53; 529. (Aut.) 1 min 50 s 53; 530. (Aut.) 1 min 50 s 53; 531. (Aut.) 1 min 50 s 53; 532. (Aut.) 1 min 50 s 53; 533. (Aut.) 1 min 50 s 53; 534. (Aut.) 1 min 50 s 53; 535. (Aut.) 1 min 50 s 53; 536. (Aut.) 1 min 50 s 53; 537. (Aut.) 1 min 50 s 53; 538. (Aut.) 1 min 50 s 53; 539. (Aut.) 1 min 50 s 53; 540. (Aut.) 1 min 50 s 53; 541. (Aut.) 1 min 50 s 53; 542. (Aut.) 1 min 50 s 53; 543. (Aut.) 1 min 50 s 53; 544. (Aut.) 1 min 50 s 53; 545. (Aut.) 1 min 50 s 53; 546. (Aut.) 1 min 50 s 53; 547. (Aut.) 1 min 50 s 53; 548. (Aut.) 1 min 50 s 53; 549. (Aut.) 1 min 50 s 53; 550. (Aut.) 1 min 50 s 53; 551. (Aut.) 1 min 50 s 53; 552. (Aut.) 1 min 50 s 53; 553. (Aut.) 1 min 50 s 53; 554. (Aut.) 1 min 50 s 53; 555. (Aut.) 1 min 50 s 53; 556. (Aut.) 1 min 50 s 53; 557. (Aut.) 1 min 50 s 53; 558. (Aut.) 1 min 50 s 53; 559. (Aut.) 1 min 50 s 53; 560. (Aut.) 1 min 50 s 53; 561. (Aut.) 1 min 50 s 53; 562. (Aut.) 1 min 50 s 53; 563. (Aut.) 1 min 50 s 53; 564. (Aut.) 1 min 50 s 53; 565. (Aut.) 1 min 50 s 53; 566. (Aut.) 1 min 50 s 53; 567. (Aut.) 1 min 50 s 53; 568. (Aut.) 1 min 50 s 53; 569. (Aut.) 1 min 50 s 53; 570. (Aut.) 1 min 50 s 53; 571. (Aut.) 1 min 50 s 53; 572. (Aut.) 1 min 50 s 53; 573. (Aut.) 1 min 50 s 53; 574. (Aut.) 1 min 50 s 53; 575. (Aut.) 1 min 50 s 53; 576. (Aut.) 1 min 50 s 53; 577. (Aut.) 1 min 50 s 53; 578. (Aut.) 1 min 50 s 53; 579. (Aut.) 1 min 50 s 53; 580. (Aut.) 1 min 50 s 53; 581. (Aut.) 1 min 50 s 53; 582. (Aut.) 1 min 50 s 53; 583. (Aut.) 1 min 50 s 53; 584. (Aut.) 1 min 50 s 53; 585. (Aut.) 1 min 50 s 53; 586

Qui d'autre que Yoplait se devait d'offrir le bouquet officiel olympique aux vainqueurs des J.O.



En collaboration avec les Artisans de la Nature, Yoplait a créé le bouquet officiel olympique qui sera remis aux vainqueurs des J.O. d'Albertville. Un choix naturel pour Yoplait qui est associé depuis des années

■ la fleur, symbole de nature, de vitalité, de gaieté. Qui d'autre que Yoplait se devait de représenter la France à ■ événement. Si vous aussi vous voulez gâter ceux que ■ aimez, vous retrouverez ■ bouquet de fleurs olympique chez votre fleuriste.



PARTENAIRE OFFICIEL

BILLET

L'Allemagne et Maastricht

Le fait que M. Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, ait éprouvé le besoin d'organiser en toute hâte une conférence de presse vendredi 7 février à Francfort accredit les rumeurs selon lesquelles la Banque centrale allemande s'apprête à intervenir sur le traité d'union européenne.

Certes, M. Schlesinger s'est appliqué à rassurer ceux qu'inquiète l'absence de voir l'Allemagne abandonner à terme le monnaie d'une banque unique. Il n'empêche que le président de la «Buba» a en fait émis certaines craintes. Les premières au bien évidemment que, pour respecter les échéances fixées, l'examen de la politique monétaire, et donc la politique budgétaire, soient menées. En fait, les Allemands auraient bien voulu que le monnaie unique ne soit introduit qu'une fois les politiques économiques (notamment fiscales) harmonisées.

Les Allemands n'ont pas encore eu de véritables débats nationaux sur ces sujets importants qui impliquent des décisions de souveraineté nationale. Aussi les informations publiées ces derniers jours, par le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* puis par *Die Zeit*, les troubles de la Bundesbank, et les plus récentes, les représentants de la Bundesbank, du Land de Hesse, de Hambourg, auraient manifesté leur désaccord avec les engagements pris à Maastricht, reprochant à M. Schlesinger sa faiblesse à l'égard du pouvoir politique. En clair, le président de la «Buba» n'aurait pas hésité à M. Kohl, le chancelier allemand n'ayant pas réussi ce à quoi l'Allemagne avait le plus pour compenser l'abandon de sa souveraineté économique : la maîtrise des dépenses.

La Bundesbank pourrait bien, si elle ne se rend pas compte de la nécessité de rendre plus efficace la coopération avec la Commission du traité d'union européenne.

ALAIN VERNHOLES

Selon un rapport de la BRI

Ralentissement de l'activité bancaire internationale

L'activité bancaire internationale a été déprimée fin 1991. Selon un rapport de la BRI (Banque des règlements internationaux) publié lundi 10 février à Bâle, les financements internationaux ont diminué de 10,5 % par rapport aux années précédentes, qui avaient constitué un record.

La BRI explique cette évolution par l'absence de demande internationale pour le rattrapage économique dans les pays industrialisés, par la priorité accordée par les banques à la qualité des actifs par les préoccupations concernant la solvabilité des emprunteurs. (AFP)

Pour faire face à l'élargissement de son champ d'intervention

La Commission européenne propose d'accroître fortement les moyens financiers de la CEE

Le budget de la CEE augmentera d'un tiers au cours de la période quinquennale 1993-1997, bondissant de 67 milliards d'euros (469 milliards de francs) en 1992 à un maximum de 87 milliards d'euros (609 milliards de francs) en 1997. La Commission s'apprête à proposer aux Douze que le plafond des dépenses de la CEE passe de 1,2 % du PNB (produit national brut) communautaire aujourd'hui à 1,37 % au cours de la prochaine période de cinq ans, ce qui est la conséquence logique de la volonté manifestée à Maastricht d'élargir le champ d'intervention de la Communauté. La Commission a l'accent dans ses propositions sur trois priorités : le renforcement de la politique de solidarité en faveur des pays les moins riches de la CEE afin de leur permettre de participer au programme d'union économique et monétaire (UEM); les engagements extérieurs de la Communauté; la mise à jour de la compétitivité des entreprises.

BRUXELLES
(Communauté européenne)

Le correspondant

La Commission devrait adopter mardi 11 février ses propositions de programmation budgétaire 1993-1997 pour présenter à l'en-

demain devant le Parlement européen à Strasbourg. L'exercice est délicat car, en cette période de stagnation économique, les États membres considèrent probablement avec réticence - même si c'est la conséquence de leurs propres décisions - la perspective d'une progression des dépenses communautaires beaucoup plus rapide que celle envisagée au niveau national. Cela promet d'être particulièrement vrai pour la part des « payeurs nets », ceux qui, à l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France, contribuent davantage au budget européen qu'ils n'en reçoivent en retour.

Financier

C'est la seconde fois que la Commission propose aux États membres ainsi qu'au Parlement européen de conclure un pacte financier pour cinq ans. En février 1988, après un an de discussions, les Douze avaient adopté le « paquet Delors », autrement dit une programmation financière pour la période 1988-1992 impliquant le plafonnement des dépenses communautaires à 1,20 % du PNB. Il s'agissait d'un « réajustement » de la politique de la CEE, et non d'un accord sur lequel le Parlement européen, cinq ans plus tard, a également soutenu la Commission. L'objectif de ce « paquet Delors » est de « réussir Maastricht ».

La marge de manœuvre de la Commission n'est pas considérable. Les dépenses communautaires ont été prises en compte par le Conseil européen au moment de l'élaboration du traité de Maastricht. C'est vrai en particulier pour la « cohésion économique et sociale », c'est-à-dire l'effort

consenti, principalement par le truchement des Fonds structurels (le Fonds d'orientation agricole, le Fonds social, le Fonds d'orientation agricole), pour moderniser l'économie des pays les moins riches de la CEE. Conformément aux décisions de Maastricht, à l'action de ceux-ci viendra désormais s'ajouter celle d'un « fonds de cohésion », dont les crédits sont réservés à l'Espagne, au Portugal, à la Grèce, à l'Irlande. Les crédits mobilisés par le Fonds de cohésion serviront principalement à la modernisation des infrastructures de transport, à la défense de l'environnement. Au total (Fonds structurels + Fonds de cohésion), les quatre pays, de 7,5 milliards d'euros (53,5 milliards de francs) en 1992 à près de 15 milliards d'euros (105 milliards de francs) en 1997.

Dans quelle proportion l'aide apportée par les Fonds structurels, à l'exception des crédits réservés à l'Espagne, au Portugal, à la Grèce, à l'Irlande, sera-t-elle, elle aussi, revalorisée? La Commission n'a pas encore tranché. L'existence d'un « problème allemand » : l'Allemagne apparaît à ce stade comme un « contributeur net » important, ce qui risque, à l'état de conjoncture, de provoquer des réactions de rejet à Bonn. Un moyen de l'éviter pourrait être d'augmenter les contributions des Fonds structurels en faveur des pays riches de la CEE. Il semble acquis que les crédits accordés aux régions en retard - celles dites de l'objectif 1; en France, la Corse; les DOM - seront augmentés des deux tiers au cours de la période. Une progression

d'un tiers avait été prévue pour les terrains d'intervention des Fonds structurels mais, compte tenu de ce « problème allemand », ce pourcentage pourrait être relevé. Ce qui ferait également l'affaire des Français.

Autre moyen, côté ressources cette fois, pour parvenir à une répartition plus équitable entre les États membres des charges et avantages budgétaires dans la CEE, la Commission propose de plafonner à un niveau plus bas que précédemment les recettes de la TVA à transférer au budget de la CEE (1 % au lieu de 1,4 %). En contrepartie, la « quatrième ressource », établie en fonction de la richesse relative de chacun, verrait son rôle sensiblement accru. Un tel aménagement favorise les pays pauvres, où la consommation, et donc la TVA, représente une part du PNB plus importante que dans le cas de la CEE.

Priorités pour l'aide extérieure

Compte tenu des impulsions que les chefs d'État du gouvernement ont voulu donner à Maastricht, une politique étrangère de sécurité commune, compte tenu de la situation dans le monde, chacun comprend que les engagements extérieurs de la CEE doivent être renforcés. Mais la Commission veut définir des priorités, clarifier la place respective des différents instruments auxquels on peut faire appel (assistance technique, protocoles financiers, aides humanitaires, soutien à la balance des paiements). En 1989, l'aide extérieure de la Communauté - non comprise celle, importante, aux pays africains au titre de la Convention de Lomé, qui n'est pas budgétisée - s'est élevée à 1 milliard

d'euros (7 milliards de francs); en 1992, elle atteindra 3,6 milliards d'euros (25 milliards de francs). M. Frans Andriessen, vice-président chargé des relations extérieures, a déclaré qu'en fin de période l'effort collectif de la CEE (auquel il faut ajouter celui accompli de façon bilatérale par les États membres) atteigne 10 % du budget. La Commission n'a pas jusqu'à présent monté le document soumis aux États membres au Parlement européen pour l'élaboration de milliards d'euros (42 milliards de francs) et inclure une réserve substantielle afin que les Douze puissent faire face, le cas échéant, à des situations imprévues.

La nécessité d'inscrire des moyens importants dans la programmation budgétaire pour favoriser une compétitivité accrue des entreprises de la CEE fait resurgir, déjà au sein de la Commission, la controverse entre ceux qui sont hostiles à ce qui de près ou de loin ressemble à une politique industrielle et ceux qui croient qu'il convient, pour les pouvoirs publics européens, d'au moins accompagner les mutations industrielles. Surtout lorsque celles-ci ont l'effet direct des politiques menées par la Communauté.

Pour agir dans ce sens, la Commission proposera de faire appel à toute une batterie d'instruments, au premier rang desquels la politique commune de recherche dont les crédits seraient très sensiblement augmentés, peut-être presque doublés (ils atteignent 3,6 milliards d'euros, soit 25 milliards de francs, dans le budget de la CEE pour 1992). Une réflexion est en cours pour accroître l'efficacité, à ce niveau des entreprises, de l'effort ainsi consenti.

PHILIPPE LEMAITRE

La maîtrise des dépenses de santé

La CSMF met des conditions à un accord avec la Caisse d'assurance-maladie

L'assemblée générale de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), réunie dimanche 9 février, a donné son accord au schéma général de maîtrise des dépenses de santé proposé par la Caisse nationale d'assurance-maladie (Cnamts). Cependant, la principale organisation de médecins salariés (Cnamts). Cependant, la principale organisation de médecins salariés (Cnamts).

Ce n'est pas la première fois que la CSMF joue au chat et à la souris avec la Cnamts. Et, à la dernière, avec le gouvernement. En faisant connaître son accord de principe aux propositions de la Caisse d'assurance-maladie, elle ne s'ajoute pas à « conditions suspensives » qui s'éloignent sensiblement des propositions de la Cnamts.

Le « marché » proposé par la Cnamts était clair (le 31 janvier) : la CSMF acceptait un taux global d'évolution des dépenses « exprimant la croissance médiane » des remboursements comprenant des pénalités individuelles en fonction d'objectifs négociés. En échange, les honoraires seraient revalorisés de 15 février à certains médecins seraient autorisés à dépasser les honoraires conventionnels. Or la CSMF place la barre si haut. Elle refuse d'afficher explicitement le principe d'une pénalisation et laisse la possibilité pour tous les médecins de dépasser les honoraires conventionnels.

Désormais, la balle est dans le camp de M. Jean-Claude Mallet, président (Forces ouvrières) de la Caisse nationale, et de M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales. Le premier peut choisir de poursuivre les discussions avec la CSMF d'accorder des concessions incompatibles avec l'objectif qu'il a conclu en octobre avec le gouvernement. M. Bianco, qui devait s'exprimer lundi 10 février à l'Assemblée nationale, a l'intention de s'exprimer sur ce sujet. Les discussions ne se soldent-elles pas par un échec?

par un accord à quatre volets de loi en matière de santé. Cependant, le ministre des affaires sociales ne paraît pas avoir les moyens politiques de « passer en force » pour imposer un tel accord.

Il ne faut pas s'étonner du fait que la CSMF, qui a le pouvoir public à l'égard des praticiens appliqués - au mépris de leurs engagements à l'égard des assurances sociales - des honoraires supérieurs à ceux fixés par la « Sécurité ». Un tel laxisme, battu par de nombreux directeurs de caisses primaires, n'a pas incité les syndicats médicaux au réalisme. Adopter à partir d'aujourd'hui une attitude plus ferme serait la moindre des choses. Dans ces conditions,

JEAN-MICHEL NORMAND

Dépassements d'honoraires

Des médecins d'Indre-et-Loire sont menacés d'être déconventionnés

Un courrier de dix feuillets, accompagné d'annexes et signé de M. Guy Duflo, directeur de la CPAM (Caisse primaire d'assurance-maladie) d'Indre-et-Loire, résume le conflit qui oppose les organismes sociaux aux médecins qui appliquent unilatéralement des tarifs supérieurs à ceux fixés par la Convention nationale de mars 1979. Ce document, adressé à chacun des 1 014 médecins libéraux exerçant en Indre-et-Loire (520 généralistes et 494 spécialistes), présente comme une explication des mesures toujours en vigueur. Il s'agit, aussi, d'une mise en garde : la déconventionnement, l'encontre des généralistes qui, depuis octobre dernier, ont, à la suite de leurs syndicats, fixé entre 95 francs et 100 francs (au lieu des 90 francs réglementaires) le tarif de leur consultation.

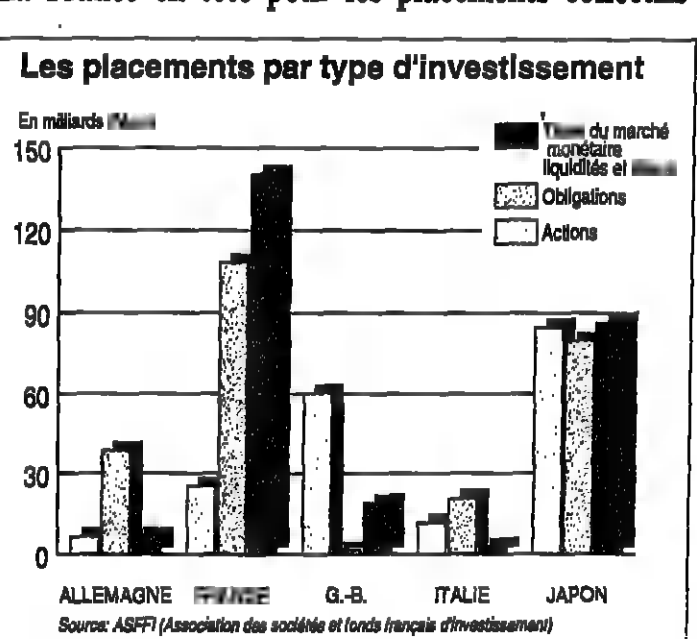
Peu banale, l'initiative ne manque pas non plus de surprendre par son audace. « Il ne paraît pas évident que les médecins libéraux soient aujourd'hui parfaitement informés des conséquences qu'ils ont encourues par le problème de la consultation à 90 francs », explique M. Duflo. « Les médecins n'ont pas

rempli leur engagement pour la maîtrise des dépenses. Ils n'ont obtenu ni revalorisation tarifaire, ce qui leur aurait permis de faire face à la hausse de l'argent de leur bureau », souligne le directeur de la CPAM, qui reconnaît volontiers que l'on prend le problème isolément, la consultation à 100 francs paraît parfaitement justifiée, voire notablement insuffisante.

« Au cas où l'on viendrait au déconventionnement », le directeur menace de « déléguer le public à des honoraires », soit, pour les médecins, soit, pour les organismes sociaux, soit, pour les patients. Avant que la procédure de déconventionnement n'ait abouti, la CPAM d'Indre-et-Loire se propose néanmoins de pas sanctionner les généralistes qui acceptent au plus vite de rentrer dans le rang.

JEAN-YVES NAU

La France en tête pour les placements collectifs



Une étude de l'ASFFI (Association des sociétés et fonds français d'investissement) met en évidence la prédominance de la France en matière d'investissement collectif. Les placements sont gérés par les organismes de placements collectifs en France (OPCVM) ouverts au public. Au niveau européen, sans les OPCVM, la France est en tête. L'étude porte sur les placements par les fonds britanniques. L'étude porte sur les placements effectués en septembre 1991. Les données sont en milliards de francs.

L'ouverture du tunnel sous la Manche serait retardée de trois mois

Le tunnel sous la Manche pourrait ne pas ouvrir le 15 juin 1993, comme il était prévu. Selon un communiqué, le concessionnaire Eurotunnel estime que la mise en service pourrait être repoussée à septembre si les travaux des consortiums regroupés dans le consortium TML se poursuivaient au rythme actuel. La CPAM, qui a le rôle de radiateur de la réception, a déjà pris trop de retard pour que les procédures de réception puissent être réalisées en temps voulu. Cette mauvaise nouvelle prend place dans une suite de contretemps : la modification de la largeur des portes des navettes, pour des raisons de sécurité, a bouleversé les plans industriels qui peuvent promettre que jusqu'en juin 1993, le service partiel. D'autre part, les travaux accumulés par le consortium GEC-Alsthom permettent d'attendre un service ferroviaire normal à TGV avant la mi-1994.

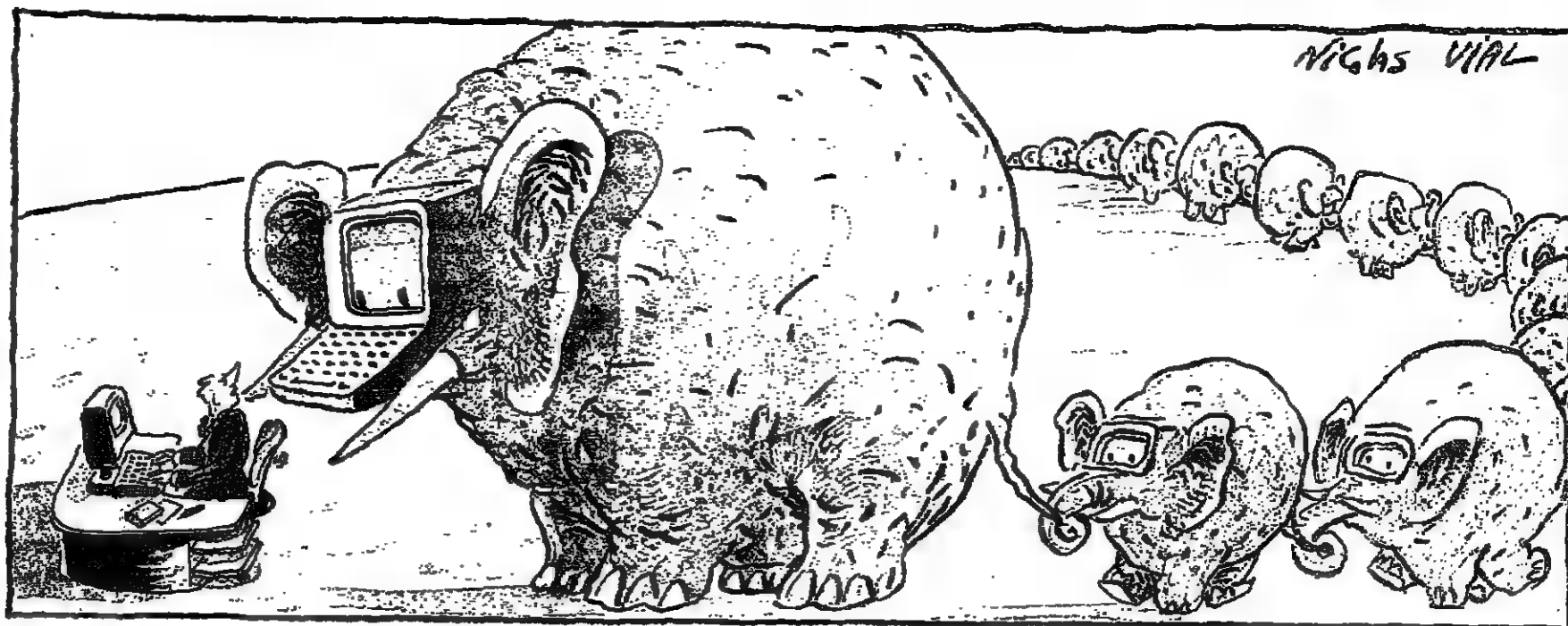
La réforme de la CNUCED au centre de la conférence de Cartagena

La réforme de la Conférence des Nations unies pour le développement a été abordée lors de l'ouverture de la huitième session de cette organisation, samedi 8 février, à Cartagena de Colombie (le Monde du 4 février). « La CNUCED d'aujourd'hui ne peut plus être celle de toujours », a déclaré le président colombien, M. César Gaviria, lors de l'inauguration de la session. « La CNUCED n'a pas évolué », a ajouté M. Gaviria, qui souhaite que la conférence reflète les changements dans le monde. Cela va nécessiter des réformes profondes pour les instruments de la conférence que pour la structure de l'entité.

Arrivé dimanche 9 février à Cartagena, M. Michel Rocard a affirmé, en marge de la conférence, que « le décalage Nord-Sud s'aggrave ». La CNUCED, a ajouté l'ancien premier ministre, est le Parlement d'un grand service passé des hauts et des bas : il est temps de le réveiller.

L'EXPLOSION DU MARCHÉ DE LA MICRO-INFORMATIQUE

PC Forum, le Salon de la micro-informatique, ouvre ses portes ■ Parc des expositions de la porte de Versailles du 11 au 14 février. Devant la véritable « locomotive » de l'informatique mondiale, une décennie guidée par la boussole IBM, le monde des micro-ordinateurs vit l'heure des grandes alliances et des mutations technologiques. A l'aube du multimédia et de la génération des microprocesseurs RISC, les enjeux industriels et s'élaborent la pression des innovations techniques. Du « notepad » au nouveau concept de station bureautique, la micro-informatique tente de définir un nouvel univers.

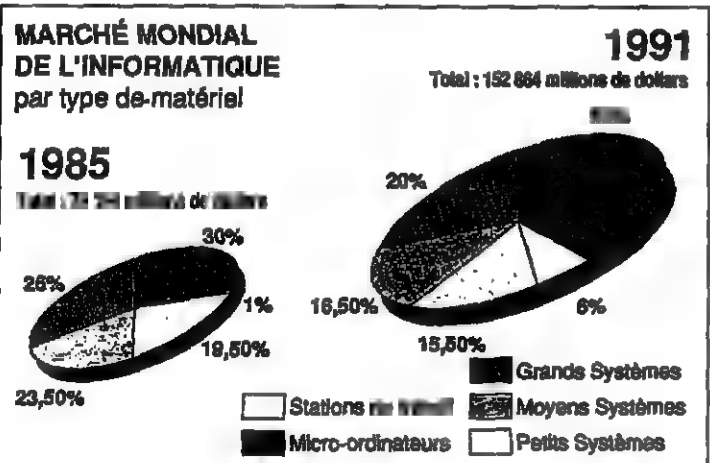


A l'ombre d'un géant

Inexistante en 1980, l'industrie des micro-ordinateurs est devenue la véritable « locomotive » du secteur

PERSONNE, aussi grand et innovateur soit-il, ne peut dire qu'il est le seul à aujourd'hui. La technologie propre à l'informatique de demain. Ces propos de M. Carlo Zanni, directeur général d'Apple France, illustrent le nouvel « esprit » qui préside aux grandes mutations de l'industrie informatique mondiale. Mieux, jugement synthétique d'un marché devenu, en quelques années, la véritable « locomotive » du secteur. En 1980, l'industrie des micro-ordinateurs représentait à peine 1% du chiffre d'affaires mondial. Aujourd'hui, elle représente la moitié des ventes mondiales de matériel informatique. Son rôle dans la conception la plus large des stations de travail — 42 % des 122 milliards de

francs réalisés en 1991 par ce secteur (voir graphique ci-dessus). En dix ans, la micro-informatique a engendré, en plus de 100 milliards de francs de chiffre d'affaires, des records dans le domaine de la distribution (le logiciel), subissant la poussée des nouvelles applications technologiques (les portables, les notebooks, les notepads) et des contraintes de leur base installée (comptes clients). Les constructeurs de micro-ordinateurs doivent aujourd'hui faire face à une profonde crise de structure. Pourtant, les règles du jeu de la dernière décennie paraissent établies et les années 1990, tout en étant marquées par l'ombre du géant IBM, sont finalement la période où la réussite du colosse se prépare à conditions de déclin.



francs réalisés en 1991 par ce secteur (voir graphique ci-dessus). En dix ans, la micro-informatique a engendré, en plus de 100 milliards de francs de chiffre d'affaires, des records dans le domaine de la distribution (le logiciel), subissant la poussée des nouvelles applications technologiques (les portables, les notebooks, les notepads) et des contraintes de leur base installée (comptes clients). Les constructeurs de micro-ordinateurs doivent aujourd'hui faire face à une profonde crise de structure. Pourtant, les règles du jeu de la dernière décennie paraissent établies et les années 1990, tout en étant marquées par l'ombre du géant IBM, sont finalement la période où la réussite du colosse se prépare à conditions de déclin.

Le modèle PC

L'histoire commence en août 1981, lorsque les responsables d'IBM annoncent le New York le lancement du premier micro-ordinateur, initialement PC — le personal computer (ordinateur personnel) — vont devenir en quelques années le sigle générique de toute une génération de matériel d'ordinateur. Le PC, rapidement conquis par les différents continents, vulgariser le terme d'IBM dans le monde entier, largement contribuant à faire de ce monde juvénile, dans le monde juvénile, la véritable « locomotive » de l'informatique.

En réalité, d'autres sociétés américaines avaient devancé IBM sur cette voie. Depuis plusieurs années, des sociétés comme Apple et Commodore avaient conçu et commercialisé divers types de micro-ordinateurs, tous dotés de la même structure commerciale du géant américain. Et plus que la puissance de l'invention, l'histoire a retenu la stratégie industrielle de Commodore.

D'abord sceptiques sur le succès de leur PC, les ingénieurs de Big Blue prévoyaient un volume de ventes de l'ordre de 100 000 unités en cinq ans. Mais l'essor de l'enfant prodige a dépassé les pronostics les plus fous : à la fin de l'année 1982, plus de 100 000 PC avaient déjà été vendus. Par la suite, à partir de 1985, les ventes ont connu une moyenne supérieure à 1 million d'unités par an.

Très rapidement, le plupart des constructeurs informatiques ont pris le chemin de la réussite. Le trio IBM-Microsoft-INTEL décide de laisser ouverts les brevets de sa technologie. Dès 1987, un second groupe d'acteurs — et ils sont de plus en plus nombreux — entre dans le marché du PC. La première génération de « clones » (identiques) a vu le jour. Ils vont développer la fabrication de micro-ordinateurs compatibles avec le PC, à partir d'un microprocesseur Intel, et généraliser les produits « compatibles ». En 1983, le Compaq lance le premier « compatible », dans une niche de l'univers d'IBM : un micro-ordinateur portable.

En troisième place, le PC est entré dans un marché qui promet déjà de nombreuses nouveautés et une croissance que l'on juge alors « illimitée ». Après trois générations de micro-ordinateurs — le premier remonte à la période pionnière de

la fin des années 70, — le constructeur américain Apple lance en 1984 un nouvel enfant modèle de la micro-informatique : le Macintosh. La stratégie ? Prendre des parts de marché en leader américain en misant sur un critère essentiel : la convivialité. « Nous avons une conception particulière de la micro-informatique », précise M. Zanni : « c'est la machine de s'adapter à l'individu et non l'inverse ».

Associant un autre constructeur au développement de la micro-informatique, la société Motorola — Apple déléguait la système d'exploitation MS-DOS et innove en lançant un système révolutionnaire : l'interface graphique. Dorénavant, les images apparaissent sur l'écran et permettent l'accès aux fonctions de l'ordinateur (interface) et la sélection peut s'opérer à l'aide de la souris (un curseur se positionne à l'écran sur la fonction choisie). Une façon moderne d'utiliser le film plutôt que de lire le livre, résume M. Pearce, chargé d'études au bureau d'étude de conseils Dataquest. Il est vrai qu'à la même époque le PC d'IBM fait figure de grand frère à la maison : « Il est d'ailleurs longtemps resté le « jouet » des seuls initiés : autres ingénieurs, précise M. Pearce, l'image des radicaux d'aujourd'hui ».

Car IBM a transmis à son PC sa technique traditionnelle. Concepteur de cartes perforées pour la programmation de ses grands systèmes, fabricant de machines à écrire, le leader américain a conservé dans son PC le mode d'affichage-texte standard. Et c'est qu'en apprenant le « catéchisme des commandes » et en les utilisant, écrit à l'ordinateur (grâce au clavier) que l'utilisateur peut travailler.

La pression des clones

Trois ans après le lancement du PC, tous les constructeurs ont donc réuni. Et bien qu'Apple ait décidé de céder sa licence sur son interface graphique, il subit également le phénomène du copiage. Les succès, dans ce domaine, de Commodore ou d'Atari marginalisent la revanche, IBM subit de plein fouet le raz de marée des « compatibles », dont la stratégie affichée, « Fournir les mêmes produits qu'IBM, mais moins cher », rappelle M. Eric Ochs, consultant au cabinet d'études et de conseils IDC. Et les efforts de lancement de nouvelles générations de matériel américain n'y changent rien.

En 1983, le PC est remplacé par le PC-XT, comportant un disque dur — la capacité de stockage interne d'informations. L'année suivante, même stratégie que la sortie du Macintosh, IBM lance une nouvelle génération, le PC-AT. Conçu à partir d'un microprocesseur plus puissant (l'Intel 80286), il s'agit d'un véritablement « compatible » qui a véritablement permis la généralisation de la micro-informatique. Trois fonctions à présent classiques : micro-ordinateurs : le tableur (équations de calcul), la base de données, le traitement de texte. Un an après, en 1985, les « compatibles » d'Asie du Sud-Est ont leur tour leur apparition. Et en 1986, fait symbolique, l'élève dépasse le maître. Un « clone »

devance pour la première fois IBM en technologie : Compaq lance un PC doté d'un microprocesseur plus puissant (le 80386 INTEL) et devient par-là leader des « clones ».

Par rapport à IBM, dont la vocation est d'être généraliste, il était plus facile pour les spécialistes de la micro d'optimiser leurs offres, déclare M. Ochs. Dynamisme des « compatibles » dans la politique des prix : l'innovation technologique, perçue d'Apple avec le Macintosh, domination imposante de l'épave IBM, l'année 1985 marque le début d'un processus pourtant irréversible : la baisse importante d'IBM au profit des constructeurs de « compatibles » — la réussite indiscutable de MS-DOS — et le maintien à ses côtés du frère ennemi Apple.

IBM contesté

Selon le dernier rapport de la société de conseils McKinsey, IBM monopolise encore, en 1985, 42,3 % (en valeur) des ventes de micro-ordinateurs. En un an, Apple s'est adjugé la deuxième place avec 10,3 % des ventes, et les cinq premiers constructeurs ont totalisé 66,2 %. Tandis qu'AT&T (3,7 %) et Olivetti (4,5 %) ont pris de 66,2 % en 1985. En 1990, sous l'impulsion d'une croissance moyenne de 24 % par an, cette répartition s'est largement fragmentée.

Le marché mondial des ventes de matériels de micro-informatique représentait ainsi une valeur globale de 15 milliards de dollars (82 milliards de francs) en 1985. Cette somme a été multipliée par trois en cinq ans, pour atteindre près de 44 milliards de dollars (340 milliards de francs) en 1990. Autre signe de l'explosion de ce marché :

chacun et propose de rompre son modèle standard, qui sous-tend la démarche des « clones », en proposant le modèle PS-2. L'innovation consiste à proposer une nouvelle génération de matériels « en rupture » avec le passé, toujours définis autour du système d'exploitation MS-DOS, mais avec une nouvelle architecture (combinaison des microprocesseurs baptisée MCA). Mais IBM avait bien la capacité de proposer mais plus la possibilité d'imposer », souligne M. Pearce.

Et la ligue des « clones » s'est aussitôt soudée. Après avoir maîtrisé la fabrication de « compatibles » IBM sur le modèle PC-AT, neuf sociétés, dont Compaq, Hewlett Packard et Olivetti, ripostent en défendant l'EISA, l'architecture classique qu'IBM tente de jeter au rebut. Le discours aux clients : faut-il suivre IBM et avoir à réinvestir dans des générations nouvelles de matériels ? La même année, le colosse américain lance un nouveau système d'exploitation, l'OS-2, qui remplace le classique MS-DOS.

Valse des étiquettes

Toutes les tentatives d'IBM n'ont cependant pas permis au géant américain de battre en brèche la front établi par les autres constructeurs. Pire : son allié d'hier, Microsoft, lance en 1990 une interface graphique (Windows 3.0) qui rend le PC plus convivial que jamais (sur MS-DOS), donnant un second souffle à l'enfant commun alors que son ancien partenaire investit dans le système d'exploitation OS-2. Le divorce ? néanmoins fourni : la certitude : les ventes de Microsoft ont connu un boom fulgurant.

En 1991, plusieurs facteurs com-

1991. Après une croissance moyenne des ventes de 26 % par an depuis 1986, poursuit l'étude, le nombre d'unités vendues devrait croître de 9 % seulement en 1991, contre 13 % en 1990. Et la chute comparable au marché outre-Atlantique.

Cette baisse des revenus touche l'ensemble des acteurs du marché. Apple a dû s'aligner sur les traditions légères parmi les sociétés de services (SSI). De plus, l'effondrement des marges intervient à l'époque où le marché est plus mûr, précise M. Zanni, et où les utilisateurs sont plus exigeants. Pour les novices — IDC estime le taux d'équipement à France à seulement 40 % du marché potentiel — la surenchère technologique et le rythme de sortie des nouveaux modèles n'inspirent pas confiance, souligne M. Pearce. Crise d'identité, valse des étiquettes, guerre technologique, le visage de l'industrie informatique n'est pas douteux : au début des interventions chirurgicales, notamment dans le monde de la micro-informatique.

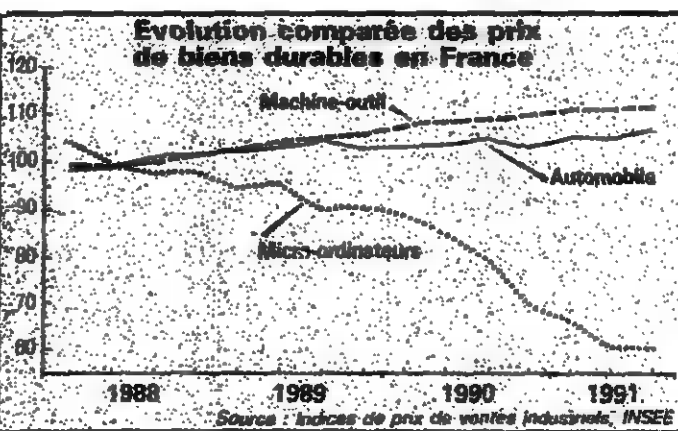
Marché de masse de demain, précise le directeur d'Apple France, il reste aux nouvelles générations de micro-ordinateurs à conquérir l'univers de « tout un chacun » que leurs aînés n'ont pas su séduire. Et la nature des récentes alliances donne la mesure des enjeux : en juillet 1991, les deux « frères ennemis » de l'informatique traditionnelle — Apple et IBM — signent un accord de coopération. Les objectifs ? Préparer ensemble à la fois la continuité et la rupture avec le passé.

La continuité d'abord, en développant des logiciels plus performants, capables à la fois de fonctionner sur les matériels existants et de préparer l'ère du multimédia — une technologie qui devrait permettre le traitement simultané du texte, de l'image (y compris les trois dimensions) et du son.

La rupture ensuite, en s'associant pour concevoir les applications d'une nouvelle génération : microprocesseurs RISC, plus puissants et plus rapides que ceux utilisés jusqu'à dans l'ensemble de la micro-informatique (les générations CISC). Faisant également partie du récent accord entre Bull et IBM, cette nouvelle génération de « moteurs » tire déjà son cortège de mutations dans le domaine des systèmes d'exploitation, avec notamment le système UNIX.

Autant dire que les enjeux à la fois industriels, financiers et technologiques, fruits d'une période tout entière organisée autour du standard PC d'IBM, donneront naissance à d'autres lignes de force. Une nouvelle « ligue » s'est d'ores et déjà constituée en réaction à l'accord Apple-IBM. Baptisé ACE (Advanced Computer Environment), le consortium regroupe les « clones » ainsi que les traditionnels concepteurs de stations de travail. La riposte à IBM ? donc nouvelle fois organisée. Sortie de l'ombre du colosse américain, la micro-informatique y gagne sans doute la possibilité de prendre le large, mais il lui faudra dorénavant naviguer à vue.

OLIVIER PIOT



parmi les vingt-cinq premières sociétés d'informatique américaines répertoriées en 1990, nouvelles entrées dans le « top 25 », dont ont été activées en micro-informatique, comme Apple, Microsoft, et Compaq.

Toujours d'après les chiffres fournis par le rapport de McKinsey, IBM ne figure plus, en 1990, dans le « top 25 » des sociétés de micro-ordinateurs. Apple s'est adjugé la première place, avec 20,9 % (en valeur) des ventes de micro-ordinateurs. Apple s'est adjugé la première place, avec 20,9 % (en valeur) des ventes de micro-ordinateurs. Apple s'est adjugé la première place, avec 20,9 % (en valeur) des ventes de micro-ordinateurs.

En avril 1987, IBM tente d'endiguer l'érosion de parts de mar-

chés en donnant une autre tournure à la « guerre des technologies ». IBM lance la récession, les investissements informatiques des entreprises ont beaucoup baissé », reconnaît M. Zanni. Le dernier trimestre de l'année 1990 ainsi que l'année 1991 entière n'ont pas manqué de sanctionner le marché. Selon une récente étude de l'INSEE, pour la première fois en France, la chute des prix de l'informatique (voir graphique) n'a pas permis de compenser la baisse de croissance du secteur.

S'appuyant sur des chiffres fournis par la société IDC, l'étude précise : « Egal à 100 en moyenne l'année 1988, l'indice de prix des micros atteint 60,1 au troisième trimestre 91. La baisse de l'année 90 se chiffre à 13 %, et à près de 13 % sur les trois premiers trimestres de

L'EXPLOSION DU MARCHÉ DE LA MICRO-INFORMATIQUE

L'ordinateur sans clavier ou l'« ardoise intelligente »

Cette nouvelle technologie, issue des recherches du Pentagone, rend le micro « vraiment personnel »

Les touches ni souris sur les portables qui permettent d'écrire directement avec un stylo électronique, les cristaux liquides, les constructeurs de micros misent sur l'engouement d'une nouvelle « ardoise intelligente », qui annoncent l'ère du bureautique itinérant.

Quinze millions d'utilisateurs

Les avantages de l'ordinateur sans clavier sont évidents : un petit appareil qui sert d'outil informatique, un véritable « mini-ordinateur » qui ne nécessite ni clavier ni souris, la création d'un document de travail, des dessins, des calculs, sans avoir à ouvrir séparément chaque application. Voilà ce qui séduit le dernier carré des utilisateurs à l'ordinateur, les professionnels de la détection.

Plus généralement, les « pen-computers » s'adressent à ceux qui emploient comme outil de travail les formulaires préimprimés, un bloc ou un simple carnet pour prendre des notes au moment même où elles sont nécessaires. Les utilisateurs sont légion : près de huit millions d'Américains, trois millions d'Européens et même au Japon, d'après les statistiques qui recensent un utilisateur potentiel d'ordinateur par dix employés d'entreprise ou un « non utilisateur ».

Cette « ardoise » bureautique concerne les professionnels : les représentants d'agents commerciaux, les techniciens de maintenance, les médecins, les enseignants, les conseillers financiers, voire les agents EDF chargés du contrôle des compteurs.

NCR, qui travaille à 100 000 personnes les futurs utilisateurs en France, a les premiers exemples d'application de son « Pen-Top » 3125 aux États-Unis, par exemple en milieu hospitalier : le service clinique, les soins infirmiers, le dossier du patient, la mise à jour, l'affichage des résultats des analyses, les ordonnances. En opération, l'assistant du chirurgien, même ganté, prendra rapidement un croquis anatomique. L'ordinateur sans clavier servira aussi les experts, notamment dans les compagnies d'assurance pour la prise en compte du terrain, la mise à jour des croquis des vols accidentés ou la chiffrage des dégâts résultant d'un sinistre.

Les « pen-computers » actuels pèsent environ 2 kilos et coûtent environ 30 000 F. On peut attendre à ce que le prix (et le poids) diminue à une vitesse vertigineuse. La grande diffusion : les estimations du cabinet d'études californien Infocorp tablent sur un parc mondial de 15 millions d'unités à la fin de la décennie. Le décollage a jusqu'à présent beaucoup plus lent : depuis le lancement en avril 1990, le Gridpad de Victor Technologies, premier modèle commercialisé, n'a été vendu qu'à 10 000 exemplaires.

Ce n'est plus le « hard » - c'est-à-dire les microprocesseurs - qui s'avère le plus rentable à déployer, mais le « soft », où s'illustrent des logiciels comme MS-DOS ou aujourd'hui Windows.

Cette évolution marque la mutation qui affecte le monde de l'informatique. Ainsi, comme l'affirme Cédric Thomas, directeur de la société Pierre Audouin Conseil, consultant dans la prise de participation d'IBM au capital de Bull : « Les années marquent le passage d'une informatique traditionnelle à une nouvelle informatique. » L'informatique pre-

ES hôtes-enquêtes qui interrogent les « PC Forum » remplissent plus les classiques formules : « papier » utilise chaque un NCR, un micro-ordinateur portable sans clavier. Cette démonstration de données par un personnel itinérant n'est pas un simple exercice de style, mais une véritable « ardoise intelligente » de l'ordinateur « magique » qui s'efface-tout-seule de nos souvenirs d'école.

Les constructeurs informatiques, secourus par la crise qui touche aussi la micro, fondent les grands espoirs sur l'innovation technologique qui constitue l'avenir de la micro-informatique. Ils ont déjà vu, ces dernières années, succéder les notebooks, des PC munis d'une fonction crayon électronique pour annoter ou corriger directement les documents affichés à l'écran, au « pen-computer », c'est-à-dire l'ordinateur qui disparaît, la taille d'un agenda, un portable ou un simple écran plat à cristaux liquides, un peu plus petit qu'une feuille de papier au format A4, avec un stylo à induction magnétique qui remplace à la fois le clavier et la souris. On écrit alors directement sur l'écran et les majuscules se séparent chaque caractère : l'ordinateur reconnaît l'écriture, qu'il traduit aussitôt en caractères d'imprimerie pour vérification ou correction.

Reconnaissance de la signature

Le taux d'erreur est de l'ordre de 3 % et la méthode procède par apprentissage. Un peu moins de deux heures sont nécessaires pour l'« éduquer » et lui faire « mémoriser » les caractéristiques de votre écriture. Le micro devient ainsi véritablement « personnel », puisqu'il n'est pas nécessaire que vous seul utilisiez le plume. D'où, pour certaines applications, une écriture accrue.

Le principal intérêt est qu'on effectue toutes les fonctions classiques de la souris (clic, glisser, dupliquer, tourner les pages...) directement avec le stylo, grâce à une dizaine de signes graphiques qu'on trace sur l'écran, à la manière des correcteurs d'imprimerie. Par exemple, pour couper un mot ou une phrase dans un texte, il suffit de les

parcourir avec le point de stylo puis de cliquer une fois sur la touche qui rappelle le « clavier » typographique.

L'ordinateur-tablette mémorise aussi les croquis à main levée, dont il peut même améliorer le tracé par des logiciels appropriés. Il reconnaît donc la signature, ce qui permet d'utiliser des appareils sans clavier dans le domaine bancaire ou le commerce. Les futurs terminaux aux caisses des magasins pourraient ainsi les intégrer afin, par exemple, d'identifier la signature de l'utilisateur d'un compte de crédit. Rien d'étonnant que NCR, pionnier de la caisse enregistreuse, soit l'un des premiers firmes présentes sur ce marché. Le « Pen-Top » 3125. Seuls deux autres constructeurs américains, Grid-Victor et Momenta, ont effectivement mis ce créneau, dont les utilisateurs s'annoncent prometteurs (voir encadré).

Vers l'objectif « zéro papier »

La technologie sans clavier est une des recherches financées par le Pentagone pour les besoins de la défense américaine. L'un des premiers micros portables, le Grid, est sa version sans clavier Gridpad. Il est ainsi mis au point pour quatre ans par la firme américaine Grid Computers. Entrée depuis lors dans le giron du groupe Tandy-Victor, Grid aime rappeler que les conseillers de George Bush - et le président lui-même - utilisent quotidiennement ce clavier. Ils ont aussi des déplacements du staff de l'exécutif américain.

Tout premier « pen-computer », le « zéro papier » du « zéro papier » est une initiative de la firme américaine Grid Computers. Entrée depuis lors dans le giron du groupe Tandy-Victor, Grid aime rappeler que les conseillers de George Bush - et le président lui-même - utilisent quotidiennement ce clavier. Ils ont aussi des déplacements du staff de l'exécutif américain.

En France, l'une des premières applications a démarré à la fin de l'année 1990, grâce à l'équipement du réseau de vente de la société René Guinot, distributrice de produits de parfumerie et de cosmétiques. Les vingt-deux commerciaux visitent leur

clientèle avec leur Gridpad qu'ils viennent recharger dans leur voiture. Ils ont ainsi pu éviter la prise de la « ligne » téléphonique. Les commandes de produits cosmétiques sont passées à Paris en fin de journée, l'ordinateur de la voiture par voie téléphonique, le le Transpac.

Responsable de l'informatique chez René Guinot, Anna-Maria Chappuis explique que l'objectif de « zéro papier » est en bonne voie : « Nous n'avons pas besoin de papier pour nos commandes, nous n'avons pas besoin d'attendre la réception des bons de commande papier envoyés par la poste pour confirmation. Cette gestion électronique se fait en quelques minutes, ce qui est équivalent à une semaine ».

La sécurité et la confidentialité des données sont par ailleurs accrues, puisqu'il n'y a pas de disquettes et que le vendeur ne peut accéder au système d'exploitation.

Les Yates, chef des produits Grid chez Victor Technologies, souligne que, du côté des entreprises commerciales, l'utilisation d'un tel « bloc-notes » électronique s'insère plus naturellement dans le dialogue qui s'établit entre vendeur et client qu'en présence d'un portable à clavier. « Dans quelques années, les cadres supérieurs normaux d'assister aux réunions en prenant des notes sur un « pen-computer », qui servira aussi d'agenda électronique ».

Victor Technologies présentera au PC Forum le nouveau Gridpad SL, doté d'un microprocesseur plus puissant (le 386 SL d'Intel), d'un disque dur de 50 Mo et d'un écran rétro-éclairé beaucoup plus lisible en plein jour. « Contrairement au premier modèle, précise M. Yates, il s'agit d'un véritable PC sans clavier, qui s'adresse davantage aux utilisateurs déjà familiers de la micro-informatique. Les logiciels utilisés sont les différents systèmes d'exploitation et les logiciels de reconnaissance d'écriture récemment développés pour les pen-computers ».

Trois systèmes d'exploitation sont actuellement disponibles : comme les standards : Windows de Microsoft, développé par Microsoft sous la forme d'une « sur-couche » de Windows, Penpoint, interface graphique compatible DOS de la société californienne Go Corp, et Pen Right, logiciel de développement d'applications de Grid-Victor, qui reconnaît à la fois les majuscules et les minuscules.

NCR propose de son côté Pen OS,

développé à l'origine pour son NotePad 3125, que la firme américaine construit en Allemagne et dont le lancement mondial a eu lieu en septembre dernier. En France, les Yates viennent d'acquiescer une vingtaine de micros pour équiper les services de ventes. Thierry Cossavella, de NCR France, indique que près d'une centaine de sociétés développent actuellement des applications avec un ordinateur sans clavier. Et non des moindres : outre Microsoft, on trouve les noms de Lotus, Borland, Wordperfect, Andersen Consulting...

Quant au troisième constructeur, Momenta, ses matériels ne sont pas encore disponibles en France. Cette startup californienne, fondée par des transfuges de Zenith Data Systems, propose une approche originale : un « pen-computer » dont l'écran est connectable à un clavier classique d'ordinateur de bureau livré avec l'appareil. Il peut aussi être développé directement les applications. Appelé Pen-Top (croisement de « pen » et de « top », c'est-à-dire « ordinateur »), il est donc prévu pour être utilisé à la fois au bureau et en déplacement itinérant.

Les trois constructeurs de « pen-computers » proposent des solutions pour muscler leurs modèles, notamment des interfaces de télécopieur et des systèmes de transmission par radio pour le traitement en temps réel des données. Le modèle Momenta dispose d'un processeur évolué à technologie Risc (à jeu réduit d'instructions), la télécopie, de fonctions vocales.

Des modèles réservés au Japon

De nombreux prototypes américains ou japonais ont été réalisés au récent Comdex, notamment par Microgate (Datellite 3000), El Systems (Infotop), Telepad (SL) Trigen (Pen 386 SX). Des modèles dédiés sont aussi proposés : DMS (Drug Food Management), une société spécialisée à l'origine dans l'informatique médicale et la diététique hospitalière contrôlée, propose le Travel Lite pour des applications spécifiques comme l'analyse au crayon : avec le crayon, on fait apparaître une succession de cartes et des textes écrits, on peut enrichir par des données professionnelles, personnelles, touristiques... En quelque sorte, le « Guide vert » Michelin à l'an 2000.

Les constructeurs japonais sont aussi très actifs, puisque ces ordinateurs ont été conçus pour l'instant par les lettres japonaises et l'écriture cursive, ce qui se prête bien au décodage des caractères kanji. Epson, Samsung (Penmaster), Sanyo (Pen Top)... ont annoncé des modèles réservés au marché nippon. Ces « pen-computers » ont un mariage entre le « pen-computer » et l'ordinateur dit « de poche », appelé parfois « organiseur » : un ordinateur « d'appoint » de très petite taille, dont l'inconvénient est d'avoir un clavier beaucoup moins grand que celui des ordinateurs de bureau. Les appareils vendus entre 100 000 F et 150 000 F.

Quant aux « ténors » de la profession (Apple, Digital, IBM...), ils ne semblent pas s'intéresser à ces appareils électroniques de grande diffusion, ils font naturellement état de prototypes restés pour l'instant dans leurs laboratoires. Fait intéressant : un salon spécialisé, appelé Pen Computing, qui consacre à ces nouveaux micros - la prochaine édition aura lieu cet été à San-José, en Californie - a été traduit aussi l'effort de la reconnaissance de la signature.

L'« ardoise intelligente » est toutefois qu'à ses débuts : encore balbutiants, les logiciels de reconnaissance de caractères vont bénéficier de la puissance et de la rapidité des nouveaux microprocesseurs. Ils déboucheront dans quelques années sur la reconnaissance de la signature, les lettres pouvant alors être lues de manière naturelle.

Dès à présent, l'ordinateur sans clavier apparaît comme une étape majeure de la micro-informatique. Une « révolution » qui de nombreux experts, comparent déjà à celle du Macintosh et de la souris graphique.

CLAUDE GELÉ

Une table ronde rassemblant les constructeurs et les premiers utilisateurs français d'ordinateurs sans clavier a eu lieu le 13 février à 15 h 30 au « PC Forum ».

La guerre des standards

Pour faire face à une exigence de plus en plus grande des utilisateurs les constructeurs décident de se répartir le marché

DEPUIS quelques mois, le monde de la micro-informatique bruit de mille fureurs. Aux États-Unis, le couple IBM-Microsoft a succédé une cascade d'annonces spectaculaires. Ainsi, « Big Blue », le géant de l'IBM, longtemps méprisé par les petits génies de la Silicon Valley, a ouvert très grand les bras à l'ennemi d'hier, Apple, en passant alliance avec Microsoft. Le même jour, Microsoft s'alliait au numéro trois mondial, Digital Equipment. Enfin, le 29 janvier, IBM prenait une participation de 5,7 % dans le capital de Bull. Une redistribution des cartes qui change la hauteur des enjeux de la micro-informatique.

En cinq ans, IBM, le géant d'Armonk, qui vendait alors dans le monde près d'un ordinateur sur trois, a vu sa part tomber à un cinquième. Pendant cette période, Microsoft, qui avait déjà réussi à imposer son logiciel Windows comme « le » système d'exploitation de la micro-informatique, doublait le nombre de ses micros compatibles PC, doublait le nombre de ses logiciels Windows. Windows, considéré pour Windows, qui s'est déjà vendu à plus de 7 millions d'exemplaires. Un différentiel qui illustre l'une des évolutions du marché de la micro-informatique.

Ce n'est plus le « hard » - c'est-à-dire les microprocesseurs - qui s'avère le plus rentable à déployer, mais le « soft », où s'illustrent des logiciels comme MS-DOS ou aujourd'hui Windows.

Cette évolution marque la mutation qui affecte le monde de l'informatique. Ainsi, comme l'affirme Cédric Thomas, directeur de la société Pierre Audouin Conseil, consultant dans la prise de participation d'IBM au capital de Bull : « Les années marquent le passage d'une informatique traditionnelle à une nouvelle informatique. » L'informatique pre-

mière manière impliquait que les données, procédures et applications reposent sur un grand système universel auquel sont connectés des terminaux passifs. Un ordonnancement qui a été remplacé par un système vertical et hiérarchique.

Renversement total avec l'avènement de la nouvelle informatique. L'initiative est désormais dévolue à l'utilisateur. Au moyen des outils de travail très intelligents, ce dernier peut déclencher des événements, utiliser des applications et des réseaux qui reposent sur des serveurs spécialisés. Un retournement qui a permis de saisir les créateurs de logiciels comme Microsoft, mais aussi Lotus. Dans le monde des matériels, les postes de travail subissent une véritable mutation. Auparavant, une barrière technologique séparait les stations de travail scientifiques et techniques de la PC. Aujourd'hui, l'évolution du PC qui ont gagné en capacité, les constructeurs de matériel ont pu les franchir.

Une phase dépassée

Plus en plus, le micro devient une machine communicante, multitâches, graphique, puissante. Cette montée en puissance du PC, remarque Cédric Thomas, « a entraîné l'apparition d'un nouveau segment dans le marché de l'informatique : la station bureautique ».

Une nouvelle segmentation qui explique en partie les accords conclus ces dix-huit derniers mois et dont le plus récent marque l'entrée d'IBM dans le capital de Bull.

Selon Cédric Thomas, l'union IBM-Motorola a pour « enjeu la prise de parts de marché » et le segment des stations bureautiques. Dans la corbeille, estime-t-il, « Apple apporte son savoir-faire dans le domaine des postes de travail ainsi que des interfaces utilis-

teurs, tandis qu'IBM y dépose sa technologie RISC (Reduced Instruction Set Computing), qui se base à la base de la puissance nécessaire à ce niveau ». Si dans le passé une guerre des standards a pu avoir lieu, Cédric Thomas considère qu'aujourd'hui « l'industrie informatique a dépassé cette phase ».

Une assertion qui semble se voir confirmée chez Microsoft par la création d'un nouveau département baptisé Microsoft Consulting (MC). Microsoft semble vouloir attirer les pas de ceux d'IBM en s'attaquant au marché des grosses sociétés, les « grands comptes ». Roger Abébas, directeur adjoint de Microsoft France, avance que « Microsoft ne peut pas se contenter de vendre ses produits à un réseau de distribution », mais va s'attacher à développer des applications spécifiques pour les grosses sociétés. MC leur proposera de les aider à développer leurs applications, à former leurs ingénieurs.

Cette « offre globale », a-t-il déjà entrée en vigueur aux États-Unis depuis dix-huit mois. Avec cette nouvelle stratégie, Microsoft veut attirer des clients, acheteurs de ses logiciels comme Windows et bientôt Windows NT, le prochain concurrent.

Une volonté de Microsoft, en partie en réaction aux ambitions affichées par le trio américain (IBM, Apple et Motorola). C'est un véritable programme de terrain que la firme de Redmond se propose de mettre en place à moyen terme. La pierre touche de l'ensemble est une nouvelle famille de microprocesseurs RISC, le « moteur » du PC, qui devrait voir le jour à l'horizon 1995.

Fabriqués et vendus par Motorola, les nouveaux composants Power PC seront installés sur les futures productions d'IBM et d'Apple. Big Blue et Apple prévoient dans un délai similaire, deux à cinq ans, la lan-

ce d'un environnement système ouvert, Power Open, qui sera particulièrement adapté à la fois aux applications Macintosh (Apple) et aux applications Windows (Microsoft). Plus encore, les deux constructeurs vont associer leurs efforts au sein d'une co-entreprise, dont la vocation sera de créer des logiciels orientés Objet. Ces logiciels, dont conçus à base de modules attributés, des fonctions précises, que l'utilisateur peut assembler au fur et à mesure de ses besoins, chaque module étant conçu pour une petite application en soi. Petit avantage pour IBM, qui lui permet de réutiliser les modules de son monde UNIX, un des systèmes d'exploitation proposés, sur sa gamme de station de travail PC-RISC, sous la dénomination AIX. Il est complet ne devrait pas être disponible dans le milieu des années 90.

Un Yalta consenti

Ces grandes manœuvres pourraient annoncer une profonde réorganisation du marché de l'informatique. Un Yalta ordonné aux allures de Yalta consenti. En fait, aucun constructeur, même les plus importants d'entre eux comme IBM, ne peut raisonnablement envisager de prendre une position hégémonique sur le marché du monde UNIX, un des systèmes d'exploitation proposés, sur sa gamme de station de travail PC-RISC, sous la dénomination AIX. Il est complet ne devrait pas être disponible dans le milieu des années 90.

encore fixé. Ces soubresauts n'inquiètent pas outre mesure la concurrence. A l'exemple du Commodore, on ne veut serein. M. Georges Foray, directeur de Commodore France, estime que pour réussir dans leur marché, IBM et Apple ont besoin de la coopération de Commodore. Si la guerre des standards, la laquelle pourrait se croire, était chez Commodore, on saurait que « Microsoft pourrait servir de fédérateur des concurrents d'IBM et d'Apple ». Les deux géants, selon M. Georges Foray, « n'attendent que cela ».

Le monde d'IBM et Apple pourraient prendre une autre tournure grâce à leur coopération dans le domaine du multimédia. Les deux partenaires ont annoncé le 2 avril 1991 la création d'une nouvelle co-entreprise spécialisée dans le développement de nouvelles technologies de multimédia. Cette co-entreprise, qui associe des échanges de données son, graphique, vidéo, texte et images animées, devrait à terme investir sur le grand public. Apple et IBM n'entrevoient à leurs premiers commencentements qu'au milieu des années 90. Il est vrai que les barrières technologiques sont légères.

Selon Cédric Thomas, « une seconde de plus, il faut 1,5 mégaoctets alors que la moyenne des disques durs est de 40 mégaoctets ». Même gouvernement d'investissements, cette technologie sera mise au point pour renforcer dans un premier temps la position d'Apple, qui a le plus de grands comptes. Le même, le grand public - la « base » - pourrait être plus facilement séduit par la présence d'Apple, qui ne manquera pas de donner aux produits la convivialité qui a fait sa réputation.

GUY DUTHEIL

محضر الاجتماع

En ajoutant
au Macintosh,
le meilleur prix
et le service IC,
on accède
à la sérénité.



Fichier Edition Sélection Format Données Options Macro Ecran					
C6					
13 18 10					
PROMOTION IC					
A	B	C	D	E	F
OFFRE SPECIALE PACK MAC CLASSIC					
1					
2	Comprenent				
3	• MACINTOSH CLASSIC 2/40				
4	• Imprimante Style Writer				
5	• MacDraw (dessin)				
6					

Pour accéder à la sérénité en achetant son Macintosh, il ne suffit pas de choisir le meilleur prix, il faut être assuré que le conseil et les services seront à la hauteur. Chez IC, en ■ qui concerne le prix, il n'y a pas grand chose à dire, sinon que vous aurez du mal à trouver aussi intéressant ailleurs, et que dans ce cas (peu probable) IC vous fera alors une meilleure proposition. Voilà qui clôt le débat. En devenant client chez IC, vous aurez en plus accès aux conseils et aux services IC :

une maintenance au moindre coût, ■ être obligé de payer un contrat à l'année, une hot line efficace, payable à la carte, installation, formation... Aujourd'hui avec plus de 25000 Macintosh installés dans les entreprises et chez les particuliers, IC est devenu le premier distributeur Apple en Europe. C'est déjà une bonne raison de choisir IC pour acheter votre Macintosh ou toutes vos configurations Apple. Mais vous le verrez ce n'est pas la seule.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26
APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90

APPLE CENTER IC MARSEILLE 91 37 25 03 •
IC TOULOUSE 61 25 62 32 • IC NANTES 40 47 08 62 •
IC LYON 78 62 38 38 • IC AIX EN PROVENCE 42 38 38 08

WILLDORE

Le Monde
Internationalinternational product manager
SOFTWARE DEVELOPMENT TOOLS

This is a "ground-floor opportunity" for experienced International Marketing professionals to join and grow with a brand new European software and services group.

Focussing on application development products and services for the large IBM user, our pan-European group, with already 600 staff across Europe, requires marketing staff of the highest calibre for our European Marketing Center.

You will be responsible for:

- Liaison with product development (U.K.) and European sales offices
- Competitive analysis, positioning and pricing
- Creation of marketing materials
- Initial product launch and ongoing management throughout Europe.

Applicants with a knowledge of database and repository technology in the IBM AD/CYCLE development environment will be welcome.

Degree level education, you have at least 5 years experience in computer industry (preferably IBM market, e.g. with software vendor services company). The successful candidate should have excellent writing and communication skills.

Multi-lingual: you speak French and English fluently. One other European language will be appreciated.

Frequent travel (30-40 % of time) will be required, throughout Europe and occasionally to the USA.

Please forward application which will be treated confidentially to Danielle GABILLON, ref. 111 693.



COCEPLAN
à l'écoute des talents

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16



LE MINISTRE
COGEMA

SEULE SOCIÉTÉ

MONDIALE

MAÎTRISER

L'ENSEMBLE DU

CYCLE DU

COMBUSTIBLE

NUCLÉAIRE

16 800 PERSONNES

21,4 MILLIARDS

DE C.A.

80% EN

L'ÉTRANGER

CONTROLEUR
GENERAL

COGEMA recherche, pour l'une de ses filiales minières implantées en Afrique et exploitant des gisements d'uranium (effectif: 1.430 personnes environ, dont une vingtaine d'expatriés), un CONTROLEUR GENERAL.

Rattaché au Directeur Général, avec l'appui d'une équipe d'une vingtaine de personnes, vous serez responsable des secteurs Contrôle de Gestion, Finance et Comptabilité, Trésorerie et Fiscalité.

Age de 40 ans minimum, de formation supérieure (gestion ou Ingénieur avec une formation complémentaire en gestion), vous avez acquis une solide expérience de gestion financière et comptable d'une Unité industrielle. Une expérience minière ou Africaine serait appréciée.

Qualités relationnelles et rigueur sont indispensables pour réussir à ce poste.

Isabelle CARLOTTI vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV, photo, réf. 5139/C/M BOSSARD CARRIÈRES 4, Quentin Baubart 3 PARIS

BOSSARD
Carrières

PRÉPAREZ LE TERRAIN DE LA RECHERCHE ASTRONOMIQUE

European Southern Observatory (ESO) est une organisation internationale chargée de recherches astronomiques dans l'hémisphère sud. Les huit États Membres de l'ESO sont l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse. L'ESO, principal centre européen de recherches astronomiques, occupe une place importante au sein de la communauté scientifique mondiale. Ses recherches ont un très bon nombre de sciences ainsi qu'à l'industrie.

Le Very Large Telescope (VLT), opérationnel en 1990, est le projet le plus ambitieux de l'ESO. Construit par l'industrie européenne et installé au Chili, ce projet représente un investissement de 400 MDM. L'ESO a été créée en 1962 pour promouvoir la coopération internationale dans la construction de télescopes astronomiques. L'ESO a été créée en 1962 pour promouvoir la coopération internationale dans la construction de télescopes astronomiques. L'ESO a été créée en 1962 pour promouvoir la coopération internationale dans la construction de télescopes astronomiques.

DESSINATEUR-PROJETEUR/TRICE (Mécanique)

pour le Département Instrumentation (réf. EVL 217)

Responsabilités: votre futur Dessinateur-Projeteur contribuera à l'étude détaillée de sous-systèmes, ainsi qu'à la préparation de dessins à l'aide de systèmes de conception assistée par ordinateur (CAO) AutoCAD ou EUCALID. Il travaillera essentiellement sous la supervision d'un ingénieur principal responsable de l'étude et de la réalisation des sous-systèmes d'un instrument astronomique de technologie complexe destiné au VLT. Cette mission s'inscrit dans le cadre d'un projet d'ensemble, simple et complexe, de conception et de réalisation de sous-systèmes d'un instrument astronomique de technologie complexe destiné au VLT. Cette mission s'inscrit dans le cadre d'un projet d'ensemble, simple et complexe, de conception et de réalisation de sous-systèmes d'un instrument astronomique de technologie complexe destiné au VLT.

DESSINATEUR/DESSINATRICE (Mécanique)

pour le Groupe Mécanique et Logistique du Département d'Ingénierie des télescopes (réf. EVL 1A3)

Responsabilités: le Dessinateur-Trice assurera la préparation et la modification des plans techniques des divers sous-systèmes mécaniques des télescopes. Pour les plans généraux et conceptuels, il utilisera le système CAO est et les techniques sont préparées avec le système CAO AutoCAD V10.0. Le Dessinateur-Trice aura une responsabilité dans la préparation de plans techniques des divers sous-systèmes mécaniques des télescopes. Pour les plans généraux et conceptuels, il utilisera le système CAO est et les techniques sont préparées avec le système CAO AutoCAD V10.0. Le Dessinateur-Trice aura une responsabilité dans la préparation de plans techniques des divers sous-systèmes mécaniques des télescopes.

EUROPEAN SOUTHERN OBSERVATORY

BANQUE EUROPÉENNE
D'INVESTISSEMENT

La BEI, institution financière de la Communauté Européenne, recherche pour le Luxembourg un:

Responsable de la formation
informatique et de l'Assistance
aux Utilisateurs (h/f)

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de formation en informatique et en gestion du personnel. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs. Il devra également avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation et de l'assistance aux utilisateurs.



ETC Foundation is a consultancy group, based in the Netherlands. Our main objective is to support local initiatives for sustainable development in third world countries. We perform advisory and training services to governmental and non-governmental organizations.

For the office in the Netherlands, a consultant is required:

EXPERT ON AGRICULTURAL EXTENSION
& RESEARCH LINKAGES

The consultant will be a member of our work unit of about ten staff members working on sustainable agriculture, agroforestry, extension and training. He/she works closely together with a group of 3-4 colleagues concentrating on Participatory Technology Development (PTD), and Research and Extension Linkages in Low-External Input and Sustainable Agriculture (LEISA) in various settings.

Tasks

- Participate in further development of the PTD concept.
- Advise on policy and institutional aspects of the introduction of PTD in research and extension systems, of both governmental as well as non-governmental organizations.
- Organize and implement respective training activities, both in the Netherlands and abroad.

Requirements

1. Relevant academic qualifications.
2. Substantial field experience in PTD, Research and/or Extension.
3. Affinity with project management.
4. Age up to around 45 years.

The post requires availability for frequent travelling abroad. Fluency in English is necessary, good working knowledge of Spanish or French will be an advantage. When equally qualified, female candidates will have our preference. Applications invited, before 31st of March 1992.

ETC Foundation, Postbus 64, 3830 AB Leusden, the Netherlands.



amnesty international

recherche son

SECRÉTAIRE GENERAL

Porte-parole principal d'Amnesty International, le Secrétaire Général représente le mouvement auprès des gouvernements, des Organisations Inter-Gouvernementales, des médias et du public. Il est aussi le conseiller principal du mouvement en matière de politique et dirige à Londres le Secrétariat International de l'organisation.

- Expérience de la représentation au niveau national et de médiation, au niveau international.
- Compétences en matière de communication et de direction au plus haut niveau.
- Capacité à travailler dans un environnement multiculturel.
- Bonne compréhension du fonctionnement des organisations de défense des droits de l'homme.
- Maîtrise de l'anglais et des connaissances du français, de l'espagnol ou de l'italien.
- Expérience continue dans le domaine des droits de l'homme ou dans un domaine connexe.
- Excellentes capacités à communiquer par écrit et par oral.

Base à Londres, déplacements fréquents à l'étranger.

Traitement annuel: de 13 000 à 35 000 livres sterling, négociable en fonction de l'expérience. Versé sur la base d'un contrat de cinq ans. Frais de déplacement et prime de réinstallation assurés. Nous serons heureux de recevoir des candidatures provenant de toutes les régions du monde.

DATE LIMITE POUR LA RECEPTION DES CANDIDATURES: 27 MARS

Les entretiens auront lieu pendant la semaine du 19 mai 1992. Pour obtenir des renseignements complémentaires et un formulaire de candidature, écrire à:

AMNESTY INTERNATIONAL - Service du personnel - 1, Easton Street, LONDRES WC1X 8BD, GRANDE BRETAGNE ou téléphoner au +44 1 837 3805 (24h/24h) (Citer la référence SCO-21).

BOURSE DU 10 FEVRIER

Cours relevés à 10 h 13

COMPTANT (selection)**SICAV** (réflexion)712

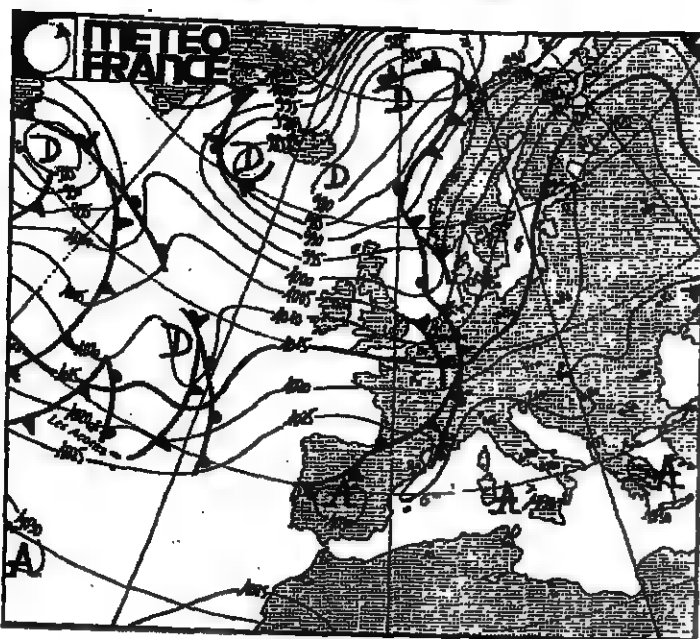
**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

[illegible]

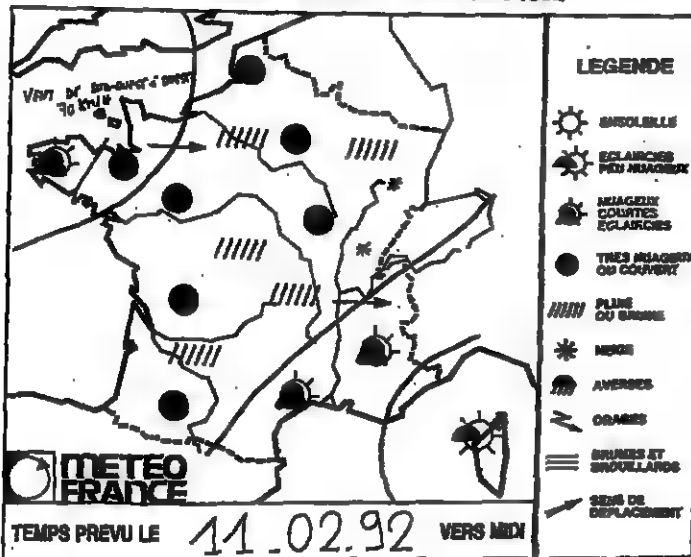
c : coupon détaché - o : offre - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10 FÉVRIER À 11 HEURES TU



PRÉVISIONS POUR LE 11 FÉVRIER 1992



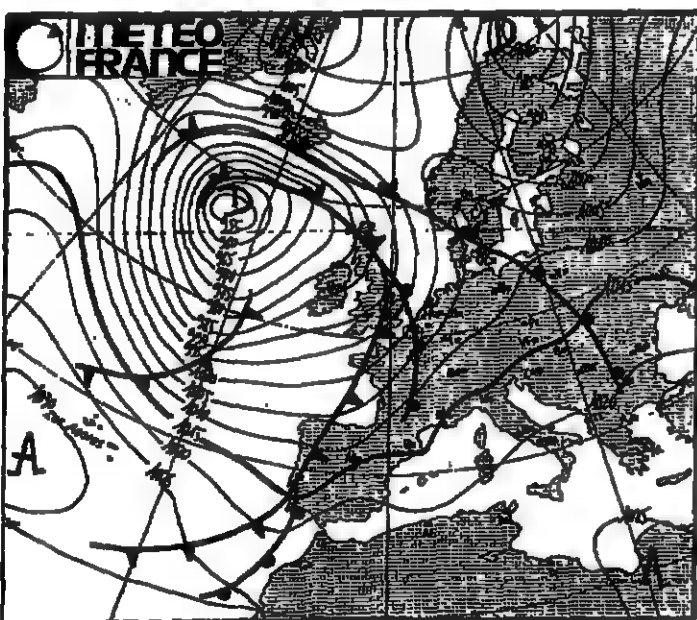
Mardi 11, une perturbation traverse la France. Le matin, le ciel sera couvert et pluvieux sur un quart nord-ouest. A la mi-journée, les pluies se situeront des Pyrénées aux régions du Centre et de la Normandie. La moitié est touchée d'après-midi. Les régions de l'ouest seront privilégiées avec des pluies et quelques vents. Quelques nuages reviennent en Bretagne, la moitié des Pays de la Loire l'après-midi. Les précipitations seront faibles.

La moitié nord. La limite pluie-neige volera de 1 000 mètres s'élèvera ensuite à 2 000 mètres. Le vent se renforcera et atteindra localement 70 km/h sur la moitié nord.

Les températures minimales seront de l'ordre de 2 degrés à 6 degrés en général, localement 0 à 3 degrés dans le Nord-Est et le Centre-Est et 6 degrés à 8 degrés dans le Nord-Ouest.

L'après-midi, les températures seront douces, de 10 degrés à 14 degrés du nord au sud du pays.

PRÉVISIONS POUR LE 12 FÉVRIER 1992 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES minimales et temps observé le 10-2-92

Valeurs extrêmes relevées entre le 9-2-1992 à 18 heures TU et le 10-2-1992 à 6 heures TU

FRANCE				TOULOUSE				LYON				PARIS				STRASBOURG									
AJACIO	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
HARIBITZ	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
BORGESCU	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
REY	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
REY	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
CAPI	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
CHERBOURG	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
ORLÉANS	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
DIJON	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
GRENOBLE	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
LILLE	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
LYONS	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
BRON	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
MARSEILLE	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
NANCY	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
PARIS-MONT	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
PAU	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
PERPIGNAN	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
RENNES	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
STRASBOURG	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D

ÉTRANGER				TOULOUSE				LYON				PARIS				STRASBOURG									
ALGER	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
AMSTERDAM	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
ATHENS	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
BANGKOK	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
BARCELONE	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
BEIRUTE	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
BELGIUM	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
BREKING	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
BRUXELLES	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
CHICAGO	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
DAMAR	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
NIJARA	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
GENOVA	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
HONG KONG	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
ESTANBOL	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
JERUSALEM	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
LE CAIRE	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
LA HAYE	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
LA JOLLA	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
LONDRES	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
LOS ANGELES	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D

LUXEMBOURG				TOULOUSE				LYON				PARIS				STRASBOURG									
MADRID	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
MARSA MARSA	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
MEXICO	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
MILAN	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
MONTREAL	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
MOSCOW	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
NAGASAKI	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
NEW DELHI	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
NEW YORK	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
OSLO	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
PALMA DE MAYA	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
PEKIN	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
PORT OF SPAIN	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
SINGAPOUR	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
STOCKHOLM	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
SYDNEY	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
TOKYO	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
VIENNA	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
VARSIEVO	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
VENISE	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D
VINNUS	16	3	D	C	D	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D	16	3	D	C	D	D

Le Monde

MODE D'EMPLOI

page 11



« Ma tante »
retourne
à la ville

Conçu à l'origine pour éviter l'usure, le « clou » s'appelle aujourd'hui Crédit municipal. branches de banque pas comme les autres vont être transférées aux communes, dans l'espoir d'en moderniser l'activité : si le « prêt sur gage » (ancien prêt gages) existe toujours, il représente moins de 10 % du chiffre d'affaires.

Et aussi, Humeur, par Josée Doyère : Retraités sans assurance. La cote des mots : Globalisation. Lois et décrets. Bloc-notes : d'une semaine... l'autre.

ACTUALITÉ

pages 37 et 38

Urgence économique en Algérie

Relancer l'économie pour rendre espoir aux chômeurs séduits par l'intégrisme. ■ le pari du pouvoir algérien. ■ aussi : Le contrôle des véhicules cartellisés

PERSPECTIVES

pages 39 et 40

Les maladies du modèle nippon

Un patron japonais, Ken Moroi, dénonce les dérives du système.

La gloire déclinante de Lonrho

Vedette de la City, le groupe de Tiny Rowland vend des actifs.

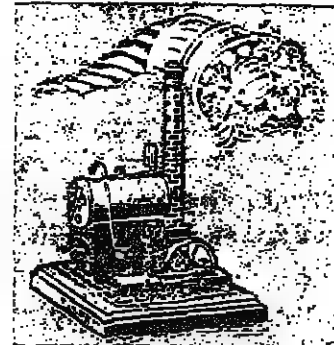
DOSSIER

OPINIONS

pages 44 et 45

Les contorsions de l'Etat actionnaire

Pour marier Thomson au CEA et Bull à IBM, le gouvernement a invoqué sa légitimité d'Etat actionnaire. En oubliant deux choses, souligne Paul Pabre dans sa chronique hebdomadaire : que l'Etat échappe au droit commun de la propriété ; que le bailleur de fonds est le contribuable. Et aussi : Pour une science des crises ■ Organiser le partage du travail.



CONJONCTURE

page 11

Indicateur : Le chômage. Pays : La France et son commerce extérieur. Secteur : L'horlogerie.

L'ÉCONOMIE

Marteaux sans frontières

Les anglais Sotheby's et Christie's guettent le moment d'attaquer Paris. Les commissaires-priseurs français sauront-ils résister ?

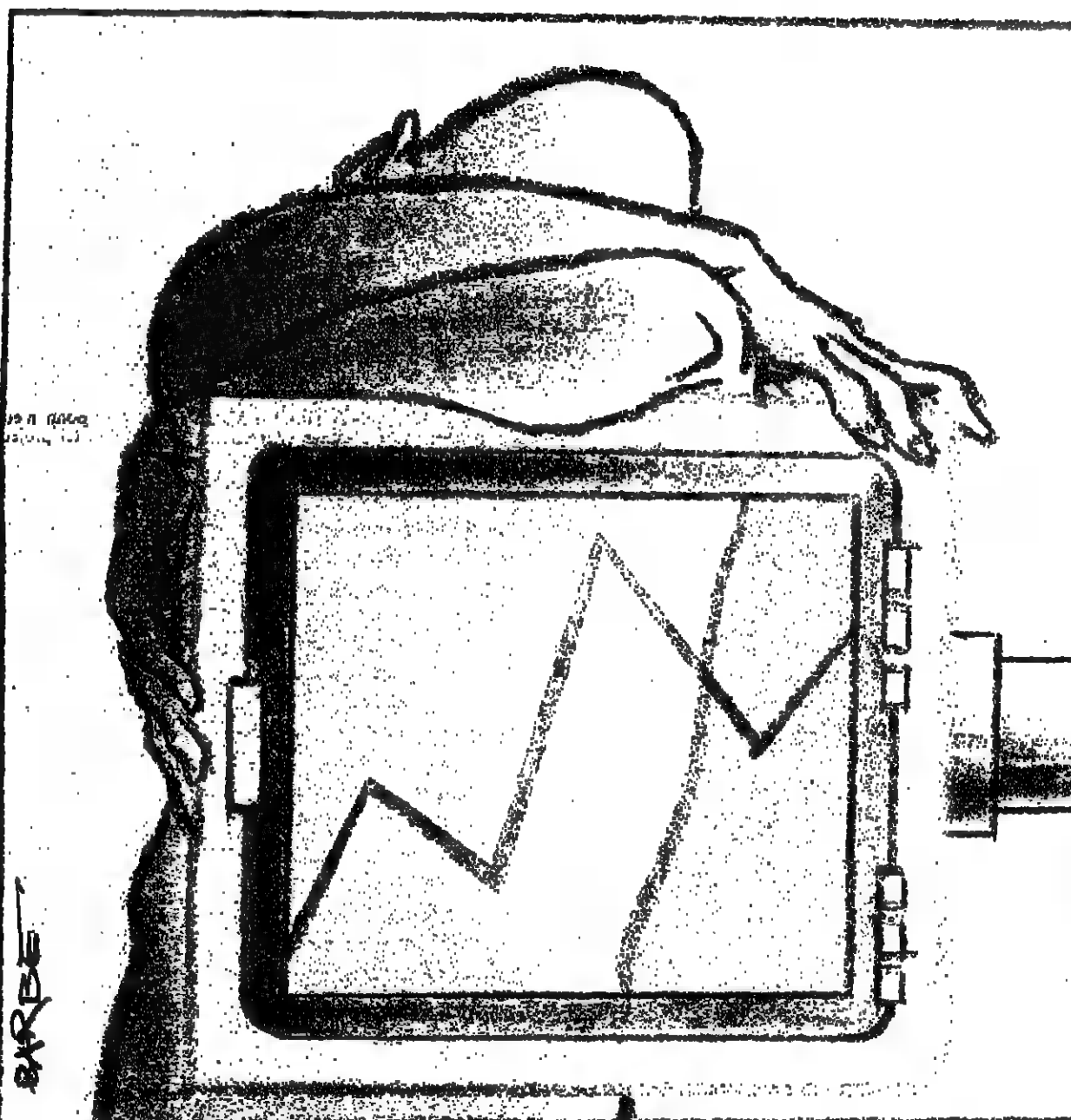
Un mobilier français, appartenant à des Franco-Américains, dispersé par des Britanniques sur le territoire monégasque : à première vue, le marché de l'art se joue aux frontières. Les objets sauront-ils les professionnels pas frontières. Ainsi, le 26 février prochain, le mobilier dix-huitième de l'hôtel de Luz, propriété de Pierre Schlumberger, sera vendu aux enchères dans la principauté. Quatre lots, estimés de 1 à 2 millions de francs. Cette belle vente aurait pu se tenir à Paris. Mais c'est à Monaco que la dispersion aura lieu par les soins de la firme anglo-saxonne Sotheby's.

Cet exemple parmi tant d'autres révèle l'absurdité du fonctionnement du marché de l'art français à un an de l'ouverture du grand marché européen. Les poids lourds, Sotheby's et Christie's - quelque 75 % du marché mondial des ventes publiques à eux deux - ne peuvent pas organiser de ventes sur le territoire français. Mais ils y ont déjà leurs bureaux avec leurs experts et leurs rabatteurs : un tiers du chiffre d'affaires de Christie's est réalisé à partir des objets collectés en France. Cette firme y organise des expositions et ventile la production de ses clients : New-York, Londres, Genève ou ailleurs. Notre politique, indique François Curiel, patron de Christie's-Europe, est de déterminer la place de l'objet en fonction de son époque ou de son estimation.

Emmanuel de Roux
et Michel Guerrin

Lire la suite page 41

Les médecins aux prises avec les comptes



L'une après l'autre, les professions de santé doivent résoudre à participer à un effort collectif de limitation des dépenses. Celles-ci augmentent au rythme de 7 % par an et placent la France au troisième rang des pays riches pour l'investissement santé. C'est à tour des médecins de répondre aux propositions de la Caisse nationale d'assurance-maladie, qui semble décidée à dépasser son rôle traditionnel de tiroir-caisse. « Responsabiliser » est le maître mot : il devra s'appliquer non seulement aux patients tentés par la surconsommation, mais aussi aux médecins qui auront à tenir compte des contraintes économiques.

Lire 37
l'année
Jean-Michel Normand

Prudente Ukraine

Pour affirmer son indépendance, l'Ukraine ne manque pas d'atouts. Mais en matière de transformations économiques, ses dirigeants se hâtent lentement

KIEV
notre envoyée spéciale

Il ne se passe pas de jour sans que l'Ukraine haut en fait son indépendance : volonté de créer une armée nationale, tentative de s'attribuer une flotte, refus de s'engager sur le remboursement collectif de la dette de l'ex-URSS. Les dirigeants de Kiev ne lésinent pas sur les revendications pour mettre en place les attributs d'un Etat : les armées et finances en premier lieu.

Depuis l'effondrement des régimes communistes en Europe centrale et orientale, les tentatives de la transition économique ont été mises sur le compte de marchés trop petits (pays baltes) ou trop grands (Russie), du manque de ressources naturelles (Hongrie), d'un effondrement massif de la production industrielle (Pologne). A première vue l'Ukraine, avec cinquante millions d'habitants, échappe à la plupart des obstacles. Elle dispose d'une grande agriculture, de ressources énergétiques importantes, d'une

situation géostratégique intéressante, et, de l'avis des spécialistes, la crise économique a été ces deux dernières années ressentie moins durement à Kiev que dans la plupart des autres parties du territoire de la nouvelle Communauté des Etats indépendants (CEI).

PRIVATISATIONS • L'Ukraine pourrait-elle jouer le rôle pionnier de la transition vers l'économie de marché de l'ex-Union soviétique ? Plusieurs évolutions récentes porteraient à le croire. Dès le mi-1991, l'Ukraine a repris à l'URSS le contrôle des entreprises industrielles de son territoire. Elle s'est dotée d'une banque nationale, d'une banque des relations économiques extérieures, de ministères spécifiques pour l'extérieur et pour les privatisations. Elle a aussi lancé pour objectifs de privatiser la moitié de l'industrie en trois ans et surtout d'introduire une monnaie nationale le 1^{er} mi-1992.

Pourtant l'Ukraine ne prend pas le chemin d'une transformation économique rapide. L'équipe de Leonid Kravtchouk, le président

ukrainien, bat pour obtenir le contrôle de la frontière Noire, mais n'a rien fait pour définir les frontières économiques du pays. Il n'existe pas de droits de douane, le budget pour 1992 n'a pas encore été voté. Plus fondamentalement, on ignore toujours si l'Ukraine est membre de la CEI. Leonid Kravtchouk déclare aux journalistes étrangers que la CEI « offre de bonnes perspectives » et que tous les problèmes actuels, qu'ils soient économiques, politiques ou militaires, seront résolus de manière positive. Mais, lorsqu'ils sont à usage interne, les propos du président ukrainien changent de teneur, dans les bureaux de Kiev il s'agit d'entendre des propos favorables à la CEI. La situation politique ainsi que les conflits entre le gouvernement et le Parlement peuvent expliquer le retard des réformes économiques. Cependant, début février, la propriété privée de la terre n'avait toujours pas été reconnue en Ukraine, alors qu'elle l'a été en Russie.

Françoise Lazare
Lire la suite page 41

25^{ème} ANNIVERSAIRE

l'ISG ...

... 25 ans de présence mondiale

ISG

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

Etablissement reconnu par l'Etat - Diplôme homologué par l'Etat

Etablissement d'enseignement supérieur technique privé

6/8, rue de Lota - 75116 Paris - Tél. (1) 45 53 60 00

CRÉDIT

« Ma tante » retourne à la ville

Les caisses du Crédit municipal consentent toujours des prêts contre le dépôt d'un objet. Un rattachement aux communes doit leur permettre d'accorder d'autres types de crédits et d'assurer d'autres activités

ÉVOQUEZ le Crédit municipal et vous heurtez à un silence interrogateur de votre entourage. Parlez de prêts sur les langues ou déliez un peu plus pour associer le Mont-de-Piété ou « le clou », bref une imagerie glanée au fil des romans du XIX^e siècle.

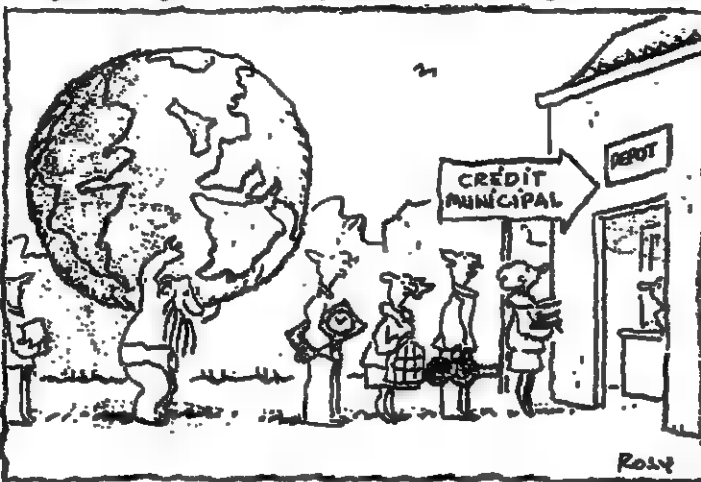
Demandez maintenant s'il existe encore un tel établissement dans votre ville, et vous saurez que oui, il existe. En France, il y a vingt-cinq caisses de crédit municipal, couvrant tout le territoire (1). La plus ancienne est celle d'Avignon (1577). Et qu'une réforme en préparation devrait, en les rattachant aux communes, renforcer le caractère spécifique de chaque établissement.

Depuis le milieu des années 80, le réseau de l'enseignement du griffon (inspiré des armoiries de la ville italienne de Pérouse, où fut fondé le premier mont-de-piété en 1462), s'affiche comme « l'autre banque ». Il n'oublie pas le rôle original du mont-de-piété, devenu en 1918 Caisse de crédit municipal : lutter contre l'usure en fournissant un crédit immédiat contre le dépôt d'un objet quel qu'il soit. Si à Paris, la valeur minimale du dépôt est de 10 francs, dans les autres caisses, aucun plancher n'a été fixé. Mais le prêt, ressource ultime, n'est pas toujours bon marché : le taux d'intérêt, fixé librement par chaque caisse, peut atteindre 8,6 % pour un semestre à Bordeaux. Toutefois, au-dessous de 200 francs, les prêts sont souvent accordés sans intérêt.

EN CROISIÈRE ■ Mais pour éviter la connotation misérabiliste des « prêts sur gages » et élargir leur clientèle, a, depuis un an, substitué ce « prêt sur gage » à un « prêt sur garde ». Ce changement s'est accompagné d'une campagne de publicité à la télévision en avril 1991, montrant une riche veuve déposant son collier de perles pour partir en croisière... Les retombées furent quasi nulles. Combinaison de malchance, cette campagne de séduction fut suivie par une crise du réseau durant l'été.

Cette tentative de jouer dans la des

grands, dans un secteur bancaire en pleine concurrence, a révélé les difficultés structurelles et financières d'un établissement qui ne représente, en total, que l'équivalent de deux ou trois caisses régionales. Crédit agricole. Pour l'en sortir, le gouvernement a jugé préférable le dissoudre et rattacher chaque caisse à sa ville d'origine. Le projet est soumis. Par ailleurs, la session de printemps. En clair, vingt et un maiers prendront en direct la ges-



tion de leurs caisses, pour, au choix, mieux les contrôler, ou fermer, voire les vendre. Ce retour à la ville contribuera à renforcer le caractère spécifique de chaque établissement. Pas question pour autant d'abandonner le « prêt sur garde », même s'il est rentable, car il représente, en fait, le plus important d'emprunts, que 1 à 10 % de l'encours selon les caisses. De même, il est exclu, dans la plupart des caisses, de supprimer ou de réduire les petits comptes, le fond des grands réseaux bancaires. Mais chaque établissement a déjà sa stratégie propre.

A Lille, par exemple, l'idée est de se concentrer sur les prêts « fonctionnaires », à travers des organismes collectifs comme les mutuelles : des accords ont ainsi été passés avec celle de la police. Un autre projet est de tourner vers le financement d'associations et de l'économie sociale, qui pourrait, à terme, représenter le quart de l'activité. « Pas question d'être une machine à distribuer des subsides », tient cependant à préciser Jean-Pierre Duez, directeur adjoint.

A Dijon, au contraire, la volonté de se

concentrer sur les salariés du secteur privé, qui représentent 20 % de la clientèle, les fonctionnaires formant le reste. Parallèlement, la caisse développe les ventes à thème : elle a mis en enchères du mobilier ancien, des livres, des bijoux, des vêtements, des objets d'art, etc. Le volume des ventes est supérieur à celui du Crédit municipal de Paris, qui a fait de l'activité son axe prioritaire de développement depuis l'arrivée à la tête d'Yves Lavalan en 1984, et en tire près de la moitié de son chiffre d'affaires.

EN-COURS ■ Le désengagement éventuel de certaines municipalités pourrait réduire le nombre de caisses. A Lille, des discussions sont menées pour reprendre celles de Calais et Boulogne et pour rapprocher de celle de Roubaix, pour autant fermer les caisses installées dans les villes. La caisse de Lille, déjà présente à Amiens, Dunkerque, Beauvais, Creil, Clermont, Oise, augmenterait ainsi sa couverture du nord de la France, en faisant passer de 2 milliards à 2,5 milliards de francs son volume d'encours. La caisse de Dijon, elle, dispose de neuf implantations allant de Mâcon à Ligny via Besançon, Auxerre, Nevers, Bourges et Orléans (rachetée à Paris en 1987).

A Lyon, le maire, Michel Noir, a annoncé au mois d'octobre son intention d'écarter la caisse. Choisira-t-il de vendre à un réseau bancaire ou à un « crédit municipal » ? Le critère de choix sera-t-il seulement le prix ou aussi la couleur politique de l'acheteur ? La stratégie en matière de prêts. Car, en accordant ou non des prêts au personnel communal, le futur reprenneur s'ingérera indirectement dans la vie de la cité. Respectera-t-il le slogan des caisses : « des prêts sans préjugés » ?

Dominique Gallot

(1) Les vingt et une caisses sont, d'ordre, selon leur champ d'action : Paris, Lille (plus de 2 milliards de francs), Dijon, Bordeaux, Nice (1,5 milliard), Nantes, Marseille, Lyon (800 millions à 1 milliard), Toulouse, Toulon (400 à 800 millions), Nîmes, Le Havre, Boulogne, Avignon, Rouen, (200 à 300 millions), Strasbourg, Roubaix, Limoges, Calais (moins de 200 millions).

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

ALLEMAGNE : DES DE GRÈVE DANS LA SIDÉRIURGIE. Les dirigeants syndicaux d'IG Metall ont signé, le 1^{er} février, un accord fixant à 6,35 % la hausse des salaires en 1992, au lieu des 10 % réclamés par les syndicats (le Monde daté 2-3 ainsi que 4, 5, et 7 février).

RHÔNE-POULENC-ROER A DOUBLÉ SES BÉNÉFICES EN 1991. Le bénéfice net de la filiale pharmaceutique franco-américaine, publiée le 1^{er} février, atteint 326 millions de dollars en 1991. Le chiffre d'affaires est de 3,82 milliards de dollars (+12 %) (le Monde du 5 février).

OPA D'EXOR SUR PERRIER : LES TRIBUNAUX TRANCHERONT. La COB a transmis, le 4 février, son rapport d'enquête relevant des défaillances de l'information donnée au public. Le CBV confirme, le 1^{er} février, qu'Exor, Saint-Louis, Société générale sont « tenus de déposer » un projet d'OPA sur Perrier (le Monde du 1^{er} et du 7 février).

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE HAVILLAND. La Commission européenne a décidé, le 1^{er} février, d'associer désormais tous les commissaires concernés à l'examen des projets de fusion ou de concentration d'entreprises. Cette décision limite les pouvoirs de Sir Leon Brittan, commissaire à la concurrence, très critiqué pour avoir empêché, le 2 octobre 1991, le rachat de l'avionneur canadien De Havilland par l'Aérospatiale (le Monde du 7 février).

VISITE D'ÉTAT DE RUSSIE EN FRANCE. A l'occasion, on a appris la signature d'un accord, le 6 février, à Moscou, entre Elf-Aquitaine et la Russie pour l'exploration et l'exploitation du bassin pétrolier de Sarov-Volgograd. Le 7 février, la France a accordé 3,5 milliards de francs de crédits à la Russie (le Monde des 5, 6, 7 et 8 février).

LES DOUZE SIGNENT A MAASTRICHT LE TRAITÉ SUR L'UEM. Le traité de Maastricht créant une union européenne politique, économique et monétaire a été signé, le 7 février, par les ministres des affaires étrangères et des finances de la Communauté européenne (le Monde du 8 février).

LUNDI 10 FÉVRIER. Francfort-Moscou : le pont aérien de deux semaines lancé par les États-Unis pour approvisionner en vivres et en médicaments les Républiques de l'ex-URSS.

MARDI 11 FÉVRIER. Boulogne-Bretagne : réunion du comité central d'entreprise de Renault, consacré au plan social 1992.

Vendredi 11 février. Visite du secrétaire d'État français du Commerce extérieur Jean-Noël Jeanneney (jusqu'au 17 février).

MERCREDI 12 FÉVRIER. Bruxelles : propositions de Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes (CEE) pour la période 1993-1997.

Jeudi 13 février. Journée d'action des syndicats portugais pour l'obtention des hausses de salaires.

Jeudi 13 février. Paris : dîner de travail entre le président François Mitterrand et le chancelier allemand Helmut Kohl.

VENDREDI 14 FÉVRIER. États-Unis : publication des prix à la production et de l'indice d'utilisation des capacités de production pour janvier.

Dimanche 16 février. Tokyo : visite de Japon par Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission européenne, commissaire européen à la concurrence (jusqu'au 21 février).

LUNDI 17 FÉVRIER. Lisbonne : rencontre des ministres des affaires étrangères de la CEE sur la coopération politique pénale.

HUMEUR • par Josée Doyère

Retraités sans assurance

VOUS un(e) jeune retraité(e) - il y en a de plus en plus - et, c'est bien normal, vous avez la bougeotte. A vos petits voyages, vos visites aux vieux amis installés à 100 kilomètres, à la cousine restée au pays, à la tante organisée au Mexique ou à Bordeaux... Pour profiter de tout ça, qu'on offre la grande vie, il faut un pied-à-terre en ville. On ne peut pas, dans sa résidence secondaire, chèrement acquise et arrosée pendant (toujours trop) longues années d'activité. Le bonheur, quoi !

Où les choses se passent un peu gâtées, c'est quand on veut assurer son nouveau domicile citadin. Vous avez aperçu que, ni en ville, ni à la campagne, vous ne répondez aux exigences des compagnies d'assurance pour un prêt à long terme ? La « multirisque » c'est très joli, mais elle ne suffit pas pour les dégâts des incendies. Mais pour le vol... il faut habiter la zone à risque de l'année (et la durée est variable d'une compagnie à l'autre : trois mois, souvent, parfois six mois) pour prétendre bénéficier d'une assurance.

Comment dire que vous auriez envie de faire, cette année, un an prochain ? Allons, pas de panique, ces gens-là ont plein de solutions : vous pouvez obtenir une « clause d'habitation » - c'est-à-dire que vous s'appelle - moyennant, bien sûr, une surprime, mais confortable pour la compagnie d'assurances.

Si vous avez des objets précieux, il faut la toute façon les faire assurer spécialement, au plus. Et quant à la maison, au campagne, au rétro, pour l'assurance, il faut prendre les précautions préventives imposées par le contrat. Ça peut être barbant, mais l'assurance (comme dans les prisons, mais oui), les portes blindées (même dans la remise, même si elle est au jardin), les alarmes branchées à la gendarmerie la plus proche, un portail d'un certain type, opaque et lisse, voire... un mur suffisamment haut ! Je n'ai pas encore entendu parler de miroirs au coin du jardin, mais...

Les compagnies d'assurance assurent les risques de vol que quand ceux-ci sont inexistantes. Normal, non ?

LOIS ET DÉCRETS

Marques

81 139 marques ont été déposées en 1990 à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), greffes à 44 730 en 1980 et 21 794 en 1970. Un nouveau décret précise les formalités d'enregistrement des marques.

Les demandes sont déposées à l'INPI ou au greffe du tribunal de commerce ou du lieu où le déposant peut aussi être fait par un mandataire. Elles doivent préciser l'identification du déposant, le modèle de la marque, les produits ou les services auxquels elle s'applique. La réception à l'INPI, la demande reçoit un numéro national. Si elle est acceptée, la marque est publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle. Dans le cas contraire, le déposant peut être prié de régulariser sa demande et répondre aux objections de l'Institut. A défaut, la demande est rejetée.

Depuis la loi du 4 janvier 1991, une « procédure d'opposition » peut être présentée par le propriétaire d'une marque antérieure : elle doit être faite en précisant l'origine et la portée des droits. Cette opposition est

signifiée au titulaire de la demande d'enregistrement qui dispose d'un délai pour présenter ses observations (s'il n'y a pas de réponse, la demande est irrecevable). Il peut inviter le propriétaire de la marque antérieure à fournir des preuves d'usage. Si celui-ci ne peut le faire, l'opposition est rejetée.

Un tableau publié en annexe du décret précise les dates de mise en application de la procédure d'opposition, les produits ou les services.

Le 92-100 du 30 janvier 1992, Journal officiel du 31 janvier 1992, pp. 1542 à 1547. Bibliographie : le Nouveau Droit des marques, Institut de recherche en propriété intellectuelle Henri-Desbois, Litec, 1991, 185 pages, 100 F.

Redevances de l'INPI

Un décret modifie l'ensemble des redevances payables à l'INPI pour les procédures de dépôt des brevets et des marques. La redevance pour le dépôt d'une marque est portée à 1200 F. Arrêté du 30 janvier 1992, Journal officiel du 31 janvier 1992, pp. 1547 et 1548.

LE MONDE diplomatique

Février 1992

- EUROPE DE L'EST : Quel type de plan Marshall ? par Bernard Cassen. - La Pologne veut changer de cap, par David Warszawski.
- ÉCONOMIE INTERNATIONALE : Alarmer le monde, mondial avènement, par Jacques Delors. - Sur les ruines du GATT, d'importants conflits d'intérêt, par Frédéric P. Clairmonte.
- VILLES : Guerriers de la paix dans l'enfer new-yorkais, par Ingrid Carlander.
- JEUX OLYMPIQUES D'ALBERTVILLE : Les comptes de la mascotte, par Christian Brie.
- AMÉRIQUE LATINE : El Salvador : sur une guerre oubliée, par Ignacio Ramonet. - Les réfugiés à l'assaut de l'Amérique, par André Lacroix. - Quelque part au Brésil : Bebedouro où les oranges ont un parfum de prospérité, par Edouard Bailly.
- PROCÈS-ORIENT : L'avenir compromis des Palestiniens, par Paul Kessler et Joseph Parisi.
- THÉÂTRE ET POLITIQUE : Donner la parole aux exclus du langage, par Armand Gatti.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

LA COTE DES MOTS

Globalisation

Parmi les « dans » qui se sont implantés notamment par la grâce des énarques, des audis (... nous reviendrons sur ce mot) et des gestionnaires, nous relevons globalisation, apparu dans les années 60-70.

La globalisation, ce n'est pas étonnant, c'est fait de considérer un problème dans son ensemble. Et aussi le résultat obtenu d'après des études menées selon une vision globale. Il n'y a pas de raison de rejeter ce nom, plus que le verbe globaliser, d'ailleurs, et nous écrivons très légitimement : « La globalisation de l'enveloppe budgétaire a permis de rectifier certaines discordances ».

Mais la mode, globalisation revêt d'autres acceptions, qu'on ne saurait proscrire... Ainsi, ce terme décidément très apprécié désigne l'extension à la planète, c'est-à-dire au globe terrestre, d'un problème économique, politique, écologique... ou bien d'un conflit, hélas ! Cette dérive du sens n'est pas condamnable. Au sein d'une multinationale, la globalisation revient, pour chacune des branches nationales, à élaborer des produits façon « évitez un « doublon » avec une autre branche : la pratique, à l'échelle mondiale, un jeu plus collectif.

Un autre sens apparaît, désignant une coopération planétaire entre grandes entreprises qui en viennent à partager leurs mains la quasi-totalité des moyens leur permettant de répartir les pans entiers du commerce de l'industrie. Comme abondance de biens nuit parfois, il ne rejette point ces multiples significations de globalisation, attirons cependant l'attention sur les confusions que peut entraîner l'emploi imprécis de ce mot.

Lorsque l'on écrit, on hésite à utiliser trop souvent aux participes présents et adjectifs verbaux, considérés comme étant « lourds », « pesants ». Mais, à part cette remarque d'ordre global, il n'y a rien à reprocher à globaliser (e), l'on globalise le bon usage en disant : « En globalisant à l'excès l'étude de l'industrie, on perd de vue les problèmes humains... »

Jean-Pierre Colignon

AMI
Thai
Moz
AUI
40-
Et J.
Jelli
Ardi
Jop
Alas
Beed
AUT
40-2
Jeu.
CEN
42-2
Gegé
Levin
CEN
42-2
rain :
(fl.)
Strau
CEN
BOU
18 h
Darlu
berti
Berlio
Irene
Casta
CHA
PARI
de Fr
Moto
cal,
12 h
Lubir
pin, C
12 h
Schna
18 h
Tchad
QUE
Beech
ECOL
QUE
lenné
EGUI
linsu
Fran
prech
ténor
1 Versé
Mozzi
polypl
EGUI
DE-F
Radio
Schmi
EGUI
QUE
18 h
cadre
Hindo
Chanu
EGUI
Orche
20 h
Mozar
Franc
Ensen
Bruno
EGUI
Evan
20 h
que L
qu'au
Vivald
Gabrie
cin. Br
EGUI
mie de
20 h
Jean L
(fr.), I
EGUI
Grosja
Orgue
nus, S
Lluisa
GALE
45-5
Intrier
plano.
HOTEL
dim. M
LE M
Vachou
Piano I
Hinder

PAI

« Le
neuvie
du ter
bourg
« La
toires
Palais
(L'Art
« La
sortie
Ext
14 h
Lobau
« A
vestig
Augu:
square
Paris).
« D.
Marais
Miron
quo).
« Hi
l'hôte
Drouot

شركة من الاموال

Les médecins aux prises avec les comptes

Pour maîtriser les dépenses de santé, qui augmentent plus vite que la richesse nationale, il faut limiter la croissance des effectifs médicaux, mais aussi changer l'état d'esprit des praticiens. Leurs syndicats hésitent encore sur l'attitude à adopter

Si l'on ne s'en tenait qu'aux seuls chiffres, il faudrait d'urgence s'inquiéter de l'état de santé des Français. Depuis 1987, leurs dépenses de soins, 537 milliards de francs au total en 1990, augmentent de 7 % chaque année. A ce rythme, elles auront doublé l'an 2000. Non seulement nous sommes malades, mais cela va empirer !

Comme la France est industrialisée, la France est riche. Les dépenses de santé s'accroissent plus vite que la richesse nationale. Mais chez nous la dérive atteint des proportions telles que l'on peut difficilement la considérer comme spontanée et inévitable. D'autant plus que la Sécurité sociale qui est le troisième quart du financement.

RATIONALISER • Un exemple, cité par de nombreux médecins, est éloquent. Si la France obtient de moins bons résultats que la Grande-Bretagne dans le domaine du cancer du col de l'utérus, alors qu'on y réalise de frotis, c'est que ces prélèvements sont effectués sur deux fois moins de femmes.

Rationaliser notre système de soins est devenu une nécessité. L'hôpital public (40 % des dépenses), incapable de mesurer ses propres coûts, n'a pu maîtriser ses budgets qu'en les encadrant autoritairement. A son tour, la médecine libérale doit accepter de mettre son activité en équation avec les moyens de financement disponibles et participer à l'élaboration de nouvelles règles. Jean, médecin, dit, se réconcilier avec la médecine économique.

Déjà, après quarante-cinq ans de malentendus, les praticiens commencent à prendre conscience que leur exercice n'est « libéral » qu'en

apparence : ce n'est pas la « main invisible du marché » mais la « main invisible du pouvoir public » qui régit leur activité. Abandonnant la logique infernale du paiement « à guichets ouverts », les cliniques privées, les ambulanciers, les infirmières, les biologistes ont accepté, en accord avec le pouvoir public et la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) - qui paraît déborder de sa tâche traditionnelle de simple trois-caisse - de déterminer des objectifs chiffrés d'évolution des dépenses, à partir de critères « médicaux », basés sur la démographie ou le contexte épidémiologique.

PÉNALISER • Pour l'heure, généralistes et spécialistes - pivots du système - continuent de s'opposer à la pénalisation financière. Ils prouvent ainsi l'activité de leur profession par des objectifs négociés. Une telle mécanique est pourtant la seule - ou presque - qui ait apporté la démonstration - susceptible de mettre fin au chantage auquel se livrent pouvoirs publics et médecins : les premiers bloquent les honoraires, les seconds accroissent leur activité.

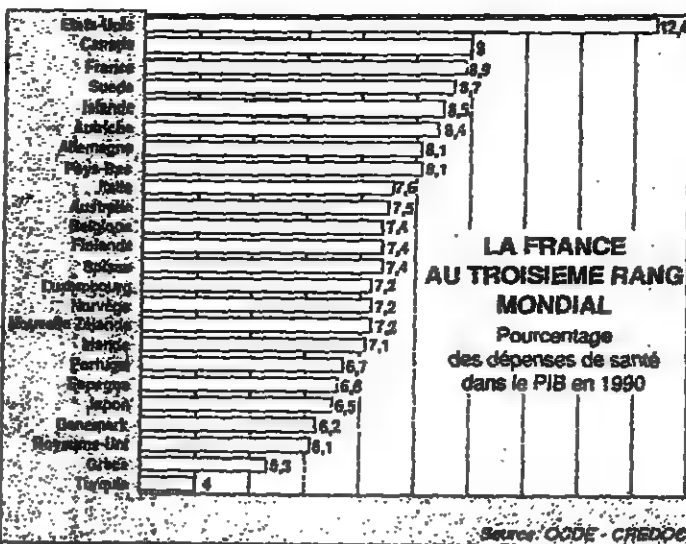
« Tout dispositif de régulation devra comporter des sanctions. Encore faut-il que celles-ci reposent sur des références objectives et justes », affirme le docteur Jean Dugué, président de l'Union nationale des omnipraticiens français, qui regroupe les généralistes de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), le principal syndicat. « Depuis la fin des années 50, nous avons reproduit le modèle de l'hôpital à tous les niveaux : un système où le payeur n'est pas le décideur et où faire plus, c'est forcément faire mieux, reconnaît pour sa part le docteur Alain Taleb, président de la Fédération nationale des électroradiologistes. Les médecins ne peuvent plus mener une politique de résistance permanente sans chercher à s'imposer comme une force de proposition. » De fait, la nouvelle structure des actes de radiologie, négociée

avec les pouvoirs publics, introduit certaines formes de rémunération forfaitaire et devrait permettre de réduire de un à deux points par mois la croissance des dépenses. Mais, précise le docteur Taleb, l'élaboration d'objectifs chiffrés doit épouser les évolutions techniques. Par exemple, prendre en compte le fait que la radiologie interventionnelle va réduire le nombre d'opérations chirurgicales.

Cependant, les plaidoyers ne sont pas unanimes chez les médecins. Les réticences de certains responsables médicaux à l'égard d'un mécanisme visant à déterminer « ce qui est médicalement justifié » servent le plus souvent à habiller, au nom de « la liberté de prescription », l'immobilisme le plus conservateur. Il est vrai que, jusqu'en 1989, les revenus en dentelle pesés sur la médecine de soins (les assurances sociales) ne mettaient pas l'offre (les professions de santé). Les bonnes vieilles recettes que l'augmentation de la clientèle des seuls actifs (les retraités restent largement favorisés) ou un niveau de prélèvement plus élevé (niveau inférieur) ou le grignotage discret des remboursements (comme l'ont fait les pouvoirs publics en s'attaquant à la catégorie des médicaments, ou en limitant les remboursements à 100 %) ont servi leurs partisans.

MODÉRER • Agir sur l'offre pour mettre un terme à la course pour la maîtrise des effectifs des médecins libéraux : de 1980 à 1990, plus de 17 000 cabinets médicaux supplémentaires ont été recensés. Selon une étude de la CNAM, l'évolution de l'offre (généralistes et spécialistes) explique 77 % de la croissance des remboursements entre 1985 et 1989 (1). En d'autres termes, l'accroissement du nombre de médecins n'a répercuté sur la hausse des prescriptions (+ 5,4 % en 1990, + 9,1 % en 1991).

Aujourd'hui, cette croissance bénéficie surtout aux spécialistes : les derniers comptes de santé observent que leur activité aug-



ment plus vite que leurs effectifs, ce qui n'est plus vrai des généralistes. En d'autres termes, un généraliste qui s'installe doit, pour une clientèle, prendre une partie de celle de ses confrères, alors qu'un spécialiste « suscite » quelque sorte la demande.

Une des difficultés à laquelle se heurte la réforme de ce système de soins tient justement à ces contradictions d'intérêts. A la différence des nombreux spécialistes, les généralistes ne peuvent accroître

leurs effectifs multipliant les techniques qui rémunèrent l'utilisation de leur équipement professionnel (échographes, endoscopes, etc.). D'autre part, encourager financièrement les médecins à modérer leurs prescriptions conduirait à peser l'essentiel de l'effort sur les praticiens qui, en aval, les prescriptions (biologistes, radiologistes, pharmaciens) d'étonnant de ceux-ci se défendent. En outre l'imprécision du « codage » des actes (on enregistre

des coefficients, non individualisés) interdit à l'assurance-maladie de suivre précisément l'activité des praticiens. Oublier que certains pratiquent impunément le « nomadisme médical » qui considère trop que le « bon » médecin est celui qui prescrit le plus de médicaments, d'analyses, alimentant ainsi l'inflation des dépenses.

Trop de médecins, enfin, n'ont pas encore intégré la dimension économique de leur activité. Cela apparaît dans la conduite de leur propre cabinet : « Les médecins n'ont parfois le sens du gestionnaire », dit le docteur Marcel Pouthier, président de l'Antenne Besançon. Crédit mutuel des professions de santé, une banque qui conseille les praticiens pour leurs placements et, surtout, leur accorde des financements. « Le matériel médical est de plus en plus cher - l'investissement pour un radiologiste, 2 à 3 millions - un cardiologue, les praticiens connaissent des difficultés financières croissantes. A cet aspect proprement médical, insiste un ancien généraliste, il faudrait leur formation intégrer davantage les aspects gestionnaires. »

Jean-Michel Normand

(1) Bloc-notes statistique, n° 53, avril 1991.

Mexico: 5480 F.A.R. Embarquement immédiat

Boston : 2995FAR
New York : 2995FAR
Chicago : 3645FAR
Washington : 3395FAR
Lima : 6490FAR
Rafte : 6290FAR
Rio : 6490FAR
Londres : 890FAR
Rome : 1600FAR
Marrakech : 2500FAR



Tarifs applicables au départ de Paris à partir du 20 janvier 1992, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix pour réserve modifications en fonction de la réglementation en vigueur. L'approuver le gouvernement.

Le contrôle des véhicules cartellisé ?

Un «petit» spécialiste du contrôle technique des voitures découvre que l'administration avantage les grands réseaux... incapables de répondre à la demande des automobilistes

A Drancy, son garage de l'avenue Henri-Barbuse, Angelo Messina se lamente. Pour la quinzième fois le jour, il vient de renvoyer vers un des trois garages de Seine-Saint-Denis un automobiliste par son enseigne : « Centre de contrôle technique ». « Ils ont obtenu leur agrément parce qu'ils font partie d'un réseau. Moi, parce que je veux être indépendant, je n'ai toujours pas obtenu cette autorisation administrative. Je n'ai aucune envie de payer un droit d'entrée de 10 000 à 20 000 francs, ni de verser une commission sur chaque opération », Angelo Messina se lamente. Il ne peut plus rejoindre le réseau AFCTA qui réunit aujourd'hui une centaine de garages indépendants.

Depuis quatre mois, Angelo Messina a l'impression de se battre contre des moulins à vent. Garagiste pendant plus de vingt ans, il effectuait depuis 1986 le contrôle technique obligatoire des véhicules de plus de cinq ans faisant l'objet d'une transaction. En octobre dernier, il décide de se spécialiser dans le contrôle technique des véhicules qui va devenir obligatoire le 1^{er} janvier 1992 pour tous les véhicules de plus de cinq ans. Il dispose d'un matériel nécessaire qui représente un investissement d'environ 1 million de francs. Et, comme la loi du 10 juillet 1989 implique une séparation des activités de contrôle et de réparation, il crée un garage le 9 décembre. Faute de pouvoir pratiquer la nouvelle activité pour laquelle il est officiellement inscrit au

registre des entreprises, il a dû verser 6 000 francs de pertes par jour. Pendant trois mois, la préfecture ne lui communique pas la liste des organismes susceptibles de lui délivrer un rapport d'audit indispensable pour pouvoir exercer le métier et le personnel sont en conformité avec la réglementation. Avec l'aide de l'Association nationale pour la sécurité et le contrôle technique automobile routier (ANSCTAR) créée par une centaine de centres indépendants qui rencontrent les mêmes difficultés, il tente en vain d'obtenir une explication des pouvoirs publics. Cet état sera finalement effectué le 20 janvier, mais Angelo Messina devra encore attendre pour obtenir son agrément.

MARIAGE • On reconnaît aujourd'hui aux professionnels des transports que consigne a effectivement été donnée par la préfecture, pendant le premier trimestre de 1991, les centres indépendants de contrôle technique adhérent à des réseaux nationaux. Ces derniers ont effet le mérite, aux yeux des pouvoirs publics, d'être un véritable maillage du territoire puisqu'ils doivent ouvrir un centre dans au moins quatre-vingt-dix départements pour être reconnus. Ils disposent de leurs propres services pour effectuer un audit de la conformité de leur franchise avec un agrément définitif qui leur sera donné qu'à la fin de 1992. Quelques jours après l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation, quelques dizaines de centres seulement avaient obtenu leur agrément.

Résultat : les automobilistes cherchent vainement, pendant les premiers jours de l'année, des centres agréés pour faire contrôler leur véhicule. Les pouvoirs publics sont obligés d'annoncer une certaine mansuétude devant les infractions. Ils prolongent également jusqu'au 15 février 1992 l'agrément des anciens centres, spécialisés dans le contrôle technique des voitures vendues d'occasion. Le secrétariat d'Etat aux transports annonce que 823 centres ont été agréés à la date du 24 janvier (pratiquement la moitié de l'objectif fixé pour 1992). Il rappelle également que les centres auxiliaires vont pouvoir fonctionner dans des garages traditionnels avec des contrôleurs indépendants.

Avec une certaine virulence, Antoine Avazet, le président de l'ANSCTAR dénonce un système qui décourage les initiatives individuelles : « Les centres indépendants étaient prévus par la loi. Ils sont une garantie de saine concurrence à côté des réseaux qui risquent d'imposer un jour leurs tarifs à toute la France. » Et il se demande si les mutuelles, les banques, les assurances et les grands groupes industriels qui ont investi dans ces réseaux ne cherchent pas à garder le contrôle d'un marché qui représentera plus de 2 milliards de francs l'année. « Beaucoup plus à l'avenir, puisque les directives européennes imposeront en 1998 un contrôle technique périodique pour tous les véhicules de plus de dix ans : dix-huit millions de véhicules. »

Christophe de Chenay

ACTUALITÉ

Urgence économique en Algérie

Le pays est au bord de l'explosion. Pour faire repartir l'industrie enlisée et redonner espoir aux chômeurs, le gouvernement compte sur les importations et sur un réaménagement de la dette extérieure avec l'aide de ses créanciers, en premier lieu la France

■ correspondant

COMMENT remettre en route une machine industrielle totalement bloquée, alors que les sources de financement sont cruellement réduites ? Tel est le défi que se donne le gouvernement de Sid Ahmed Ghozali, le Haut Comité d'Etat (HCE), qui préside Mohamed Boudiaf, qu'il joue la leur dernière carte : il leur faut d'urgence sortir le pays de l'ornière économique et sociale où il a versé, et qui explique en bonne partie la victoire du Front islamique du salut aux législatives d'avril de décembre dernier.

INTÉRÊT La politique du « bâton » islamiste ne permettra pas à seule de régler les problèmes du pays. Une relance est nécessaire, afin de donner à 1,5 million de chômeurs recensés sinon du travail, il moins un d'espoir dans l'amelioration future de leur sort. Les Algériens sont prêts à accepter, estimait récemment Sid Ahmed Ghozali, ils demandent pas des réponses, mais des débuts de réponses. C'est, estime le premier ministre, l'unique manière de séparer définitivement du noyau réticent intégré du FIS les électeurs ralliés au pouvoir.

La catastrophe économique financière qui affecte le pays permet plus de grande politique

visionnaire. La quasi-totalité des grandes entreprises nationales qui étaient censées entraîner l'économie à structurer le développement algérien travaillent à perte, à 20 % ou 30 % de leur capacité, incapables d'écouler le marché, national comme international, une production bien souvent de qualité douteuse.

Selon des chiffres officiels, vingt-deux plus grosses entreprises nationales, employant 134 000 personnes dans des secteurs vitaux : l'ingénierie, la construction, les transports, le textile, les plastiques, cumulaient, fin 1990, 11 milliards de dinars de pertes (2,2 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires total de 43,6 milliards de dinars (11,8 milliards de francs). Certaines d'entre elles ne payaient même le luxe d'un déficit équivalent à leur chiffre d'affaires, régulièrement couvert par les revenus du pétrole, puis, quand les barreaux baissèrent, par la planche à billets.

PETITS PAS Manquant de ressources pour restructurer en profondeur les entreprises, décidées à s'interdire les facilités de l'émission monétaire, l'Algérie, dans un environnement où les indicateurs économiques sont dans le rouge, ne peut plus que suivre une politique des petits pas pour tenter de faire repartir la machine.

Ministre délégué à Trésor, Ali Benouari a bien conscience que les grandes lignes d'un projet gouvernemental qui consiste, d'abord, d'une nouvelle ventilation des

importations, obligé d'une économie qui, hormis les hydrocarbures, ne produit rien. En 1992, la priorité sera donnée aux équipements, aux biens intermédiaires, qui représenteront environ 65 % des 11 milliards de dollars d'importations prévues (contre 7,6 milliards en 1991). En hausse également, les dépenses de biens de consommation et de produits alimentaires.

« TRABENDO » Les moyens devraient être affectés en priorité à l'industrie du bâtiment et aux travaux publics, secteurs réputés créer rapidement quelques dizaines de milliers d'emplois tout en ayant, à court terme, des effets d'entraînement appréciables. On parle de la construction de 100 000 logements sociaux (100 000 mètres seraient en instance de finition... depuis cinq ans), d'une autoroute reliant Tiemcen à Annaba, de travaux d'infrastructures dans le Sud (routes, réseau électrique, puits) dans le but de favoriser la mise en valeur de terres qui pourraient alimenter la facture d'un pays qui importe aujourd'hui 70 % de ses besoins alimentaires.

Selon Sid Ahmed Ghozali, ces derniers travaux pourraient être menés en dix-huit mois, alors qu'il faudrait quinze ans pour construire les indispensables barres qui, dans le nord du pays, sont la condition d'un accroissement significatif de la culture.

Le textile, secteur sinistré entre tous, ayant perdu, en quelques années, des milliers d'emplois, devrait bénéficier d'une relance. Mais celle-ci devrait s'accompagner d'une lutte résolue contre le marché parallèle (que les Algériens désignent par le néologisme « trabendo », ce qui veut dire de « l'argent »), demeurant le seul « emploi » de milliers de jeunes.

Ces initiatives seront-elles chose qu'une goutte d'eau dans un océan de difficultés ? Pourront-elles même être financées par un pays dont la dette, à court et moyen terme, évaluée, fin 1991, à 23,8 milliards de dollars, auxquels s'ajoutent 4 milliards de dette militaire ? En 1992 l'Algérie devra rembourser quelque 11 milliards de dollars, alors que les exportations sont estimées à 11 milliards.

« REPROFILAGE » Pour financer la relance à faire face à la surconsommation que suscitent les fêtes du Ramadan, rendez-vous plus délicat qu'année que d'autres, l'Algérie doit rapidement trouver 2 milliards de dollars. Certes, l'ouverture des investissements étrangers du secteur des hydrocarbures devrait lui procurer des ressources, mais cela prendra du temps (une dizaine de compagnies pétrolières américaines viennent d'entamer des discussions discrètes à Alger).

Dans l'immédiat, les perspectives s'annoncent sombres. En décembre dernier, l'Algérie, qui

avait un besoin de liquidités, a proposé au marché du pétrole 1,5 milliard de dollars par anticipation, mais n'a pas réussi à lever la somme demandée. Quant à la politique de « reprofilage » - terme qui désigne le réaménagement de la dette tout en évitant les procédures habituelles de rééchelonnement, elle connaît, elle aussi, des difficultés.

DÉLAI **GRACE** Les quelques deux milliards de dollars que les organismes financiers, essentiellement américains, français et japonais, groupés derrière le Crédit lyonnais, ne peuvent toujours pas mis d'accord pour reporter 1,5 milliard de dollars de créances (que l'Algérie a d'ailleurs cessé d'honorer depuis octobre).

Les événements de ces dernières semaines ont mis en évidence un fragile équilibre qui se mettrait en place. Le prêt de 404 millions de dollars consenti par le Fonds monétaire international en juin 1991, dont les trois quarts ont déjà été touchés, est lié à l'adoption d'une politique de libération des prix et de dévaluation du dinar.

Ces exigences, au coût social douloureux, sont difficiles à mettre en œuvre alors que la société est à la limite de l'explosion. Plus, conditionnent l'accès à un prêt de 510 millions de dollars de la Communauté européenne. Quant aux 2,4 milliards accordés en juin 1991 par l'Italie pour allé-

ger la dette, ils ont pour contrepartie des livraisons d'hydrocarbures que l'Algérie, avec ses capacités de production, ne peut fournir.

Il faut un délai de grâce, dit-on dans les milieux financiers d'Alger. Il nous faut renégocier le FMI, qu'il allège les conditions. Certains évoquent la possibilité d'un rééchelonnement, qu'écarte toujours, par sa part, le président de la Banque d'Alger, Hadj Nacer : « Nos calculs montrent que cela coûterait plus cher que cela nous rapporterait, assure-t-il. Nous avons déjà fait supporter à la population le prix de la restructuration de la dette. Les créanciers comprennent que nous ne pouvons pas aller au-delà. Si nous le faisons, ils coulent aussi. Il faut donc continuer dans la voie du reprofilage, allonger les durées de remboursement, seule solution qui permettra de sortir ».

La France, principal créancier public de l'Algérie, est ici interpellée au premier chef. Les responsables algériens estiment en effet que Paris devrait faire un effort de réaménagement quelque 7 milliards de dollars de dettes. « Il s'agit d'une décision de pure politique », dit-on à Alger. En clair, Paris doit choisir entre l'aide demandée, et le risque d'une situation économique ingérable qui basculer le pays dans l'avenir, intégrée au monde.

Georges Marion

Prudente Ukraine

Suite de la page 37

Les privatisations faisaient l'objet d'interminables discussions théoriques au Parlement. Quant à la stabilisation monétaire, qui aurait dû accompagner la libéralisation des prix du 2 janvier, elle n'a tenté de la mettre en œuvre, le gouvernement ne contenant d'introduire des coupons réutilisables (voir encadré). Or les experts occidentaux, qui ont changé d'avis, souhaitent aujourd'hui que l'Ukraine crée sa propre monnaie. Car seule une telle création contraindrait les dirigeants à définir leur espace monétaire et à mettre sur pied les institutions nécessaires (une véritable banque centrale, des banques commerciales). « Il est évident que l'Ukraine a besoin d'une nouvelle monnaie... Les coupons peuvent créer beaucoup de distorsions en termes d'équité sociale, d'accès

aux marchés », déclare Jacques Attali, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) lors d'un récent séjour à Kiev.

Deux questions apparaissent déterminantes : quels types de contrats seront signés avec la Russie, notamment dans le secteur de l'énergie ; et comment fera l'insertion dans la communauté économique internationale ? Comme dans tout le reste de l'ex-URSS, l'industrie de l'Ukraine est très intégrée à celle des autres Républiques et d'abord à celle de l'immense Russie. Son complexe houillier et sidérurgique et la faible productivité de ses équipements vieillissants trouvaient son débouché sur le marché russe.

MISSILES. La nouvelle Russie maintiendra-t-elle ses achats ? Dans l'industrie lourde, qui représente 70 % du total, les restructura-

tions s'annoncent très douloureuses. La conversion de l'industrie militaire est un défi de taille : l'Ukraine produirait autrefois la moitié des chars et des missiles de l'ancienne Union soviétique.

Le financement du déficit énergétique est également en jeu. L'Ukraine n'est pas actuellement à 50 % de sa consommation. Elle parvient à faire payer des droits de passage au pétrole et au gaz transitant sur son territoire, alors les achats de pétrole (dont la production locale ne pratique que la production locale) sont pratiquement nuls. Elle maintient en activité quatre centrales nucléaires (pour l'instant, elle n'a décidé d'arrêter que celle de Tchernobyl), elle pourra continuer à vendre de l'électricité

aux Etats frontaliers (Russie et Europe de l'Est). Mais l'avenir du nucléaire n'a pas été encore défini.

CONTRATS PONCTUELS. Confrontées à des pénuries de carburants et à la chute de leur production charbonnière, les autorités de Kiev signent des contrats ponctuels, comme les livraisons de charbon à la Russie, le pétrole à l'Azerbaïdjan.

Quant aux modalités d'insertion dans la communauté économique internationale, elles s'éclairciront probablement au cours des prochaines semaines. En attendant, le groupe des sept principaux pays industrialisés a exigé que les Républiques s'engagent conjointement sur le remboursement de la

dette extérieure de l'ex-URSS, c'est-à-dire qu'elles soient solidaires responsables du total. L'Ukraine a refusé de signer ce texte, n'acceptant de régler que sa fraction de la dette extérieure (15 milliards de dollars, selon le gouvernement de la banque centrale).

Le FMI a fait savoir que seules les Républiques signataires de l'accord sur le G7 pourraient devenir membres de l'organisation. Mais, selon les observateurs présents à Kiev, une telle requête tout à fait irréaliste et les pays industrialisés devront sans doute changer de position. En attendant, dans le petit ministère des relations économiques extérieures, un jeune fonctionnaire se perdait devant un courrier

perplexe devant un courrier de l'Ukraine lui demandant de recueillir les demandes sur le commerce de l'Ukraine depuis les années 90 pour établir son quota de participation en Union.

Plus que les Etats et que les Républiques, l'ex-URSS l'Ukraine ne paraît aujourd'hui en mesure de concrétiser son indépendance économique. Comme la Russie, toutes les autres ex-Républiques souffrent d'une hyper-inflation à la production ; les décisions politiques économiques prises à Moscou. Les prochains mois révéleront si l'impact de la monnaie nationale est suffisant pour enclencher des réformes.

Françoise Lazare

Le MBA qui fait autorité

Réunion d'information sur notre MBA

■ La réussite personnelle et professionnelle est-elle fondamentale pour vous ?

■ Avez-vous une expérience professionnelle d'au moins 3 ans ?

■ Possédez-vous un diplôme de niveau supérieur ?

Si oui, vous serez heureux de vous rencontrer le lundi 24 février 1992 à 18h30, lors de la réunion d'information à Paris. Professeurs, anciens étudiants et responsables administratifs répondront à vos questions au sujet des 21 mois du MBA International de London Business School.

Le nombre de places étant limité, nous vous prions de faire vos réservations auprès de Mary Ferreira, Sarah Griffin ou Jo Dale au (+44) 71 262 50 50, poste 658, 261, 308.

London Business School

LES ATOUTS POUR GAGNER

Vraie-fausse monnaie

« J'espère qu'il s'agit de la dernière fois que le système monétaire sera mis à l'épreuve », s'exclame un économiste à Kiev. Les coupons, ces petits tickets introduits à la fin du jeu Monopoly, introduits en Ukraine le 10 janvier, alimentent les conversations. Sont-ils un véritable embryon de monnaie nationale ? Un simple pis-aller permettant de bien mal se passer ? Ou une véritable première forme de coupons ? L'introduction de coupons en Ukraine, aux côtés des roubles, est une réforme monétaire dans les Etats baltes, une expérience inédite dans l'ancienne Union soviétique.

Dès 1990, l'Ukraine avait affirmé sa volonté de sortir du système monétaire soviétique, et remplacer le rouble par sa propre monnaie, la khryvna. A l'automne 1991, apparut une première forme de coupons - d'une souche - que l'on échangeait contre des produits de consommation. Des bons de ravitaillement, donc, plutôt qu'une nouvelle monnaie. Le 10 janvier dernier, les coupons prirent la forme de véritables billets, fabriqués en France, divisés en coupures d'un, trois, dix, cinquante, et surtout réutilisables, comme une véritable monnaie.

En quelques jours, les habitants de Kiev ont appris à manier leurs nouveaux billets. Ils ont reçu 25 % leur salaire en cou-

pons (soit 200 à 400 coupons, selon le niveau du revenu), et ont dû verser un coupon, le reste restant en roubles. La manœuvre avait un double but : compenser les augmentations de prix intervenues au 10 janvier. L'introduction de coupons en Ukraine, aux côtés des roubles, est une réforme monétaire dans les Etats baltes, une expérience inédite dans l'ancienne Union soviétique.

change devinrent variables. Au marché kolkhozien (payan) du sud de Kiev, certains marchands ont affiché leurs prix en roubles et en coupons : un kilo de champignons valait, le 10 janvier, 100 roubles ou 80 coupons. Dans les allées, pour se procurer des légumes, il fallait déboursier des roubles. Dans les magasins d'Etat, c'est encore plus compliqué, chaque comptoir étant désormais réservé soit à la vente en coupons, soit à celle en rou-



bles ; par exemple, une paire de chaussures vendait 1 000 roubles ou 300 coupons. Bref, le change des coupons était une circonstance, les Ukrainiens ont du mal à s'y retrouver : on demande à qui l'on demande quel compte il faut plus avantageux répondre ainsi que c'est en coupons, puisque le prix inscrit est plus bas...

La complexité du procédé, la multiplicité des étiquettes - hyperinflation oblige - et l'approvisionnement toujours erratique, expliquent largement l'accueil réservé par la population à l'introduction de coupons. Le sentiment général est que le rouble n'est pas prêt de disparaître.

Bref l'apparence d'une monnaie, mais sans aucun pouvoir. Les coupons ne sont pas gagés sur des avoirs, pour la simple raison que la Banque nationale

d'Ukraine n'en a pas. Leur pouvoir est donc entièrement fictif. Pour que les coupons remplacent le rouble, il faut que la banque ait les prérogatives d'un institut d'émission : gestion des réserves, émission de la monnaie, définition des taux d'intérêt. Or, pour l'instant, on parle tout au plus à Kiev de développer la production d'or pour constituer les réserves. Oleksander Savchenko, vice-président de la Banque nationale d'Ukraine, prévoit une grave crise monétaire d'ici à six mois, si elle n'introduit pas de billets dans ces conditions.

Le président Kravtchouk promet que les roubles disparaîtront totalement de la circulation dès le 15 février pour faire place aux coupons. A quand la vraie monnaie ? Au mois de mai prochain, a affirmé le premier ministre ukrainien, Vital Fokine.

F. L.

PERSPECTIVES

ENTRETIEN

Les maladies du modèle japonais

Ken Moroi, figure atypique du patronat japonais, parle sans détour de la crise du système : concurrence effrénée, corruption, malaise des jeunes. Les « piliers » du succès nippon semblent ébranlés

TOKYO
de notre correspondant

PLUTOT que d'argumenter pour savoir si l'économie japonaise est en récession ou traverse une phase de croissance molle, Ken Moroi, qui est le problème plus profond de la « crise structurelle » qu'elle traverse. Crise de l'éthique des affaires qui n'est, à son avis, que l'effet pervers de la concurrence excessive entre les entreprises ; crise de la gestion dont les « piliers » (emploi à vie, salaire à l'ancienneté, syndicat maison) ont été remis en cause ; crise enfin du choix pour un pays créateur dont les dirigeants ne mesurent pas combien aujourd'hui, après le démantèlement de l'URSS, la grande question est celle de l'écart entre les pays riches et les pays pauvres.

Ken Moroi n'est pas un patron comme les autres. Contrairement à beaucoup de ses homologues, il parle sans détour. Une franchise qu'il veut se permettre précisément parce qu'il n'est pas un des « présidents fonctionnaires » des géants de l'économie nipponne qui ont des comptes à rendre à leur ministère d'administration. Il a l'assurance d'un homme d'une dynastie industrielle.

Président d'une firme d'importation, Ken Moroi est un homme d'expérience. Il a dirigé, pendant dix ans, la division d'importation d'une firme d'importation, fondée par son grand-père au début de la dernière décennie, il est considéré, malgré ses soixante-deux ans, comme l'un des représentants de cette génération d'hommes d'affaires, à la jointure entre l'ancien et la nouvelle, dont les avis pèsent d'un poids certain sur les orientations d'avenir.

Fils d'un compositeur célèbre, ayant pris la direction de l'entreprise familiale, il a quitté celle-ci il y a six ans : « La gestion, c'est une affaire lassante », nous dit-il. Depuis, il se consacre à la définition de la politique des milieux d'affaires, ayant un pied au Keizai doyukai, l'un des organismes du patronat japonais, dont il dirige le conseil exécutif, et un autre à une organisation patronale, Nikkeiren, dont les activités sont liées aux relations employé-employeurs.

Dans le vénérable immeuble du Club industriel du Japon, Ken Moroi est visiblement chez lui. Son grand-père fut l'un des fondateurs, au lendemain de la guerre, du Keizai doyukai (littéralement : Association des amis de l'économie). Contrairement à Nikkeiren ou au Keidanren, les grandes fédérations patronales, le Keizai doyukai est davantage un club d'hommes d'affaires, un lieu de réflexion et de proposition. Il demeure une « conscience » patronale.

FAUX PAS • Ken Moroi est aussi un faux pas : il a ainsi dû quitter la vice-présidence du Keizai doyukai à la suite de l'implication dans le scandale boursier Recruit (délit d'initié) en 1988. Il est au demeurant une bonne personne, puisqu'une bonne partie de sa vie est consacrée à l'affaire.

Echaudé, il parle aujourd'hui sans détour de la « crise » du monde des affaires : « Les



“Nous ne pouvons pas survivre en monopolisant des secteurs entiers de production.”

dales de l'été – les maisons de leurs clients, la pénétration de la pègre dans les activités économiques – démontrent une chose : la frontière déformée entre les activités légales et celles qui ne le sont pas. Ce qui est délictueux, ont un caractère antisocial (c'est le cas des compensations de pertes). L'origine de ces phénomènes, il y a un dérapage plus grave : la « tradition » traditionnelle des entreprises japonaises a été exacerbée à un tel point par la bulle financière (alimentée par les spéculations boursières et immobilières) que la maximisation du profit a devancé l'objectif obsessionnel. Certes, la concurrence est la base de l'économie de marché et le profit la

finalité normale des entreprises, mais comparées à leurs homologues occidentales, les firmes japonaises sont venues à ignorer plus jamais la responsabilité sociale de l'entreprise. Cette excessive contribution à renforcer la compétitivité mais cette fois s'est produite un dérapage auquel il convient de remédier.

Comment, concrètement ? « L'établissement des « Ce à quoi s'emploie le patronat. Sinon, nous nous trouvons devant une machine emballée, incontrôlable comportant des risques plus graves que les scandales qui ont déjà éclaté. »

AIDER L'AMÉRIQUE • La collusion entre le monde politique et les milieux d'affaires dont témoigne, nous trouvons devant ces dernières semaines, un scandale de pots-de-vin dans lequel est impliqué l'ex-chef du clan du premier ministre Miyazawa, est un phénomène endémique au Japon. Les milieux politiques ont leur responsabilité. Les industriels qui les financent les leurs.

D'autant plus peut-être que le patronat ne semble plus jouir de l'influence qu'il avait autrefois lorsque son président était nommé le « premier ministre du monde des possédants » : un contrat – en 1956 – le premier ministre, Ichiro Hatoyama, à démissionner. Le patronat a longtemps conservé une grande influence par le biais des contributions politiques au parti libéral. Celles-ci suivent deux axes : les fonds versés par le Keidanren et ceux versés directement par chaque entreprise à un homme politique.

Aujourd'hui, c'est regrettable, ces financements continuent mais le patronat a perdu une partie de sa capacité d'intervention. Pour part, je pense que ce n'est pas en alimentant le jeu de l'argent dans la politique qu'il doit agir. C'est plutôt milieux d'affaires eux-mêmes de trouver des remèdes à cet « égoïsme » des entreprises qui ne voient plus loin que leur part de marché. Le libéralisme n'est pas la solution miracle. Il faut aussi protéger les plus faibles, établir des clauses de sauvegarde. Entre États également.

Dans le passé, le ministère du commerce international et l'in-

dustrie (MITI) canalisaient l'excès de concurrence pour favoriser la croissance. Avec la déréglementation, le dirigisme avait diminué. A l'occasion de la visite au Japon du président Bush, début de janvier, il a été repris les rénes en « exigeant » des constructeurs automobiles des concessions.

Est-ce une expression de la « concertation » évoquée par Ken Moroi ? « Le problème doit être posé dans une perspective plus large. Il est clair que les États-Unis sont affaiblis. Mais s'ils perdent l'initiative, cela provoquera une confusion généralisée et le Japon sera parmi les pays qui en souffriront le plus. Il faut donc aider les Américains à surmonter cette crise. Concrètement, pour les automobiles par exemple, en opérant des transferts de technologies pour que leurs voitures soient enfin adaptées à la demande japonaise. Dans le cas des constructeurs européens également. C'est par des accords technologiques que nous parviendrons à remédier aux frictions. Les Japonais ne peuvent pas survivre s'ils monopolisent des secteurs entiers de production. Le MITI peut donner des impulsions, mais substituer des entreprises. »

MÉCONTENTEMENT • Les Japonais ne manquent pas d'avantages comparatifs : négligeables pour leurs concurrents hors-Jeu : la durée de travail, l'exemple, qui est plus longue de quelque quatre cents heures annuelles par rapport à celle de la France. « Une convergence est nécessaire. C'est évident », estime Ken Moroi. « Le problème est en voie de résolution de lui-même : si les employeurs japonais réduisent pas les heures de travail, il pourront plus embaucher de jeunes. Ceux-ci manifestent une nouvelle aspiration : temps libre et refusent de sacrifier leur vie à l'entreprise. Un quart des jeunes salariés quittent désormais leur premier employeur dans les trois ans après l'embauche. Cette mobilité de la main-d'œuvre, notamment parmi l'élite des salariés, entame le principe du salaire à l'ancienneté. Ce n'est pas encore une tendance généralisée, mais elle ira en s'accroissant. La phase transitoire que nous traversons durera une dizaine d'années. »

En ce qui concerne enfin les syndicats, trois phénomènes sont en jeu : un recul des syndicats les plus militants du secteur public qui entraînent le mouvement, une meilleure prise en compte des aspirations des employés, le patronat essaye de satisfaire qu'elles soient structurées revendications, la diminution du taux de syndicalisation, conséquence du moindre poids des « cols bleus » par rapport aux « cols blancs ». Un affaiblissement trop grand n'est cependant pas souhaitable : le syndicat a un rôle de médiation entre les entreprises et les salariés. Sans lui, ceux-ci risquent de s'accumuler et d'exploser l'impulsion de groupes extrémistes. »

ÉGOTISME • L'évolution reste cependant lente : l'édifice de la gestion à la japonaise tient. La « culture » qui prévaut à tous les niveaux : la société (entre entreprises et, à l'intérieur de celles-ci, les individus) donne un dynamisme particulier à l'usine Japonaise. Mais plus peut-être que par les accusations de leurs partenaires, fondées sur certaines à usage interne pour d'autres, les Japonais sont préoccupés par le risque d'apparition de blocs économiques.

Ken Moroi a également sur ce point une opinion : orthodoxy. « Je ne pense pas que le risque soit grand. Il existe une communication trop forte entre les pays », les hommes. Celle-ci conjuguée à une internationalisation de fait de la production qui transcende l'État-nation, bien que les frictions commerciales « cristallisent » ce niveau. L'Europe est de ce point de vue un intéressant laboratoire. Pour moi, le vrai problème de l'après-communisme est celui de l'écart entre riches et pauvres, le « camp » de ces derniers s'étant renforcé des pays de l'Est libérés du socialisme. Un dépassement des égoïsmes nationaux permettant de conjuguer les efforts et de définir des priorités est essentiel. De ce point de vue, le Japon doit cesser de concentrer l'effort sur sa « zone de prédilection » : l'Asie. Il y a des pays qui souffrent davantage de cette rigueur. »

Philippe Pons

REPORTAGE

Tianjin goûte au marché

Longtemps tenue d'une poigne de fer par le PC, la troisième ville de Chine livre à son tour aux délices de la libéralisation économique et du commerce avec l'étranger. Un dégel idéologique à 100 kilomètres de Pékin

TIANJIN
de notre envoyé spécial

DU haut de la plus haute tour de la ville, on a une vue d'ensemble de la Chine. Deng Xiaoping pouvait découvrir, un jour d'hiver peu après la chute du grand mur, l'édifice d'eau gelée au pied de l'édifice : « God is Love ». Pour qui n'aurait pas compris l'anglais, le message était assorti d'un dessin d'un crucifix.

Dans un quartier, près de la cathédrale, deux bâtiments sont tout aussi révélateurs d'un effacement de l'idéologie communiste : le Centre Supermarché international, regorgeant de produits étrangers à des prix qui feraient pâlir les boutiques de Hongkong. Les seules qu'on y remarque – si l'on peut qualifier ainsi le bousculade anarchique de consommateurs brandissant des poignées de billets – sont celles des clients étrangers.

Entre les inscriptions chrétiennes – impensables il y a quelques années – et les temples de la consommation, Tianjin, la troisième ville de Chine (comme des Occidentaux l'orthographe Tien-tsin), longtemps tenue d'une poigne de fer par le PC, semble aller à l'avant vers l'économie de marché, sans trop se soucier des considérations idéologiques. La tour de radiotélévision

de la ville, qui a coûté 110 millions de yuans (à peu près autant de francs) pris sur le seul budget de la ville, est un symbole de cette libéralisation qui anime Tianjin face à la capitale. Un phénomène que l'on retrouve partout en Chine.

CONCURRENCE • Le service de sécurité rappelle quand même qu'on ne peut pas tout faire. Les gendarmes font passer le visiteur à un portique détecteur de métal, comme dans un aéroport. Le citoyen chinois qui se présente au restaurant panoramique observé par la caméra vidéo et ne risque pas de s'écarter dans les étages d'où sont diffusés les programmes de radio et de télévision officiels.

Cela n'empêche pas le maire, Nie Bichu, de tenir un discours en parfaite contradiction avec les dogmes moribonds du centralisme économique quand il évoque sa politique de développement pour Tianjin. « La concurrence entre villes est une chose excellente, c'est une émulation souhaitable, la meilleure s'enrichit le premier », lance-t-il quand on lui parle des tentatives pékinoises de réorganisation de l'ordre administratif dans le démembrement des régions provinciales.

Le slogan en vigueur à Tianjin, c'est « le peuple construit lui-même sa propre cité ». Sous-entendu : n'est-ce pas le gouverne-

ment central qui le fera pour lui. Les seules obsessions des responsables de Tianjin sont produire, s'enrichir et consommer.

Les seules obsessions des responsables : produire, s'enrichir et consommer.

Pour ce faire, Tianjin, située à une centaine de kilomètres au sud-est de Pékin, a obtenu la permission de se doter de tous les atouts que d'autres cités du littoral recherchent avidement : une zone économique « ouverte », aux facilités fiscales bien plus avantageuses qu'ailleurs, au bordure de son port, le premier de Chine pour le transport de marchandises ; une zone d'entrepôts sous franchise douanière où doit bientôt s'ouvrir un parc industriel high-tech où travailleront, selon les projets grandioses des autorités, quelque 30 000 chercheurs et industriels de pointe d'ici l'an 2000.

Tout ceci reste, il est vrai, largement une vision d'avenir. Tianjin, dont les décennies de centralisme avaient fait un bastion de conservatisme social, souffre de l'image déplorée de la Chine dans

le monde capitaliste. Les capitaux arrivent, mais pourraient venir plus vite encore sans la méfiance qu'inspire le discours idéologique de Pékin.

Ainsi la Tianjin Economic Development Area, dont le sigle plaisant, TEDA, se prononce en chinois comme « vraiment très grand », est en réalité très petite : 4,2 km² sur 36 km² prévus, où n'est venu se nicher, pour le moment, qu'un petit milliard de dollars (l'Américain Motorola ayant investi à lui seul 120 millions de dollars).

TAIWANAIS ET CORÉENS • Au lendemain de la répression de Tianjin en 1989, la presse avait chanté sur tous les tons l'accord passé avec une firme américaine de Seattle, la MITM Commercial Company, qui s'engageait à faire de la TEDA la plus grande zone de développement industriel rapide du pays. Le premier ministre Li Peng avait félicité les hommes d'affaires américains, « conscients de l'importance du marché chinois ».

Deux ans et demi plus tard, la MOM n'a toujours pas trouvé les soutiens bancaires nécessaires au début des travaux. Si, d'ici là, les bulldozers ne sont pas à l'œuvre, elle perdra cinq millions de dollars et son bail de soixante-dix ans sera annulé. Pourtant, déjà, des candidats à la reprise du bail se monteraient, selon le président de la TEDA, Ye Disheng : il s'agit

principalement d'hommes d'affaires taiwanais, de rival politique, est en train de devenir un partenaire.

Taiwan a investi 70 millions de dollars dans la TEDA en 1991, soit 10 % du total des investissements étrangers l'an dernier. Pour le moment, les compagnies de Taipei se consacrent à des activités simples : chaussures, prêt-à-porter, alimentation. Mais, à en croire les dirigeants de Tianjin, l'heure approche où les firmes taiwanaises vont passer à la vitesse supérieure, à la faveur de liaisons directes avec les autorités nationales qui pourront pas longtemps empêcher de s'établir.

Malicieusement, le directeur du port, Wang Haiping, évoque de telles liaisons maritimes « existant déjà » discrètement. Le maire, lui, ne cache pas de recevoir personnellement depuis quelque temps un grand nombre d'hommes d'affaires de Taiwan. « Nous trinquons à l'avenir de prospérité pour la Chine. »

Les Sud-Coréens n'ont pas attendu une normalisation diplomatique avec Pékin et Séoul. Les premières liaisons maritimes ont débuté avec Tianjin en vue de livrer d'un service pour les cinq jours. Des vols charter sont fréquemment affrétés. Les compagnies aériennes (36 millions de dollars) et les dix-sept firmes créées, soit en joint-venture soit

propriété exclusivement sud-coréenne, représentent 26 millions de dollars d'investissements. Les firmes Samsung et Hyundai en négociation, et un pool de quatre-vingts sociétés organisé par Séoul envisagerait de louer un quartier de la TEDA pour édifier un ensemble industriel voué à l'exportation, un investissement de 300 millions de dollars.

Bon exemple des retombées économiques sur l'environnement des firmes spéciales, le village de Daqiujiang, non loin de Tianjin. C'était autrefois une zone misérable, brigades de production, Chine des communes populaires maoïstes ; aujourd'hui quatre habitants vivent plus qu'à 10 % des activités agricoles. Le reste de la production est assuré par la petite industrie florissante.

Combien de villages peuvent permettre, comme Daqiujiang, d'envoyer soixante-dix jeunes à l'université ? une bourse supérieure revenue d'un ouvrier ? Mais on est en Chine, et il y a un critère qui trompe pas : en 1978, le village comptait 250 hommes célibataires, les jeunes filles cherchant époux ailleurs, raison de la pauvreté. Maintenant, les demoiselles d'autres communes qui, paraît-il, veulent épouser les petits gars du cru, réputé le « village numéro un de Chine ».

Francis Deron

PERSPECTIVES

Marteaux sans frontières

Suite ■ page 35

Et Simon de Pury, responsable de Sotheby's Europe, précise : « L'art contemporain à New-York, les impressionnistes à Londres, le mobilier à Monaco et les bijoux à Genève. » Et Paris? Cette ville qui, de l'avis de tous, pourrait rivaliser avec Londres ou New-York, est handicapée par le statut des commissaires-priseurs français, unique en Europe. D'abord, les 446 commissaires-priseurs de l'Hexagone des officiers ministériels, relevant du titre du ministère de la justice. Ils ont ensuite une compétence territoriale précise : un commissaire-priseur de Paris ne peut pas vendre à Versailles. Ils ne sont habilités à faire des ventes aux enchères. Et, pour tenir le marteau, il faut passer à travers toute une série d'épreuves dont certains dénoncent l'archaïsme, voire l'injustice.

Jacques Tajan, de la plus grosse étude française, Ader-Tajan (1 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1990, 550 millions en 1991), stigmatise ainsi le parcours du combattant du postulant : « Passer une licence, un droit, décrocher un DELG d'histoire de l'art, réussir au concours du stage, le bout d'un an repasser un examen de contrôle, deux ans plus tard satisfaire un concours des commissaires-priseurs proprement dit. Mais ce n'est pas suffisant! A cause du nombreux clauses, il faut attendre qu'une charge se libère et qu'un confrère vous la vende. Il faut ensuite pouvoir l'acheter. Son prix est en moyenne de 1 million de francs en province et de 5 millions à Paris. Ensuite, il doit subir une enquête de moralité de la gendarmerie, voir sa candidature acceptée par la chambre nationale, puis transmise à la chancellerie qui l'examinera à son tour... »

ARBITRE Mais l'organisation est défendue par Joël-Marie Millon, président de la chambre nationale des commissaires-priseurs : « Les commissaires-priseurs sont le garant du sérieux de la profession. Le commissaire-priseur français, officier ministériel, est un intermédiaire, arbitre, pas un commerçant. Il est redevenable sur ses biens propres des opérations qu'il conduit. Si les étrangers veulent s'installer en France, qu'ils satisfassent à nos conditions comme nous le faisons aux leurs quand nous voulons nous implanter chez eux. » Des différences jugées artificielles par Jacques Tajan : « Comme nous, les Anglo-Saxons sont des intermédiaires : comme nous, ils avancent de l'argent aux vendeurs et aux

acheteurs; mais nous le faisons plus hypocritement, par l'intermédiaire des banques. »

La profession évolue pourtant. La compétence territoriale est supprimée cette année, le ministère de la justice, « face au grand marché européen, il faut se tenir les coudes et appuyer sur le label Drouot », affirme Joël-Marie Millon. Drouot-Estimations, créé en septembre dernier, témoigne de cette dynamique de regroupement. Comme Drouot-Montaigne, où ont lieu les ventes prestigieuses, indiquant une volonté d'expansion. En 1982, nous faisons un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs; huit ans plus tard, nous avons atteint 3,5 milliards de francs. En 1991, après l'effondrement du marché de l'art, nous avons perdu 35 % de ce chiffre, mais nous résistons mieux que Christie's et Sotheby's, qui ont vu leur chiffre divisé par deux ou par trois (1).

Les plus grosses études parisiennes - Ader-Tajan, Loudmer, Briest - n'ont jamais caché leur hostilité à l'unité de façade. « Dans le monde entier, on connaît Sotheby's et Christie's, mais à Drouot, on ne sait jamais qui tient le marteau », explique Francis Briest, du groupe Gersaint (dix études à Paris, en province). En fait, la profession de commissaire-priseur en France deux entités bien distinctes : « D'une part, les auxiliaires de justice qui adjugent aux

enchères des successions et des faillites, Jacques Tajan; d'autre part, ceux qui sont essentiellement liés au marché de l'art. Nous ne faisons pas le même métier. »

DANS LE BON SENS Jacques Tajan réclame « la mise à égalité avec les professions européennes ». Francis Briest de préciser : « La majorité de la profession se bat pour des queues de cerise alors qu'il faut réformer en profondeur. Ce qui est important aujourd'hui, c'est la bataille pour les tarifs, l'unification de la TVA dans CEE, le droit de suite (2). »

Cette mise à égalité semble entamée. Joël-Marie Millon en effet annonce que le ministère des finances s'est engagé à accorder à Drouot le même tarif adouci que les concurrents européens. Les commissaires-priseurs touchent en effet sur les ventes, au lieu de la commission dégressive actuelle, qui tourne autour de 3 %. « Cette réforme dans le bon sens », affirme Francis Briest. Mais de nombreuses entraves au développement de nos activités en France subsistent : le taux élevé de la TVA pour les objets importés, le droit de suite de 3 %, qui n'existent ni en Grande-Bretagne ni en Etats-Unis. »

TROP FAIBLES Guy Loudmer, un des plus importants commissaires-priseurs français, est persuadé que « les premières ventes de Sotheby's et de Christie's à Paris n'avaient



lieu à l'automne. » Pas si sûr, rétorque Francis Curjel, il nous toujours plus avantageux pour nous de vendre à Londres ou à New-York. Nos marges à Paris sont encore trop faibles. Surtout après les baisses des chiffres d'affaires que nous avons subies depuis deux ans. Nous offrons des catalogues moins complets, des expositions moins bien menées, la promotion des ventes serait imparfaite. Nos investissements seraient limités. »

Et Simon de Pury de souligner les tracasseries administratives : la différence de statut des commissaires-priseurs des

experts. Les numéros un et deux du marché de l'art, le monde a donc adopté une stratégie d'autente : « Nous sommes implantés à Paris notre siège pour l'Europe, indique Francis Curjel. Trente personnes, dont six experts, y travaillent déjà, installées dans 1 000 m² de bureaux. Nous avons ouvert une salle d'exposition de 1 000 m². Que faire de plus, si ce n'est attendre que les commissaires-priseurs soient plus professionnels protégés en France? Mais déjà nous avons une marge de 10 % de concurrence, être beaucoup plus rude. »

Concurrence qui joue déjà sur les ventes importantes. Seules les petites et moyennes affaires leur échappent à raison du coût du transport. Mais les deux parties sont prêtes à tenir le marteau le jour où la loi sera changée. Elles se veulent équilibrées. « Notre installation ne fera ni au détriment des Français, assure Simon de Pury. Ainsi, chaque fois que Christie's ou Sotheby's viennent nous concurrencer, comme à Saint-Moritz, il y a deux fois le volume d'activité de Sotheby's n'a pas baissé. Sans doute de petites études, enfermées dans un système trop archaïque, disparaîtront, mais les plus dynamiques, les plus pointues, prendront plus de poids. »

CAPITAUX EXTERIEURS Que la chambre nationale le veuille ou non, des commissaires-priseurs français vont bousculer la profession. Il leur est interdit d'accueillir des capitaux extérieurs? Qu'à cela ne tienne, ils créeront des sociétés qui leur serviront de véhicule. Le modèle de Drouot-Estimations. Ici, l'apport de capitaux extérieurs sera possible, des sociétés, qui pourront être communes à plusieurs charges, géreront la quête des objets, les

expertises, catalogues, la publicité, elles organiseront les ventes, bref, feront du travail d'un commissaire-priseur. « Ce dernier tiendra le marteau, puisque lui l'exige », précise Francis Briest, qui n'appelle pas ses vœux « une révolution », mais préfère « une rapide évolution ».

Le 31 décembre 1992, minuit, rien ni personne ne bouleversera le paysage d'un coup de baguette magique et encore moins celui de la libre circulation des biens (voir encadré). Mais, d'ici trois ans, rien ne sera plus comme avant. Personne en France ne désire claquer la porte au nez des Anglo-Saxons. Si les deux grands décident d'installer massivement dans une autre ville péenne - Berlin, par exemple, - Paris sera marginalisée. « Nous reformer sur nous-mêmes serait pire des choses », reconnaît Joël-Marie Millon, qui plaide : « Il y a une place pour les deux systèmes en Europe : certains pays de l'Est, comme la Tchécoslovaquie, sont prêts à suivre. Nous voulons exporter nos règles à l'éthique. » Une stratégie considérée avec scepticisme par Sotheby's et Christie's, qui pensent être alliés.

L'assaut viendra-t-il de Bruxelles? La Commission pourrait tomber sur les commissaires-priseurs pour abus de position dominante, indique Martine Briat, juriste à la Chambre de commerce internationale (3), qui peut considérer, par exemple, que la vénalité d'une charge est un obstacle à l'exercice de la profession. « Certains ont fait du marteau le système. Ainsi Philippe Augier a monté, il y a quelques années, Deauville Auctions, une société spécialisée dans les ventes aux enchères de chevaux, puis les voitures, maintenant d'œuvres d'art. Il n'est pas commissaire-priseur? Il importe. Un « vrai » professionnel tient le marteau. »

Emmanuel de Roux et Michel Guerrin

(1) Le chiffre d'affaires de Christie's est passé de 13 milliards de francs en 1988 à 5,8 milliards en 1991. Celui de Sotheby's de 18,6 milliards à 11 milliards. (2) Drouot est à 3,5 milliards de francs en 1991, soit 37 % de moins qu'en 1988. (3) Il s'agit d'un prélèvement sur le montant de la vente au profit de l'auteur droit de l'auteur ou l'œuvre. (4) Un colloque sur « Les aspects juridiques du commerce international de l'art » aura lieu à Madrid du 12 au 14 février. Renseignements : tél. 49-53-28-53.

La libre circulation des objets d'art

« Il est souvent plus facile de travailler entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ou la Suisse qu'entre deux pays du marché commun. » Ce constat de Simon de Pury (Sotheby's Europe) montre bien les obstacles qui restent à aplanir pour que les objets d'art circulent librement à l'échelle européenne.

Douze, François Curjel, de Christie's, est persuadé que, en janvier 1993, les nombreuses entraves subsisteront. L'harmonisation sera d'autant moins facile que la politique culturelle a jusqu'ici été laissée à côté et que la Commission de Bruxelles n'a pas le pouvoir d'intervenir dans ce domaine. C'est donc aux Etats et à la Communauté de s'entendre eux-mêmes. Si les licences d'exportation sont supprimées, les Etats et la Communauté ont des réglementations fort différentes. Ceux du Nord (Grande-Bretagne, Benelux,

Allemagne) sont, par tradition, assez souples sur la circulation d'œuvres d'art. Les pays du Sud (Espagne, Italie) possèdent des lois sévères.

En Italie, par exemple, il est officiellement très difficile d'exporter une œuvre d'art, mais cette sévérité n'est qu'un leurre, le marché parallèle. Aussi le gouvernement veut-il lancer un inventaire du patrimoine. En France, l'Etat jouit d'un droit de préemption dans les ventes publiques. Il peut, en outre, interdire la sortie d'un objet du territoire. Mais un arrangement est possible avec le ministère de la culture, partagé entre le désir de protéger le patrimoine national et le souci de faire de Paris une place internationale du marché de l'art.

L'article 11 du traité de Rome, qui protège les « trésors nationaux ayant une valeur artisti-

que, historique ou archéologique », donne lieu à des interprétations divergentes. Pour certains, il s'applique aux trésors d'origine nationale; pour d'autres, dont le gouvernement français, le texte vise tous les objets existant sur le sol d'un pays. Le risque majeur est, par exemple, de voir un tableau français quitter l'Europe pour les Pays-Bas, qui ne protègent que les œuvres néerlandaises.

Pour tourner la difficulté, certains proposent de créer un « passeport culturel » pour les objets, mais que va-t-on mentionner sur ce passeport? Le pays où l'objet a été fait? Celui où il est conservé? Ou celui où il est prêté? Ce n'est pas la seule difficulté : par exemple, sur quels critères harmoniserait-on les trésors nationaux?

E. de R. et M. G.

La gloire déclinante de Lonrho

Parti d'Afrique, Tiny Rowland, créateur de ce groupe, admiré et haï des milieux dirigeants, avait fondé un conglomérat d'un millier de sociétés, des mines d'or au pétrole, en passant par l'hôtellerie. Aujourd'hui, il doit en vendre une partie pour payer ses dettes

LONDRES

Correspondance

APRÈS Polly Peck, Maxwell, Brent Walker, c'est le tour de Lonrho? Le conglomérat britannique mal en point, son chef, le flamboyant Roland Tiny Rowland, sur la sellette. Ce groupe international d'un millier de sociétés qui emploient 125 000 personnes dans plus de quatre-vingt pays, aux activités diverses - des mines d'or au pétrole, à l'hôtellerie, à la production pétrolière, à l'agriculture, à la mécanique, à la textile, à la transport, à la presse, à la télévision - réalisait un chiffre d'affaires de plus de 4,8 milliards de livres (48 milliards de francs), 5,4 milliards en 1990, enregistre son premier recul.

Pour tenter de réduire le formidable endettement de 1,1 milliard de livres, cette multinationale contrainte de céder des participations qui pourraient monter à 50 millions de livres.

Même le fleuve traditionnel des opérateurs de la City a craqué un brin lors de l'annonce, il y a deux semaines, des mauvais résultats de Lonrho au cours de l'année 1991 : recul du chiffre d'affaires et des bénéfices. Conséquence de la baisse des cours de certains métaux (or, platine, rhodium), de la récession frappant l'hôtellerie, l'automobile en Europe

Etats-Unis, de l'aggravation de la crise économique africaine, les bénéfices impôt du groupe ont chuté de 24 %, tombant de 273 à 207 millions de livres. Pour la première fois, trente un Lonrho a réduit son dividende (de plus de 50 %).

CHUTE VERTIGINEUSE Lonrho sans doute perdre aussi la distribution, en Grande-Bretagne, des automobiles Volkswagen. Audi, le constructeur allemand, désirant reprendre la gestion directe de son réseau commercial au Royaume-Uni, renouvellera pas le contrat qui le lie à Lonrho.

La chute vertigineuse de Lonrho de Bourse devrait entraîner l'exclusion de Lonrho du prestigieux indice dit « Top hundred » regroupant les cent principales valeurs du Stock Exchange londonien. « Après l'affaire Maxwell, la Bourse se méfie des magnats des affaires comme Rowland, seuls aux commandes. Heureusement pour lui, le capital de Lonrho n'est pas dans les mains des grands investisseurs institutionnels. Son son est entre les mains d'une armée de petits actionnaires qu'il a toujours à payer, leur accordant un dividende généreux. Mais, aujourd'hui, leur confiance risque d'être ébranlée par une avalanche de mauvaises nouvelles », estime James Leahy, analyste minier auprès de la

banque Crédit lyonnais-Laing. Le coup dur pour Tiny Rowland, soixante-quatre ans, né en Inde de père allemand, devenu la force du poignet, conteste. L'un des plus célèbres patrons britanniques, Du thé au Malawi, du cuivre au Pérou, du charbon au Zimbabwe, des dérivés en mer de Chine, des pelotes mexicaines... empire plusieurs continents. Tiny Rowland l'a bâti à partir du côté sud de l'Afrique, en particulier de l'ex-Rhodésie. De là, cet aventurier de notre temps a conquis les pays d'Afrique australe en tirant profit de l'imbroglio politico-économique-racial qui avait agité les territoires de l'ex-Empire britannique lors de la décolonisation des années 60.

LONGUE VENDETTA L'épave suit la Grande-Bretagne, frappée par la crise économique des années 70 où méthodes de travail musclées, l'ambition gourmande, l'autoritarisme de Rowland choquent le plein fouet le monde feutré de la City. Ce flibustier des affaires rachète l'hebdomadaire dominical The Observer - qu'il risque de devoir céder aujourd'hui - mais échoue dans sa tentative d'OPA sur les grands magasins Harrods. En 1985, M^{re} Thatcher lui préfère les frères égyptiens Al-Fayed. Un premier échec n'affronte que le patron de Lonrho n'oubliera jamais, comme

l'atteste sa longue mais vaine vendetta contre les propriétaires du célèbre établissement de Knightsbridge. Récemment, son nom avait circulé pour reprendre le potentiel du Daily Mirror du défunt Robert Maxwell et de Rolls Royce Motor Cars à la recherche d'un sauveur.

Les yeux plissés de malice sous les cheveux gris gominés, élégance gentleman, mais dédaigneux du mépris de l'establishment insulaire, ce personnage parti à l'assaut du sanctuaire du capitalisme anglais ne boit pas, ne fume pas et fuit les journalistes. « La face inacceptable du capitalisme », a dit un jour de lui le premier ministre conservateur Edward Heath. « Je n'ai pas besoin de respectabilité mais de bénéfices et d'affaires qui tournent », lui a rétorqué « Tiny », perpétuellement entre deux Concorde, trois conseils d'administration, quatre coins du monde.

SEUL MAÎTRE A BORD Ce que reprochent aujourd'hui banquiers et analystes à ce créateur génial, c'est, au fond, d'avoir oublié les règles de gestion, de ne pas avoir accepté le fait qu'un succès commercial à long terme se bâtit sur une organisation non sur le charisme d'un seul homme. Dans l'organigramme de Lonrho, Tiny Rowland est responsable à la fois des orientations stratégiques et de la gestion quotidienne. Il

n'aime guère déléguer et ne tolère pas les moindres détails pour que rien n'échappe à son contrôle.

De même, la désignation récente d'un baron du sucre, originaire de l'île Maurice, totalement inconnu sur les rives de la Tamise, pour remplacer la présidence de Lonrho Edward Du Cann, que le ministère du commerce de l'industrie avait démis, son d'administrateur, a été mal accueillie à Londres. Le monde de la finance aurait aimé voir à la barre un homme personnel de premier plan pour faire contrepoids à l'omnipotence du fondateur. Toute allusion à la retraite de Tiny Rowland a proscrit : un directeur prématurément présenté par la City comme un dauphin potentiel a été contraint de démissionner après une campagne de dénigrement derrière laquelle les chroniqueurs ont cru distinguer la « patte » de Tiny Rowland.

INFLUENCE DE L'OMBRE Le chef de Lonrho s'est également grisé par le pouvoir d'émancipation qu'il a longtemps joué auprès de plusieurs leaders d'Afrique anglophone. Cette influence de l'ombre a été le fait d'un journaliste britannique : « Tiny Rowland est le meilleur ministre des affaires étrangères que le Royaume-Uni ait eu depuis trois décennies. » Mais le vent de démocratisation qui souffle sur le continent noir a eu rai-

sonné certains alliés (comme le président Kenneth Kaunda de Zambie). D'autres ont fragilisé, l'image des présidents du Malawi, du Kenya ou du Zimbabwe. Or, plus de 60 % des bénéfices du groupe proviennent toujours d'Afrique. A la fin de l'année, la dépréciation des devises africains a rapporté au sterling, intervenue ces cinq dernières années, Lonrho a dû constituer des provisions pour la perte de changes à l'ordre de 600 millions de livres, une somme gigantesque.

Lonrho une compagnie qui a fait beaucoup de mal, mais nos résultats ne sont pas si mauvais comme on dit. L'état économique général déprimant », répond Philip Tarsh, directeur financier et bras droit de Tiny Rowland. Une répétition de l'affaire Maxwell? La comparaison est inopportune pour notre interlocuteur. A l'entendre, le portefeuille bien équilibré du groupe et, d'autre part, les signes de reprise économique en Occident devraient permettre l'entreprise de surmonter la crise. Mais, de l'avis général, les sociétés-phare, les derniers symboles de l'ère du self made man, les fameux tycons, et les conglomérats unis d'avantage par la personnalité de leur créateur que par des logiques industrielles, a fini de manger son pain blanc.

Marc Roche

Sans vous, la Flamme n'aurait jamais eu un tel éclat.

Merci.



Merci aux 10 millions de français qui ont fêté, dans la ferveur et l'émotion,
le passage de la Flamme olympique dans leur région.

Merci à toutes celles et ceux qui l'ont portée et accompagnée.

Merci à toutes les collectivités locales, associations et clubs
qui se sont mobilisés pour lui réserver le plus bel accueil.

Merci à tous les services publics pour leur appui logistique et leur implication.

Merci aux femmes et aux hommes de La Poste, pour leur efficacité,
leur mobilisation de chaque instant, et leur enthousiasme.

A tous et à chacun, encore merci.

La Poste. Organisateur officiel du Parcours de la Flamme olympique.

ADRIEN SARRA / AFRICA



LA POSTE

PARCOURS DE LA FLAMME OLYMPIQUE

Le Monde

BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1991

Guerre dans le Golfe. Guerre civile en Yougoslavie. Putsch manqué et désintégration de l'Union soviétique... Stagnation dans les grands pays industriels, licenciements... Multiples secousses. Les ondes de choc ont gagné le monde entier en 1991, et 1992 s'ouvre sur autant d'incertitudes. A la place de l'ancienne URSS, la nouvelle Communauté des Etats indépendants va-t-elle trouver un équilibre ? L'économie mondiale va-t-elle sortir de la crise ?

Le Bilan économique et social – véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde – rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques marquants dans leur contexte économique et social.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 49 F

Au sommaire

- L'ÉTAT DE LA FRANCE
- 150 PAYS A LA LOUPE :

Pays par pays, l'analyse et les commentaires économiques et sociaux des correspondants du Monde.

- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- DEUX DOSSIERS SPÉCIAUX :

- 20 ans d'économie mondiale (1970-1990).
- L'Europe de l'Est.

BON DE COMMANDE : BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1991

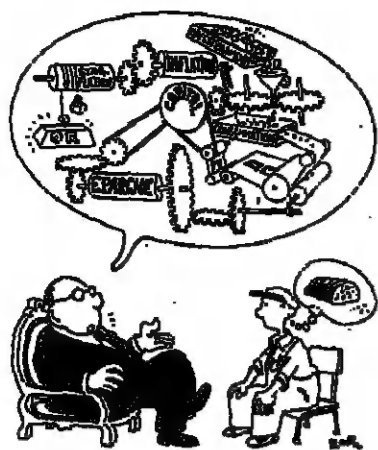
NOM : _____ PRÉNOM : _____
 ADRESSE : _____
 CODE POSTAL [] [] [] [] LOCALITÉ : _____
 PAYS : _____

FRANCE (métropole uniquement)
 Nombre d'ex. _____ x 55 F (port inclus) = _____ F
 DOM-TOM ■ ÉTRANGER
 Nombre d'■ _____ x 60 F (port inclus) = _____ F

Bulletin à découper et à envoyer ■
 LE MONDE : Service vente au numéro – 15, rue Faiguère
 75501 PARIS Cedex 15 France

LMB

مذكرة من الإصح



Les risques technologiques majeurs

Quelles sont leurs origines ?

■ Lié à l'activité industrielle, le risque technologique est dit majeur lorsqu'il porte en lui un potentiel de dégâts importants sur les biens (incendie, explosion), l'environnement (pollution eau, terre, air) ou les hommes (brûlures, intoxication, décès), en particulier à long terme.

Aucune activité industrielle n'est totalement à l'abri, même si certaines sont plus exposées que d'autres. Bhopal, Mexico, Seveso, Tchernobyl, Bâle, des villes dont les noms restent attachés à des accidents technologiques de grande ampleur (voir chronologie ci-dessous) concernent trois secteurs ultra-sensibles : le nucléaire, la chimie et le transport/stockage des matières dangereuses. Défaillance d'un grand réseau vital, erreur humaine liée à la conduite d'un système complexe, effets à long terme sur la nature d'une manipulation génétique, les nouvelles technologies (informatique, biotechnologies, génie génétique) sont elles aussi génératrices de risques.

Seveso, Bhopal, Tchernobyl, Mexico, autant de catastrophes industrielles qui consacrent la montée en puissance d'un nouveau danger : le risque technologique majeur. Nucléaire, chimie, transports, informatique, biotechnologies, etc., de nombreux secteurs industriels portent en eux un incroyable potentiel d'anéantissement des hommes, de l'environnement et des biens. Même si la probabilité de réalisation du risque reste très faible, il ne faut pas non plus sous-estimer les actes de malveillance ou de terrorisme attachés aux installations industrielles. A telle enseigne que certains qualifient notre société de « civilisation du risque ».

Avec une faible propension à l'anticipation, pouvoirs publics, municipalités et entreprises cherchent aujourd'hui les parades à ce fléau moderne en prenant des mesures préventives et en mettant en perspective les moyens pour limiter la « casse » en cas d'accident. Six ans se sont tout de même écoulés entre la catastrophe de Seveso et la naissance d'une législation européenne. Souvent lié à des systèmes technologiques complexes encore mal appréhendés, le risque n'est pas aisé à circonscrire. D'ailleurs, c'est trop souvent après un drame, et avec le recul du long terme, qu'on mesure son réel impact. Les chlorés de la première guerre mondiale et les irradiés d'Hiroshima ont été de véritables laboratoires vivants pour les générations qui ont suivi. D'autre part, la guerre du risque n'est jamais gagnée, car la rapidité du progrès engendre aujourd'hui de nouvelles menaces en temps réel.

Ainsi se pose la redoutable question : faut-il accepter de vivre avec des risques au-dessus de la tête, transmissibles sur des générations ? C'est aux gouvernants et aux citoyens de répondre. (Lire par ailleurs, l'article de Patrick Lagadec en page 45.) En tout cas, l'attitude adoptée conduit à faire des choix politiques, économiques et culturels : opter ou non pour le nucléaire, relancer ou non le charbon avec les risques d'effet de serre additionnels comportés... Reste qu'une négligence coûte cher, car elle peut ruiner à tout jamais la crédibilité d'un gouvernement, d'une entreprise... et, surtout, la vie de milliers de gens.

Dossier établi par Nathalie Schneider

Pourquoi les dangers sont-ils de plus en plus grands ?

■ La mondialisation de l'économie et l'interdépendance des technologies ont transformé la planète en un système complexe et fragile. Ainsi, la concentration d'installations industrielles (effets de taille) non loin des centres urbains devient un réel facteur de risque. Une agglomération comme celle du Havre ne comporte pas moins de trente-trois entreprises classées dangereuses.

Dans les pays en développement, cette vulnérabilité augmente fortement avec les « greffes artificielles » de technologies très perfectionnées dans des structures de civilisation traditionnelles, comme le montre l'accident de Mexico. Par ailleurs, la multiplication des échanges internationaux se traduit par une forte croissance du transport de matières premières, parfois dangereuses.

Enfin, l'automatisation, via les systèmes d'informations complexes, crée une relation nouvelle entre la machine et l'homme. La solitude de l'ouvrier, celle

Comment les entreprises agissent-elles ?

■ Une production stoppée, une opinion publique et des médias hostiles, une indemnisation des collectivités et des victimes qui peut atteindre des sommes très élevées, les entreprises ont tout intérêt à limiter les risques car ils peuvent mettre en cause leur survie. Par exemple, début 1988, la pollution du Rhin suite à l'incendie d'un entrepôt chimique à Bâle, en novembre 1986, avait coûté à Sandoz plus de 100 millions de francs suisses.

La plupart des catastrophes donnent même lieu à des crises internes dévastatrices, pour reprendre l'expression de Patrick Lagadec. L'un des grands spécialistes du risque technologique majeur. Absence de stratégie de décontamination, mesures physico-chimiques difficiles à effectuer, études médicales menées à tâtons, le tout sur fond d'affrontements socio-politiques : après la fuite de dioxine de Seveso, les responsables d'Hoffmann-La Roche ont été véritablement pris de cours.

Tirant leçon du passé et soumises à des obligations légales, les entreprises les plus exposées intègrent lentement le risque technologique majeur dans leur management en prévoyant les moyens techniques à mettre en œuvre pour réduire le danger et les scénarios pour faire face à la crise.

Certaines entreprises construisent même aujourd'hui de vrais plans de crise appuyés par une organisation opérationnelle et une politique de communication, en particulier en direction des médias. Pour le nucléaire, par exemple, compte tenu de toutes les mesures de précaution prises, EDF évalue la probabilité d'un accident grave sur le cœur d'un réacteur à un pour cent mille par an.

Pour chaque site existe un plan d'intervention établi par le préfet de département en liaison avec le responsable de l'installation qui prévoit des mesures telles que le confinement à domicile ou sur les lieux de travail, la distribution de pastilles d'iode stable aux populations potentiellement exposées.

De façon générale, deux personnes jouent un rôle-clé en matière de sécurité : l'ingénieur sécurité et le risk-manager. Le premier étudie la vulnérabilité de l'entreprise, propose les moyens de prévention, de protection et un plan de survie (voir lexique ci-dessous). Appréhender les conséquences techniques, commerciales et financières du risque à travers l'étude de scénarios catastrophes, tel est le rôle du second.

“ Les mesures de maîtrise de l'urbanisation sont justifiées pour éviter des situations de catastrophe socialement peu tolérables. ”

Philippe Rocard, ministre de l'environnement ; Henri Smets, université Paris-I

Comment interviennent les pouvoirs publics ?

■ Sur le plan légal, la prévention des risques industriels est prise en charge par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (loi du 19 juillet 1976) qui a intégré les exigences de la directive européenne Seveso du 24 juin 1982 et de ses deux amendements de 1987 et 1988. Prendre les mesures pour prévenir les accidents, prévoir des plans en cas d'accident majeur, informer les populations riveraines et les travailleurs, tels sont les trois grands volets de la directive qui s'applique à plus de deux cents installations en France.

Sans l'élaboration de textes particuliers, les biotechniques sont elles aussi sous surveillance. Ainsi, la commission du génie génétique classe les organismes biologiques selon leur danger potentiel et formule des recommandations sur les mesures de sécurité à prendre dans les laboratoires et les unités de production industrielle. La commission du génie biomoléculaire, quant à elle, étudie dans le domaine agricole les risques de dissémination d'organismes vivants ayant subi des modifications génétiques.

Du ministère de l'environnement et son outil scientifique d'évaluation des risques, l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS), à l'Institut de protection et de sécurité nucléaire et à l'Institut de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS), de nombreux organismes officiels sont impliqués dans l'étude de ces risques.

A noter également au niveau européen un programme de formation aux risques technologiques majeurs dans le cadre du projet communautaire de coopération entre l'université et l'entreprise, Comett. Travaillent sur le thème en France : l'université Bordeaux-I, le Centre national de prévention et de protection, l'université Montpellier-II et le Centre aquitain de formation européenne sur les risques technologiques majeurs.

“ J'ai la conviction que c'est de plus en plus en fonction de la perception des risques qu'elles font courir aux populations que seront choisies les filières énergétiques et décidées les politiques du gouvernement. ”

Michel Turpin, INERIS

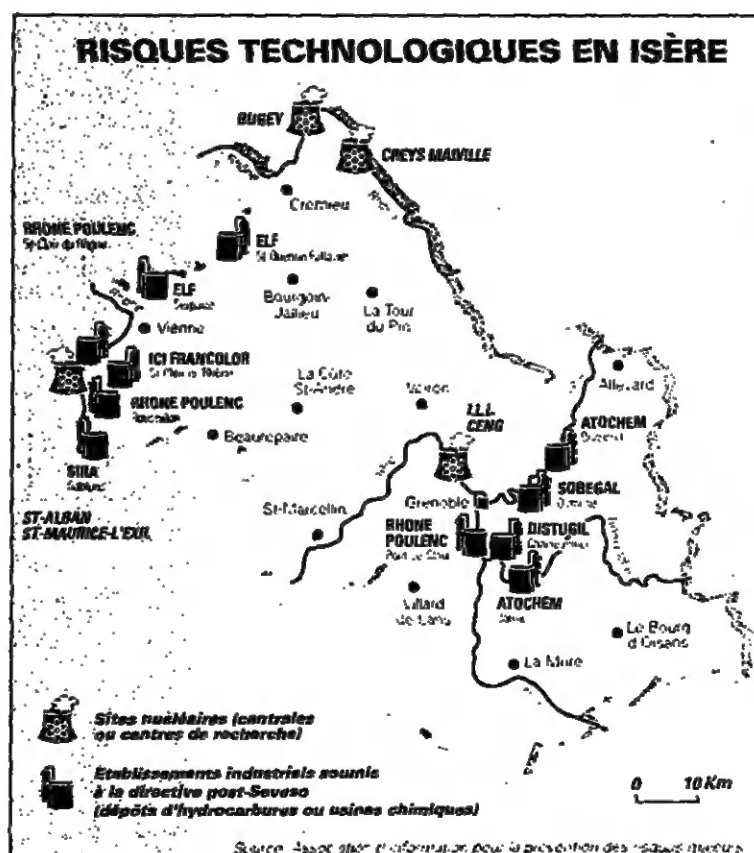
“ La qualité et la sécurité de l'environnement industriel constituent aujourd'hui un enjeu pour nos sociétés. Il appartient aux autorités des pays industrialisés de mettre en place des structures et des politiques adéquates. ”

Brice Lalonde, ministre de l'environnement

QUELQUES DATES

- 10 JUILLET 1976, Seveso, l'avertissement.** - Des fuites de dioxine dans l'usine de Seveso de la filiale italienne du groupe Givaudan-Hoffmann-La Roche créent un mouvement de panique face au risque de contamination possible de la banlieue nord de Milan, heureusement beaucoup plus circonscrit que prévu. La polémique rebondit en octobre 1982 après la disparition de 41 fûts de déchets.
- 16 MARS 1978, côte nord du Finistère, l'Amoco-Cadiz.** - Un pétrolier de 210 000 tonnes s'échoue sur la côte nord du Finistère. Bilan : 250 kilomètres de côtes polluées. C'est la sixième marée noire qui frappe la Bretagne en quelques années.
- 19 NOVEMBRE 1984, Mexico.** - C'est la catastrophe à grande échelle : des réservoirs de gaz explosent les uns après les autres. Une zone urbaine entière est sinistrée. De très nombreuses victimes et une panique monstrueuse.
- 3 DÉCEMBRE 1984, Bhopal.** - La fuite accidentelle d'eau dans un réservoir de stockage de l'usine d'Union Carbide à Bhopal, spécialisée dans les pesticides, provoque la quinzaine de tonnes d'isocyanate de méthyle pendant deux heures. Bilan : 2 000 morts pour une population d'environ 100 000 habitants sur 40 kilomètres carrés.
- 26 AVRIL 1986, Tchernobyl.** - Des erreurs de manipulation provoquent l'emballement d'un réacteur de la centrale nucléaire de Tchernobyl, conduisant à une explosion, un incendie et l'émission dans l'atmosphère de produits radioactifs pendant dix jours. Bilan officiel : moins de 30 morts, sur 100 à 200 irradiés, mais certains en annoncent plus de 2 000. 135 000 personnes habitant dans un rayon de 30 kilomètres évacuées. Un nuage radioactif sans frontières.
- 17 SEPTEMBRE 1991, New-York, nouvel avertissement.** - Une panne non détectée dans un central téléphonique de Manhattan, liée à des difficultés de distribution d'électricité, conduit à un effondrement du système téléphonique concerné avec de sérieuses répercussions sur le système aéronautique : fermeture des trois aéroports de la ville de New-York, saturation d'autres aéroports comme ceux de Washington, Baltimore, Philadelphie, ou Boston, etc.

du conducteur de train ou du pilote d'avion qui regarde se dérouler devant lui un processus désincarné et qui doit décider toujours plus vite, mais avec de moins en moins le droit à l'erreur... sans oublier les menaces que fait peser le terrorisme technologique. La catastrophe écologique du Koweït liée aux puits de pétrole en feu est une illustration frappante. Au final, des risques omniprésents et diffus, dont la quantification exige un très important travail d'analyse systématique auquel beaucoup d'industriels sont encore peu préparés.



LEXIQUE

CATASTROPHE. - Événement particulier et inattendu qui par les conséquences graves qu'il entraîne (dégâts, pollution, pertes en vies humaines) fait prendre conscience du risque technologique.

CRISE. - Déferlement de difficultés humaines, techniques, financières et commerciales imputables à la catastrophe et aboutissant à la mise en question des choix fondamentaux de l'entreprise, voire de sa survie.

VULNÉRABILITÉ DE L'ENTREPRISE. - Analyse et quantification des risques à travers les scénarios catastrophes issus de l'étude du danger.

PLAN DE SURVIE. - Étude des procédés à mettre en œuvre lorsque survient une catastrophe, afin de permettre la continuité du service à la clientèle, d'éviter la dégradation de l'image de marque, d'assurer momentanément la production par des moyens de remplacement.

RISK-MANAGER. - Ce nouveau gestionnaire d'entreprise a pour mission de préserver la pérennité de l'entreprise et de maîtriser le coût global du risque par la mise en

BIBLIOGRAPHIE

- *Etats d'urgence, défaillances technologiques et déstabilisation sociale*, de Patrick Lagadec. Le Seuil, mars 1988.
- *Les Accidents technologiques*, les données de l'expérience, analyses et recommandations. CNPP. AFNOR, décembre 1988.
- *Des risques technologiques majeurs ?* Ville du Havre, agence Savoir pour agir, septembre 1990.
- *La Gestion des crises*, de Patrick Lagadec. McGraw-Hill, avril 1991.
- *L'Archipel du danger*, de Georges-Yves Kervin et Patrick Rubis. CPE-Economica, juillet 1991.
- *« La psychologie de l'homme face aux risques », revue Face au risque* du Centre national de prévention et de protection, décembre 1991.
- *L'Energie nucléaire en questions*. Le Cherche-Midi/ministère de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, avril 1991.
- *Revue préventive spécialisée sur la prévention et la gestion du risque*. Lire notamment les n° 36, 38, 40 et 41.

œuvre des moyens techniques, juridiques et financiers adaptés.

ÉCOTOXICOLOGIE. - Prévision du comportement, du devenir et des effets des produits chimiques dans l'environnement - faune et flore, aquatiques ou terrestres.

DÉNÉGATION DU RISQUE. - Réflexe défensif chez certains individus pour vivre avec sérénité dans un contexte dangereux, mais susceptible de faire obstacle à l'intégration d'une information préventive comme l'apprentissage de gestes de survie.

LIVRES

Justice et efficacité

A la frontière de l'économie et de la politique, un plaidoyer pour la philosophie politique à la manière anglo-saxonne

QU'EST-CE QU'UNE SOCIÉTÉ JUSTE ?
Introduction
à la philosophie politique.
Philippe Van Parijs.
Seuil, 315 p., 150 F.

S'ils veulent découvrir enfin ce dont ils parlent, cet ouvrage est pour les économistes. Ils y seront chez eux, en compagnie du « maximum », de l'« impossibilité d'Arrow » et d'autres vieilles connaissances.

Public ou privé ? Pour ou contre le RMI ? La justice accroît-elle l'efficacité ? Quelles limites au marché ? Toutes ces questions « spontanées » gravitent autour de la justice sociale au sens de Rawls. Rawls est le héros de ce livre. L'auteur lui apporte un appui sans faille. Par là même il défend la manière de penser anglo-saxonne, curieuse dialectique de l'intuition et de l'intime conviction, appuyée sur des exemples horribles : « Supposons qu'une navette spatiale découvre un passager clandestin ». « Imaginons que la société soit constituée d'un homme normal et d'un paralytique ».

Que le jeu en vaille la chandelle, sans doute : il s'agit ici de rien moins que de justifier la social-démocratie moderne contre l'anarcho-capitalisme. Ça mérite quelques moments d'agacement et une poignée de redites. Et quand on saura que cette justification embarque la démocratie, on voudra parier sur ce John Rawls (1), qui parle si bien aux économistes.

La grande originalité de Rawls est de fonder la justice sociale sur un principe de maximisation du

minimum (maximin), dit « principe de différence ». Une société juste est une société qui fournit le maximum de « biens sociaux premiers » aux plus démunis, c'est-à-dire de libertés fondamentales (expression, vote, etc.), chances d'accès aux fonctions, pouvoirs, dignité, richesses et revenus. Entre une société égalitaire qui donne peu à tous, et une société inégalitaire, qui donne beaucoup aux plus démunis, la justice impose de préférer la seconde.

« LIBERTARIEN » • Van Parijs remarque que le « principe de différence », légèrement transformé, conduit à l'optimalité, au sens de Pareto, c'est-à-dire à une organisation efficiente des ressources. A ce stade « idéal », on ne pourrait accroître le bien-être d'un individu sans réduire celui d'un autre. Donc la justice de Rawls est efficiente. Notons qu'elle n'implique pas obligatoirement la croissance. Une société peut avoir un fort taux de croissance (comme l'URSS de l'après-guerre) sans donner autant qu'elle le pourrait aux plus démunis.

Tout de force, Rawls réconcilie l'équité, l'efficacité et la liberté, en offrant la plus grande liberté réelle (consommer par exemple) à ceux qui en ont le moins. Dit de façon « économiste », dans la société juste l'inégalité des revenus maximise le revenu minimal. Il est donc fondé de donner, bien plus qu'un revenu minimum, une allocation universelle sans contrepartie à tout citoyen désireux de travailler ou non, ayant ou non d'autres revenus.

Ce solidarisme hérissé évidemment les tenants d'un second grand courant, dit « libertarien » ou « propriétaire », représenté *modérato* par Robert Nozick et *fortissimo* par Friedman (le fils), et dont les assauts sont patiemment anéantis au long de l'ouvrage. Cette école radicale libéraliserait volontiers la drogue, l'immigration, refuserait l'impôt et prêcherait la désobéissance civile.

Mais son talon d'Achille est l'appropriation de la terre, justifiée cyniquement par le slogan « premier arrivé, premier servi ».

La critique écologiste reproche aux libéraux, solidaires ou non, d'étendre la logique industrielle au maigre stock qui n'a pas encore été saigné par elle. A quoi Van Parijs répond : le problème de la justice ne se pose qu'autant que se pose celui de la rareté, et la justice à la Rawls est le seul moyen de conserver ce qui peut l'être encore.

Avant notre frustration autant que notre feu naissant pour Rawls, il souffle *in fine* que, contrairement aux autres théories libérales, « la société juste de Rawls est par essence démocratique ». Espérons donc une suite du livre, pas toujours facile malgré l'indépendance des chapitres (commencer par le dernier, qui fournit le titre), mais témoignant d'une pensée vivace. Le lecteur économiste, non content de savoir, va devoir s'interroger. Et peut-être même penser.

Bernard Maris

(1) *Théorie de la justice*, Seuil, 1987.

CHRONIQUE • Par Paul Fabra

Les contorsions de l'Etat-actionnaire

TANT l'accord passé entre l'entreprise nationalisée Bull et IBM que les péripéties parfois rocambolesques de la négociation ont mis en lumière l'urgence d'un *aggiornamento*. Le comportement industriel de l'Etat apparaît encore quasiment infantile si on le compare à la conduite, désormais adulte et responsable, de sa politique « macro-économique ». Pour presque tout ce qui concerne cette dernière, le gouvernement, depuis mars 1983, a progressivement renoncé aux faux-semblants (contrôle des prix, etc.) de la maîtrise des affaires.

D'où vient que l'illusion que l'Etat peut agir par des oukases sur la réalité des entreprises soit beaucoup plus tenace, comme certaines initiatives récentes de Matignon semblent le montrer ? La personne du premier ministre et celle de son plus proche conseiller, Abel Farnoux, y sont évidemment pour quelque chose.

Edith Cresson, dont une des premières décisions avait été de bloquer l'entrée de la société japonaise NEC dans le capital de Bull (elle dut vite revenir sur cette interdiction), paraît croire à la politique industrielle telle qu'on la concevait dans les années 60 sous le général de Gaulle ou au début des années 80, sous le premier septennat de M. Mitterrand. Abel Farnoux a beau affirmer qu'il est « fondamentalement anti-Meccano » (*la Tribune de l'Expansion* du 31 janvier), rien n'y ressemble plus que le mariage forcé entre CEA-Industrie et l'électronique grand public de Thomson. On se croirait revenu en 1982. Si cela est possible, c'est que préférences et convictions individuelles n'expliquent pas tout.

La clef de l'énigme, on la trouve dans la formidable ambiguïté de l'expression que les

« hégémonie » (du reste réelle, et fièrement affirmée), fût-ce en s'alliant à d'autres américains : General Electric, puis Honeywell. C'est cette ligne de conduite que le premier ministre et son zélé conseiller voulaient perpétuer.

Jusqu'au dernier moment, Edith Cresson et Abel Farnoux ont été partisans d'un accord entre Bull et « H-P » (Hewlett-Packard) contre la « solution IBM ». Abel Farnoux, multipliant les déplacements aux Etats-Unis, aura essayé de doubler les négociations menées avec IBM et H-P par le PDG de Bull, Francis Lorentz. Celui-ci avait vite fait son choix en faveur d'IBM.

Quitte à adosser sa technologie et son réseau commercial sur un partenaire américain, Bull préfère celui qui reste, et de loin, le plus important. Or, pour la première fois dans son histoire, IBM paraît renoncer à ne conclure que des accords de domination. C'est en tout cas la façon optimiste dont Bull a interprété, avant de s'engager à son tour, le contrat passé par IBM avec Siemens sur les composants et avec Apple et Motorola sur les logiciels. « Big Blue » représente encore environ 25 % du marché mondial, au lieu de 60 % il y a dix ans. Il a paru tantant de lier son sort à ce géant qui a cessé d'être un monstre par le poids.

Le marché n'est plus dominé par les constructeurs depuis que les utilisateurs exigent l'installation de systèmes « ouverts », pouvant opérer avec des matériels de marques différentes et « réparties », par opposition à l'informatique centralisée. La récession aidant, la concurrence acharnée entre les fournisseurs a occasionné une chute des prix, entre 30 % et 50 % selon les cas. La diminution de la demande de grosses machines, vendues avec une marge brute de 65 %, sur laquelle sont financées les dépenses de recherche, est une autre et importante cause d'« amputation » (ou de disparition) des profits. Simultanément, les progrès de la technique entraînent une baisse des coûts de fabrication et d'exploitation des matériels.

Voilà les préoccupations qui guidaient l'équipe de Bull dans ses négociations. Est-ce au membre d'un cabinet ministériel, au premier ministre d'en discuter avec les dirigeants des firmes américaines ? C'est à des confusions de ce genre que mène l'incantation de la « high-tech ». Dans ses conversations avec Hewlett-Packard, Abel Farnoux a essayé d'arracher à ses interlocuteurs californiens un droit de préemption sur la firme américaine au cas où cette dernière viendrait à recevoir une offre d'achat de son partenaire japonais Hitachi. S'est-il avisé que l'Etat-actionnaire n'était autre que le... contribuable ?

Bull joue un rôle de pionnier — comme l'atteste le récent lancement du *Distributed Computing Model* (DMC) — dans l'adaptation aux nouvelles demandes, ouverture et standardisation, de la clientèle. Pour valoriser son outil de production, le groupe a grand besoin de participer au développement d'une technique américaine nouvelle connue sous le nom de RISC. RISC permet d'obtenir un rendement maximal des composants (puces).

UNE autre urgence, c'est le renforcement des fonds propres. La participation d'IBM ne dépassera pas 5,7 % du capital. Mais, venant après la participation de NEC (4,7 %), l'accord avec IBM n'est-il pas un autre pas vers une privatisation nécessaire ? L'entreprise piole sous le fardeau des frais financiers. Les déficiences de l'Etat-actionnaire ont été plus ou moins palliées par un endettement considérable.

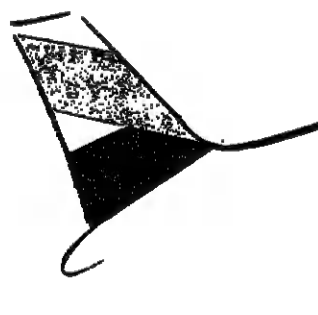
Ses intérêts d'actionnaire, il arrive aussi que l'Etat les compromette par ses velléités de « stratégie » ou d'« indépendance » industrielle. Le veto initial de Matignon à la souscription de NEC au capital de Bull eut pour effet d'arrêter, pendant plusieurs semaines, les ventes de gros ordinateurs : le cœur de ces machines est équipé par la firme nipponne. Il en est résulté, pour l'exercice 1991 (définitif), un manque à gagner de plusieurs centaines de millions de francs. Sans doute par inadvertance mais opportunément, le regrettable Lionel Zinsou, a écrit dans son livre *Le Fer de lance* (2) publié à la gloire des nationalisations : « On ne parvient à décrire une politique industrielle qu'à posteriori ».

(1) Lire à ce propos les *Grandes Manœuvres Industrielles* d'Elie Cohen et Michel Bauer. Editions Pierre Belfond, 1985.

(2) *Le Fer de lance*, Essai sur les nationalisations industrielles (préface de Laurent Fabius). Editions Olivier Orban, 1985.



NICOLAS GUILBERT



ORLY SUD - MADRID
2 vols bi-quotidiens*

7h15
premier vol du matin

Orly Sud	Madrid
7h15	9h05
12h00	10h10
17h15	19h05
22h00	20h10

Ces horaires sont valables à compter du 2 février 1992. Toutes informations publiées à titre purement indicatif et susceptibles de changement sans préavis. A compter du 2 mars 1992. Vols week-end à compter du 28 mars 1992.

Depuis plus d'un quart de siècle, nous transportons sur nos jets privés les personnalités les plus exigeantes. Ce sont elles qui nous ont appris ce qu'un homme d'affaires attend d'une compagnie aérienne.

Renseignez-vous dès maintenant auprès de votre Agent de voyages ou téléphonez à Euralair : (1) 49 60 91 00.

euralair
UN CIEL A PART

OPINIONS

La gestion du futur

Pour une science des crises

par PATRICK LAGADEC (*)

NEW-YORK, le 17 septembre 1991 : confrontée à une forte demande d'électricité, la Consolidated Edison Corp. prie certains de ses clients de se détacher de son réseau et de s'alimenter de façon autonome. Un central téléphonique d'ATT met donc en route ses propres générateurs, qui se révèlent défectueux : l'alimentation passa sur batteries de secours – sans que personne ne s'en aperçoive. Six heures plus tard, les batteries sont à plat, le système de télécommunication s'effondre. Conséquences : fermeture des trois aéroports de New-York, saturation des aéroports de Boston, Philadelphie, Baltimore et Washington, annulation et retard de centaines de vols.

Cet exemple, étrangement passé inaperçu en Europe, illustre la vulnérabilité et la complexité de nos sociétés industrielles et urbaines. En quelques instants, on ne traite plus seulement une difficulté ponctuelle – fût-elle aussi sérieuse qu'à Bhopal ou à Tchernobyl – mais un processus de dégradation rapide de vastes systèmes interdépendants. Et, sur cette ligne de faille, viennent rapidement se greffer maints problèmes de société qui trouvent là une occasion d'expression. On sort de l'univers de l'accident pour entrer dans celui de la crise qui, le plus souvent, laisse les responsables démunis.

Décisions « fatales »

Plus nos sociétés deviennent complexes et interdépendantes, plus elles se spécialisent, plus elles sont exposées au risque de crise. Or l'insuffisante capacité à les traiter contribue à fragiliser les organisations. Ne pas être préparé à la crise, c'est produire la crise. Pourtant, il existe maintenant des connaissances validées, à travers une vaste expérience internationale, qui peuvent être utiles sur le plan pratique : capacité de repérer précocement l'entrée en crise ; guides pour la formulation de stratégies de réponse ; élaboration de stratégies d'apprentissage. La crise est le produit d'une triple dynamique associant le plus souvent un déferlement – la multiplication des difficultés dépasse les capacités de réplique –, un dérèglement – le fonctionnement des systèmes est bouleversé – et des divergences sur les choix essentiels.

Ces mises en question fondamentales, couplées à un ébranlement de l'univers de référence, conduisent à une situation de rupture. Il ne s'agit plus, comme dans une urgence classique, de mobiliser la spécialité ad hoc ; le problème devient alors d'arrêter des stratégies malgré l'incertitude, ce qui passe par la définition de valeurs et d'objectifs partagés par les protagonistes. Le tout bien sûr en situation d'intense médiatisation, avec un risque fort de perte de légitimité. Les responsables sont brutalement confrontés à ce que le politologue Yezehiel Dror appelle des décisions « fatales » (c'est-à-dire

« qui entraînent une destinée »), si bien évoquées par cette parabole chinoise : « Chang Yu, pleurant à la croisée des chemins, dit : « N'est-ce pas ici que, si on fait un demi-pas dans la mauvaise direction, on se réveille à des milliers de kilomètres ? »

La première urgence est de reconnaître l'important effort d'apprentissage à engager. Or dans une large majorité d'organisations, la régence est vive, ne serait-ce qu'à évoquer des scénarios de situations perturbées ; les crises réellement subies ne

Si les responsables sont disposés à amorcer une démarche d'apprentissage, l'important n'est pas d'avoir rédigé des plans, mais de s'être résolument engagé sur la voie de l'expérimentation hors des scénarios classiques, en coopération avec les acteurs internes et externes : il est tout à fait possible d'opérer, à moindre coût, des tests stimulants en séminaires de simulation.

Mais la connaissance acquise sur les phénomènes post-accidentels ne suffit pas. Dans le

teur bien caractérisé, il est nécessaire de s'intéresser aux situations dégradées, aux univers gravement déstructurés, aux situations bloquées en raison de la sédimentation sur très longue durée de problèmes multiples (comme la question des déchets industriels et des décharges) ? Comment réagir lorsque c'est le système tout entier qui est affecté (par exemple l'appareil industriel en Europe orientale) ?

Intolérance à l'incertain

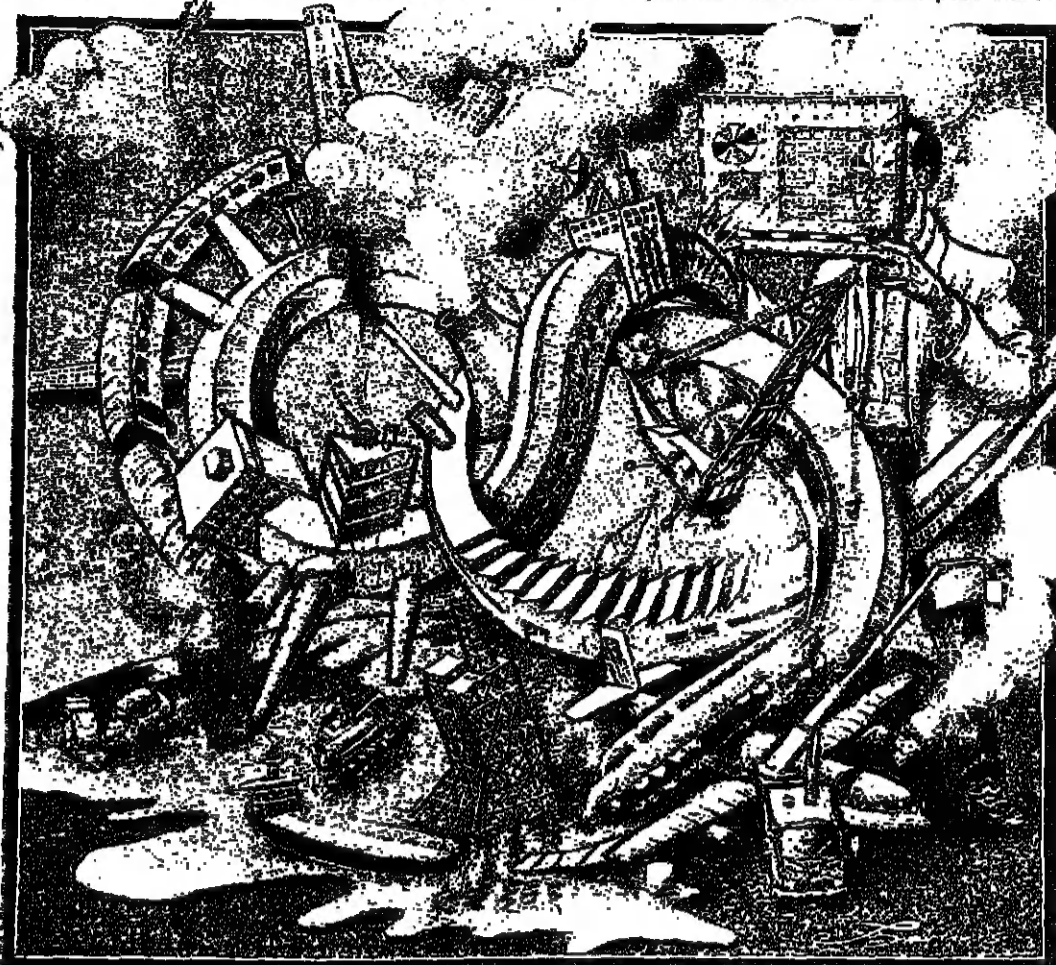
L'interrogation sur les mécanismes générateurs de crises est également nécessaire. Ainsi, l'intolérance à l'incertain et la forte espérance de vie dans les pays riches rendent de plus en plus insupportables les menaces sur la santé, surtout lorsqu'elles sont liées à des expositions involontaires. C'est sur ce facteur que se jouent et se nouent de nombreux épisodes de crise – dont l'affaire du sang contaminé constitue l'avatar le plus récent. Plus globalement, l'incertitude sur les valeurs, la mondialisation des problèmes, la médiatisation générale, l'affaiblissement de légitimité de l'Etat sont autant d'ingrédients constitutifs des crises du futur.

Le domaine des crises technologiques a souligné la nécessité de bien des ruptures : reconnaissance des limites de la science et des zones d'incertitude ; transformation de la culture des organisations ; hardiesse dans les initiatives, à opérer sur base de consensus, de négociation plus que sur des ordres hiérarchiques ou des règlements formels. Il a aussi révélé l'importance de l'apprentissage constant pour mieux apprendre à faire face à l'improbable, et même à l'impensable.

Pour affronter ces situations, il faut à l'évidence disposer de capacités d'expertise spécifiques, de recherche et d'intervention, qui font cruellement défaut. Cela signifie mettre en place une « masse critique » de recherche sur ce que les professionnels de la gestion des dangers ont baptisé « cindynique ». Quant à l'expertise d'intervention, elle ne pourra être apportée que par de solides équipes, reflétant des cultures diversifiées, rompues à l'interaction rapide de savoirs éclatés, habituées à intervenir ensemble, assez rodées pour fournir une aide précieuse sans jamais déborder de leur rôle – le conseil et non la décision.

Ces équipes doivent travailler sur la base de retours d'expérience constants et mener leurs réflexions à une échelle internationale. Aujourd'hui, elles n'existent que dans de très rares groupes industriels. De grandes organisations commencent aussi à comprendre l'intérêt de pareilles équipes d'intervention. Mais il ne doit pas s'agir de clubs secrets travaillant dans l'ombre : les crises risquent alors de faire une victime supplémentaire, la démocratie.

(*) Chercheur à l'Ecole polytechnique.



font pas l'objet d'examen approfondis systématiques, alors que la « retour d'expérience » est la clé de tout progrès. Trop rares sont les exemples du type de ce qui a été fait après l'accident de la centrale nucléaire de Three Mile Island à la demande du président des Etats-Unis (le rapport Kemeny de 1979).

domaine technologique, il serait judicieux d'élargir les travaux déjà réalisés aux technologies émergentes, par exemple l'informatique, la monétique, le génie génétique ; de sortir du seul champ des accidents localisés pour aborder les crises liées à des défaillances de réseaux et de systèmes complexes. Au-delà des crises à événement initia-

Réduire le chômage

Organiser le partage du travail

par GUY AZNAR (*)

L'ATTENTE d'un père Noël miraculeux qui viendrait mettre fin au chômage à long terme domine la collectivité française, encouragée dans cette attitude infantile par les discours politiques et les médias. Elle n'est pas sans rapport avec l'absence d'expression collective des chômeurs, qui sont pourtant trois fois plus nombreux que les agriculteurs et autant que les fonctionnaires.

Un très grand pas sera effectué le jour où des hommes politiques non tricheurs voudront bien considérer les Français comme des adultes en leur disant la vérité. Celle-ci tient en quelques phrases. La diminution des emplois étant corrélatrice au progrès économique et technique, ceux-ci vont nécessairement diminuer. La croissance ne peut pas résorber le chômage : dans les années les plus folles, elle n'a jamais créé plus de 200 000 emplois par an, or, actuellement la nombre de chômeurs approche les 3 millions ; d'autre part, la nouvelle croissance se fabrique en diminuant les emplois (dans la décennie 80, la croissance a été de 25 % et le chômage a augmenté de 1,2 million de personnes). Last but not least, les courbes démographiques laissent présager, d'ici 2005, 2,5 millions de chômeurs supplémentaires qui sont déjà nés.

Les deux routes

Il n'existe que deux voies pour résoudre ce problème de vases communicants entre une offre d'emplois supérieure à la demande des bras et des têtes disponibles.

La première consiste à couper la poire en deux : une partie des gens travaillent et payent pour verser un genre d'assurance-détresse (chômage, RMI, etc.) à l'autre partie qui est interdite d'activité. Le partage n'est pas fait au hasard : ceux qui travaillent sont ceux qui correspondent le mieux à des normes établies : ceux qui sont exclus le sont en fonction de critères ségrégationnistes : l'âge, le sexe, le quotient intellectuel, etc. C'est ce qu'on appelle la société « duale », que tout le monde réprouve à haute voix mais dans laquelle nous vivons en fermant les yeux.

C'est la solution la plus pratique à court terme parce qu'elle évite d'affronter la réalité, parce qu'elle maintient les avantages acquis, parce qu'elle cache la dureté des faits sous la voile hypocrite de la générosité sociale. C'est la solution la plus odieuse sur le plan social, la plus injuste sur le plan individuel, la

plus imprévoyante sur le plan politique parce qu'elle débouche inévitablement sur une explosion sociale. L'histoire montre qu'une exclusion massive du jeu social fait toujours le lit du fascisme.

L'autre voie, moins évidente parce qu'elle heurte quelques tabous, bouscule quelques habitudes et oblige à imaginer un tout petit peu, est celle qui consiste à organiser le partage du travail.

Il ne s'agit pas de proposer une démarche caritative où les uns s'appauvrissent pour soulager les autres comme saint Martin partageait son manteau. Il s'agit d'organiser une autre répartition du travail où personne ne perde, ni les salariés, ni les entreprises, ni l'Etat et qui ne repose que sur le désir. La philosophie est simple : faire en sorte que ceux qui ont un emploi travaillent moins afin de laisser de la place pour ceux qui ne travaillent pas du tout.

Puisque nous avons opté pour le réalisme il ne s'agit pas de revenir au slogan ancien : « Réduction de la durée du travail sans réduction des salaires ». Comment peut-on réduire la durée du travail sans perte pour le salarié, sans coût supplémentaire pour l'entreprise, sans charges supplémentaires pour l'Etat ?

Enigme qui ne trouve sa solution que si l'on invente un nouvel outil : l'indemnité de partage du travail. Le principe est simple : tout salarié qui diminue son plein temps (individuellement ou par suite d'une nouvelle organisation de l'entreprise) touche un salaire réduit (pas de problème pour l'entreprise) mais reçoit une indemnité compensatrice (pas de problème pour le salarié) financée par un transfert du budget chômage (pas de problème pour l'Etat).

Diminuer le temps de travail

Au lieu d'utiliser les quelque 400 milliards du chômage pour indemniser des inactifs, on s'en sert pour financer la diminution du temps de travail. Cette proposition n'est pas nouvelle. Comme l'écrivait Michel Albert dans le *Pari français* (Le Seuil, 1981), alors qu'il était commissaire au Plan : « Tous les instruments possibles pour réduire le chômage ont été explorés systématiquement grâce au modèle DMS ; ils sont au nombre de 100 qui ont été combinés et recombinaisons par l'ordinateur pour sortir des solutions optimales. Il n'en reste qu'une : la réduction de la durée du travail. » Facilitée par une « prime pour les volontaires au travail réduit ».

Comment mettre au point cette stratégie ? De manière diversifiée, souple, flexible, reposant dans tous les cas sur le volontariat et l'accord syndical. Il

faut abandonner l'idée des solutions uniformes, globales, imposées à tous.

Parmi les modalités les plus favorables du partage du travail, il faut citer celle qui s'accompagne d'une meilleure utilisation des équipements : une équipe travaille trente-cinq heures, une seconde la complète, recrutée parmi les chômeurs. Le gain de productivité permet de payer les trente-cinq heures comme trente-neuf. De nombreuses expériences existent déjà : elles seraient multipliées par le mécanisme de l'indemnité de partage du travail permettant de garantir la compensation à 100 %.

Une autre famille de solutions vise à favoriser le passage volontaire au mi-temps associé à une embauche à mi-temps. Le salarié toucherait un demi-salaire et une indemnité compensant 50 % de la perte. Si 10 % des actifs à plein temps pouvaient réaliser le désir qu'ils expriment dans les sondages, le chômage serait en voie de résolution.

De multiples formules sont déjà en germe dans les textes ou expérimentées ponctuellement. Citons : le passage à la quatrième équipe pour ceux qui font les 3 x 8, le congé maternité de deux ans à mi-temps/mi-salaire complété par une indemnité de partage du travail, le développement de l'année sabbatique (si chacun prenait une année sabbatique tous les dix ans...).

Seul le principe compte : servons-nous du budget chômage non pour indemniser des exclus enfermés dans leur statut comme des Indiens dans une réserve mais pour organiser une réduction-partage du temps de travail.

L'objectif social de la nation n'est pas seulement de redistribuer des richesses, il est prioritairement de redistribuer ce bien rare : le travail, afin de garantir le droit à la vie sociale, le droit à la citoyenneté, afin de garantir un

droit de l'homme fondamental. Partager le travail n'est pas seulement résoudre un problème conjoncturel. C'est inventer un nouveau projet de société qui, au moment où s'élabore la construction européenne, pourrait devenir le projet de l'Europe.

(*) Président des Amis de la Terre. animateur du Collectif de recherche sur le partage du travail.

Le Monde
EDITIONS

R E V U E D'ECONOMIE FINANCIERE

Au sommaire du n° 18

La sécurité des systèmes financiers

Première partie : les causes de tensions

1. Perspective historique : Systèmes de finances, la longue marche d'un concept, Jean-Marie Thivieud.
2. Les risques globaux : articles de Michel Aglietta, Marc-Antoine Klempeter et Michel Vasseur.
3. Stratégie des agents économiques : Trois formes de gestion financière des risques industriels, Rauf Gimenez ; Endettement des ménages, Yves Ullmo, Phil Davis ; La dette publique dans les pays de l'OCDE, Jean-Claude Chouraqui ; Les faillites bancaires aux Etats-Unis, Patrick Artus ; L'avenir des sociétés de Bourse, Michel Vigier.
4. Nouveaux produits et sécurité financière.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

CONJONCTURE

La hausse des taux de chômage est probablement la manifestation la plus tangible des difficultés que traversent nos économies depuis le second semestre 1990. Après plusieurs années d'expansion soutenue, les créations d'emplois ont cédé la place à des suppressions dans la quasi-totalité des nations industrialisées. Dans les pays les plus affectés par la récession, les pertes ont été précoces et plus marquées qu'ailleurs, si bien que le chômage s'y est significativement accru, même si son niveau n'est pas parmi les plus élevés.

En Grande-Bretagne, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi atteint 10,3 % de la population active en décembre 1991 au lieu de 7,7 % douze mois plus tôt, soit une augmentation de 2,6 points, le

INDICATEUR • Le chômage

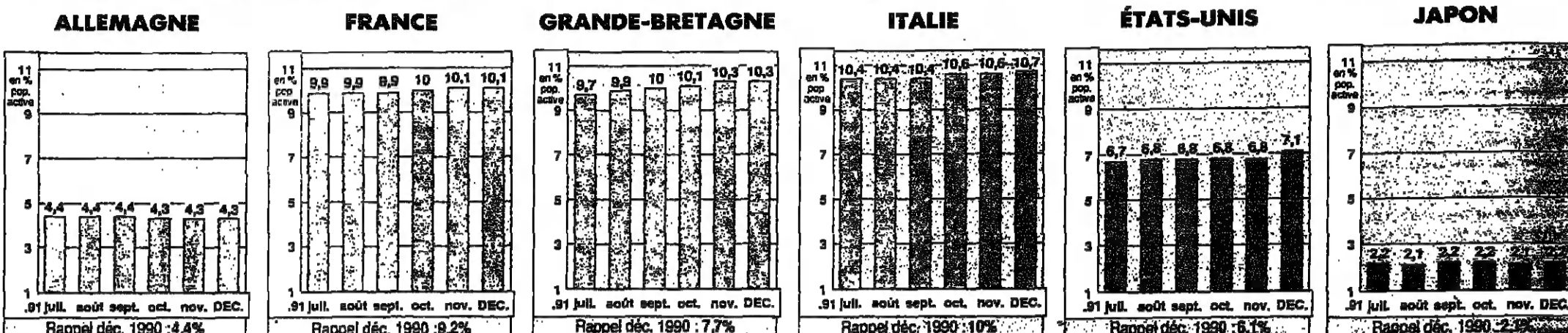
Dégradation

plus forte des pays de l'OCDE. Aux États-Unis, la hausse du taux de chômage atteint 1,6 point depuis le début de la récession, mais le taux (7,1 %) demeure inférieur à celui de nombreux pays mieux portants.

La dégradation du marché du travail a été moindre dans le reste de l'Europe, car le contexte conjoncturel était meilleur. Toutefois, le taux

de chômage tourne autour de 10 % en France et en Italie, 16 % en Espagne et 18 % en Irlande. Pour l'ensemble de la Communauté, il atteint 9,2 % en décembre dernier contre 8,4 % un an plus tôt, touchant près de 15,5 millions de personnes.

L'Allemagne et le Japon font figure d'exceptions : dans ces deux pays l'activité est demeurée soutenue jusqu'à l'automne dernier, maintenant à de très bas niveaux le nombre de personnes à la recherche d'un emploi. La situation a commencé à se dégrader depuis, mais les taux de chômage n'en sont pas encore affectés : respectivement de 4,3 % en Allemagne et 2,2 % au Japon en décembre 1991, ils restaient à des niveaux comparables à ceux de décembre 1990.



Taux de chômage en pourcentage de la population active. Sources nationales pour le Japon et Eurostat.

PAYS • La France

La déception

L'ANNÉE 1991 a été celle de la déception. La croissance s'est établie à 1,1 ou 1,2 %, après 2,8 % en 1990 et 4,5 % en 1989. Contrairement aux attentes, la reprise qui s'est faite sentir aux deuxième et troisième trimestres, à un rythme voisin de 3 % l'an, a avorté à la rentrée. Au-delà du rattrapage consécutif à la guerre du Golfe, la demande n'a pas suivi. La morosité s'est installée, alourdie par le chômage, qui a touché 300 000 personnes de plus en un an.

Dans ce contexte difficile, la stratégie de « dés-inflation compétitive » incarnée par le ministre des finances, Pierre Bérégovoy, a fait l'objet de nombreuses critiques. Pourtant, c'est à partir de 1991 que cette stratégie a le plus clairement porté ses fruits : le taux d'inflation français est devenu inférieur à celui de l'Allemagne, ce qui a permis d'atténuer le différentiel de taux d'intérêt entre les deux pays et d'améliorer la compétitivité des produits français. Paradoxe d'une année où les bonnes nouvelles ont constamment côtoyé les mauvaises.

L'investissement productif n'a cessé de régresser, après les fortes progressions des années précédentes : les taux d'utilisation des capacités de production ont fléchi tandis que stagnaient les débouchés intérieurs et à l'exportation ; la situation financière des entreprises ne s'est que modestément améliorée : les taux d'intérêt réels restent élevés. Au total, la baisse de l'investissement en volume a avoisiné 9 % dans l'industrie et 3 % pour l'ensemble des entreprises, ce qui est considérable.

Faible en début d'année du fait de la constitution d'une épargne de précaution durant la crise du Golfe, la consommation des ménages n'a connu ensuite qu'une reprise limitée malgré cette fois une correction en baisse du taux d'épargne. En effet, un faisceau d'éléments a entraîné un ralentissement très net de la hausse du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages : d'environ 3,5 % par an en

1989 et 1990, elle est revenue à guère plus de 1,5 %.

Ont principalement joué dans cette inflexion le ralentissement prononcé des créations d'emplois, l'alourdissement des cotisations sociales malade en juillet et, dans une moindre mesure, la modération sensible des hausses salariales, sans doute liée à la dégradation du marché de l'emploi. Parallèlement, les encours de crédits de trésorerie aux particuliers ont pratiquement stagné après leur vive progression des années précédentes, reflétant le souhait des ménages de consolider leur situation financière (notamment en limitant leurs achats à crédit de biens durables comme les automobiles).

Mais l'évolution la plus marquante de 1991 est indiscutablement l'aggravation du chômage : le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois a augmenté de 11,7 % entre décembre 1990 et décembre 1991. A la fin de l'année dernière, 2 826 000 personnes (données CVS) étaient inscrites à l'ANPE, dont 893 000 depuis plus d'un an ; au sens du BIT (Bureau international du travail), le chômage touchait 2 408 000 personnes (+ 235 000 personnes en un an), soit 9,8 % de la population active. Cependant, cette montée du chômage, très rapide pour les cadres, est surprenante par son ampleur.

En effet, l'emploi total n'a que peu diminué, malgré le ralentissement de la production. La croissance aurait donc été « riche en emploi » grâce au secteur tertiaire (les effectifs industriels poursuivant leur baisse). Une telle tendance, renforcée par les diverses mesures d'allègement du coût du travail non qualifié, est naturellement souhaitable dans un pays gravement affecté par le sous-emploi, mais elle implique un faible gain de pouvoir d'achat du salaire moyen.

La population active aurait augmenté de près de 200 000 personnes, un chiffre sensiblement supérieur aux tendances récentes (120 000 à 130 000 actifs supplémentaires par an hors effets migratoires). Il y a là pour l'INSEE une énigme à élucider, qui tient peut-être à la fragilité des statistiques disponibles... Depuis 1986, le taux d'inflation

mesuré par la hausse en glissement annuel des prix de détail ne dépasse guère 3 % dans notre pays. Après 3,4 % en 1990, la progression des prix sur douze mois est revenue en décembre dernier à 3,1 %. L'écart d'inflation avec l'Allemagne de l'Ouest s'est ainsi établi à 1,1 point en faveur de la France, contre 0,6 point en sens inverse les deux années précédentes.

Cependant, la flambée des prix énergétiques avait gonflé l'indice des prix en 1990 et, hors énergie, la hausse des prix a été légèrement plus forte en 1991 qu'en 1990 : 3,4 % contre 3,1 %. Mais cette accélération est imputable aux seules taxes indirectes et ne reflète pas de tensions internes accrues. Si les loyers ont connu une hausse plus rapide l'an dernier (+ 5,2 % contre + 4,5 %), une évolution significative est le moindre renchérissement des services du secteur privé, en rupture avec la période précédente.

Conjointement à cette maîtrise des prix, le déficit commercial de notre pays s'est considérablement réduit. Le déficit des transactions courantes, incluant les transferts en faveur de la France liés à la guerre du Golfe et l'amélioration de l'excédent touristique, devrait revenir à environ 25 milliards de francs contre 52,9 milliards en 1990. Rééquilibrage bienvenu, car un pays dont les entreprises investissent massivement à l'étranger se doit d'avoir dans la durée une balance courante au pis faiblement déficitaire. Sinon, le financement extérieur devient vite excessif, compromettant la stabilité de la monnaie et des marchés financiers (on sait que les étrangers détiennent déjà une part importante des titres du Trésor français).

La désinflation, la crédibilité de la politique de « franc fort » et l'amélioration de nos soldes extérieurs ont permis de réduire sensiblement l'écart entre taux d'intérêt français et allemands, mais sans parvenir à les annuler : 1991 peut être qualifiée d'année-test quant au degré d'autonomie de la politique monétaire française.

Hervé Monet

Economiste d'entreprise.

Commerce extérieur

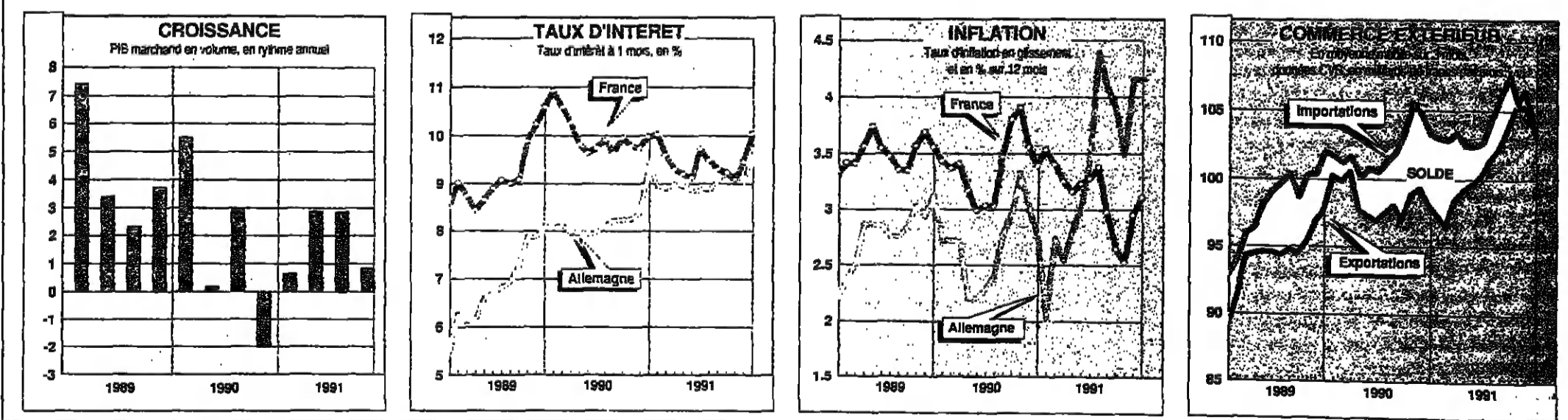
La bonne surprise

L'AMÉLIORATION imprévue des échanges extérieurs en fin d'année a permis une réduction marquée du déficit commercial, revenu en 1991 à 30,2 milliards de francs après 49,6 milliards en 1990. Cette réduction d'une vingtaine de milliards est d'autant plus remarquable que la croissance de l'économie française, quoique modeste, a été plutôt supérieure à celle de ses principaux partenaires.

Pourtant, différents éléments négatifs ont joué. L'excédent agro-alimentaire s'est réduit, après le record de 1990 ; le déficit énergétique s'est légèrement accru, et l'excédent militaire a fondu de moitié. Les progrès enregistrés sont donc concentrés sur le solde industriel civil, avec des exportations en valeur progressant de près de 6 % tandis que la hausse des importations ne dépassait pas 2 %. S'agissant des biens intermédiaires, le redressement du taux de couverture résulte surtout de la baisse des importations. En revanche, pour les biens d'équipement professionnels, on constate une progression remarquable des ventes à l'étranger : +12 % en valeur, soit +32,9 milliards de francs (dont 5 milliards des auxiliaires ventes d'Airbus).

Les exportations automobiles ont connu une croissance rapide, les constructeurs français tirant parti de l'explosion du marché allemand, tandis que les importations stagnaient. De même, les ventes de biens d'équipement des ménages ont progressé de 17 %. Par zones géographiques, le fait marquant est l'amélioration spectaculaire du solde avec les pays de la CEE. Le solde s'est en revanche dégradé vis-à-vis des États-Unis tandis qu'il connaissait de faibles variations avec le Japon et les zones hors OCDE. En 1991, l'industrie française a tiré profit de deux évolutions positives : d'une part, un effort sur la qualité des produits (compétitivité hors coût), fruit des investissements des années précédentes ; et d'autre part, une amélioration de la compétitivité coût vis-à-vis de ses partenaires européens.

H. M.



SECTEUR • L'horlogerie

Ressort détendu

L'INDUSTRIE horlogère a perdu son ressort, au sens figuré comme au sens propre. Les espoirs de reprise pour le dernier trimestre de 1991 exprimés par les industriels l'été dernier se sont évanouis. Et dix ans après le dernier choc conjoncturel, la profession traverse à nouveau une passe difficile.

A des degrés divers, la situation s'est dégradée partout, au Japon, d'où partit la révolution du quartz, comme à Hongkong, centre mondial de la montre au kilo ; en France, berceau de l'horlogerie, comme en Suisse, la Mecque des machines à mesurer le temps. Déjà favorisée par la guerre meurtrière des prix lancée en 1989 par la firme nipponne Citizen, premier producteur mondial de montres (146 mil-

lions), la baisse d'activité est générale et les marchés sont moroses, suivant la conjoncture économique générale, dans l'ensemble des pays développés.

Partout les stocks s'accumulent, au point que Citizen lui-même a été contraint de réduire de 16 % sa production. Seiko, l'autre colosse japonais, a décidé de diminuer la sienne de 11 %.

Dans la colonie britannique de Hongkong, de nombreuses firmes horlogères spécialisées dans les montres publicitaires à l'enseigne des entreprises sont au bord de l'asphyxie et souvent menacées de fermer leurs portes.

Pour les industriels français, la crise est sévère : l'année écoulée a été encore plus mauvaise que 1990 avec une chute de 25 % du chiffre

d'affaires. François Perret, président de Franco-Ebauches, premier producteur de mouvements (10 millions en 1991), ou Michel Dalin, délégué général de la Chambre française de l'horlogerie et de microtechniques, avouent n'avoir pas vécu de crise aussi grave. Franco-Ebauches a pris des mesures de chômage technique : treize jours de fermeture sur janvier et février 1992.

De l'autre côté de la frontière, l'horlogerie suisse, toujours première mondiale avec 55 % du mar-

ché, a stoppé net sa croissance. La Fédération helvétique de l'horlogerie assure néanmoins qu'elle « se porte mieux que les autres » — ou moins mal.

Certes, son principal débouché, le marché américain, est en plein marasme, mais elle peut tirer bénéfice de ses investissements considérables et de son imagination pour relever le défi japonais et déjouer les à-coups de la conjoncture. Les Suisses assurent toutes les étapes de la fabrication, des puces aux habillages, et toutes les gammes de produits : ils ont tout inventé ou réin-

venté, de la Swatch, vedette de la SMH (marques Longines, Omega, Tissot, Rado), montre à grande diffusion, véritable diesel de l'horlogerie (à cause de son bruit), toujours bien en selle, jusqu'à la « 1735 » de Blancpain, la montre la plus chère du monde, sans oublier la « montre molle » de Salvador Dali, lancée par Philippe Muller.

Mais la crise, technologique au début des années 70, conjoncturelle au début des années 80, semble aujourd'hui existentielle : l'acquisition d'une montre, objet familier mais à valeur sentimentale, jalonnait les étapes de la vie. L'électronique l'a banalisée.

Autre phénomène nouveau : les riches deviennent économes. La montre haut de gamme, pour la première fois depuis quarante ans,

marque le pas. Les ventes horlogères de Cartier (marques Cartier, Piaget, Baume & Mercier) ont seulement augmenté de 3 % en 1991, contre 15 % en 1990. La firme, qui, jusqu'à l'automne, espérait une progression de 10 %, avoue même des reculs sur le « Must de Cartier » (- 3 %) et sur les montres en or et acier (- 6 %). Sans la reprise des achats par l'Arabie saoudite et le Koweït en cours d'année, 1991 eût été un mauvais cru pour l'horlogerie de luxe.

Cependant, les Suisses veulent se convaincre que ce n'est qu'un passage difficile : ils espèrent la reprise pour la fin de 1992, et Cartier, de son côté, table sur une croissance de 5 %.

André Dessot

Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse Jûé et le service infographique du Monde.